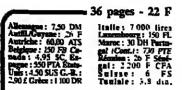
LE MONDE



diplomatique

ublication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedeo

JUILLET 1997

PHOTOGRAPHIE

La rue privatisée

(Pages 28 et 29)

L'Europe de la Bundesbank

Par IGNACIO RAMONET

ROIS hommes dominent l'Unico européenne et soumettent les Quinze à leur loi:

MM. Helmut Koli., Theo Waigel et Hans Tietmayer (1). Il arrive parfois qu'ils ne s'entendent pas entre eux,
mais safte qui est à leurs yeux essentiel,
tous trois forment un bloc. Ce sont des
intégristes de la mounaie forfie, des enragés des critères de convergènce, des
absolutistes de la stabilité. solutistes de la stabilité.

Ce sont eux, avec la complicité d'agents locaux tout aussi frénétiques et fanatiques (par exemple, à Paris, le gonverneur de la Banque de France, M. Jean-Claude Trichet), qui dictent leors conditions et oot imposé à l'ensemble de l'Europe le carcan idéologique qui étouffe l'économie et cause tant de chômage, tant de souffrance sociale et tant de malheur humain.

La Bundesbank, dès 1979, a fait pression pour que le mark, et non l'écu, soit de fait le pilier du système monétaire européen (SME). Ce qui, au momeot de l'unification allemande, en 1990, coûta fort cher à tous les Européens qui o'osèrent pas demander – comme il aurait fallu le faire – la sortie du mark de SME. Conséquence : les taux d'intérêt s'envolèrent et les économies, notamment la française, se retrouvèrent étran-glées. Il y avait 7 millions de chômeurs lors de la création du SME, il y en a aujourd'hui 20 millions.

Le blocage névrotion l'égard de tout ce qui concerne la monnaie et la banque centrale repose sur des traumatismes historiques: hyperinflation de 1921-1923 et, on le sait moins, la décision d'Adolf Hitler de remplacer. dès 1933, le gouverneur de la Banque centrale, Luther, qui soutenait une politique déflationniste et refusait d'assumer le coût d'un plan contre le chômage, par Hjalmar Schacht qui accepta de financer on vaste programme de grands tra-

Sous le prétexte que, du temps de Hitler, la politique l'aurait toujours emporté sur les professionnels de l'économie. MM. Theo Waigel et Hans Tietmayer, refusant de faire la différence entre dictature et démocratie, se crispent sur des impératifs économiques qu'ils érigent en dogmes religieux. Ce sont eux qui, non contents d'avoir imposé aux Européens la contrainte des critères de convergence pour accéder à la monnaie unique, ont imaginé (pour discipliner les pays latins) la tyrannie du pacte de stabi-lité. Résultat : « La construction européenne ressemble à un de ces pétroliers géants, où le pilote automatique o rem-

DANS CE NUMERO :

place le capitaine. Le navire continue sur son aire. Chacun sent pourtant confusément que le cap o été perdu, et que les récifs sont proches. Mais personne n'ose quitter le novire, ni reprendre le gouvernail pour chonger de cap (3). »

On aurait pu penser que les récents résultats électoraux dans plusieurs

pays, eo particulier an Royaume-Uni et en France, ajoutés au fait que neuf des quinze Etats de l'Union européenne sont gouvernés par des sociaux-démocrates, allaient permetre enfin de changer de cap. Les déclarations du nonveau premier ministre français, M. Lionel Jospin, durant sa campagne électorale, ainsi que lors du sommet franço-allemand de Poitiers du 13 juin dernier, laissèrent un instant imaginer anx millions de victimes du modèle économique imposé par la Bundesbank que l'heure du changement avait sonné.

Il a falin déchanter Le sommet européen de la mi-juin à Amsterdam a échoué à redéfinir le cadre institutionnel européen, et a clairement montré deux choses: que le trio doctrinaire Kohl-Waigel-Tietmayer est plus fort que tous les dirigeants des Quinze réunis; et que les sociaux-démocrates européens ne sont pas prets à suivre M. Lionel Jospin sur la question de l'emploi ; pis, que la plupart d'entre eux – des Hollandais aux Britanniques - craigneot svant toute chose la décision des marchés, et qu'ils sont convertis aux recettes ultralibérales de la flexibilité pour combattre le chômage (4).

On voit bien à la lecture du projet de mémorandum sur l'emploi (5), rejeté non seulement par l'Allemagne mais aussi par tous les gouvernements « de gauche », que ces derniers, finalement, n'ont cure de l'emploi. Car les mesures proposées étaient loin d'être révolution-

A Amsterdam, M. Jospin a mesuré son impuissance à faire changer les choses, et n'a rien pu obtenir de concret. A peine de quoi sauver la face. D'un côté, des objectifs chiffrés sanctionnés, en cas de dérive budgétaire, par de lourdes pénalités financières. De l'autre, versant emploi, des déclarations d'intenoon qui ne leurrent personne. Le gouvernement français, sans alliés, a été amené à làcher la proie pour l'ombre. Malgré le



BRUCE CLARKE - < Le nemie revient > (1995)

chantage des grands médias, il n'y avait pourtant aucune urgence à signer, le pacte de stabilité ne devant s'appliquer, dans le meilleur des cas, qu'à partir de l'an 2000. Si M. Jospin avait refusé de signer, rien ne se serait passé. Il aurait pu, par exemple, affirmer: « Nous signerons à l'automne, après le fameux sommet sur l'emploi, si nous sommes satisfaits des résultats. » C'était l'occasion - que des millions d'Européens attendaient - d'une radicale remise à

U fond, cela repose la question : quelle Europe ? La théorie offi-cielle, imposée par la banque centrale allemande, e'est que la monnaie unique, l'euro, va donner un procède donc en inversant les facteurs de la théorie de l'évolution; ce sera l'organe (la mounaie) qui créera la fonc-tion (l'unité politique de l'Europe) !

C'est une grande imposture. Il y a une extraordinaire hypocrisie chez ceux qui prétendent vouloir plus d'Etat en Europe alors qu'ils ne cessent d'exiger moins d'Etat national. Quant au futur gouver-nement de cette Europe de l'euro, il est tout trouvé : ce sera la future banque centrale calquée sur la Bundesbank et. comme celle-ci, basée à Francfort. Avec des économies qui n'investissent ni n'embauchent plus, cela mène tout droit à la catastrophe sociale.

Respectivement chancelier, ministre des finances de la République fédérale d'Allemagne, et président de la Bundesbank.

(2) Cf. La Repubblica, Rome, 19 juin 1997. (3) Jean-Michel Quatrepoint, « L'Europe Thier ou de demnin », La Lettre A. Puris, 19 Juin

(4) Lire Bernard Cassen, « Dans l'ému de l'euro », Le Monde diplomatique, moi 1997. (5) Le Monde, 21 juin 1997.

« Changer d'avenir »...

Dans plusieurs pays européens, des résultats électoraux

favorables à la gauche ne se sont pas traduits par une réorientation des politiques économiques et sociales. Ce qui amène Ignacio Ramonet à s'inquiéter de la prééminence, dans l'Union européenne, « des intégristes de la monnaie forte, des enragés des critères de convergence, des absolutistes de la stabilité ».

La défaite de la droite en France a pourtant confirmé le rejet du modèle économique dominant. « Changer d'avenir » imposera de prendre en compte la profonde mutation induite par les technologies (pages 26 et 27), l'histoire de la gauche au pouvoir offrant, pour e'attaquer aux privilèges, quelques profitables leçons (pages 6 et 7). Le demier modèle européen à la mode - le « miracle néerlandais » - ne tient pas ses promesses (pages 4 et 5). Difficile écono-

miquement. le construction de l'Europe piétine sur le plan politique, dans un monde où se renforce l'hégémonia

des Etats-Unis, qui refusent toute eutonomie du Vieux Continent en matière de défense (pages 10 et 11).

La fin du monde bipoleire emène les Etats à réviser leurs alliances. L'Inde, confrontée à ses divisions communautaires, cherche de nouveeux alliés (pages 18 à 20). L'Ouzbékistan, menacé par l'instabilité qui règne en Afghenistan et au Tadjikistan, voit ses ambitions règioneles contrariées (page 21). L'effondrement de le gauche en Turquia a permis l'ascension des islamistes qui ont dirigé, un en durant, le gouvernement (pages 8 et 9).

L'embrasement de Banqui et de Brazzaville, après celui de l'ex-Zaire, marque une redéfinition des axes géopolitiques du continent africain (pages 12 et 13), La marasme social s'étend, à l'heure des élections, dans un Mexique où la grand marcha nord-américain était présenté comme la remède à tous les meux (pages 15 et 17). La mondialisation frappe toujours les pauvres et les faibles. Et alors que des flots de vacanciers vont s'abattre sur le Sud, n'est-il pas temps de reconnaître les populations locales comma étant les actaurs prioritaires des projets touristiques (page 32)?

Lice le sommaire détaillé mor 32

NOUVELLE GÉOPOLITIQUE EN AFRIQUE

Sous le choc de la « révolution congolaise »

L'embrasement de Bangui et de Brazzaville, après celui de l'ex-Zaîre, est un signe supplémentaire de la crise que traverse l'ensemble de l'Afrique dite « franco-phone », avec souvent ses Etats défaits, ses armées mutinées, ses élections contestées, ses peuples en déshérence. La diplomatie française devra – si elle ne déçoit pas autant que lors de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 - prendre en compte la signification de la « révolution congolaise ». Comme les Etats-Unis, qui viennent de lancer une initiative en direction de l'Afrique, elle devra tirer les leçons d'un séisme qui concourt à modifier les axes géopolitiques du continent.

Par PHILIPPE LEYMARIE *

KE T l'influence africaine, alors?», demande, un rien agacé, l'ex-président tanzanien Julius Nyerere, l'un des « sages » les plus prestigieux du continent, jugeant « intolérable et inacceptable » le fait que l'on puisse réduire l'événement historique en cours en Afrique centrale à une lutte d'influence entre Américains et Français (1). De fait, l'histoire retiendra sans donte que, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, une crise de grande ampleur comme celle du Congo-Zaïre anra été réglée par des Africains eux-mêmes. Et d'abord par eeux de l'Afrique australe et de l'Est, avec une forte implication diplomatique de Pre-toria, qui s'est posé aussitôt en parte-naire privilégié, et même en « partain » du nouveau pouvoir.

Elle se souviendra aussi que, pour la première fois dans ces années 90, une rébellion armée aura retourné en quelques mois un rapport de forces, réussissant là où tous avaient échoué, donnant un avertissement à ceux qui, occupés à

Journalisse à Radio France internationale,

retarder les échéances, à tricher avec les lois et Constitutions et à maltraiter leurs oppositions, risquent d'être désormais confrontés à des opinions en quête de « leur » Kabila..

C'est bien une « autre Afrique » (2) qui tente de s'imposer sur la scène continentale, avec ces couveaux paramètres ; une moindre attention accordée aux partages territoriaux et décou-pages idéologiques qui out fait longtemps les beaux jours et la paralysie de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). La montée des enjeux autour des matières premières minérales, redevenues essentielles à mesure que les autres ressources économiques du continent s'épuisaient, sous l'effet de l'effondrement des cours des produits agricoles, de la démographie, de la

(Lire la suite page 12.)

(l) Le Monde, 21 mai 1997. Ce transfert du pou-oir au Zaîre a été « du début jusqu'à la fin une éfaire africaine, et les Occidentaux ont été quasi-nent inquaisants », a relevé l'ex-président tan-

(2) L'Autre Afrique est le titre d'un nouvel beb-onnadaire panafricain édité à Paris, depuis mai

En vente dans les kiosques :

PROCHE-ORIENT, LA PAIX INTROUVABLE

Manière de voir, nº 34



CENTRE D'ETUDES DIPLOMATIQUES ET STRATEGIQUES

CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

Réservé aux diplomates, aux fonctionnaires internationaux, aux membres du corps consulaire

et aux cadres supéneurs. Cycle de conférences, de séminaires et de voyages d'études sanctionné par un Diplôme d'Études Diplomatiques Supérieures da 3º cycle

3° CYCLES SPECIALISES EN ETUDES STRATEGIQUES ET POLITIQUES DE DEFENSE ET EN AFFAIRES INTERNATIONALES

Renseignements:
à l'ECOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES Etablissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899 54, avenue Marceau, 75008 PARIS Tel.: 01-47-20-57-47

30 -

LE

Balk

aura

de re

muk

tout

don

parv

3007A

ագե

desce.

Slave

men

est s dans

sppx poés

v2ट्टा

0

Nec

Dans votre souci d'opposer le présent au passé, vous idéalisez franchement un plan Marshall dont la définition comme « acte de très grande solidarité » ou « modèle de coopération internationale audacieuse » se heurte au mur contradictoire des archives. Si Gérard Bossuat illustre par ses travaux la thèse « ontimiste » - hégémonique dans l'historiographie française - qui est la vôtre, les recherches menées depuis plus de trente ans à l'étranger et même en untre très conformiste contrée attestent que l'idéal dn temps présent ne cansiste pas à « retrouver l'esprit du plan Marshall ». Lequel n'a pas été à l'origine d'une reconstruction européeone aux fondements endogènes, après les destructions massives de la guerre, mais a contribué à freiner la vigueur de ladite reconstitution des forces productives - à la fois structure des « prêts liés » (la question des « dons » est au surplus loio d'être réglée | et par la capacité des Américains à imposer à que Europe encore en recoostruction civile des dépenses militaires précoces dont le besoin ne s'imposait pas, au jugement même des décideurs concernés (même la France en guerre coloniale permanente depuis 1947 n'échappe pas à ce cas de figure). Toutes choses égales d'ailleurs, les Etats-Unis n'ont pas fait plus de bien à l'Europe après la secoode guerre mon-

« An nom de l'honneur »

L'article d'Annick Hermet (« Au nom de l'honneur. l'affaire Nazmiye », Le Monde diplomatique, juin 1997) a suscité plusieurs lettres de lecteurs. Ainsi, M. David Vinit, de Montpellier, nous écrit :

Dès les premières lignes de son exposé, l'auteur se défend de vouloir minimiser la gravité de l'infanticide dont a été victime la jeune Nazmiye. Certes, Annick Hermet parvient à éclaireir le contexte sous-cultu-rel dans lequel s'inserit ce crime. Son intection de sortir d'une vision étroite véhiculée par la plupart des médias est louable.

Mais cette bonne intentico se mue rapidement en une démonstration quelque peu dérangeante. Expliquer o'est certes pas justifier. Mais fallait-il pour autant insister sur le « lourd passé » de la jeune fille aux yeux d'un islam rétrograde?

L'histoire de la jeune Nazmiye est celle, banale, d'une adolescente en crise suscitaut de sa famille. Mais c'est bien au nom d'une vision archaique et tribale (à laquelle on ne saurait rédoire - loin s'en faut - l'islam) que Nazmiye est morte. Cette pratique trouve encore sa place dans certains pays. La République française ne saurait la tolérer (les lourdes peines infligées à la famille l'ont prouvé).

Expliquer la différence est une intendon louable. Lorsque l'éclaircissement n'est que justification déguisée, elle ne peut que renforcer l'incompréhension.

Mignon, Le

goût du risque

Marie Dar-

rieussecq et

Yann Moix,

Moi demain •

François Dubet,

Au nom du

père, et du fils.

et du saint bé-

néfice • Ro-

main Goupil,

• Yves Simon, Un chef-d'œuvre ordinaire • Olivier Gal-

land, Genèse • Marc Dupuis, Un zeste d'inceste • Futur

antérieur: Rencontre entre Jean-Pierre Vernant et

Alice Thibaud . Olivier Mongin, L'introuvable mé-

moire collective • Serge Tisseron, L'enfant réclamé •

Michel Maffesoli, Répliques juvéniles • Pierre Mayol,

Les sept piliers de la culture jeunes • Yves Bigot, Discor

Dance • Henriette Walter, Mots pour maux • Pascal Du-

ret, La règle du jeu • Anne Andreu, La dernière vague •

Véronique Nahoum-Grappe, La première fois • Patrick

UNE NOUVELLE FORMULE QUI DONNE À RÉFLÉCHIR

• Michel Serres, Andromaque, veuve noire • Jean-Michel Gaillard, Le

brevet élémentaire, un diplôme pour le maître d'école · Hervé Hamon,

Lettre ouverte à ceux qui n'aiment pas les jeunes . Questions à : Edith

Cresson Jean-Michal Djian, Les bons mots de l'académicien • L'Eu-

rope vue d'ailleurs : débat, avec Lisa Block de Behar, Blaise Ndjehoya,

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

diale qu'après la première (dernier fait établi par l'historiographie, même française, depuis des déceonies : voir notamment la synthèse de Franck Costigliola, Awkward Dominion: American Political, Economic and Cultural Relations with Europe, 1919-1937, Ithaca, Cornell UP, 1984).

De son côté, M. Gaston Pellet, de Pujaut (Gard), estime que :

Si le plan Marshall avait été un véritable acte de solidarité, émanant donc d'un Etat se proposant d'aider des penples épronvés par la guerre, il n'aurait pu enmporter d'arrière-pen-sées. On alors la présentation qui en était faite était hypocrite et, dans ce cas, il ne s'agissait plus d'un comportement bumanitaire, mais d'une stratégie politique à visées idéologiques (on peut estimer que l'entrée en guerre des Etats-Unis était essentiellement motivée par la volonté de pénétrer le marché européen après les destructions de la guerre, outre, bien entendu, celle de faire bar-rage à uoe probable expansion du communisme à la faveur de la défaite annoncée du nazisme).

Colloques et rencontres

- LES SYNDICATS ET L'ENTREPRISE AUJOURD'HUI. Deux journées de débats au-tour de l'emplni, du chômage et de l'exclusion, sur le thème : quelles solutions? Une initiative de l'association Recherche, société, syndicalisme (Ressy) à l'Ecole normale supérieure de Cachan, les 5 et 6 juillet. (Tél.: 01-44-62-28-
- LES AMIS DU « MONDE DIPLOMA-TIQUE s. A Lynn, le Inndi 7 juillet à 20 heures, à la Maison pour tous, 249, rue Vendôme, réunion des Amis de la réginn lyon-naise. Thème de la soirée : analyse critique des médias (Consoct : Bernard Lacquard, - Tel. ; 04-78-65-90-90.)
- PHILOSOPHES DEBOUT, Autour de cette pièce de thélitre, Les Périphériques vous parlent et le groupe Génération Chaos organisent plusieurs journées de débats sur la citoyenneté et l'ultralibéralisme. Entre Avignon et Saint-Rémy-de-Provence, du 9 au 20 juillet (Tél.: 04-92-73-10-56.)
- L'ESPÈCE HUMAINE CONTRE LA NATURE? Conférences, débats et témoignages... en pleine garrigue, organisés per le Carrefour International d'échanges de pratiques appliquées ao développement, avec notamment Pierre Rabhi, Francise Casse et Simon Charbonneau. A Viols-le-Fort. du 29 Juillet au 3 000L (Tél.: 04-67-55-07-97.)
- LA CIENCIA AL SERVEI DE L'HOME? Trois journées consacrées (en langue catulane, en espagnol et en français) aux relations entre l'homme et la science. Parmi les intervenants: l'astrophysicien américain Triah ICAUS 180 Testare. A Andorre, au Centre de congrès et d'expositions d'Andorra la Vella, les 27, 28 et 29 acon (Tel : [376] \$25-528.)
- POUR DARWIN. Un congrès international qui a pour ambition de défendre et d'illus-trer sur des bases scientifiques contemporaines la vitalité d'une science contre la résurgence de l'irrationalisme, Parmi les participants : Parrick Tort, Jean Génermont, Teresa Cordon et Jea-nine Flatin. A Romainville, du 2 au 5 septembre. (Tél.: 01-43-55-54-43.)

Le temps d'être

pour • Nicolas

Truong, Echecs

et stigmates •

Macha Séry,

Théâtre et

jeune public, la

fin des préjugés

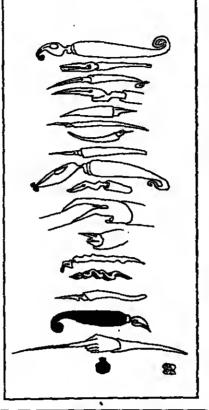
• Portrait:

Claude Que-

nault, le rebelle

apprivoisé...





Précisions

- Dans l'article de Philippe Leymarie, « Madagascar entre nationalisme et survie », paru dans Le Monde diplomatique du mois de mars 1997, la photo «Le Port de Diego-Sua-rez » a été réalisée par Dany-Bey, et celle da bagne de Nosy-Lava par Nary Ravoojy.

- Mª Claudine Hermann, citée dans Huguette Delavaut.

- M. Mohamed Mahjoubi, président de

 Dans le même naméro, l'article de Juan Goytisoln, « Jinaa-el-fna, patrimnine oral de l'humanité » a été traduit de l'espagnn) par Aline Schulman.

Édici par la SA Le Monde diploma ciété monyme avec directois et conseil de surveillance Actionnaires : SA Le Monde

aur de la rédoction : Ignacio RAMONET

Responsable de la diffusion : Patrick MANCHEZ

Relations elientèle. ents : tel : 01-12-17-32-90

Publicité Responsable : Nancha HERCEGOVA Tel.: 01-42-17-25-34 - Fax: 01-42-17-21-85

> Le Monde diplomenta est imprimé sur papier recyclé.

Droit de réponse

Nous avons reçu de la société Du Pont de Nemours la leure suivante :

L'article de Mohammed Larbi Bocguerra (« Du Pont de Nemours, pesticide et profit », Le Monde diplomatique, mars 1997) contenait des aunques mjustifiées contre Du Pont de Nemours et mettait en cause la réputation de nombreux scientifiques et experts médicaux reconnus, ayant témoigné, d'une façon indépendante, lors de plusieurs procès aux Etats-

De surcroît, cet artiele contient de nombreuses erreurs sur les activités de la société, une présentation incomplète et orientée de l'argumentation avancée par les plaignants lors de certains procès et oublie de mentionner le rejet de ces alléga-

tions par les tribunaux. Cet article appelle la mise an point suivante : La société E.I. Du Poot de Nemours & Co. a été fondée, il y a environ deux cents ans, pour fabriquer de la poudre noire. Depuis elle a évolué pour devenir l'une des entreprises au monde les plus importantes et les plus diversifiées.

Contrairement aux affirmations de l'anteur, elle n'a plus d'activité dans les explosifs, et ses ventes au gouvernement américain, essentiellement dans le domaine de la santé, ne dépassent pas un millième de son chiffre d'affaires. Comrairement également à ce qu'écrit l'anteur, la société o'a pas d'investissement dans la centrale nucléaire de Salem pas plus que sa filiale Conoco o'a d'intérêt dans des mines on dans des transformations d'aranium. Simplement, à la demande du gouvernement des Etats-Unis, Du Pont a géré l'usine de Savannah River en Caroline du Sud de 1950 à 1988, date à laquelle la société a mis fin au contrat. Cette usine était l'une des usines de défense nucléaire gérée par des industriels poor le compte du gouvernement Pour cela, en debors du remboursement des frais opérationnels. Du Pont a recu un dollar pour l'ensemble de la durée du contrat.

Il est important de rappeler que la sécurité de ses employés, de ses produits, de ses clients et des consommateurs est un principe fondamental de la philosophie de Du Pont. Ses performances, dans ces domaines, sont unanimement reconnues par l'industrie et par la société dans son ensemble

L'article contient, également, des allégations sur des dommages causés à des plantes et à la santé par le produit Benlate, l'anteur entretenant une habile confusion entre les deux allégations. Il insiste, également, tout particulièrement, sur des accusations de rélention d'information avancées par certains, avocats. Il nous convient d'adresser ces trois sujets, séparément, pour en donner une vision plus

Depuis son introduction en 1970, le Beniate a été utilisé avec succès par les agriculteurs du monde entier. En 1989, à la suite de plaintes sur des dommages causés à des cultures après l'utilisation du Benlate. Du Pont a découvert que certains lots de produits avaient été contaminés par un herbicide atrazine durant une formulation effectuée chez un de ses sous-traitants. La société a rappelé tous les lots contaminés. Deux ans plus tard, Du Pont était informé, par un autre sous-traitant, d'une contamination de sa production de Benlate. Du Pont a, de nouveau, rappelé ses produits et ouvert une enquête. Suite à l'annonce de ce second rappel, de nouvelles réclamations étaient déposées, portant sur des dommages causés à des cultures bornicoles dans le sud des Etats-Unis. La société a informé les autorités responsables et a commencé à payer les réclamations. Dans le même temps, Du Pont engagean une étude intensive qui a duré un an pour déterminer la responsabilité éventuelle du Benlate dans ces pouveaux problèmes. Cette étude a montré que le Benlate n'en étuit pas la cause. Uo panel de scientifiques indépendants, comprenant plusieurs membres de l'Académie nationale des sciences, out participé à cette étude. Du Pont décidait, alors, d'arrêter les indemnisations. Cette décision a été contestée par une partie des plaignants, qui ont traduit la société en justice.

Du Pont est fière de sa réponse, qui consistait à indemniser, immédiatement, les agriculteurs dont les cultures étaient, prétendument, endommagées sans même amendre les résultats de l'étude, laissant ainsi à ses clients le bénéfice du doute. En ce qui concerne le commentaire du directeur du département de l'agriculture de la Floride sur le fait que le Benlate avait dévasté le territoire agricole du pays, il faut rappeler que la cour administrative de Floride a effectivement rejeté toutes les demandes du département de l'agriculture de cet Etat en arguant du fait que les tests de ce département n'étaient pas fiables alors que ceux de Du Pont étaient scientfiguement fondés.

Sur le second point soulevé par l'auteur de nombreuses études scientifiques objectives ont été conduites, dans le monde entier, pour déterminer si l'exposition an Benlate pouvait avoir des effets négatifis sur la santé humaine. Aucune d'entre elles n'a pu rapprocher l'utilisation de ce produit avec des effets négatifs significants sur la santé.

Toute substance, naturelle ou fabriquée, peut produire des effets dangereux sur des animaux de laboratoire quand elle est administrée à hante dose. Contrairement anx assertions contenues dans l'article, l'Organisation mondiale de la santé a conelu que e en raison de l'exposition au produit dans les pratiques d'utilisation courante et du bas niveau de l'absorption dermale de Benomyl (la matière active du Benlate), il est improbable que celui-ci puisse générer des effets de toxicité systémique aussi bien pour la population en général que pour les sujets qui y sont exposés professionnellement ». La même organisation a précisé que le Benomyi était 15 fois moins toxique que l'aspirine et 3 fois moins que le sel de table.

Sur les quelque 45 affaires judiciaires relatives à d'éventuels effets du Beolate sur la santé. Du Pont a déjà obtenu 31 nonlieux et, seule, l'une d'entre elles, appelée « Procès Castillo », a été jugée par un tribunal de Miami. Du Pont, d'ailleurs, a fait appel du jugement qui reflète davantage l'émotion que l'objectivité des preuves apportées. Des experts, reconnus dans ce domaine, ont examiné les preuves de l'expert des demandeurs. Ils ont considéré que les conclusions de celmi-ci étaient sans valeur sur différents points fondamentaux. De surcroît, trois personnalités, faisant autorité dans le domaine des déficiences natales, ont certifié, durant le procès, que l'état de John Castillo o'étair pas dû au Benlate mais probablement à des causes génétiques. Du Pont est confiant que, après le réexamen par la cour d'appel des prenves apportées, la décision du tribunal de Miami sera inversée.

Sur le problème de la prétendue rétention ou destruction de preuves, Da Pont n'a jamais délibérément caché une information à ancun plaignant. Blen ancontraire, elle a fait des efforts sudmmains pour répondre aux requêtes souvent très lourdes des plaignants en matière de remise de documentation. Elle a organisé, à Wilmington, siège de la société, une salle de documentano o regroupant plus de 4 000 000 de pages de documents rela-tives au Benlate venant du monde entier. Parmi ces documents, on peut trouver tous les résultats de tests et les informations liées à la conception et au développement du produit. Tous les plaignants ont accès à cette documentation.

Togjours dans le même domaine,. l'auteur fait allusion à une amende de 115 millions de dollars infligée en août 1995 par le juge Elliott. En octobre 1996, la cour d'appel a cassé ce jugement su motif que le tribunal o'avait pas donné à Du Pont la protection, en matière de procédure, que la Constitution américaine exige. Les autres procédures liées à cette affaire sont désormais confiées à un antre

La position de Du Pont sur le problème de la confidentialité commerciale a été confirmée par les différents tribunaux. Pendant le procès Lambert, en Floride, la société a affirmé qu'il serait inéquitable de la forcer à révéler des secrets commer ciaux en raison d'une allégation non foudéc d'un produit prétendament dangereux pour le public. Bien que le tribunal air ordonné la production de ces documents. la cour d'appel a inversé cette décision. Elle a ordonné au tribunal de déterminer, d'abord, la responsabilité du Benlate. L'Etat de Floride a renoncé à poursuivre.

Suggérer ou laisser entendre, comme l'a fait l'auteur dans cet article, que tant de tribunaux, d'institutions, de scientifiques et de spécialistes éminents et indépendants aient été influencés par la puissance financière de Du Pont est à la fois risible et injurieux. Ces théories sont du domaine de la science-fiction. On ne peut que s'étonner qu'un journal respecté puisse publier un article qui n'est visiblement intéressé que par le sensationnel, le spectaculaire et le scandaleux et mettre en cause aussi légòrement la dignité d'une entreprise, de ses 100 000 employés et de leurs familles, de ses clients et de tous les milisateurs de ses produits.

UNIVERSITE PARIS 13 (PARIS-NORD) DEA RELATIONS INTERCULTURELLES

ANGLOPHONES ET FRANCOPHONES TROIS APPROCHES : comparaison, représentations, interactions

SIX DOMAINES DE RECHERCHE : entures politiques, socialisation, morrements sociant, migrations, récits de voyage, rivalités entre suglophonie et françophonie DISCIPLINES : Anglais, histoira, littératurs générale et comparée, toutes aciences hominides

ADMISSION : sur dossier et après entretien.

ADRESSE: Université Paris II, UFR LUNS, affin Muse Bernnengkenn, av. Ik Chimana, Rabith VELLETARISME Til: 01 49 48 51 57. Telécopie : 91 48 48 37 65 contact (directour affolial) : François Peirles courrier 4: < crisis (@una mely paris 12 fr > www.hitp-fortiss.autor.fr

l'article d'Ingrid Carlander, «Le sexe des sciences » (juin 1997), est directrice adjointe du Laboratoire de physique de la matière condensée de l'École polynecimique. Elle est également la première femme à avoir été nom-mée au rang de professeur, en 1992. D'aumes-femmes avaient été admises à enseigner aupa-ravant, mais au rang de maître de conférences. Par ailleurs, le groupe qui a préparé le rapport cité eu note 2, « Vers la parité dans les ins-tances de décision ? «, a été coordonné par

'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (Asdhom), nous prie de préciser que le Collectif Maroc Solidarité, cité dans l'article « Le Maroc prêt pour l'alternance • (juin), a été créé par treize organisations démocratiques marocaines en France usin de « mener, chaque fois que cela est nécessaire, des actions unitaires de solidarité avec les mouvements sociaux revendi-catifs de dimension nationale et avec la nauté marocaine à l'étranger pour la sauvegarde de sa dignité et de ses intérêts ». Il ajoute que « la perspective électorale n'a jamais constitué le motif. explicite ou implicite, de la création ou de l'action du collec-

on Les Amis du Morale diplo

Directoire : Isracio RAMONET, prisident directeur de la publication : Bernard CASSEN, directeur général

Rédacteur en chef: Alain GRESH
Rédacteur en chef: Alain GRESH
Rédactou : Christian DE BRIE
Bentard CASSEN, Serge HALDMI,
Mamier LEMOIRE, Dominique VIDAL
crétarial de rédaction et conception artistique
Solange BRAND
Documentation : Maria IERARDI
Societation : Solange BRAND

Josefine CAPRON. Monique SALOMÉ Forderer - Haben RELIVE MERY

Acciens directours: François HONTI (1954-1972) Clande R'LIEN (1973-1990) Conseil de san milinos

n-Marie COLOMBANL président : Alain GRESH, vace-président

21 No. rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05 Td.: 01-42-17-29-00 - Telecopies: 01-42-17-21-00 Courrier electronique:
Secretariat@Monde Diplomatique.fr

TEL: 01-42-17-33-78

صحدا سالاص

Lendemains d'

THE STREET, THE PARTY OF STREET, STREE VITE of the control o The lattice of the la THE RESERVE OF THE PARTY OF THE THE RESERVE OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF The state of the s Service Control of the Control of th LAND PARTY OF A SECOND STREET OF THE SECOND STREET

MARKAN L'ESTA SE MARKET MARKET MARKET SE SE MARKET MARKET SE SE MARKET MARKET SE SE MARKET SE M THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

one is formation and the second of the secon K Gery Service 2.23

the phase of a real control BOWERS TO STATE OF STATE OF E MENE C STATE Actions Kyring Royanne Cr. 127 blank to 12 cm MAN INCOME TO STATE OF STATE O prisent is all T. T. S. C. THE SHIP THE with the Carry prophique (): lation com an action. the best on the fe mans to the a read . Will with a second or at the second Sentent Programme ---AMERICAN PROPERTY OF THE PERSON OF THE PERSO tort that the time to the MARKETT TOTAL

Apprets ----BEST EN ST. F. S. or Carpaign Interpretate to AND COME THE PROPERTY. In the same to 神経に ここと 、 一 Francis and the state of The later of the l mind to the state of the state the spirit was an arrangement of

05 hamma | 1 2 4 am

· 50 · 以 二 元二 。

STREET, STREET THE REAL PROPERTY AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE REAL PROPERTY OF THE PARTY State Comment of the con-Laplace Marine Telephone to place the same of the same

Maria de de Santo B. G. Park 2 75 J. 1 ...

The Control of the Co 1 no E STOR E Fine 's ;

the way I provide the state of the Spend of the control of the control

and the state of t Mary Mary Wall ---

A 2430 H CONTRACTOR OF THE PARTY OF freman den giber

- servery & laws increbeed Burreling. والمستانية والمجارة والمجاري I recognise signals which were whom · P with the state of y d wife - 12" mit reen bres arbeiter Abien S. ees. P & 12

279,1120 300 207

A 17 4 1884 4 14 Sugarger . . He st. aufund in Bage the salestand were einerpeirkern geste wer THE PROPERTY OF All and the second A Treat Services g stop the No. is become the non all established 三、小海豚蜂 网络 图 199 Charles and the same of the same Special Section 18 1

migraphian minuspell . Haber A STATE OF THE PORTS المكانعة جهو الجيا لنج & reasonation to at and attached to as the street of the and the second A Secretary Secretary HARMAN CHANGE BET parties that it is the Mary Congression Company to Service States

Property of the same of **ारिकां**क्ष्य क्रिकेट व्यक्त والأربأ كالم المعمولة المعتمي Buch Tree are water our De gring and many the fire Barrier 1 1

and the said deplacements laby to the and Table

Street Palls 13 TARIS WILL والمراوي والمستوي والمناوي المالية المراوية والمناوية والمناوية والمناوية والمناوية

WELTHING INTERVEDICE Mariners 17 18 (School) The second residence of the second se The second secon PROPERTY OF SHAPE OF

THE RESERVENCE OF THE PARTY OF

Droit de réponse

The transfer of the state of th CARROL AND PROPERTY OF THE PARTY OF THE PART Miles Will do and the state of the

ADS THE PROPERTY AND ADDRESS.

to be first the state of the state of

you are you will select

The state of the s

the fig. has a factor than the second

white the state of the state of

The grand and the finish at

granul color out that a still

peral chim it follows

Section of the second section of the smaller is free in the way

the section of the biggs and a

Control of the second of the s

Arran 16 Carley magazine 10 mm

order on a set them that

and the second of the second

では、

Markey Comments on State

Agreement to the many the second

A track of the first state of

is now the pro-time line.

was to the world at the de-

agental has been mitte bette den

The real of the property

Charles of the Waters

Prefer was the a territory and entering

41.

green in a service of the service

the second section and

ment of the second

Charles of Control of the C

present the second to the second to

transfer of the sale of the sa

للتعوير والمرابع والمرابع والمعطمة

The same of the same to the Both

Party of Land American

William Control of the F

Same of the control of the same

The second second

make the second state of the fi

The second second

The state of

in the

100

Salar Filter

1. 25

. 本

Ban ger gratial e at atten a

Second der lang to was

ESPOIR DE PAIX, RISQUES D'EMBRASEMENT Lendemains d'élections en Irlande du Nord

ETTE année encore, juillet s'annonce comme le mois de tous les dangers en Irlande du Nord. Les protestants de l'ordre d'Orange ont repris leurs marches traditionnelles pour commémorer un fait d'armes vieux de plus de trois cents ans, célébration ressentie comme une provocation par la communauté catholique. Sur le terrain, la situation demeure très tendue. Cependant, les changements politiques intervenus depuis deux mois à Londres et à Dublin, avec l'arrivée au pouvoir de M. Anthony Blair et de M. Bertie Ahern, laissent espérer un nouveau cessez-le-feu. L'espoir est d'autant plus fondé que, à Washington, le président William Clinton garde un intérêt réel pour le dossier. Mais en même temps, et paradoxalement, les risques d'embrasement n'ont jamais été aussi grands.

Par PAUL BRENNAN *

En un pen plus d'un an, les Irlandais du Nord se sont rendus aux urnes à trois reprises. Au cœur de chacune de ces consultations électorales : l'enjeu constitutionnel concernant l'avenir des six comtés. De ces trois élections est ressortie clairement une volonté de changer et d'aboutir enfin à une paix

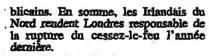
Premier scrutin: celui qu'organise, en mai 1996, le gouvernement britan-nique, sous la pression des unionistes. Il s'agit de désigner une assemblée régionale, qu'on baptisera Forum, et qui sera censée jouer à Belfast un rôle central dans les futures négociations. C'est du moins l'espoir de Londres. A la surprise générale, le Parti républicain de M. Gerry Adams, le Sinn Pein, effectue une percée, tandis que le parti nationaliste SDLP (catholique modéré) de M. John Hume maintient ses positions.

Un an plus tard, le la mai 1997, le gouvernement de M. John Major, arrivé an terme de son mandat, procède à des élections législatives sur l'ensemble du Royaume-Uni. La encore, surprise en Irlande du Nord : le vote catholique, toutes tendances confondues, dépasse à présent les 40 %. Il ne s'agit pas là d'une simple évolution naturelle, qui serait le reflet d'un changement démographique (1); mais d'un satisfecit adresse au Sinn Fein et au SDLP. A l'intérieur du camp catholique, le Sim Pein a davantage encore que le SDLP de raisons de fêter sa victoire. De 78 000 voix abtenues lors des demières élections de 1992, le parti de M. Gerry Adams est passé à 127 000 voix et remporte deux sièges. En outre, il conforte son assise au sein de l'électorat catholique et démontre qu'il rassemble dorénavant 43 % des électeurs, n'en laissant « que » 57 % à son frère-ennemi, le

A peine les nationalistes et les républicains ont-ils achevé de fêter l'événement qu'ils engrangent un nonveau suc-cès. C'est la troisième surprise de l'année, moins importante que les deux précédentes sur le plan politique – il s'agit d'élections municipales – mais plus forte encore sur le plan symbolique. Pour la première fois de son histoire, la mairie de Belfast, tenue depuis toujours par les unionistes, tombe aux mains des nationalistes, avec un succès très marqué pour le Sinn Fein. Dans une région où les symboles out plus qu'ailleurs un sens, a fortiori dans une ville qui est la capitale de l'Irlande du Nord, cette défaite des uns, cette réhabilitation des antres et le transfert du pouvoir qui s'ensuit n'ont pas fini de marquer les esprits...

La période 1996-1997 constitue donc une période chamière pour le Sinn Fein : celui-ci voit sa légitimité se ren-forcer considérablement. D'amant qu'à Dublin un ein du Sinn Fein est entré en juin dernier au Parlement de la Répu-blique d'Irlande. M. Gerry Adams dispose, en principe, de quoi réaffirmer son autorité, en particulier à l'intérieur de son monvement. Les partisans de la hutte armée vont-ils se rendre à l'évidence devant le quadruple succès enre-gistré par le Sinn Fein en l'espace de treize mois ? Rien n'est moins sûr : le 16 juin dernier, deux policiers out été més en Irlande du Nord, et l'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué ce double assassinat. Le message adressé, via les umes, à tons les acteurs du conflit - en particulier aux irréductibles de l'IRA -comporte pourtant une signification très claire : c'est la carte politique, et non la violence, qui a désormais le sontien populaire, y compris dans les quartiers les plus déshérités de Belfast-Ouest. Mais ce signal s'adresse plus encore au gouvernement britannique. Ce dernier se voit sanctionné pour n'avoir pas su profiter de la période de trêve décrétée entre sofit 1994 et février 1996, et faire les compromis nécessaires avec les répu-

* Professent d'études irlandaises à l'univer-sité de Carn et directeur de recherche à l'uni-versité Paris-III. Auteur, notamment, de Civili-sation irlandaise, Hachette, Paris, 1995.

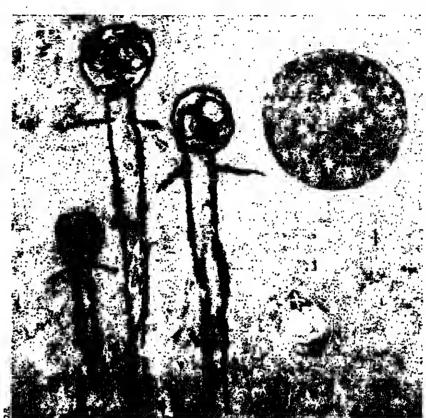


Ce cessez-le-fen, la somme de succès politiques engrangés par le Sinn Fein an cours d'une année le rend à nouveau possible. Mais, pour qu'il se traduise dans les faits, encore faudrait-il que M. Gerry Adams et ses adjoints puissent parler au nom de l'ensemble de leur camp. Car si l'on veut en finir avec la violence politique en Irlande du Nord, il est essentiel que la mouvance républicaine reste soudée, et que chacun de ses membres se sente engagé par les décisions et les éventuelles concessions qui seront faites. C'est tout le problème de M. Gerry Adams. La hantise du dirigeant du Sinn Fein n'a jamais cessé d'être, pour cette raison, l'éclatement de son camp.

Or les dirigeants britanniques ne l'ont pas aidé, ces trois dernières années, dans sa tentarive d'aller de l'avant. Tant que le gouvernement bri-tannique et celui de la République d'Irlande ne traduiront pas, par des gestes concrets, le fait qu'ils ont pris acte de la légitimité réaffirmée de M. Gerry Adams, et qu'ils sont décidés à en tenir compte, le chef des républicains gardera une marge de manœuvre limitée au sein de son propre mouvement. Ses récentes victoires n'auront de valeur et de poids, auprès des plus intransigeants de ses pairs, que si elles: renenntrent un échn à Londres et

Le camp unioniste, quant à lui, fait preuve d'un désarroi croissant. Le Parti unioniste d'Ulster (UUP) de M. David Trimble voit le nombre de ses partisans angmenter. En un an, son électorat est passé de 24 % à plus de 32 %. Il dispose maintenant de dix sièges à Westminster, contre neuf aux élections législatives précédentes de 1992. On scrait tenté d'interpréter cette progression comme un soutien grandissant des électeurs protestants à une aile de l'unionisme capable de souplesse, tant à l'égard des cathnliques du SDLP de M. John Hume, que de Dublin. Envers le Sim Fein, cependant, l'attitude du Parti unioniste d'Ulster reste inflexible, ce qui est de moins bon augure.

Pour sa part, le Parti unioniste démocrate (DUP) voit son electorat s'effriter de 19 % à 13 %, fatigué sans doute par le caractère extrémiste de son leader, Ian Paisley. Bt. à l'issue des législatives de mai dernier, le DUP a vu le nombre de sea sièges à Westminster passer de trois à deux. Ce recul représente un sévère désaven pour ce parti, qui per-siste à prôner l'intransigeance absolue envers le Sinn Fein, et à refuser à



M. Gerry Adams (on a ses proches) tonte participation aux négociations de paix, aussi longtemps que l'IRA n'aura pas accepté de se dessaisir de ses armes.

Autre indice qui confirme la fluidité du vote protestant, tout en permettant d'imaginer d'éventuelles passerelles ultérieures : l'émergence de deux petits partis politiques (proches des paramilitaires loyalistes), présents sur la scène électorale depuis l'année dernière. Il (PUP) et du Parti démocratique d'Ulster (UDP). Tous deux se situent à gauche, en défenseurs de la classe ouvrière pro-testante. Or ils ont réussi à recueillir presque 6 % des suffrages aux élections namicipales du 21 mai dernier.

Il est difficile de savoir s'ils sont appelés à augmenter leur score, mais la violence des atraques répétées du pasteur lan Païsley à leur encoure est bien le signe que le PUP et l'UDP « mordent » sur son électorat, et que l'beure n'est pas à une radicalisation des esprits. Le spécialiste des mouvements loyalistes nord-irlandais qu'est Wesley Hutchinson (2) n'hésite pas à évoquer « les parallèles frappants entre le PUP et le Sinn Fein » : même orientation progressiste, même discours politique marqué par le refus du confessionnalisme, même passé (ou présent) militaire. A cela, il faut ajouter que le PUP plaide pour une participation de tous les partis aux négociations de paix, sans conditions préalables, ce qui revient à accepter la participation du Sinn Fein. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'une grande partie de l'électorat protestant d'Irlande du Nord considère, pour l'heure, le PUP d'un ceil suspicieux, et se montre plus

inquiète que jamais sur son avenir... En acceptant, depuis juin 1996, que les partis politiques proches des paramilitaires protestants siègent à la table des négociations, le gonvernement britannique et les partis nord-irlandais ont montré qu'ils étaient capables de privilégier le dialogue et non l'exclusion et l'anathème. Qu'ils n'aient pas, dès cette époque, adopté la même attitude vis-à-

vis des républicains a constitué un impair. L'ouverture qui s'amorçait n'a pas duré. Le prix à payer a été la fin du cessez-le-feu, en février 1996.

A Dublin, pendant ce temps, la victoire du principal parti politique de la République d'Irlande, le Fianna Fail (conservateur modéré), aux élections législatives du 6 juin dernier, pourrait, elle aussi, contribuer faire évoluer la situation. Ce parti s'est en effet toujours · l'unification de l'Irlande (à condition qu'elle se fasse par le biais de la négociation), et il a déjà fait la preuve de son efficacité. C'est un haut responsable du Fianna Fail, l'ancien premier ministre. M. Albert-Reynolds, qui sut mener à bien, au début des années 90, les délicates négociations d'où sortit la Déclaration conjointe de décembre 1993 (3).

Tout se passe, en quelque sorte, comme si les ingrédients de 1993 - qui avaient permis de bâtir un triangle de coopération inédite entre Belfast, Dublin, et Londres - étaient à nonveau réunis. Mais quelle sera, sur le long terme, l'attitude du gouvernement tra-vailliste à l'égard du dossier nord-irlandais? La question reste posée, tant sont contradictoires, jusqu'à présent, les déclarations de M. Authony Blair. En reconnaissant publiquement, début juin, et pour la première fois, la responsabi-lité de la Grande-Bretagne dans la tragédie de la grande famine en Irlande au siècle dernier (4), le nouveau premier ministre a créé la surprise. Mais, peu de temps auparavant, le 20 mai de cette

année, le même M. Blair avait solennellement déclaré, lors de sa première réunion publique à Belfast en tant que premier ministre: « Personne, dans cette salle, ne verra jamais une Irlande du Nord qui ne soit partie intégrante du Royaume-Uni, pas même le plus jeune d'entre nous. »

Ces propos en ont fait frémir plus d'un, dans les milieux nationalistes, et ils ont aggravé la méfiance, voire le pessimisme, des républicains. Nul n'a oublié que l'une des politiques les plus intransigeantes menées par Londres en l'Irlande du Nord a été le fait, entre 1974 et 1979, d'un premier ministre travail-liste, James Callaghan. Ouvertement favorable aux unionistes, il prit une série de mesures répressives qui allaient déclencher des événements tragiques et aboutir, en 1981, à la tristement célèbre grève de la faim de Bobby Sands et de ses neuf compagnons républicains (5).

Cependant, le 25 juin dernier, devant la Chambre des communes, le premier ministre britannique a paru faire des concessions an Sinn Fein. Il accepte que le désammement des milices ne soit plus un préalable mais qu'il se fasse en parallèle avec les discussions de paix, comme l'avait déjà suggéré il y a un an le médiateur américain George Mitchell. Et il se contente de réclamer à l'IRA, dans un premier temps, six semaines de cessez-le-feu.

S'il le veut, M Blair peut imposer un règlement du conflit nord-irlandais. Son principal arout réside dans la confortable majorité dont il dispose aux Communes. Le poids des émigrés irlan-dais et de leurs descendants membres du Parti travailliste, ainsi que leur influence an sein du mouvement syndical laissent penser que le premier ministre sera encouragé à agir en étroite concertation avec Dublin et Washington. Encore faut-il qu'il accepte, à la différence de son prédécesseur travailliste des une lecture juste du résultat des trois élections qui viennent de se dérouler en Irlande du Nord.

(11 Les protestants constituent 60 % de la popu-lation d'Irlande du Nord, mais ils som pen à pen rattrapés par les catholiques, dont le taux de nata-lité reste plus élevé. Dans les écoles, les enfants de confession emboliques acut acuta l'het délà acid de la confession emboliques acut acuta l'het délà acid de la confession emboliques acut acuta l'het délà acid de la confession emboliques acut acuta l'het délà acid de la confession emboliques acut acuta l'het délà acid de la confession emboliques acut acuta l'het délà acid de la confession emboliques acut acuta l'het de la confession emboliques acut acuta l'het de la confession emboliques acut acuta l'het de la confession emboliques acuta acuta l'het de la confession emboliques de la confession emboliques acuta acuta l'het de la confession embolique emboliques acuta acuta l'het de la confession embolique emboli on catholique sont aujourd hui déjà majo-

(2) Enseignant à l'université Paris-X-Nanterre. (3) Signée par les gouvernements de Dublin et de Londres, cette Déclaration indique, entre autres, que la Grande-Bretagne ne s'opposera pus à l'union entre le Nord et le Sud de l'Irlande, si telle et la volonté de la residiation de l'Arrande, si telle est la volomé de la majorité en Ulster.

(4) Entre 1845 et 1849, plus d'un million d'Irlan-(4) Entre 1845 et 1849, plus d'un million d'irlandais monturent de faim, après qu'une maladie eut affecté les récoltes de ponunca de terre, aliment de base de la population. Un autre million d'Irlandais fut contraint à l'exil. Cent ciriquante ans après cette tragédie, le traumatisme reste vif, de même que la rancœur à l'égard de la Carande-Bretagne, accusée d'avoir géré cette crise de façon désastreuse. Lire livahim Warde « Quand le libre-échange affamait l'Irlande ». Le Monde diplomatique, juin 1996.

(5) Les dix bommes, âgés de vingt à trente ans, sont morts en prison, les uns après les autres, à l'issue de jetties qui ont duré, pour certains, jusqu'à soixante-dix jours. Ils revendiquaient le statut de prisonniers politiques. Ma Margaret Thatcher était alors premier ministre.

Nos précédents articles :

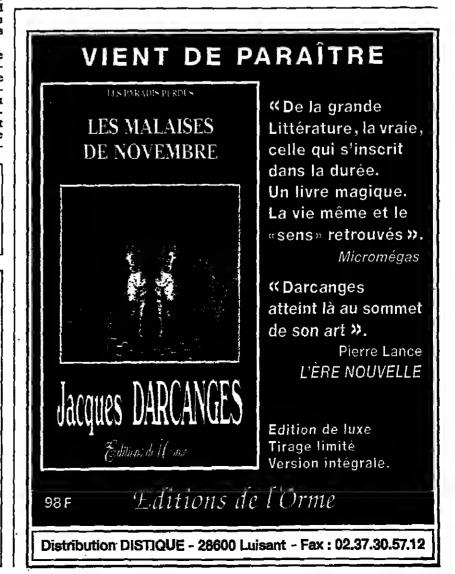
- Difficile adieu aux armes en Irlande du Nord, par Pierre Joannon (mars 1996) • Cette paix qui retient son souffie en Irlande du Nord, par Florence Beaugé (janvier
- Espoirs de paix en Irlande du Nord, par Maurice Goldring (janvier 1994).

Le mois prochain dans Le Monde diplomatique

Sous-commandant Marcos: « Pourquoi nous combattons ». - Paul Virilio : « Le monde surexposé ». - Uri Avneri : « La lutte des démocrates israéliens ». - Samir Amin : « De l'économie comme sorcellerie ». - Denis Duclos : « L'ère de la cosmocratie ». - K. S. Karol : « La capitalisme mafieux en Russie ». - Sami Naīr : « Scénarios pour le sud de la Méditerranée ». - Herbert I. Schiller : « Médias, une affaire d'Etat ». - Joëi de Rosnay : « Nouvelles technologies, nouvelle croissance ». - Manuel Vazquez Montalban : « Football et politique ». - Marc Augé: « Un ethnologua sur la Tour de France ». - Eduardo Galeano: « Dictatures et amnésie ». - Eric Klinenberg: « Eté maurtrier à Chicago ». - Serge Halimi : « Une ferma dans l'ouragan des marchés ». - Pierine Piras : « X-Files, aux frontières de l'Irrationnel ». - Juan Goytisolo: « Les intellectuels et leur trahison ». - Una nouvelle: « Les Frères de Lacoste », de Didier Daeninclox. Et d'autres articles sur les crises contemporaines.

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL À NE PAS MANQUER

(En vente le 2 août, 22 F, dans tous les kiosques.)



Miracle ou mirage aux Pays-Bas

« La France, déclarait au début da l'anoée M. Jean-Claude Trichet, gouverneor de la Banque da France, devrait s'inspirer du modèle économique néerlandais. » Sans doute cette déclaration éclaire-t-elle l'enthousiasme des mádias français et, à un moindre degré, allemands - pour les Pays-Bas. Tout se passe comme si, le modèle américain s'usant, le modèle britannique se trouvant eo réfection et le modèle allemand avant pris des coups, il fallait proposer aux opinions décues un nouvel exemple de nature à rayiver leurs espoirs, à quelques mois de l'échéance décisive de l'euro. Mais, vu d'Amsterdam, ce tablaau n'est pas si lumineux.

Par notre envoyé spécial DOMINIQUE VIDAL

PAUL KALMA ast formel. « Parler de modèle néerlandais est absurde. Notre expérience n'est pas exporteble. » En plein cœur d'Amsterdem, eu siège du Parti traveilliste (au pouvoir), la directaur de son bureau de racherche ánumére les erguments. Les Pays-Bas forment un petit peys, à la fois plus riche que ses voisins et beaucoup moins inégeliteire qu'aux. Les Hollandais baignant, en outre, dena une tradition de trevail - n'ont-lls pas arraché una partie de laur espece vital surpeuplé è la mer 7 -, mais eussi de cette tolérance héritée de la résistence è l'Inquiaition espagnola et propre aux commerçants pragmatiques qu'ils furent depuis toujours. Ces spécificités confèrent eu pays une « position luxueuse » dans lequelle les échos du débat eur l'union monéteira européenne n'errivent qu'essourdis : chez noua, expliqua en aubstance le chercheur travaillista, le gouvernement e pu érigar la réduction du déficit budgétaire an objectif numéro un sans faire, jusqu'ici, trop de dégâts. « Meis, conclut-il, je na suis pas certain que la réduction de l'Etet-providence et la modération salariale solent encore longtemps acceptées. »

Pourtant, stimulés par la parution de l'étude consacrée par l'Organisation da coopération et le développament économiquae (OCDE), tous les deux ens, à l'économie néerlandelse (1), nombre de journelistes se sont précipités à Amsterdem, un peu comme on va en pèlerinege à Lourdes. A preuve leurs titres: « La confiance retrouvée des Pays-Bes», « Les Pays-Bas, modèle da réussite économique pour l'Europe », « La bonheur est dans les tulipes », « Heureux comme un Néarlendeis », « Pays-Bes : premier de la classe », « Les leçons du miracle hollendeis » et, bien sûr, « Pays-Bas : 7 % de chômeurs, mais comment font-ils? > (2).

M. Wirn Kok, la premier ministre, récolte, quinze ens plua tard, les fruits de l'accord de Wasseneer, cette banlieue huppée da La Heya où les syndicatssous le présidence du même Wim Kok - ecceptèrent la modération salariele en échange d'une réduction progressive du temps da traveil. Un accord toujours confirmé depuis. Non seulement le chef de la « coalition pourpra » (sociaux-démocretes, libéraux de geuche et de droite) au pouvoir à La Heye (3) peut se targuer d'una monnaie forte alignée sur le mark lla florin e mêma été réévelué da 13 % en dix ens) et d'une inflation contenue (2,1 % en 1996), mais il e eussi sensiblement réduit le déficit budgétaire, passé sous le berre fatidique des 3 % du produit intérieur brut 12,8 % en 1996), ainsi qua las dépenses collectives 154 % du PIB è la fin 1996) seule le dette excède, avec 76 %, la limite da 60 % fixée per le traité de Meastricht, mais elle diminue cheque ennée de 2 à 3 points. L'heure est, ici aussi, aux réductions d'impôts et de cotisations sociales, tandis qua les privatisatione s'eccélèrent.

De surcroît, la sagesse syndicale e permis eu coût du travail de balsser da 30 % an dix ans, renforçant d'autant le compétitivité du pays è l'extérieur : les Pays-Bas sont devenus le huitième exportateur mondial, et leur excédant commerciel e atteint 99 milliards de francs en 1996 (4). Tirée par les ventes è l'étranger eutant que par le regain da consommation intériaure. la croissance a dépassé 2,7 % l'an dernier. Maia ce qui a surtout valu è la Hollanda cetta débauche da superlatifs médiatiques, an dépit de nuences plus ou moins affirmées, c'est son record affiché en matière de chômege: 6,6 % de la population ectiva è la fin de 1996. Et le décrua s'est encore accélérée au cours du premier semestre 1997, pour dascandre soua la barre des 6 % (un peu moine de 400 0001.

« Ces chiffres de chômeurs inscrits ne veulent rian dire, répond d'amblée, à La Haye, M. Jan Marijnissen, président du Parti eocialiste, formation d'extréma gauche qui e feit son entrée à la Chembra en 1994. En réalité, 1 500 000 Néerlandais cherchent du travail, sans compter les 400 000 fammes qui rêvent d'un amploi mais n'y croient pas, et donc ne s'inscrivent pas. » L'ancien ministre du travail et de la sécuritá sociela, la professeur Bart de Vrias, ne démant pas. A l'occasion d'une récente conférance sur le « modèle hollandais », en Allemagne, il attire même honnétament l'attention de son auditoire: Vous avez remarqué qua i'al présenté des chiffres sur le développement de l'amploi, mais pas sur le chômaga. Ce n'est pes un hasard. » Et da reconneître qua, pour recenser les chômeurs, il faut regarder « non seulement l'assurance-chômage, mais eussi l'assurance-invalidité (lire l'encedré cicontre) et tout le réseau de l'aide sociele géné-

Professeur à l'université Erasme da Rotterdam. M. Lammert van dar Laan est considéré comme un des meilleurs spécialistes du travail. Pour lui eussi, les statistiques officielles n'ont guère de sens, a fortiori leur compareison d'un pays è l'eutre. « Comment voulez-vous mettre sur le mêma plan des mesures an mètres et des pieds ? Faute de définir ce qu'on entend par chômage, chacun triche. » La réa-lité doit se trouver entre les 7 % de chômeurs enregistrés et les 27 % de chômeurs eu sens lerga évoqués par l'OCDE alle-même - ceux-cl incluent notemment les bénéficieires de l'assurance-invalidité, les préretraités et les tituleires d'emplois subventionnés : « En tout cas, le chiffre officiel de chômeurs inscrits est sous-évalué : il faut eu minimum comptabiliser l'ensemble des 790 000 chômeurs Indamnisés et un quart des quelqua 800 000 Inaptes. . Soit plus da 15 % de le population

Autant les polémiques sur les demandaurs d'emploi inscrits et non inscrits peuvent pereitre familières eu lecteur français, eutant le recours à l'essurence-invalidité (WAO) comma cache-sexa



UN PETIT PAYS RICHE.

des châmeurs raprésents une particulerité néerlandaise. « Vous pouvez même parler de folklore », confia M. Abrem de Swaen, Dens le nuit qui tombe sur la luxurient ierdin de cette belle demeure du Keizarsgracht, un des troie canaux les plus prestigiaux d'Amstardem, le sociologua axplicita le boutade : a C'est la fameuse histoire de l'Invelide du dos qui... s'active dans son jardin! » Le détournament découle en fait d'una « collusion tripartite » : les entraprises se sont modamisées à bon compte en sa déberressant da leur parsonnal viaillissant at pau malléable, les aeleries ont bénéficié de conditione à l'époque meilleures qua ceiles du chômege, et les médecins ont cautionná le tout. « Le propre des douleurs du bas du dos, comme des maladies psychiatriques, remerqua, ironiqua, M. de Swaan, c'est qu'alles ne se prouvent pas. »

A moins d'imeginar une faiblesse génétique frappent les gens d'ici, et eux sauls, comment expliquer eutrement que la pays compta plus d'inaptes eu travail que de chômeurs ? Et comment rendre compte da la variation du taux d'invalidité d'une région à una autre, qui plus est dens les mêmes proportions qua la taux de chômaga? Etrangement peu citée sur ca point, l'étuda, déjà mantionnée, de l'OCDE conclut : « Les estimations de cette composante "chômage déguisé" dans la nombre de personnes an invalidité varient grandement, allant d'un peu plus da 10 % à environ 50 %. »

Après les chômeurs « Invalidés », une deuxième surprise attend le pèlerin du plain-emploi néerlandeis : les statistiques semblent atteintes da schizophrénia. Meloré le décrue du chômage, la taux d'emploi - c'est-à-dire le pourcentage de le populstion d'âge actif |de quinze è soixente-quetre ens) travaillent (en équivelent temps plein) - demeure, à 50,7 % an 1994, très en deçà des presque 60 % de 1970, et plus encors de le moyenna européenne: le durée ennuelle du travail : en 1995, les salariés ont travaillé en moyenne moins de 1 400 heures eux Pays-Bas, contre plus de 1 500 en Frence et en Allamagne, et plus de 1900 heures au Jepon et eux Etats-Unis. Voilè qui ralativise le « performence » de l'enfant prodige. D'eutant que, selon une autre statistique décapanta, le voluma d'emploi n'a pas augmenté - il a même légèrement diminué - entre 1960 et 1990, alore que la force de travail passait de 4,5 millions à 6 millions. Autrement dit, le nombre d'heures de traveil par salarié e diminué de

La encora, distinguons, entre les Pays-Bas et leurs voisins, les différences quantitatives des qualitatives. Dans le première catégorie, il y e la réduction du temps de travail normel, qu'il s'agisse d'extension des vacances ou de réduction de le durée hebdomadeire : le moitié des salariés è plein temps font désormeis entre 36 et 37 haures par

semeine. « Attantion ! précise toutefois le sociologua Jelle Visser, da l'univarsité d'Amsterdam, seules 25 % à 40 % des réductions d'horaires dens le secteur privé ont débouché sur des créetiona d'emplois, le reste s'étant traduit par un aureroit de productivité et d'intansité du traveil (7), » A la seconde cetégorie - quelitativa eppartient, en revanche, le genéralisation du temps

> «Dans ce domaine, nous sommes les champions du monde, effirma, presque fiar, M. Wim Schoutendorp, responsable des pages économiquas du quotidien Trouw. La part des postes à temps partiel dans le nombre total des emplois est passée, en vingt ens, de 15 % à 36 %. » Et le phénomène s'accèlère, puisque, selon M. Jelle Visser, lee neuf dixièmes des emplois créés depuis dix ans totelisent entre 12 heures et 36 haures par eameine. Autre record : l'intérim a triplé en dix ans pour occuper 3,5 % du marché du travail. La cief de ce phénomène unique tient en un chiffre: près des trois quarts des employés à tamps pertiel sont des femmes.

« Les traditions bourgeoises restent les plue

fortes », läche Mª Ans Pelzer, tentant d'expliquer pourquoi il aure fallu attendre les années 90 pour que la moitié, à peina, des femmes travaillent - en dix ens, la proportion est passée da 35 % à 53 % -, et la plus souvant è tempe partiel, voire très partiel (souvent de 12 heures à 15 heures hebdomadaires). contrairement è la situation prévalent dans l'Union européanna (8). La responsable da la politique féminina da le principala confédération syndicale. la FNV, évoque bien sûr la difficulté des femmes à décrocher un emploi à temps plein, la nécessité de se débrouiller pour las enfants - les crèches, bien qu'an nombre croissant, n'accueillant que 10 % des bébés (9), et les écoles farmant à 15 h 30 sane possibilité da garderie eu-delè -, ainsi qua la fiscalité qui pénelise le revenu des femmes. « Mais l'assential, insiste-t-elle, c'est la conviction que la femme est

d'abord una mère. » Un pau d'histoire; du fait da le neutralité des Pays-Bas au cours da la première guerre mondiale. les femmes n'ont pas, comma eillaurs, remplacé dans les usines les hommes partis au front. D'ailleurs, jusqu'en 1955, il était interdit d'employer une femme mariée. En revancha, jusqu'en 1978, on avait le droit de licencier una femme se mariant ou attendant un enfant. « Aujourd'hul encore, poursuit Mr Pelzer, blen des hommes restent fiers de dire: "Ma femme n'a pas besoin de travailler," C'est à eux, estiment-ils, de gagner le pain du foyer. Dans cette situation, le traveil é temps partiel est un pro-

Un progrès ? Meis qui dit temps pertiel, e fortiori intérim, dit insécurité d'emploi, petit saleire, ebsence da responsabilités, certière réduite ; rien qui soit de nature à garantir une véritable indépandence par rapport eux hommes. « Il faut être réaliste, rétorque M- Pelzer. Autrefols, nous étions plutôt contre. Meis les femmes sont pour, et notre leur travail : Imposer des contrats (et c'est très difficile), veiller eux conditions de santé ; bref, encadrer le flexibilité... »

1327 . . .

.....

1.7

Exploitation et insécurité accrues

EMPS pertial choisi, ou imposé ? Si le premier peut signifier una avancée vers un meilleur équilibre antra vie professionnalle et vie personnelle, le second, serait-il emballé dens le mêma papier cadeau, ne eignifie le plus souvent qu'exploitation et Insécurité accrues. Audacieuse, l'étude de l'OCDE le suggère : « Il est difficile de dire si et dans quelle mesure ces résultats d'enquête aous-estiment le traveil à temps partiel non choisi, étant donné que certaines personnes qui, maintenant, travaillent "volontairement" à temps partiel pourreient choisir de travailler devantage si l'infrastructure sociele ne les en empêcheit pas. » Et de faire état d'anquêtes selon lesqualles près de 40 % des temps partiel souhaitent travaillar plus longtemps... On peut rêver, bien aûr. Ainsi lorsque Mm leke van den Burg, membre du comité exécutif de la

FNV, assure que le retard des femmes sur le marché

(1) Pays-Bas 1995-1996. Etudes économiques de l'OCDE, Paris, 1996. (2) Respectivement Le Monde, 3 décembre 1996 : Le Figuro, 27 novembre 1996 : Le Nouvel Observateur, 31 octobre 1996 : Le Nouvel Economiste, 12 décembre 1996 : Le Point, 4 jaurier 1997 : Capital, l'évrier 1997 : Alternatives économiques, décembre 1996. Curieusement, dans nombre de ces reportages, l'ambarsadeur de France, le directeur de la BNP et celui de Paribas à Amsterdam servent aumnt, sinon plus, de sources que les interlocuteurs néerlandeis...

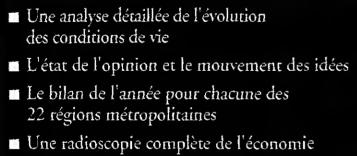
(3) Amsterdam est la capitale des Pays-Bas, mais le go sent siège, comme le Parlement, à La Haye.

(4) Tous les chiffres cinés sont extraits de The Dutch Ecos in 1996, bulletin du ministère des affaires économiques Haye, février 1997.

(6) « Part-Time Work : the Durch Perspective », intervention de la confédération syndicale PNV au séminaire de Stockholm sur le thème « Réconcilier la vie familiale et la vie profes-sionnelle », 19-20 juin 1995. (7) Jelle Visser, « Two Cheers for Corporation One for the Market, Industrial Relations, Wage Moderation and Job Crowth in the Netherlands ». British Journal of Industrial Relations.

(8) Les dernières statistiques européennes, qui danent de 1995, indiquent, pour les Pays-Ras, un pourcenage de 48,3 % de femmes actives (de quanze à soixente-cinq ans), dont 67,3 % à temps partiel. Le mux d'activité moyen des femmes dens l'Union européenne était abras de 45 %, dont 68,7 %, à semps complet. En France, à la même dane, 48,2 % des femmes travallaient, dont 71,1 % à temps complet (statistiques Eurostal Bruxelles).

(9) Et encore nombre de ces bébés sont-ils, régime du temps partiel : ils ne sont accueillis à la crèche qu'un, deux ou trois jours par semaine. Si l'on compte en places, seals 5 % à 6 % des bébés peuvent être reçus.



■ Les politiques conduites par l'État

Les grands enjeux et débats de la période

■ La place de la France dans le monde

■ 130 auteurs spécialistes issus de nombreux centres d'étude et de recherche (CEVIPOE, OFCE, INED, DARES, IRES, Céreq, CNRS, INSEE...)

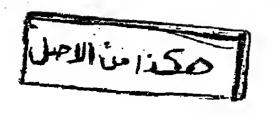
■ 170 articles dont 110 inédits

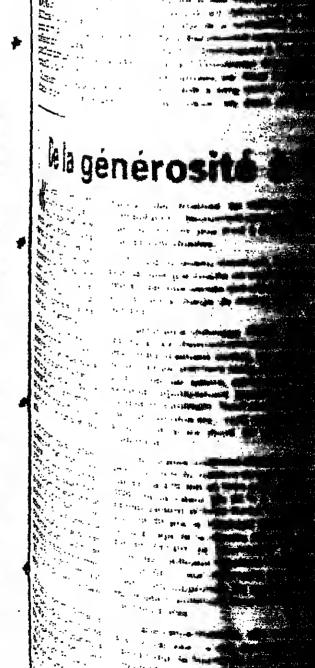


L'ÉTAT DE LA

FRANCE

97-98







manufaction a same fatte affection in treat the section of fact a tree directly large The most on growing of the many parties on the last W gilge mentement a tertigt gutefelt eint bemanagement the To resource in The large ten feet management marketine and a sq a finally of the could be to minimum and the second Continue to a profession of the graties of THE PERSON IN A PROPERTY OF THE PERSON THE PARTY OF STREET PROPERTY OF THE PARTY OF men alle alle alle and the series of the series and igent den beremittem im jembart. If it is in itriativitie? Barting W. all was derte ba freit eine fill fill mit totale are guardieres de dans la million de la company Americanian de representa Sea fo carter - Vici & terreporter to within a made in a consecution of the state of the

Market and area many

turn, group of franktiern on a first call fruit. Andrew Book der syres silve in the interior new homeometer of confidence on a contract of specialistic acceptance and figuration with a continuous plants. Management growth with the control of the control o the company to the feet search, which is the notice of the contract of There were written as he was the country to Spire Spirate Steam Stern for an art and bert beit. the fermion of a great tent . At 1 pills were delicated the de day in a life wife and a settlement of the set of th the boundaries of these type of the region party.

with the bright of the second discourse the responses that the state they selling the artiflation in the or . . . I dealer. identify year adopted as THE PERSONAL STREET STREET worder arminen Mant fen 's - er ein int states the same of THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH stand and their many states to the state of Late of 160 if feetfulfer .

> Explicitation of instructs acres

The same of the sa Charles and the second The second secon

where the second stanger programme and the second second second Manufacture 199 and the same Applied Frage of the Control of the -

M. 44

1

40.0

THE

4,648 Company of the second s 12-12-4 The second second second second -Mark the Research of the Second of the Secon 48 ~ **410** Table Annual Control C Mary Service Services

200 of the report 學書 夢

du travail « peut devenir un bond en avant si nous réussissons à obtenir des changements dans l'ampleur du tamps de travail (...) pour chaque type de travail, mêma pour les professions dominées par les hommes, comme les amplois techniques et les fonctions de cadres. » Et d'imaginer qua la situation courante, « dans laquella l'homma exerce un travail bien rémunéré à temps plein, et le femme un petit emploi à temps partiel », fasse place à una autre où tous deux « travailleraient 28 heures ou 32 heures par semaine, par exemple, et se partageraient plus équitablement les soins aux anfants et les tâches domestiques. La jeuna génération commence déjà à adopter ce prototype (10) ». En attendant, la plupart des femmes néerlandaises sont enfermées dans des « petits boulots » couvrant sept professions sur la centaine recensée, essentie dans l'administration, la santé et les activités liées aux enfants. Et, sur cent, una seula gagne plus que son mari.

La situation des Néerlandaises n'est pas la seule ombre eu tableau. Quelle ne fut pas la surprise des sujets de la raine Beatrix en entendant celle-ci, lors de son discoura du Trona, il y e deux ens, en eppeler « aux citoyens, aux entraprises, aux autorités et aux associations pour a'attaquer, dans l'unité et avec fermeté, à l'exclusion sociala et à la pauvreté silencieuse dans notre société... (11) ». Professeur à l'université d'Utrecht, M. Godfriad Engbersen travailla depuis dix ens aur ce paradoxe qua raprésente le pauvreté da masse dans un des pays les nius riches du monde. « C'est comme le complexa de Christophe Colomb : de même qua l'Amériqua a été découverte à plusiaurs reprises; on na cessa d' "Inventer" la pauvreté, ao général le temps d'una élection, pour mieux l'oublier ansuite. Et pourtant elle se développe. Bien sûr, précise-t-il, elle n'a risn de commun avec la misère du tiers-monde. Ella n'est pas non plus comparable à ce qui se passe dana les ghettos américains, à Manchester ou à Liverpool. » En fait, de 7 % à 10 % de la population vit en permenence de l'Etat-providence, dont une moitié de pauvres « au sens plein du terme ».

Qu'on ne s'y méprenna pas, ici, nul ne meurt de faim, at rares sont les sans-abri. «La pauvreté moderne, poursuit M. Engbersen, c'est l'exclusion structurelle des institutions dominantes, conjuguée avec la dépendance à l'égard de l'Etat. Ella se manifeste moins par la manque d'argent qua par la nonparticipation au travail, à la formation et aux loisirs. Elle frappe en priorité les familles monoparentales, les vieux, les chômeurs de longue durée et, blen sûr, les étrangers, en premier lieu illégaux. À terme, alle conduit à l'isolamant et à l'aliénation. » D'eutant qu'eile se transmet de génération en génération. A en croire une enquête européenne, 18 % des anfants néerlandeis appartiannent è des familles pauvres, contre 12 % en France, mais 32 %

Fouillent dans ses dossiers, le jeune universitaira en extrait la liste des « banlieues » néerlandaises, qu'il brandit : dans une sobantaine d'entre elles, en 1994, plus da 40 % des habitants dépendeient entiérement des diverses allocations versées par l'Etat. « Dans notre jargon, explique-t-il, nous les appelons "bantieues de sécurité sociale", dana la mesura où seule une minorité, si l'on ejoute les vieux, vit réellement de son travail. » Et la pire, c'est que, conséquance du chômage, cette pauvreté ainsi concentrée résiste justement aux moyens mis en œuvre pour le combattre. « Sur les qualque 700 000 emplois créés dana les dix dernières années, souligna M. Jelle Visser, seuls 100 000 ont . bénéficié à des "clients" de l'Etat-providence : les autres sont allés à des jeunes et à des femmes (re venant sur le marché du travail. D'aillaurs, le moitié des chômeurs la sont depuis plus d'un an. » C'est en partant da ce constat que la ministre du travail, M. Ad Melkert, e lancé le progremme da 60 000 postes de traveil, publics et privés, qui portent son nom: réservés aux travalllaurs non qualifies sans activité depuis longtemps, ils proposent 32 heures hebdomadaires de travail payées moins da 120 % du salaira mínimum...

D'où cette question, le plus angoissante sans doute pour l'avenir des Pays-Bas : que deviendront les centaines de milliers d'assujettis à l'État-providance, hier si accueillant, si celui-ci, demain, se réduit comme peau da chagrin? Rien là d'une hypothese d'école : le rabotaga (lira l'encadré cidessous) e commencé. » Pour l'instant, il ne s'aoit pes d'una transformation du systèma, mais plutôt d'una érosion, théorise M. Godfried Engbersen. On pourrait parlar da retrait ailencieux da l'Etat. » Lequel, capendant, risque de devenir bientôt plus

De tous les pays européens, la Hollende est celui qui dépense la plus pour sa sécurité sociele : 25,5 % du PIB - le France lui consacre 23 % du sien, l'Allemagna, 15%, et la Royaume-Uni, 10%. Nul doute que la gouvernement de M. Wirn Kok - ou son successeur - ne s'efforce, à nouveau, de réduire la fardeau, au nom de l'« assainissement des finances publiques ». Quant eu patronat, c'est an vertu de le

egeux an France. Meis l'appétit de profit ne connaît pas da limite. Dans le même texte, les patrons déplorent « l'importance de l'inactivité aux frais de la collectivité »: 2,5 millione de personnae da moine da 65 ans bénéficient, d'une manière ou d'una autre, d'une eida sociale. Et de pointer du doigt le « chômege obstiné » qui sevit dens le bas du merché du travail...

Porte-parola de la VNO-NCW, M. Jen Klaver est bien installé. De son bureau, le regard survole La Have et devine mema la mar du Nord. L'homma se feit un peu tirer l'oreille avent de dévoiler ses batteries: »Il faut ranforcer les incitations au travail, donc durcir les critères d'attribution des différents allocations sociales, reculer l'aga de le retraite, réduire la salaire minimum. » Una pause, et il ejoute: « A vral dire, la mieux serait de la supprimer, quitte à ce que l'Etat complète les bas salaires



UN RISQUE POUR LA PAIX SOCIALE" La pauvreté silencieuse d'une société

« compétitivité » qu'il entend compresser ancore les couts seleriaux, en perçant, d'une maniere ou d'una autre, une brèche dens le système.

Les entreprises néerlendaises ont pourtant de quoi se réjouir. Un document confidendel de la confédération patronale VNO-NCW, intitulé « L'économia néerlendaise : du meraie au succès du modèle des poldera », indique en effet que « les chengements intervenus dans les domeines de le modération des coûts saleriaux, de le baisse des impôts et des charges socieles, de le flexibilisation et autres ont débouché sur une amélioration substantiella da la rentabilité, à un niveau sur lequel les Pays-Bas peuvent miaux se mesurar internationelemant ». Statistiques à l'appui : selon celles, citées, de la Commission auropéenne, la rentabilité des antreprises est deux foie plus élevée que le taux d'intérêt à long terma - seule le Grande-Bretagna falt mieux, les daux chiffres étant sensiblement efin qu'ils dépassant le niveau du revenu minimum. Meis ca, c'est un choix politique, qui reviant aux partis. Noua préférons na pas en discuter, car nous savons que l'essence de notre succes, c'est l'esprit d'équipa. Nous faisons avec nos partenaires tela qu'ils sont >

A 50 kilomètres de là é Amsterdem, M. Lodewilk de Weel ne dit pas eutre chose. Satisfait de la situation, des perspectives et de sa récente élection à la présidence de le centrale syndicale FNV, il esquisse un cours eur le supériorité de la « stratégie de merketing » eur l'« option radicala ». Pour lui, malgré les « défaites » que représentent les réformes des assurances-maledie et invalidité, le bilen est positif: réduction du temos de travail, meintian de la légistation sociala, méma le modération saleriale. Et d'évoquer l'entretien donné eu Figero par M. Gerrit Zalm, dans lequel le ministre des finances s'épanchait: « Nous avons des syndicats magni-

fiques (13). » » Moi, sourit M. De Waal, ja pourrais raprendre la balle au bond et dire : "Nous avons des patrons magnifiques". . Mais les ambitions affichées per M. Klaver? « Ils peuvent dire ce qu'ila veulent, sur le salaire comme sur le revenu minimum, ils ont pardu la batailla. Et, s'ils la relancent à nouveau, ils seront à nouveau battus. »

La consensus accial néarlandais a en commun avec le cohebitation è la française qu'aucun des partenaires ne veut prendre la responsabilité de le rompra. Ou na le paut : le prix en serait trop élevé. Certes, quelques conflits ont marqué les dix darniéres années, mais, an movenne, on n'e anregistré ici chaque ennée, entre 1986 et 1995, que 23 jours de travall perdus pour 1 000 amployes : le doubla da l'Allemagne, mais quatre fois moins qu'an France et., vingt-cinq fois moine qu'an Grèce ! Et chacun s'accorde à reconnaître l'immensa popularité de M. Wim Kok, ministre de l'économie, puis chef du gouvernement eprès avoir longtemps prèaidé la confédération syndicale FNV. Tout en soulignant l'effet de ce charisma, M. Peul Kalma le nuance: » C'est par miracla qua Kok est devenu chef du gouvernement, car le Parti du travail a connu, an 1994, ses plus mauvaises élections depuis la guerre. Et il a perdu un bon tiers da ses adhérents. C'est cela aussi la prix da la flexibilité du travail et da la modération salariala. Je na suis pas sûr que les gens accepteront encore longtemps da se serrer le ceinture, » Surtout en sachent que, dans ce pays où l'égelitarisma a'enracina dens la tradition protestante, la patron le plus célebre, M. Jen Timmar, ex-PDG de Philips, gegnait presqua cant fois la revenu minimum d'un couple (14)...

« Il y a des lignes jaunes non écrites à ne pas franchir », assure le sociologue Jelle Visser, L'affaire da le « démotion » le confirme. Construit par opposition à « promotion «, cet américanisma dissimule le demière invention des technocrates : la diminution, progressive et systématiqua, des rémunérations des employés de plus de cinquante ans, dans la dessein, humeniste s'il en est, de favoriser le maintien en activité des personnes âgées. Faute d'egit ainei, » alles coûtant trop cher, compte tenu de laur moindre productivité », confie elégemment M. Jen Klaver. Il eura suffi qu'eu détour d'une réunion des parteneires sociaux M. Lodewijk de Wael eccepte d'antendra les suggestions des représentents patroneux en la metiera, sans ciaquer la porte, pour déclencher une véritable tempête : le standard du siège central de la FNV s'est retrouvé bloqué, tant étalent nombraux les edhérants qui téléphonelent pour protester, voire ennoncer qu'ils rendelent leur carte du syndicat...

L'anecdote le donne à penser : une remise an question brutale des fondements de l'Etat-providence serait bel et bien de nature è en finir avec le « C'est ce qui risque da se produire en cas de récession, assura M. Godfried Enghersen. Le patronai pourrait parvenir, par un blais ou un autre, à casser le saleire minimum. Et ce serait la fin du système. M. Abram da Swaan, lui, n'y croît pae, « mêma si la conjoncture daviant difficile. L'hermonia n'a pas de prix dans une région traverséa par les pires fosses religieux et linguistiquas, Réfléchissez y : evac deux religions (la protestante et la catholique, autrement dit les "cathares hérétiques" et les "papistes") et trois Etats (les Pays-Bas, la Flandre et le Wallonia), noua ressemblons aux Balkans. A cette différence près qua nous na nous sommes pas entre-tués depuis des siècles. Voilà pourquoi nous tenona a cetta pacification des alltes qu'est la consensus ».

DOMINIOUE VIDAL

(10) Icke van den Burg, « Temps pour l'emploi », intervention au congrès de la CFDT, Montpellier, le 22 mars 1995. (11) Cité par Jan Marijnissen, « Tegenstemmen. Een Rood Antwoord op Paars » ("Contre-voix. Une réponse rouge au pourpre"), L. J. Veen, Amsterdam/Anvers, 1996, p. 73.

(12) The Guardian, Londres, 28 avril 1997. (13) Le Figaro, 27 povembre 1996. (14) Jan Marijnissen, op. cit. p. 73.

De la générosité à l'avarice

la temps, il devient avaricieux. » Attablée face à un vaste lac, non loin du petit villaga où alle s'est « retirée » depuis sa demission, Mee Elske ter Veld, ax-aecrétaira d'Etat aux effeiras sociales, décortique l'erosion de l'Etatprovidence imaginé eprès guerre at traduit an lois au long des années 60 (1):

-Tout la système repose eur un salaire mensuel minimum d'un montant actuel de 6 000 F net, maie qui e perdu 20 % de son pouvoir d'achat du fait de son gel depuis les accords de Wassenaar. Cette parte, toutes les allocatione suivantas, indexéee sur le salaira minimum, l'ont mécaniquament

 C'est notamment le cas du bijstand, equivalent du RMI, meis versé à quiconque sa trouva sans ressources: 3 000 F net (soit 50 % du salaire minimum) pour une personne seule da plus de vingt et un ens, 4 200 F (soit 70 % du salaire minimum) pour une personne seule avec un ou plusieurs enfants - ces deux catégories peuvent toucher, en cas de nécessité, un supplément mensue! de 1200 F-, et 6 000 F net (soit 100 %) pour un couple avec ou sans

-Si l'ellocation-logement demoure en vigueur, elle aura de plus en plus de mai, en cas de coupes budgétaires, à suivre le hausse effrénée des loyers - plus 30 % en six ans. En outre, on traite maintenent les gens vivant sous je même toit comme e'ils étaient source petronele, cette procédure fare State, Springer Verlag, Londres, 1997.

OUS avons un des Etatsprovidence les plus généreux au monde. sources individuelles.

- Proche du revenu minimum, la pension da base que touche un veuf ou une veuve n'est plus versée que s'il (ou elle) a un enfant é charga da moina da dix-

-L'assurence-chômege (WW), dont les seleriés démissionnairas sont désormais vraiment exclus, se monte, durant les six premlars mois, à 70 % au plus du demier saleire, eprès quoi elle diminua régulièrement jusqu'au seuil du revenu minimum. Neuf mois de travail - et non plus six - sont requis pour evoir droit é six mois de chômege

- L'assurance-Invalidité (WAO) a subi une réduction du nombra de ses bénéficiaires (de 925 000 en 1994 à 800 000 en 1998), da sa valeur (de 80 % à 70 % du dernier saleire) et de sa durée : seu ls les plus de 50 ens la touchent désormeis jusqu'à l'âga de le retraita (65 ana), les autras devent se soumettre à des contrôles médicaux réguliers - dans un cas sur deux, leur Indemnité ast diminuée, voira supprimée. De surcroît, elle est versée maintenant, cinq ans durant, par l'entreprise.

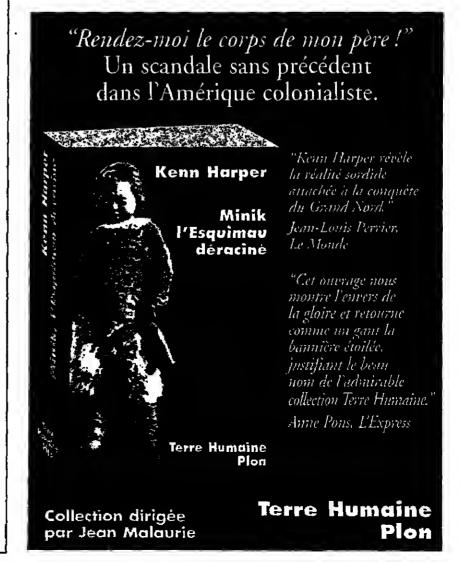
-L'assurance-maladie, elle eussi, a été privatisés: c'est égelament à l'employeur de fournir au salarié errêté l'intégrelité let non plus 70 %) de son saleire - et ce pendant un en, au terme duquel le WAO prend le relais. De aurait fait chuter de 15% les congés meladia... « Vous imaginez les conséquences da ce double transfert, Insista M™ter Veld: les patrons y regardent deux fois avant d'ambaucher et. s'ils se préoccupent plus des conditions de travail, ils enquêtent aussi de près sur l'état de santé de leurs futurs amployés. Quand ils n'hésitent pas à engager quelqu'un sous contrat. N'oubliaz pas que 90 % da nos 462 000 antraprises ont moins da vingt salariés, et la moitié... un seul. »

- De plus, l'instauration du forfait médical a permis d'imputer eux assurés 3 millierds de francs jusque-lé é la cherge de l'essurence-meladie.

- Quiconque reçoit une eide financière de l'État doit an principa -é l'exception du père ou de la mèra s'occupent seul d'un ou plueieurs enfante de moins de cinq ane- sa rendre disponible pour un emploi. même moins payé que la précédent.

■ Avec la pourcentage d'inactifs que nous avons, ce système est évidemmant devenu trop cher, conclut Mm ter Veld. Un grand changement étant politiquement impossible, nous avons commancé à découper de petitas tranches du găteau. Mon parti était contre, mais le gouvernement euqual il perticipait était pour. J'ai refusé d'être prise dens l'engrenage... »

(1) Pour pins de détails, voir Kees Schuyt, « Is the Welfara System of the Netherlands Sustai-nable? » in Peter Koslowski et Andreas Folles-dal (sous Is direction de), Restructuring the Wel-



lité g prope Mém

ITÔT victorieuse, la coalition plurielle (socialistes, communistes, verts, etc.), dirigée par M. Lionel Jospin, s'est engagé dans la voie du renouveau démocratique de la France et a annoncé des décisions importantes : refus du cumul des mandats, abrogation des lois xénophobes, avancée vers la parité hommes-femmes, contrat d'union civile. En revanche, sur le plan économique et social, le changement reste encore incertain. C'est pourtant sur ce terrain-là que la gauche doit en priorité affirmer sa volonté, si elle veut répondre aux aspirations de ceux qui l'ont portée au pouvoir. L'histoire de ce siècle montre que ce n'est pas impossible. A condition que, très vite, la mobilisation sociale équilibre la pression des privilèges, des médias et des marchés.

Par SERGE HALIMI

peu nombreux, la gauche n'o eu d'aussi

écrasantes responsabilités (2). » Il est

clair que c'est inexact et que le propos

vise par avance à théoriser toutes les

impuissances. Jamais des atouts si peu

nombreux? En mai 1924, au moment

du Cartel des gauches, le financement

de la dette publique à court terme absorbe 40 % du budget annuel du pays; l'Etat doit, chaque année.

emprunter une somme qui représente

cinq fois le montant de ses recettes fis-

cales. Et quand Edouard Herriot entre à

Matignon, le crédit du gouvernement, sa marge de manœuvre financière, cor-respond à 0,05 % du budget...

A l'époque, le traité de Maastricht

n'existe pas. Mais le président dn

conseil doit, chaque mois, réclamer aux

régents de la Banque de France les

quelques millions qui lui permettront de

tenir jusqu'à la prochaine supplique. Or

le plus infinent de ces régents n'est autre que François de Wendel, nn

maître de ce Comité des forges qui

représentera l'aile la plus réactionnaire

du patronat français de l'entre-deux-

guerres (3). Voilà pour la contrainte. Quant au résultat, il fut naturellement

C'est la cinquième fois que, dans ce siècle, la gauche française gagne des élections après avoir promis d'importantes réformes économiques et sociales. A l'aune de certains précédents historiques, les engagements du gouvernement de M. Lionel Jospin peuvent sembler modestes. Mais, instruit avant d'autres du terrible échec des années Mitterrand, l'actuel premier ministre n'avait-il pas annoncé, il y a dix ans: « La période des grandes réformes ne se renouvellera pas (1) »?

Elles sont cependant indispensables, à moins que les socialistes ne renoncent à tenir une promesse faite au moment de la publication de leur programme économique : « Sur le terrain des inégalités et du chômage, nous devons une revanche au peuple français. » Pour qu'une telle autocritique ait un sens, il faudra à la fois rechercher les moyens d'une antre politique et prendre en compte les contraintes auxquelles elle

C'est ici que l'histoire est d'un grand secours. Récemment, un éditorialiste a estimé : « Il est clair que jamais, dans un temps si difficile, avec des atouts si déplorable. Au moins, il enrichira le vocabulaire de la gauche d'une formule qui o'a rien perdu de son mordant : « le mur de l'argent ». Et, dès avril 1929, trois ans après la

chute d'Herriot, six mois avant le krach boursier qui manquera d'emporter le système capitaliste ultralibéral de l'époque, Pierre Mendès France peut annoncer: « L'heure est venue de substituer aux dogmes du loisser-faire, laissez-passer, le statut économique de l'avenir, celui de l'Etat fort contre l'argent fort. » L'heure attendra quelques années encore...

A nouveau, atouts peu nombreux et responsabilités écrasantes en 1936. Au mur de l'argent, toujours solide, s'ajoutent en effet la présence aux fronuères des régimes d'Adolf Hitler et de Benito Mussolini, la guerre civile espagnole et, à l'intérieur même du pays, les liques d'extrême droite qui, le 6 février 1934, place de la Concorde, ont failli emporter la République. Mais cette fois, le bilan no fut pas négligeable : outre des réformes un peu oubliées (Office du blé) ou vite remises en cause (semaine de 40 heures), la gauche au pouvoir rappellera pendant plus d'un demi-siècle à son électorat le souvenir attachant d'une usine occupée et d'un tandem qui cherche la mer. Des congés payés, en somme.

Et puis - ce ne sera pas si fréquent le gouvernement du Front populaire ne fera la guerre ni aux Arabes ni aux autres colonisés de l'empire : en 1925-1926, ce fut la sanglante répressioo du chef rifain Abd El Krim; en 1945-1947, ce serait le bombardement d'Haïpbong et les massacres du Constantinois et de Madagascar; en 1991, la guerre du Golfe, Trop docile avec d'autres, la gaoche exhibe parfois sa fermeté là où c est le plus facile.

Quand vient la Libération, la charte du Conseil national de la Résistance sert de feuille de route à tous ceux qui

oot défendu la nation contre Vichy. Ils s'engagent à « éliminer les grandes feodalités économiques et financières ». Un demi-siècle plus tard, le programme reste d'actualité mais, à l'époque, les obstacles sont immenses dans « un pays ruiné, décimé, dechiré, encerclé de malveillances (4) ». En 1947, la ration alimentaire correspond à 1 200 calories par jour, et le salaire mensuel d'un fonctionnaire lui permet à peine d'acheter 3 kilos de beurre.

Cootrainte intérieure? Alors que commence la guerre froide, la principale formation de ganche est l'appen-dice stratégique de l'URSS, et l'autre le parti américain en France. Contrainte extérieure? Trois ans après la Libération, les Etats-Unis fournissent encore aux Français 66 % de leur ration de pain, 60 % de l'buile et 20 % du charbon. Toute contrainte bue, la gauche sera néanmoins à l'origine du démarrage des « trente glorieuses », des grandes nationalisations rénssies (Renault, le gaz et l'électricité, le crédit et les assurances), des comités d'entreprise, dn statut de la fonction publique. Sans oublier cette conquête prodigieuse dont la mise en cause valut à MM. Jacques Chirac et Alain Juppé de devenir si impopulaires: la Sécurité sociale. A l'époque, il est vrai, même le général de Gaulle, classé à droite, voulait « rénover l'économie afin qu'elle serve la collectivité avant de fournis des profits aux intérêts particuliers et, du même coup, rehausser la condition des classes laborieuses (5) ». « Profits », « classes », les mots semblent avoir disparu depuis que les réalités qu'ils décrivent se sont multipliées ou

Paradoxalement, c'est donc en 1981 que la gauche française disposait d'nne relative liberté d'action. Mais, 1924 mis à part, c'est aussi là que son écbec sera le plus éclatant. Il est inutile d'insister sur des doocées économiques (l'emploi), sociales (les inégalités) on morales (les mensonges et les affaires), que chacun conserve en tête. Néanmoins, il n'est pas superfiu de rappeler aux brillants éditorialistes qui somment déià M. Liocel Jospio d'imiter M. Anthony Blair et d'en passer par « une franche acceptation des mécanismes du marché, une adaptation aux exigences de la concurrence internationale (6) » que, pour s'être déjà délecté de ce genre de conseil, le Parti socialiste perdit en 1993 près de 4 millions de voix et 79 % de ses sièges.

En octobre 1981, M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, n'exclusit pas de « prendre l'argent dans les caisses du grand capital». Onze ans plus tard, peut-être grisé par la « palme du monétarisme » que le Financial Times venait de lui décemer, Pierre Bérégovoy, premier ministre socialiste, reprochait au chancelier démocrate-chrétien, M. Helmut Kohl, le « dérapage salariol en Alle-

Un tel tête-à-queue ne s'explique pas seulement par ces fameuses « contraintes » — « incontournables », comme il se doit - qui permettent de prétendre circonscrire à presque rien la marge d'action d'un pouvoir de gauche. Assurément, Edouard Herriot buta contre le mur d'argent et le « plébiscite quotidien des porteurs de bons du Tresor » (les « marchés » d'alors); Léon Blum put imputer son renversement an

(1) Cf. Serge Halimi, Sisyphe est fatigué: les échecs de la gauche au pouvoir (1924, 1936, 1944, 1981), Robert Laffont, Paris, 1993, (2) Jean Daniel, Le Nouvel Observateur, 5 juin 1997.

(3) Cf. Jean-Noël Jeannency, François de Wendel en République, Le Seuil, Paris, 1976. (4) Charles de Gaulle, Mémoires de guerre - Le (5) Ibid.

(6) Jacques Julliard, a Inventez, Jospin ! a, Le' Nouvel Observateur, 12 juin 1997.

Marseille ou le mythe vacillant



PLAQUE QUI ÉVOQUE LA CRÉATION DE MARSEILLE PAR LES GRECS

Marseille, oo est toujours l'étranger de quelqu'uo... La ville fut foodée par un certain Protis, phocéen, J.-C., débarqua sur les bords dn Lacydon, demanda son amitié au roi des Segobriges et épousa Gyptis, sa tille (1). L'histoire commence ainsi avec un Depuis lors, la ville a conservé sa

de tolérance. Si proche de Marignane et de Vitrolles, fiefs du Front national, elle compte 110 000 personnes d'origine etrangère pour one population de 200 000 habitants. Si l'on en retranche les naturalisés - 54 000 personnes -, il reste 56 000 étrangers, soit 7 % de la population. La France, globalement, en compte à peu près le même pourcen-tage : 6,3 % (2). Dans les cours de récréation, sur les terrains de sport, sur les rochers de bord

de mer. à l'usine, à la maison, partout l'alchimie s'est faite. Sur les quais, les dockers appartenaient naguère à plus de trente nations. La population reste d'un cosmopolitisme à tous crins, même si. comme l'affirme le sociologue Jean Viard, la ville est coupée en deux, pauvre, très pauvre, au nord, plus riche, plus bourgeoise, au sud (3). Tant que Marseille a pu nourrir ses

habitants, immigrants compris, tout s'est bien passé. Jusqu'à l'indépen-dance de l'Algérie (18 mars 1962), venant après celles du Maroc (3 mars 1956) et de la Tunisie (20 mai 1956). chacun trouvait à s'employer, si modestement que ce soit, dans cette cité de lumière et de vent, populaire, chalenreuse... et naguère prospère. S'employer, les 16 000 Italiens

implantés dès 1851 y parvenaient sans effort. Ils seront 57 000 en 1881 et 97 000 cn 1911 à y réussir eocore. En majorité ouvriers, ils s'installent dans les quartiers nord. On a besoin d'eux. Parfois, les haines remontent, c'est vrai : il y aura au moins trois morts et plus de vingt-cinq blessés en trois jours de ce que l'on appela les « vêpres italiennes (4) », en juin 1881. Pourtant, en 1997, les ooms à consonance transalpine occupent la moitié des colonnes de 'annuaire téléphonique...

Les Arméniens, eux, étaieot déjà là au XVIII siècle. Fuyant, plus tard, le

* Journaliste et écrivain, anteur, avec Alfred Pacini, de Docker à Marseille, Payot, Paris.

génocide commis par les Turcs, en 1915-1916, ils débarquent en masse et se fixent volontiers. « Ils étaient pauvres, ils ne connaissaient pas la langue, dit un des leurs, M. Garo Hovsépian, ils ont travaillé quatorze heures par jour, ont cherché à s'intégrer et y sont parvenus. En fait, ils sont davantage assimilés qu'intégrés. Ils ont gardé leurs écoles, leur Eglise, leurs racines. » Ils sont 50 000 dans l'agglomération, et nombre d'entre eux ont très bien réussi

leur vie sociale.

L'histoire des Maghrébins est différente. Si les premiers Algériens furent « importés » à Marseille en 1907 pour briser les grèves des ouvriers italiens, le gouvernement les a bel et bien encouragés, à partir de 1947, à venir en métropole: la France d'après guerre avait besoin de main-d'œuvre bon marché. Marseille mise sur l'expansion. Les travaux de la zone industrialo-portuaire de Fos-sur-Mer commencent en 1964; en 1969, on y implante une industrie sidérurgique importante. Il faut essayer de compenser la perte de l'empire...

Pôlc d'attraction en face d'un Maghreb déstabilisé, la cité se transforme pour accueillir à la fois les travailleurs en quête de situation et les pieds-noirs qui se trouvent bien de ce côté de la Méditerranée: « Cette migrotion à dominante olgérienne devient vite essentielle pour l'économie marseillaise, mais aussi pour l'économie du Maghreb, qu'elle soutient financièrement (5). - La cité que dirige Gaston Defferre fail face. Elle construit à tout-va. mai, trop vite, an oord. Les nouveaux arrivés s'installent aussi en

plein centre. Le recensement de 1990 dénombre, entre autres, 24 600 Algériens, 7 300 Tunisiens, 2 100 Maro-

cains, 2 100 Espagnols. Mais il ne prend pas en compte ce qui est alors en train de devenir l'une des communautés les plus importantes : les Comoriens. Quarante mille personnes environ. « Le quart d'entre eux, dit Hassan Abdallah, un de leurs responsables, vient de Mayone, toujours française (6): les trois quarts des autres sont français, grâce à la régularisation automatique accordée en 1977, ou en anente de naturulisation. » Mais la plupart d'entre eux sont au chômage et per-

çus comme des étrangers. Ces rejetés vont pourtant donner à Marseille et à la France entière une lecon de dignité. Le 21 février 1995, trois colleurs d'affiches du Front national abattent d'un conp de fusil un jeune de dix-sept ans, Ibrahim Ali. Récusant d'avance toute récupération, les Comoriens exigent pour ses obsèques un cortège silencieux. Suivies par une foule considérable, les funérailles se déroulent sereinement... et silencieuse-

ment, au grand dam des néofascistes. Si beaucoup de Comoriens ne sont pas comptabilisés comme étrangers, les gens de l'Est le sont bien, eux, étrangers. C'est la dernière vague d'immigration. Incontrôlable. « Beaucoup de Polonais, des Tchèques, des Russes, des Roumains, souvent des jeunes ». témoigne Max Olivia Brossaud, qui travaille occasionnellement dans un centre d'hébergemeot d'urgence, chemin de la Madrague Ville. De futurs Marseillais? Personne o'eo sait rien...

La population de la ville, en tout cas.. évolue très vite. . Si l'on tient compte d'une population flottante, des brassages internes (déplacement des fonctionnaires, retraités, etc.) de plus en plus importants, on peut estimer, sans trop de risques, qu'un habitant sur trois est arrivé dans la ville dans les vingt-« chacun a une adresse, insiste Philippe Sammarco, ancien secrétaire général de la mairie, porte-parole du Parti socialiste au conseil municipal. Il y a une reconnaissance forte à l'égard de la ville. La Bonne Mère est là pour nous tous. Malgré le choc des mutations économiques, malgré le chômage . Et il a ce mot : « Etre mal aimé, ça vous

Mal aimés de qui? « Ici, on n'est jomais étranger, dit le Père Jean-Michel Passenal, curé des Chartreux, au cœur de la ville. On sait ce qu'il ne faut pas faire, ce qu'il ne faut pas dire. A la cité de la Solidarité, en 1994, un incident entre un islamiste prosélyte et des jeunes qu'il voulait convoincre degénère en bagarre. Voitures brûlées, etc. Tout le monde s'est précipité, les associations de locataires, les enseignants, les religieux, la police. En quinze jours, tout était redevenu

Autre drame, autre démonstration de sang-froid : la mort de Nicolas Borgat, quinze ans, tué d'un coup de couteau par un jeune beur, de quinze ans lui aussi, le 9 septembre 1996. Le Front national a rameuté ses troupes de toutes les villes environnantes. Mais les Marseillais ne l'ont guère éconté. Venus en masse, ils ont fait au jeune homme des obsèques dignes et émouvantes, refusant encore une fois, à la demande du père de Nicolas, de tout confondre et de rejeter la faute, en bloc, sur « les

D'innombrables associations quadrillent les cités des quartiers nord. Avec le soutien du sous-préfet à la ville, des chefs de projet du développement social urbain (DSU), des centres sociaux, du grand projet urbain de Mar-seille, des associations de locataires, avec, entre autres, les crédits de l'Union européenne (Marseille a bénéficié. depuis 1990, de 320 millions de francs de subventions, dont 200 millions environ pour la seule « reconversion économique des zones en déclin industriei » pour 1994-1996) (8), avec les associations de prévention contre la délinquance, avec les aides apportées par la police et la justice - plusieurs fois par mois, dans certains quartiers, des médiateurs tiennent séance publique de

conciliation... Avec tout cela donc,

Marseille conforte sa solidarité. Mac Haddah Berrebouh, cinquantetrois ans, mère de dix enfants, habite depuis vingt-cinq ans la cité des Pla-mants. Médiatrice dans les collèges, elle Intte contre les petits rackets de classe, sans toujours le dire aux parents. « La cité. dit-elle, c'est une seule communauté. Au centre commercial, on vendait de la drogue presque comme de la glace. Aux Flamants, à la fin, on s'est mobilisé. Les dealers ont fui. Quand les parents veulent ... » Ils ne veulent pas tonjours, et Mm Berrebouh note avec amertume la « grande démission des pères et mères qui ne se lèvent plus le

L'école, pourtant demeure le seul creuset possible. An collège Manet, par exemple, les élèves appartiennent à vingt-deux nationalilés. Dans telle maternelle, tout près de la porte d'Aix, quartier maghrébin au cœur de la ville, il n'y a que trois Européens sur cent dix enfants. On ne sait pas très bien qui sont les mères des cent sept autres. Elles se cachent, souvent pour cause de clandestinité, et ce sont les pères qui viennent chercher leur progéniture. Les adresses sont confuses et, quand la directrice cberche à recruter des « mamans auxiliaires », elle n'en trouve pas car elles n'ont souvent pas de papiers. Pour inscrire les enfants, qui doivent habiter le quartier, il suffit en effet d'un certificat de vaccination et d'une fiche d'état civil, même étrangère. L'école est bien intégrée dans le quartier. Mais le pre-mier soin des éducatrices est souvent d'apprendre... le français aux petits.

pour ou ils puissent communiquer. Dans une autre maternelle, près de l'Opéra et du Vieux-Port, les mamans auxiliaires s'appellent Michaela (sénégalaise), Cindy (mauricienne) on Nelly (française) et, constate Mª Françoise Serrano, la directrice, « l'intégration se fait bien : chacun s'applique à ce que le nivellement se fasse par le haut ».

(1) Histoire de Marseille, sous la direction d'Edouard Buratier, Privat, Toulouse, 1987. (2) Etude d'Etienne Tulesne, AGAM, janvier 1993, d'après les chiffres de l'Institut national de

(3) Jean Viard, Marseille ville impossible (4) D'après Renée Lopez et Emile Migrance, histoire des migrations à l' Edisud, Aix-en-Provence, 1990.

(5) Emile Temime, « Marseille et ses étras gers ». Revue européenne des migrations internationales, vol. XI. nº 1, 1990. (6) Territoire d'outre-mer français, les Commoisirent l'indépendance en 1974, à l'except

de l'île de Mayotte, qui resta française. (7) Emile Temime, op. cit. (8) Chiffres fournis par le cabinet du maire

ka caledor (WA), M Long begangen of Vertilepine Trill manches has be thought the date for contract the stand of Ones one plus tord, penetra pay to a bergene, this period parties and Financial Times commit in in any Papers Resegrator promoting ameraliste, region half of the distributed special to licing in be a deray over the other than

the selection and account of a second saule bent bat ger lettige at a constitution of the state of the state of consister the section of the sections of Sanger beite. " " 1 to . 110 miles Sewale of the search of the formation of the Residence C. willy then a weeks when a street of bridge Manufacture of the state of the state of were a local trust has a damen go Merca for experience and constitution

A Committee of the comm

The way for a long of the contract of

ray are the transfer of the transfer of the

man and the state of the state

Marrie

Street with many or an artist and a

Chegories Schille Color of the St.

Tomas sales and the sales and the sales and the sales are

A B ME WATER AND A SHARE METERS AND

Cartholica Colores St. Commission St.

THE RESERVE AND THE PARTY OF THE PARTY.

See after the second of the se

Appears Trained and the second of the second

CHAMBER 1977

A STATE OF THE STA

Butter of the State of the State of 200

residents of the second second

September 198

A STATE OF THE STA

turing the second

Control of the Contro

And the second s

The second secon

100 miles (100 miles (

the many transfer of the second secon

● 野山野田 「いっちゅう」 1942

wy facipian so in the terminati of whitehelph the vacillan

- P. -40.00 in apprint Page Was take 7 . 4. 1000 فب هيده تهروينم Mingel Builde

THE & COURSE

MITTER - MITTER

وسنا وبدهج me if you have Busines & of 1884 210 perpendicular de , Alpha (Va) one or the 200 miles The second milion 34 $-2\cdot 2\cdot 2\cdot p \to 2\pi/4$ grade plant and a 🍇 Em \$11 54.

B Carried

THE LAWS !

mark tool bein

Janen **

1 4 1 Dec. -All residents

et bousculait les privilèges

fait que « la bourgeoisie détenait le pouvoir; elle n'a voulu ni l'abandon-ner ni le partager »; les gouverne-ments de la Libération furent obligés de subordonner une partie de leurs ambitions aux exigences du bailleur de fonds, de farine et de charbon américain. Au moins, la gauche léguait chaque fois à ses successeurs de nouveaux instruments de pouvoir et de savoir: la conscience tardive de l'importance de la maîtrise de la monnaie (Herriot), le constat fugace de l'efficacité d'une politique keynésienne de relance (deuxième gouvernement Blum), le contrôle assuré d'un secteur public et nationalisé offrant à un gouvernement démocratique quelques moyens d'agir (Libération).

LE SIÈCLE

Les deux septennats de François Mitterrand out ceci de particulier qu'ils ont détruit - consciemment et par conviction libérale - certains de ces outils. Le contrôle de la politique monétaire a été abandonné à une banque centrale indépendante, les instruments d'une relance budgétaire sont désormais enserrés dans l'étan de l'euro et de ses critères de convergence, les services publics (télécommunications, transports, Poste, énergie) ne cessent de se heurter aux croisés bruxellois de la concurrence et do marché (7). En d'autres termes, là où François Mitterrand avait bénéficié d'une marge de manœuvre durement forgée dans le feu des conquêtes de la ganche, M. Lionel Jospin hérite les contraintes que les goovernements

socialistes des années 80 ont entérinées. voire imaginées. On comprend qu'il ait réclamé, pour ce bilan, un « droit d'inventaire ».

En 1997, une politique économique progressiste bénéficie malgré tout de deux petits avantages. Elle est socialement nécessaire et elle est techniquement facile. Nécessaire : les marches de chômeurs de cette fin de siècle rappellent assez celles des années 30. Facile: les taux d'inflation les plus faibles jamais atteints en France depnis quarante ans (0,9 % entre mai 1996 et mai 1997), une balance commerciale très excédentaire et un niveau record de profits des entreprises permettent d'envisager une politique de relance et de redistribution des revenus moins risquée que celle, pourtant modeste, de 1981. Reste alors le déséquilibre budgétaire. Mais outre le caractère obsessionnel et presque indécent de vonloir le ramener d'urgence à 3 % du PNB dans un pays où 12,8 % de la population active est sans travail, il serait temps de comprendre que c'est le chômage qui creuse les déficits et l'emploi qui les réduira. Seul M. Theo Waigel, leministre allemand des finances, qui vient d'anconcer d'« incroyables efforts d'économie dans tous les ministères », semble ne pas s'être aperçu que son impasse budgétaire a'était subitement alourdie de 20 milliards de marks à cause des 437 000 chômeurs allemands supplémentaires recensés en un

L'urgence d'un grand élan social

M IEUX vant le savoir et le dire, ce qui est socialement indispensable et techniquement assez facile o'est pas encore politiquement envisageable. En effet, même si les dirigeants socialistes français se sont intoxiqués au point de croire leurs propres communiqués de presse, l'Europe o'est pas M. Schröder, membre influent de la

plus de gauche en 1997 qu'elle ne l'était en 1981. M. Anthony Blair a pour pre-mier objectif d'« éliminer les obstacles à la flexibilité du marché du travail » : les socialistes portugais aiment les privatisations et s'opposent à toute réinterprétation des critères de Maastricht;

ailleurs, quand M. Dominique Strauss-Kahn, désormais ministre français de l'économie, estime que, « aux Etats-Unis, c'est aussi la gauche qui a gogné. Clinton, c'est quond même la gauche (9) », la charité incline à ne pas commenter le propos. Puisque ce n'est pas daos les cénacles européens on ceux du G 7 que l'urgence sociale tronvera son expres-

sion, puisque le patronat de lâchera rien sans qu'on le lui arrache, puisque les médias sont devenus la machine à propagande de ceux qui détiennent déjà tout, l'histoire de la gauche an pouvoir offre d'autres leçons. Et quelques encouragements. En 1936, le programme électoral du Front populaire était d'une extrême timidité. On n'y trouvait ni les 40 heures, ni les congés payés, ni les conventions collectives, Toot juste était-il questioo de la « réduction de la semaine de travail sans réduction du salaire hebdomadaire ». Mais il y eur cette explosion ouvrière née de la victoire policique et qui lui donna tont son sens, ce « grand élan sorti des entrailles de la masse, ingouvernable, [qui] a desserré soudain l'étau de la contrainte sociale, fait admettre comme évidentes des choses tenues six mois plus tôt pour scandaleuses (10) ».

Tootes proportioos gardées, les récentes actions enropéennes des onvriers de Renault et des camionneurs, les manifestations de Paris et d'Amsterdam pour l'emploi deviennent à leur tour l'outil principal d'une politique de transformation sociale, oo ootil d'antant plus déterminant que la gauche an pouvoir o'en détient pas beaucoup d'aurres. Et qu'elle vient en partie d'entériner son impuissance en acceptant, au sommet d'Amsterdam du mois demier, le pacte de stabilité de M. Theo



LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUILLET 1997 - 7

Les grèves de oovembre-décembre 1995 oot acceléré l'indispensable prise de distance des socialistes avec le oéolibéralisme mitterrandien ; les luttes écologistes contre l'extension on la construction d'un aéroport on d'une autoroute oot permis l'élection de plusieurs députés verts. Dans ces conditions, rassurer les marchés internationaux revient à échancrer la base sociale d'une coalitico rooge-rose-vert qui reste minoritaire et à favoriser la démagogie sociale du Front national. Cartel de 1924, Front populaire, années 80: a renoocé à ses combats (Edouard Herriot et l'impôt sur le capital, Léoo Blum et l'assistance à l'Espagne républicaine. François Mitterrand et la réduction des inégalités), il a précipité soo effondre-

· Poradoxalement, les sociolistes sont mieux placés pour conduire des réformes néolibéroles que lo droite (11) », espère déjà un grand magazine américain. Comme toujours, les médias, le patronat et les marchés pousseront la gauche à la faure, lui promettront la couronne de la « responsabilité » si elle se renie, l'encourageront à sacrifier encore l'emploi à la monnaie, le rail à la route, la sommeront de privatiser au com de la modernité (12). Il existe un autre chemin. Il paraît que l'Etat doit faire des écocomies ? Qu'il applique les principes du libéralisme en cessant de favoriser M. Lagardère, ses radios, ses journaux et ses missiles; M. Bouygues, ses télévisions et son béton; M. Dassault, ses électeurs du Front oational et ses avions de guerre. Qu'il nationalise les compagnies des

eaux et leurs gigantesques profits en invoquant le passage de la Constitution qui prévoit la propriété collective de e tout bien, toute entreprise dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait ».

Parlant du Parti communiste à la Libération, de Gaulle a écrit : « Ruant. mordant, se cabrant, mais attelé entre les brancards et subissant le mors et lo bride, il va donc, lui aussi, tirer la lourde charrette. C'est mon affoire de tenir les rênes (13). » Si la gauche fran-çaise tire à nouveau la charrette des privilèges pendaot que d'autres (les banques centrales, les marchés, les médias) tiennent les rênes, ce n'est certainement pas la reconstruction de la France qui, cette fois, se trouvera au bout de la route.

SERGE HALIMI.

(7) Sur ces trois sujets, line Serge Halimi, « La Banque de France doit-elle redevenir le « mur de l'argent » ? «, Bernard Cossen, « Dans l'étau de l'euro », et Paul-Marie Colteaux, « Défense et illustration des services publics », Le Monde diplomatique, avril 1993, mai 1997 et janvier 1996, respectivement.

(8) On estime que 100 000 chémeurs de plus entraînent une augmentation du déficit budgétaire de 5 milliards de marks. ac 3 miliards de marks.

(9) Journal de 20 heures, TF t, 27 mai 1997.

1D) Simone Weil, « Examen critique des idées de révolution et de progrès », Ecrits historiques et politiques, tome II, Gallimard, Paris, 1991.

(11) Time, 16 juin 1997.

(12) Si done le progrès ».

(12) Si, dans la presse, la privatisation fait presque l'unamimité, serait-ce aussi parce que la campagne publicitaire de France Télécom, amulée par la remise en cause de la privatisation de l'entreprise, devait rapporter 150 millions de france aux divers médias ?

(13) Charles de Gaulle, Mémoires de guerre,



Lectures d'Emmanuel Levinas



Pour une autre valorisation du travail. Jean-Marc Ferry

Qui entre à l'Université? Qui en sort? Bertrand Girod de l'Ain, Christine Musselin

L'Albanie de Charybde en Scylla Marie-Françoise Allain

Le numéro : 85 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 570 FF 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - # 01 48 04 08 33

de l'intégration

L'un des plus ardents partisans de ce nivellement par le haut est le nouveau grand mofti Soheib Ben Cheikh, commé à Marseille par la Mosquée de Paris. La trentaine ardente et cultivée, il entend « adapter un islam authentique au monde moderne », combattre l'« islamophobie » et, simultanément, le sentiment de rejet, de frustration et d'« enfermement » dont souffrent les musulmans de Marseille. « Tout vide spirituel est dangereux », affirme-t-il. Alors, il veut faire construire cette grande mosqoée doot Marseille manque cruellement, ainsi qu'un institut musulman où l'on formerait des imams qui, actuellement, ne parlent pas le français. Les femmes pourraient venir y apprendre leur religion, car « ce sont les femmes qui transmettent les

valeurs ». M. Jean-Claude Gaudin, le maire UDF de Marseille, ne serait pas hostile à la construction de ce lieu de culte. Il se contente de noter que « la commu-nauté musulmane ne semble pas disposer du terrain nécessaire à l'implantation d'un tel ensemble » et que « la ville de Marseille n'o pas les moyens de faire cadeau d'un terrain, pas plus à la communuté musulmane qu'à l'Eglise catholique ou à la communauté juive ». Quant à Mgr Panafieu, le nouvel archevêque, il souligne que « mieux vaut une mosquée qui se voit qu'une mosquée souterraine » et que l'islam doit trouver sa place au sein de la laïcité française. Pour lui, les « garages » (les mosquées sont souvent installées dans des hangars, des caves on des garages) consti-ment parfois des « lieux d'infection ».

Un extrémisme de droite s'affiche bien à Marseille, exploitant la panvreté de la ville et le mécontentement grandissant des Français à grands coups de démagogie, mais l'intégrisme musulman demeure, pour l'essentiel, elandes-tin et peu important... pour autant qu'on puisse l'évaluer.

« Ici, on ne s'intègre pas. on s'ajoute », disait un musulman. Mar-seille est une formidable machine à faire des Marseillais. Pas des Français, oo alors des Français en second lieu. Marseillais d'abord! Malheureusement, dans une ville sinistrée, cela oe suffit plus. Mais à quoi d'antre se raccrocher? Le travail et l'idéologie ne sont plus des valeurs de référence, alors que cent mille personnes vivent audessous du senil de panvreté, perdant amsi tonte possibilité de définition collective par le travail (9). Pour M. Michel Péraldi, sociologue: « Une identité territoriale ne peut pas se substituer à une identité sociale. Or Marseille n'a pas d'identité sociale. On n'y

o pas recomposé le puzzle qui permet d'exister. Tout ça ne fait pas une iden-tité. Etre marseillais, c'est bien, mais superficiel. La plupart des immigrés sont dans un "non-monde" social

Si Marseille peut se targuer de n'avoir pas de banlieue et, le samedi, de voir les jeunes des quartiers nord déam-buler paisiblement dans les rues piétonnes du centre, la casquette vissée sur la tête et le survêtement bien repassé, il o'en demeure pas moins que le racisme existe bel et bien, dont nul ne sait jusqu'à quel point il est superficiel ou profond. « Jamais, dit M. Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, le racisme n'a été aussi fort. Il pourrait deverir une opinion et non plus un délit. >

Kamel Khalif, peintre et dessinateur de bandes dessinées, ancien animateur socioculturel de la cité Brassens, voulait être oaturalisé à vingt ans. Aujourd'hui, il confesse « ne plus savoir [où il en est] », mais il est toujours algérien. Ambiguïté. Il parle, lui, de « crispation raciste ». Ici, il se dit marseillais. A l'étranger, il « habite en France ». Mais quand il marche der-nère une vieille dame, dans la rue. « elle change de trottoir ».

Les « 15-24 ans » – ils étaieot 109 000 en 1990 (10) – ont désormais pris le pas sur leurs parents. La prudence et le sonci d'intégration des générations précédentes s'effaceot devant les reveodications brutales d'hommes et de femmes nouveaux, devant qui rien oe s'ouvre. M. Jean-Clande Gaudin se dit pourtant fier que Marseille ait été choisie pour accueillir l'Ecole de la deuxième chance - une idée lancée par Mª Edith Cresson, commissaire européen -, qui, en janvier 1998, ouvrira ses portes aux exclus du système scolaire : « Cinq cents garçons et filles, de dix-huit à vingt-deux ans, en situation d'échec scolaire, issus des quartiers défavorisés, seront formés selon des principes novateurs. »

Cinq cents? Dans le 14º arrondissement - la ville en compte seize -, le taux de chômage atteignait 31,80 % en 1995 (contre 24,76 % en 1990); dans le 16°, il était de 46,48 % en 1995 (contre 25.70 % en 1990) (11). Il s'agit de chiffres officiels, inférieurs, sans aucun doute, à la réalité.

Chacun fait ce qu'il peut. Toutefois, 50 % des délinquants présumés interpellés par la police en décembre 1996 étaient des mineurs. Les vols avec violences ont augmenté de 21 % en 1996. Les interpellations pour affaires de drogue sout en hausse de 8 % (12). La drogue o'explique pas tout, même si elle constitue la seule véritable source

de revenus pour certaines familles, et alimente uo trafic coosidérable, inchiffrable. Les policiers savent, eux, que le mai n'est plus là, mais parlent de la « déliquescence du tissu éducatif ». de la « déstructuration du monde adulte » qui conduit des jeunes gens à se conduire « comme des fauves ». faute de repères, de butoirs, de structures, et à prendre pour premières cibles les policiers, puis l'école, puis la société tout entière. Ils admettent même que, dans ce oouveau monde, le délit est souvent valorisant.

Le Père Passenal oe dit pas autre chose: «La situation est explosive; l'étincelle est toujours là. » Et le religieux de poursuivre : « Les jeunes veulent être acceptés comme français jusqu'à ce qu'ils snient exclus, par l'échec scolaire, par exemple » Et, s'ils se sentent rejetés, ils pourraient se tourner vers l'islamisme, qui leur fourmit une identité de rechange. Or l'échec scolaire est partout: certains jeunes gens atteignent l'âge de seize ans sans savoir ni lire ni écrire. A ceux-là, nul n'a rien à dire, rien à proposer...

M. Jean-Claude Gaodin parle des milliers d'emplois que va créer Euroméditerranée (13), sans préciser qo'il s'agira, en grande partie, d'emplnis onn qualifiés. Il est dans son rôle de maire. C'est insuffisant. L'imagination est l'une des qualités dont Marseille est le plus dépourvue. La ville regarde son destin lui échapper, en soupirant que c'était plus facile naguère. Mais elle en était alors seule maîtresse. Le formi-dable art-dc-vivre-avcc-les-aotres qu'elle avait su façonner au fil des ans ne fonctionnera biemôt plus. L'argent, le marché, la spéculation, les taux d'intérêt, les mutations sociales, ajoutés à ses propres erreurs, imposent à la vieille eité, qui s'eo est tunjours moquée, des concepts qu'au fond d'elle-même elle récuse. Marseille risque d'y laisser son âme. Tant que sa population jeune sera condamnée au désespoir, au « no future », tant qu'elle sera incapable de lui proposer antre chose que des modèles éculés, elle continuera d'avancer vers le déclin. DOMENIQUE PONS.

(9) Jocelyne Césari, sociologne, lors du col-loque « Intégration et ciuryenneté », le 28 octobre 1996.

(10) Recensement général de la population, document Insee, 1992.

(11) « Présentation de l'agglomération marseilhise », direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

(13) Euroméditerranée : un important projet de restructuration, de revitalisation et de ré tion d'une partie du centre de Marseille.

(12) Cité per Le Provençal, Marseille, 17 janvier

30 - J

Balkan

2UE VU

mule p

tout at

CTU CT

lité gé

du siè

Í

IMPASSES EN TURQUIE

Tandis que l'armée turque poursuit ses opérations dans le nord de l'Irak, confirmant que sa seule réponse aux revendications kurdes est militaire, les tractations se multiplient à Ankara pour essayer de former un nouvean gouvernement. La démission de M. Necmettin Erbakan de son poste de premier ministre, imposée par l'étatmajor à l'issue d'une longue campagne de déstabilisation à laquelle la presse a activement participé, ouvre une ère d'incertitudes. Le Parti Refah, islamiste, malgré son bilan gouvernemental pen élognent, continne à mobiliser des millions de laissés-pour-compte et une partie importante des classes moyennes et bourgeoises d'Anatolie. En revanche, la classe politique, inefficace et corrompue, semble incapable de formuler un projet cohérent pour le pays. Le seul espoir, pour sortir de l'impasse, réside dans un réveil de la société civile, qui cherche un langage et des objectifs adaptés pour répondre aux aspirations d'une Turquie profondément divisée et pour dépasser les clivages entre laïques et islamistes.

« LA QUESTION KURDE »

Au cœur d'une crise majeure

ANS ce Proche-Orient qui reste l'un dee principaux foyere de teneions et de conflits du monde ectuel, la question kurde, per sa neture trens-frontalière et par ses dimensions démographique et économique, est nue un facteur-clé pour la stebilité et le euryle de plusieurs Etsts mejeurs de le région. Au nombre de 30 millione, hebitant une zone qui dispose, evec se fleuves le Tigre et l'Euphrete, de l'essentiel des ressources hydrauliques de le région et de gisements pétroliere Importante, les Kurdes, melgre leurs dissensione, leurs conflits fratricides, font preuve d'une vitalité et d'un esprit combatif peu communs. Longtemps réduite à son aspect humanitaire, la question kurde est en passe de s'imposer eux décideurs politiques, régioneux et internedo-naux. D'une grende complexité, elle demeurera à l'ordre du jour pondant de longues ennées, Lorsqu'un problème est chronique et semble insoluble, les longues ennées, Lorsqu'un problème est chronique et semble insoluble, les Intellectuels de Turquie ne le quelifient-ils pas de « Kürt meselesi » (question

A la suite de la guerre du Golfe, un regein d'Intérêt e'est menifesté envers les Kurdes, concrétisé per le publication de plusieurs ouvragae retraçant l'histoire événemantielle (1). Formes au lendemein de la premièra guerre mondiale sur les décombres de l'Empire ottomen, les Etats de le région n'ont pas su reconneitre le particulerisme kurda et essurer les droits, notamment culturels et linguistiques, qui s'y ettachent. Appliquée à édifier un Esta-nation avec une seule lengue et une seule culture, la Turquie, qui avait déjà éliminé les Armèniens eu cours du génocide de 1915 et expulsé vers la Grèce 1,2 million de Grecs d'Anatolle, déporta et messacra dens les années 20 et 30 le tiers da sa population kurda, rétive à son projet unificateur.

Un eutre nationalisme execerbé, celul du baasisme irakien, conduisit eu massacre de plue de 400 000 Kurdes at à la destruction da le quasi-totalité da leurs villages eu cours de le « guarre de trente ans » (1961-1991) qui opposa Bagdad eu mouvement kurde Irekien. L'Iren e soutenu ce derniar tout en repri-ment séverement les revendications de sa propre minorité kurde.

ion pol n'est un modèle de démocratie, révoltés per la brutalité de le répression visant leur peuple, certaine Kurdes ont opté pour le lutte ermée. Le Kurdistan étant une enclave, sans débouché meritime, entouré de quatra États qui se pertagent son territoire, chaque mouvement ermé e dû, pour sa logistique, s'ellier à un Etat fronteller, lui-même en conflit ouvert ou larvé avec see propras Kurdes et n'ayant donc eucun Intérêt è voir l'emergence d'une entité eutonome dens un Etat voisin – maie dieposé è se servir de « le certe kurde » pour affaiblir celui-ci.

Ce jeu n'est pas sans risques. Il e conduit à une guerre très meurtnère entre l'Iren et l'Irek d'où ce demier est sorti exsangue. La Turquie, aux prises depuie treize ens evec une guèrilla kurde tenace, s'engege à son tour dens un eurarme-ment massif (150 millierds de dollers pour les deux décennies à venir) qui inquiète see voisins et grève lourdoment son budget, déjé sévèrement ponc-tionné par le coût de la guerre du Kurdistan – évalué à 8 millierds de dollers per en. Elle s'allie à Isreël et, avec de plus en plus d'ineistance, montre du doigt ses voisine iranien et syrien, qu'elle accusé de soutenir le Perti des travailleurs du Kurdistan (PKKI. La guerre, evec son cortège de destructions de villages, ses déplacements de millions de paysans kurdes, ses victimes turquas et kurdes, eccroît le polerisation ethnique, exacerbe les netionelismes, e tée de l'islemisme et désagrège le vieux système hérité d'Ataturk. De nom-breux commentateurs se demendent ouvertement el le Turqui e pourra eurvivre au conflit kurde et évoquent l'éventuelité d'un conflit régionel.

'UN des mérites de La Question kurde (2), de Hemit Bozarslen, est d'eller eu-L. delè des événements et de leurs protagonistes, d'enelyser les évolutione politiques et les dynemiques socieles, économiques et religieuses à l'œuvre, de décrire les doctrines fondetrices des acteure, leure univers mentaux, de mettre è nu les ressorts intarnes et les contradictione des mouvements kurdee, dont il compare les modes d'action evec ceux d'autres luttes minoritaires, bref, de donner è comprendre le complexité d'une histoire marquée du sceau de le

Le chercheur, d'origine kurde, connaît bien sa société. Son savoir linguis tique et ses relations personnelles lui ont permis d'avoir accès à des sources da première main. Cepandent, il porte un regerd critique sur sa propre société, et le lecteur lui saure grè des quelités de rigueur et de nécessaire recul dont il fait preuve, qualités dignes d'être relevées car reres en ces temps de pessions nationalistes.

L'euteur explique pourquoi les deux modes da gestion de le question kurde, association eu pouvoir des élites et coercition des récalcitrants et de le masse pratiqués depuie leur émergence dens les ennées 20 per les États administrent le pays kurde sont è bout de souffle. La génèrelisation de l'instruction, de l'information et des moyens de communication, le démogrephie galopante rendent impossible l'intégretion des élites kurdes, de plue en plue nombreuses et exigeantes et la coercition ne fait que miner deventage le légitimité déjà fort fragile de ces Etats. Les frontières ont été relativisées, notamment depuis 1991 en Irek, franchies à meintes reprises par les troupes ireniennee et turques, ainsi d'ailleurs que par les mouvements kurdes. Ceux-ci se forment et egissent « en réponse eux deux modes de gestion adoptés par les Etats », et chacun d'eux est è l'image de » son Etat ». Ainsi, selon Hemit Bozerslan, le PKK est au fond dirigé par « un kémalisme inversé », ses militants vouant à leur chef Ocalen le même culte que les Turcs à Atatürk. Les dégêts ceusés par plucieurs décennies de guerre at d'acculturation ne se réduisent donc pas aux destructions metè-rielles, ile sont tout euasi graves dans les esprits.

Ce livre dense, basé sur uno documentation abondente et solide, fruit d'un long traveil universiteire, apporte un éclairege bienvenu e le compréhension de le question kurde et à la dynamique des mouvements minoritaires appelée à elimenter une bonna partie des confilts du siècle prochain.

KENDAL NEZAN, président de l'Institut kurde, Paris.

(1) Parai les parutions récentes, signalons Le Malheur kurde de Gérard Chaliand, Le Scuil, Paris, 1992; Le Défi kurde de Chris Kutchera, Bayard, Paris, 1997. ainsi que A Modern History of the Kurds de David MacDowell, I. B. Tauris, Londres, 1995, qui est, en anglais, l'ouvrage le plus

(2) Hamil Bozarslan, La Question kurde: Etats et minorité au Moyen-Orient, Presses de Sciences Po. Paris, 1997, 383 pages, 188 F.

Ces visages multiples

KRISTIANASEN * UI sont ces islamistes qui ont dirigé le gouvernement de la Turquio pendant un an, avant la démission de son poste de premier ministre, le 18 juin dernier, de M. Necmentin Erbakan? Comme dans tous les pays de la région, leurs électeurs sont ssus de milieux conservateurs et religieux. Ils souffrent de la même pauvreté que celle qui ronge les quartiers popu-laires du Caire ou de Gaza. Ils ont émigré par millions avant de sombrer, déracinés; dans les bidonvilles anonymes des grandes métropoles - Istanbul, Izmir, Ankara, Adana, Bursa ou Mersin. Comme ailleurs, ils comptent leur lot de membres des professions libérales, d'ingénieurs, de cadres, d'hommes d'affaires, d'assistants sociaux, d'éducateurs. Leurs cadres politiques - dont beaucoup doivent leur ascension à un effondrement de la gauche dans la région - sont entreprenants, instruits et, pendant qu'ils dirigeaient le pays, ils ne

Par notre envoyée

spéciale WENDY

Ici prennent fin les similitudes entre l'islamisme turc et celui du Proche-Orient. Car la laïcité, inscrite dans le République de Mustafa Kemal Atatürk, a laissé son empreinte, et il n'est pas question d'un retour à la sheriat (loi religieuse): les vakiflar (fondations religieuses) ont été laïcisées ; lo port de la tenue islamique pour les hommes (et pour les femmes en certaines occasions) est interdit; les soufis (tarikat) restent bannis, même s'ils poursuivent leurs activités dans une semi-clandestinité,

se sont pas laissé gagner par la corrup-

Mais les deux particularités les plus frappantes de la Turquie sont, d'uno part, le pluralisme de son système politique - et le pénétration des islamistes dans ce systèmo -, d'antre part, la grande influence de la culture occidentalo - et la façon dont celle-ci a modelé la pensée des intellectuels islamistes. Tout cela a contribué à une configuration unique d'un islamisme « à la turque », pacifique, qui, s'il rejette les aspects laïcs du kémalisme, ne remet pas en cause l'Etat-nation lui-même.

L'électorat du parti islamiste (Refah Partisi, Parti de la prospérité) vient d'Anatolio centralo et orientale, des grandes villes ot, enfin, du Sud-Est kurde. Malgré sa victoire aux demières élections législatives de décembre 1995 (1), le Refah ti'a pas le monopole du vote islamique. Mais il a profité de la désaffection à l'égard de l'ANAP (Anavatan Partisi, ou Parti de la Mère patrie) (2), depuis que M. Mesut Yilmaz, qui appartient à l'aile la plus laïque du monvement, a succédé à l'ancien président Turgut Özal.

Le Refah u'est pas non plus le plus hégémonique parmi les ordres soufis. Les Nakshibandis, le seul ordre à être directement engagé dans la vie politique, est divisé entre son soutien au Refah et celui à l'ANAP (3), tandis que de nombreux Nurcus (4) adhèrent an parti de Mª Tansu Ciller, lo Parti de la juste voie (DYP), partenaire du Refah au sein de la coalition gouvernementalo. Ces deux formations de centre droit accueillent dans leurs rangs des figures importantes de l'islam, dont certaines, membres du DYP, sont même députés.

L'œuvre principale de Turgut Özal a consisté en un offort de cohésion sociale, une tentative de réintégrer les exclus, notamment les islamistes, au sein de la société. Le développement de l'islamisme doit en effet moins à un intérêt accru pour la religion qu'à l'écart abyssal des richesses qui séparait les « paysans » d'Anatolie (terme générique employé par les élites sociales d'Istanbul) des « Turcs blancs » des métropoles. Sous la présidence de Turgut Özal, les « paysans » conservateurs ont commencé à s'enrichir et un mouvement islamique, populaire et dynamique, a emergé au grand jour.

L'armée, cependant, avait déjà prépare le terrain. Soucienz de lutter contre la gauche, les militaires, à l'époqua de leur coup d'Etat de 1980, out préféré sontenir le Parti du salut national (ancêtre du Refah) de M. Necmettin Erbakan. Ils ont rendu les cours d'éducation religieuse obligatoires, fondé des écoles coraniques spécialisées, créant ainsi des viviers de l'islamisme. L'armée a même usé d'une methode encore plus radicale en adoptant comme idéologio une « synthèse turco-islamiste » qui, espérait-elle, allait affaiblir les aspects les plus « révolutionnaires » du kémalisme. Cette synthèse devait pormottre de gagner los éléments conservateurs de la société - Tures et Kurdes - tout en prévenant tout élan du nationalisme kurde. On s'empressa donc de recruter les islamistes et les néo-fascistes - installés depuis long-

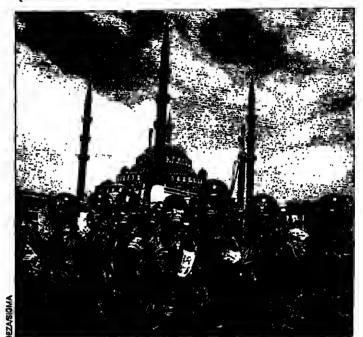
Journaliste, Londres.

temps dans la bureaucratio de l'Etat avec le Parti nationaliste du mouvement (MHP) d'Alparsian Turkes, qui vient de décéder, et sa milice des « loups gris » -dans les forces de sécurité et autres branches de l'appareil d'Etat, en échange de l'arrêt de leurs activités clandestines (5).

Lors do son accession au poste de pre-mier ministre en 1983, Turgut Özal a accéléré cette évolution, recrutant ces éléments au sein de son propre parti. l'ANAP, augmentant leur emprise sur les ministères de l'éducation et de l'intérieur (6), et reconnaissant publiquement que la religion était une composante essentielle de l'identité nationale. Grâce à sa politique libérale et à l'« ouverture » économique, les islamistes ont pu fonder une société parallèle, qui a attiré les émigrés anatoliens vers les grandes villes – des habitants des gecekondu (bidonvilles) aux membres des professions libérales, hommes d'affaires, en passant par les intellectuels

Le phénomène Fethullah repose sur deux principes : l'élinsme et l'argent - le mouvement a sa propre vakif (fondation). L'argent a servi à créer des écoles, des œuvres de bienfaisance et des entreprises, de la Turquie jusqu'en Asie centrale. Le mouvement s'était implanté on Albanio avant même que soient établis des liens diplomatiques entre les deux pays. Ses écoles - cinquante en Turquie et plus de deux cents à l'étranger - sont devenues des centres d'excollence. Il contrôle aussi des médias grâce à Zaman, véritable empire de presse, ainsi qu'une chaîne de télé-vision, des vidéos, des cassettes, des livres, des magazines...

Cot ancion prêchenr, âgé d'une soixantaine d'années, dément être islamiste. Il préfère se considérer comme un musulman pieux opposé à l'islam politique et qui sonhaite une intégration totalo de l'islam au sein du système politique, économique et social. Des Balkans à la Chine, il veut voir se former



FUNÉRAILLES DE TURGUT ÖZAL, AVRUL 1993, ANKARA

La déréplementation des télécommunications a aussi permis aux islamistes de s'affirmer, grace à des chaînes de télévision diverses (la chaîne nationale Channel 7, par exemple) ou grâce à des groupes de presse comme Sabah. Un syndicat influent, Hak-Is, qui leur était officieusement lié a même supplanté le syndicat de gauche Disk.

Exclus de l'association des hommes d'affaires Tuslad, qui regroupe los « Turcs blanes », les « tigres d'Asio centrale » ont formé leur propre association, Musiad (Mustakil is adanleri dernegi. Association indépendante des hommes d'affaires). Mais les laïques soupconnent le M de Mustakil (indépendante) d'être en réalité le M de muslim (musulman): l'alcool est en effet banni des soirées officielles, et ses membres célèbrent toutes les fêtes religieuses. Selou M. Taha Akyol, respectable intellectuel proche des orientations de Turgut Ozal, l'armée craint que l'association ne se prépare à une prise du pouvoir économique mais, « en réalité, les deux associations partagent les mêmes valeurs économiques : un gouvernement stable, l'entrée dans l'Union européenne et une Turquie occidentalisée. L'industriel de Konya veut vendre à l'Ouest, à l'Est, mais pas aux islamistes ! ». Ici, le dynamisme de la communauté d'affaires est un pont qui relie les islamistes aux laïques.

C'est aux « tigres anatoliens » que M. Fethullah Gulen, dirigeant do la principale branche des Nurcus, doit sa notoriété. Il a réussi là où Turgut Özal et M. Cem Boyner (l'espoir de la gauche) ont échoué. Il e donné anx capitalistes de province une voix - en échange de leur argent pour la construction de son petit empire. Se présentant comme une solution de rechange au Musiad et au Refah, il attire les hommes d'affaires conservateurs des villes de Denizli, Antep, Bursa, Kocaeli ou Maras, Puritains, nationalistes, conservateurs, travailleurs, ces riches Anatoliens n'ont aucune relation dans les milieux politiques ou bancaires. Ils dirigent des entreprises familiales qui utilisent des méthodes de production de haute technologie.

II) Le Refah Partisi, fondé en 1983 par M. Nec-mettin Erbakan, a. lors des élections de décembre 1995, obtenu 28,73 % des voix, remportant 158 sièges au Parlement 1sur 550). Lire le dossier a Crise du pouvoir en Turquie », Le Monde diplo-matique, juin 1996.

(2) Turgut Özal, fondateur de l'ANAP en 1983. fat élu premier ministre la même année, remportant 47 % des suffrages au cours des premières élec-tions depuis la fin de la dictature militaire (1980, 1983). Il devint président en 1991 et mourut, au cours de son mandat en 1993.

(3) Korkut Orzal Özal. frère du défunt président. est une figure importante du mouvement Nak-shibandi (et maintient de bons rapports avec l'Ara-

des élites sur le modèle turc. Un petit empire ottoman en somme, dominé par les Turcs et au sein duquel cohabiteraient diverses religions. En deviendrait-il alors le sultan ? La question reste entière, mais un observateur avisé dit de lui qu'« il n'est pas totalement innocent ». Il tisse un réseau parallèle. prêt à prendre le pouvoir le moment venu. Ces quatre dernières années, il a consolidé ses relations avec tous les partis, excepté lo Refah. Mais il pourrait être la victime de son propre charisme. Qui pourrait en effet prendre la suite du

petit sultan anjourd'hm malade? Le « monde parallèlo » de M. Fethul-lah Gulen est à l'image des myriades d'activités des islamistes du Refah: écoles, œuvres de hienfaisance, cliniques, associations caritatives, otc. Honnêtes et dynamiques, elles ont prospéré dans tous les secteurs, et notamment l'éducation. On dénombre plus de quatre cents imam hatip, écoles fondées par le gouvernement pour former les imams. Le financement de leurs opérations par des fondations a ainsi permis anx enfants les plus pauvres de poursuivre des études qu'ils auraient sinon été contraints d'abandonner à l'âge de onze ans, après cinq ans de scolarité obligatoire. Ce succès u a pas contribué à former plus d'imams, mais il a permis à une génération entière d'entrer à l'université ou dans le service public.

Cette première génération, avec ses étudiantes qui portaient le voile à l'université sous les bnées des laïques, occupe désormais des postes-clés autrefois réservés à l'establishment laïque. L'essor des associations islamiques a également créé de nombreux emplois, en particulier pour les femmes. De son côté, lo Refah a anssi recruté des salariés, notamment dans des villes comme Ankara et Istanbul, qu'il a gagnées lors des élections municipales de 1994.

Cotto génération a embrassé la modernité au moment même où les femmes commençaient à couvrir leur tête, parfois an risque de sacrifier leur carrière : chirurgiens on avocates se voient en effet interdire le port du carsaf au travail. M. Sibel Eraslan, trente ans avocate diplômée de l'université

bie saoudité). L'ordre a fait beaucoup pour la créa-tion du Parti du salut national (ancêtre du Refeh) de M. Necmettin Brbaken. Durant les aanées Turgut Ozal, les Nakshibandis se sont repprochés de l'ANAP. Depuis, le mouvement partage ses appuis (non officiels] entre le Refeh et l'ANAP.

(4) Les partisans de Saïd Nurci s'étalent oppe aux réformes de Mustapha Kemai dans les années 20.

(5) Voir Erugrul Kurken, « The Crists of the Turkish State », Middle East Report, nº 199, avril-juin 1996, Washington DC. (6) Lire Sami Zubaida, «Turkish Islam an lational Identity », Middle East Report, op. cit.

RÉVEIL DEL

es multiples

Le phonomene l'establish report pe as are causar in a broke series of the period in the series of the se princes l'artent à ann ages detainer a manage de bienface; des entreprises, de la l'inche pre-des contrale. Le montresse de Ausse contrale. Le montresse de emplante on Albanic man nices emplante et able des into diplomes source for dense pas . See most of a special of the second of ensurer - was desented as description of profession medical years of Suntan, Ventale and the bas ever stilled sin this coming the and the spirit astrone of the expension of beren, des magneties

Cer anvice mit bem bei fe me made and of control of the control of the made Dipartere of considerations description of the second of t bear to date at the day to matter agreementation of them Deli A said to the time of south south the



司(秦) PERFER TO CHAIR, 15 新株 2007, 15 新北京 were the second of the second No Books and the second CONTRACTOR ... 3 MAN 19 19 19 . Septe - Pranti

Section 1997 And 1997 g- 10 4 - 304 1 ميد في ا كالمقباك ويأسون وا print a series و مناجع پوچنې ----22. 34.4 growing to the 4 4 534 MATE Service appropriate the - Land 1979 · Sand Sugar to the s 1 والمحتفومة والمراث I have you we The makes " See The same of States milde to A 444 1 6 Fr 28 is the series that والتراعة حيد المؤثرة to hatter Carlotte Control of the Control of t 250

2002

a Alba

Sales September

the result in the

 $g_{\overline{A}} = g_{\overline{A}} = g_{\overline{A}}$

والإسافاء والمناف

a spiron in 1986.

المعارض بجياضي

And the state of

Jan. 1997 - 1 1994 - 5 1

per all years for

The light story and the

ray of the same of the first

war to the state of

and the second second

All the second

ALC: NO.

1.86 " \$ 1.5. "

The state of the state of

production is the

Marie and Art

or the second second

personal distriction of the second

many from the com-

المراجع المقام المراجع والمجاوي

200

gan Alleg (Ver

parti. » Effectivement, l'islam politique, en Turquie comme ailleurs, accepte l'Etat-nation (occidental) mais rejette ses valeurs culturelles, Mais Mª Sibel Brasian, comme d'autres intellectuels islamistes turcs (Ali Bulac, Ismet Ozel, Rasim Ozdendoren, Ihlan Kutluer), voit le modèle de l'Etat islamique comme une image inversée de l'Etat laïque. Elle lui préfère l'image de l'oumma et de communautés qui s'autogouvement, un concept assez flou qui ne les empêche

Le discours de Mª Sibel Braslan est un mélange de féminisme, d'opinions de gauche et de religion. Elle le reconnaît : « Les islamistes font ce que la gauche aurait dû faire. J'ai beaucoup de sympathie pour elle. » Et anssi : « Je tiens absolument à ce que les femmes aient la place qu'elles méritent au sein du Refah, c'est pour cette raison que j'v suis. » Les vieux dirigeants du parti ont besoin de ces femmes qualifiées, mais continueront-elles à travailler sans qu'on leur accorde une part plus importante du pouvoir? M= Sibel Eraslan considère que les femmes ont besoin de travailler quatre fois plus dur que les hommes. Elles ont en effet quatre adversaires : l'Etat, une société machiste, les

SOCIÉTÉ CIVILE

de l'islamisme

d'Istanbul, est de celles-là. En 1989, M. Tayyip Erdogan, président du Refah é Istanbul (devenn maire de la ville), l'a invitée à rejoindre le parti pour occuper le poste de présidente du comité des femmes. Le Refah ne recueillait alors que 7 % des voix des électrices et manquait de femmes qualifiées. Ce comité était chargé de recruter dans les banlieues ouvrières et parmi les immigrées d'Anatolie délaissées par les autres

En 1994, le Refah se tourna vers les. classes moyennes favorisées, en éculcorant ses slogans les plus radicaux. Il a ainsi raflé 27 % des suffrages lors des élections municipales de 1994, remportaut dix-sept des trente-trois municipalités d'Istanbul et le contrôle de l'agglomération. A Istanbul, le Refah comprait alors 18 000 militeutes et 1 265 000 adhérentes (52 % des membres sont des femmes).

Après six ans de bons et loyaux ser-vices, M^m Sibel Eraslan abandonna ses responsabilités. « J'avais l'impression d'avoir fait mon travail. J'étais trop radicale. Au départ, nous étions un mouvement de protestation, impliqué dans l'aide aux nécessiteux. Et puis le Refah s'est tourné vers les classes moyennes, plus âgées. » Elle demeure pourtant une figure-phare du parti, l'une des rares à accorder des entretiens à la presse - à la seule condition cependant que le parti ait donné son aval. Le Refah, vienx routier de la politique, a tiré depuis longtemps les leçons des « mauvaises expériences » passées avec les médias, dues au manque d'instruction de certains de ses membres. A la télévision, les islamistes n'apparaissent désormais que sur leurs propres chaînes, comme Channel 7, ou sur des chaînes sur lesquelles ils peuvent exercer leur

Mª Sibel Eraslan est issue des classes moyemes laïques. « Mon père est un kémaliste, il a été colonel dans l'armée et est capitaine dans la marine. A la maison, nous avons un portrait d'Atatürk. Ma famille habite Iskidar (un des bastions de la laicité) depuis plus de trois cents ans. Alors oui, mes activités ont provoqué des tensions au sein de ma famille. » Elle habite à Istanbul, dont la population est passée, en trente aus, de 2 à 12 millions d'habitants, à Umraniye, une banlieue ouvrière anonyme née de l'afflux d'émigrés anatoliens et qui est l'un des nombreux foyers de l'isla-

Comme beencoup de ses pairs, M= Sibel Eraslan s'est tournée vers l'activisme islamiste par rejet de ces laïques qui faillirent l'expulser lorsque. durant sa demière année à l'université. elle décida de porter le foulard. Ses convictions sout celles d'une génération d'islamistes « é la turque », fortement infinencés par la culture occidentale: « A l'université d'Istanbul, nous étudüons beaucoup la philosophie occidentale. A la fin des années 80, les auteurs postmodernistes étaient systématiquement traduits. Cela m'a fait réfléchir ct m'a poussée à m'intéresser à d'outres philosophies. I'ai lu Sayyid Quib et Mawdudi, Hassan El Banna et Ghazali (7). Du fait de leur situation, ils attachaient beaucoup d'importance à l'Etat - mais la Turquie est différente de ces pays. Le discours anatolien n'est pas le discours arabe. Ces gens-là m'ont beaucoup influencée, jusqu'à ce que je lise le Coran. Dans le Coran. seuls deux versets sont consacrés à l'Etat. La charia n'est pas une politique, c'est un mode de vic. En cc qui me concerne, je n'accorde aucune importance ni à la nationalité ni au passeport. »

e C'est une nouvelle façon de penser, et cela a posé des problèmes avec le pas de se retrouver dans le Refah.

hommes islamistes et, enfin, les autres

Ces dernières, ce sont les laïques, dont certaines tentent de se rapprocher de Mª Sibel Eraslan. Le 6 avril dernier, elles crésient on mouvement - le Kader, acronyme de Kadin Dernegi, Associa-tion des femmes, qui signific destinée – dont l'objectif est de promouvoir l'entrée des fernmes au Parlement, Maigré son orientation laïque, certains de ses membres demandent une redéfinition de la laïcité qui permettrait d'intégrer des musulmanes plus conservatrices. Elles out pris contact avec M= Sibel Erasian, mais le fossé est encore trop profond. Pent-il se réduire ? Sans doute, les laïques ne pouvant continuer à ignorer leurs compatriotes prati-

Car l'une des conséquences les plus positives de la victoire des islamistes aux élections de 1995 aura sans donte été le réveil de la société civile laïque. Education spécialisée pour les enfants, protection de l'environnement, associations caritatives de toutes sortes: les laïques commencent à faire ce que les islamistes out fait avant eux. « Nous aurions da faire tosa cela il y a trente ans > admettent-ils. Mais seront-ils capables d'aller s'adresser aux déshérités? En tout cas, l'occasion s'offre de réformer un régime politique en pleine banqueronte, L'un des atouts de la Turquie, si on la compare eux aures pays du Proche-Orient, est l'existence d'un système démocratique qui permet à chacun de s'exprimer, au moins dans certaines limites et si l'on exclut la question kurde (lire, page 8. l'encadré « La question kurde »).

Si le président Turgut Özsl n'était pas brusquement décédé en 1993, les islamistes n'auraient pu accéder au gouver-nement. Turgut Ozal était en effet capable de mobiliser de larges couches our de l'ANAP et de sa vision d'un pays vigourcux, sans classes, ouvert à tous. Désormais, c'est le Refah qui remplace l'ANAP comme le principal (mais non le seul) canal politique à travers legnel les Anatoliens penvent se faire entendre et exprimer leur identité religieuse. Il e aussi mobilisé l'énergie d'une jeune génération qui attend son heure pour venir aux affaires.

Si l'idéologie de cette génération demeure quelque peu primaire (l'Etatnation supplanté par les communautés islamiques), ces jeunes n'en possèdent pas moins une solide connaissance de la pensée occidentale comme de la pensée musulmane. Le pluralisme, les droits de l'homme, la liberté, la justice sociale, font partic de leurs slogans. Ces intellectuels, ces féministes, ces entrepreneurs anatoliens, tous les éléments de l'islam turc se battent avec cette vigueur caractéristique de la Turquie moderne pour combler le fossé qui sépare les « nou-veaux arrivants » d'Asie mineure et les élites d'Istanbul. Les élites la joues seront-elles capables de relever ce défi ?

WENDY KRISTIANASEN.

(7) L'Egyptien Hassen El Banns for le fondateur des Prères musulmans en 1929; Sayyld Qurb, le continuaneur de Banna, a inspiré les islamistes radi-caux; Abul Ala Mawdudi, du Pakistan, a milité dans les ammées 40; Al Ghazali est un penseur de l'âge classique (1058-1111).

Les éditions en langues étrangères

du « Monde diplomatique » Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain Il Manifesto (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion

moveme est de 100 000 exemplaires. Allemagne. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quoddien berlinois Die Tageszeltung

(Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires. Saisse L'hebdomadaire WochenZeiturie Luisenstrasse 7, Postfacb 8031 Zurich diffuse en supplément mensuel potre

journal en langue allemande à quelque 20 000 exemplaires. Espagne. Le journal est traduit et édité par L Press (Plaza Marina Española, 5-2 D, 28013 Madrid). Sa diffusion est d'environ 25 000 exemplaires.

Monde arabe. Une édition trimestrielle en arabe est publiée en Tunisie (Impact, Le Méridien, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle est tirée à environ 15 000 exemplaires.

Grece. Il existe une édition en langue grecque de notre trimestriel Manière de voir (Editions Dromeas Epe, Ch. Tri-koupi 106, Athènes 11472), diffusée à quel-

que 10 000 exemplaires. Ao total, la diffusion du Monde diplomatique (250 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est d'environ 500 000 exemplaires.

Les ambiguïtés d'une presse à scandale

NUR DOLAY +

OMMENT aurions-nous pu savoir que nous soutenions le personnelité qui avait le plus de défauts de notre histoire politique, et que nous allions lui permettre de se transformer en monstre? Comment eurait-on pu savoir qu'elle mettrait ses ambitions et ses intérêts personnels eu-dessus du régime leique et démocratique ? Comment aurions-nous pu savoir ? (1) »

Ce mea cuipa tardif d'Ertugrul Ozkok eurait pu être loueble s'il était l'expreseion d'un regret sincère. On se souvient que c'est lui, éditorieliste du puissant quotidien populeire Hurriyet, qui evait « lencé » M. Tensu Ciller en assument sa promotion, médiatique. Une fois le but atteint, il n'avait pas hésité, comme beaucoup d'autres dans son entourage, é se coupar le moustache, symbole é la fois du traditionelisme et de le virilhé, pour s'adapter é la période nouvalle qu'annonçait la nomination eu posta de premier ministre, an octobra 1995, d'une femme - un fait sans précèdent dens l'histoire du pays - qui était, de plus, belle, blonde et moderne.

Pourtant quelquee observeteurs, comme Ilhen Selçuk, décelaient déje, derrière la façade élègente, « le produit da l'hégémonie médiatiqua sur le société » (2). L'éditorieliste du quotidien Cumhuriyet s'interrogeeit sur l'origine de la fortune colossale da Mm Ciller, richesse qu'ella prétendait avoir acquise avec son saleira d'universitaire. Meis personne ne s'étonna de cette voix détonente, venent du seul quotidien indépendent du pays, ebonné au rôle d'opposant, qualifié de « dinosaure » pour n'avoir pas su s'edepter au nouvel ordre médiatique.

Les autres journaux, dependent de grandes banques, s'étaient déjé constitués en importents groupes eux publications divereifiées, eyent checun sa propra cheina de télévision, einsi qu'une lerge pelette de journelietes expriment des idées très disparates. ellent da la geuche epprivoisée é le droite civilisée, eu nom du pluralisme.

Checun conneisseit toutefois, dene cette « démocratie » eux ellures de supermerché, les limitee à ne pes dépasser et le respect du eux bailleurs de fonds. Les énormas subventions gouvemementeles, sous leurs formes diverses, ou des prêts é des taux très avantagaux - et remboursables seulement an cas de « bētisas » - ont été investis dens des affeires juteuses sans rapport avec le journalisme.

La puissance et le collusion de ces empires de presse avec le pouvoir politique étaient telles qu'on e évoque le participation du groupe Sabah é l'une des nombreuses coalitione gouvernementales formées par Mm Tensu Ciller. comme si un journal pouvait être un partenaire politique des élus I D'autre

part, Milliyet et Hurriyet, deux eutree grands groupes, evalent fusionné sous le nom de Dogen Medye, pour mieux combattra leur concurrant Sebah.

Totalisant 79 % des ventes de journaux, les deux empires ont dévoilé leur conception de le liberté quand un intrus, Aksam, e tenté de s'imposer. Le 16 septembre 1996, lee groupes Sabeh et Dogen Medya, qui ont le monopole de la distribution, ont tout eimplement « leissé eur le carreeu » les bellots d'Aksam, devenu un concurrent trop dengereux. Les kiosques se sont vu interdire la vente de ce quotidien sous peine d'être totalement exclus du circuit de le distribution. En outre, en faisant du dumping sur le prix de vante de quelques-uns de leurs titree, dumping compense par leurs autres activités, le cartel réduit séneusement les possibilités d'existence d'eutres publicatione, et per le même l'expression d'autres opi-

Les sombres affaires de M™ Tansu Ciller et da son meri, accusés de colleborer avec des meffiosi Introduits eu sein de l'appereil d'Etat, avaient déjà été décrites en détail per l'hebdomadaire da geuche Aydinlik, sans que personne deigne y prêter attention. Il fallut le fameux accident da le route de Susurluk (3), le 3 novembre 1996, pour epporter les preuves irréfutables de cette collusion. Ces révélations tombèrent eu momant même où les empires de presse s'apprêtaient à déclerer le guarre à la coalition dirigéa par M. Necmettin Erbakan, dirigaant du parti islemiste Refah et qui comprenait le formation de M™ Tensu Ciller.

L'armée, ultime espoir

TES le formation de son gouverne D ment, en juin 1996, la pramier ministre islemista eveit, da meniera malhabile, déclaré son Intention de mettre la presse au pas en lui coupent les subventions. Les grands quotidiens et leurs cheînes de télévision « redécouvrirant » elors le célébre journeliste Ugur Memcu, aseessiné en 1993. Celui-ci n'evait cessé de dénoncer, dane les colonnes de Cumhuriyet, et de révéler, dix ans plus tôt, l'identité de criminels encora « recherchés » et liés eux forces politiques. Tout cele a été largement utilisé dens

le guerre contre Ma Tensu Ciller. Dens le même temps, les grandes plumes des quotidiens entreprenaient une toumée dans les capitales européennes pour dénoncer « les etteintés é le liberté de presse en Turquie »! Meis leur vrei espoir était... l'ermée, et evec elle le spectre d'un coup d'Etat frénétiquement brandi. Cette demiére éteit effectivement mécontente de voir le gouverne ment dirigé par un ielemiste. Meis da lé é ennoncer aux lecteurs, cheque matin, des bruits de bottes, et é transformer chaque réunion mensuelle du Conseil de le sécurité nebonele en une ultime mise en demeura de militaires è la veille de passer é l'action...

Au début, l'armée s'eccommoda de cette pression exercée en aon nom par le presse, en espérant qu'elle suffirait è meintenir M. Necmettin Erbakan dans le cadre institutionnel. Mais l'interasse y répondit par le surenchère. Au lieu de s'appliquer é réeliser quelques-unes de ses promesses électorales, il choisit de multiplier les actes de provocation. La presse joua les pompiers pyromenes. Surtout quend elle trouva un acteur médietique dene le général Cevik Bir, l'adjoint du chef de l'état-mejor, excommandant des forces internetionales en Somelie. Celui-ci tranchait per son franc-perler evec la prudence de son eupérieur, qui ee borneit é rappeler, chaque fois qu'il en evait l'occasion, le responsabilité des civile dans les choix politiquae. Les commandante trop beverds finirent per recevoir dae consignes de discrétion. Mais les specteteurs avaient déjè pris place dens l'arène, prêts à appleudir cheque coup que l'armée infligerait è son adversaire.

La presse publia des sondeges désignent l'armée comme l'inetitution à lequelle la société accordeit le plus sa confience. Pendant la récente intervention dans le nord de l'Irak, elle publie das déclarations enonymes de généraux effirment que l'état-mejor n'avait pas informe le gouvernement, per paur de fuites. En soulignant ca manque de confiance, alle identifieit le gouvernement avec la Parti des traveilleurs du Kurdistan (PKK), l'annami numéro un. Le démanti publié par l'état-major ne trouva pas un grend écho. En revanche, les journeux mirent é la « une » la réaction épidermique du bres droit de M. Erbakan, M. Abdulleh Gul, qui bravait la générel « anonyma » : « Qu'il se montre, s'il est un homma i »

les menœuvres militaires conjointee evec Israël. Les militaires rappelerant elors qu'il e'agissait d'une décision prise en concertation evec plusieurs organismes d'Etat, et que le pramier ministre n'avait pes compétence pour décider seul de son ennuletion. La presse se féliche encore une fois de le victoire de l'ermée, qui passeit par-dessus le pouvoir civil, ce qui eurait du plutot l'inquiéter. Finelement Hurriyet jubila après la décision du perquet d'ouvrir un procès contre le coupable, entre eutree, d'« insuites à l'ermée » (4).

Finelement, le presse e obtenu le chute du gouvernement de M. Erbeken. Pourtant, cette victoire est entachée de trop d'aspects inquiétants pour qua les citoyens et les journelistee puissent s'en

111 Hurrivet, 15 mai 1997.

(21 Cumhuriyet, mai 1993.

(3) Lire Martin Lee. • Les liaisons dangereuses de la police aurque », Le Mende diplomatique, mars 1997.

(4) Hurrivet, 22 mai 1997.

« LE BANDIT », un film de Yavuz Turgul

Dans les bidonvilles d'Istanbul

TNE vieille légende anatolienne raconte que, lorsqu'un bandit meart, une étoile tombe du ciel. Dans le film du réalisateur turc Yevuz Targul, Le Bandis (Eskya) (1), après trente-cinq années passées en prison pour avoir vengé la mort de son père, quitte ses montagnes natales pour sombrer dans les bas-fonds d'Istanbul. Il est une nouvelle fois en quête de vengeance, recherchant son meilleur ami parti pour le ville avec sa femme et tout son or.

Les aventures du bandit Baran dans les bidouvilles d'Istanbul, la ville qui pue « le cadavre d'un animal mort », dévoilent un moude de prosotuées vicillissantes. d'impitoyables maquereaux, d'acteurs déchus, un univers où les jeunes filles révent de Cendrillon et où la seule ambition de la jeunesse est de devenir millionnaire en une nuit « La plus grande erreur de mon père fut de se contenter du métier de serveur, à son arrivée à Istanbul. C'est là qu'il a perdu ». déclare le jeune Cumali, un escroc é la petite semaine, « Pour les sortir de cette vie », son gang préfère demander au chef de la mafia de les embaucher « Les propriétaires des magasins, les filles nous respecterons », spéculent-ils.

Dans un monde où la devise est « seul le plus fort survivra (vaincra) », un héros aussi tragique que Baran, qui croit en l'amour et obéit à des codes éthiques stricts, sera inlassablement trahi, encore et toujours. Quand la société est corrompue, les senls vamqueurs possibles sont les

traîtres, tel soo ami Berfo, devenu multi-

Le bandit décide donc de reprendre la loi à soo compte et, à la manière des vieux cow-boys du Far-West, punira lui-même les coupables. Encerclé par la police, il se réfugic sur les toits d'Istanbul et tandis que la foule contemple les feux d'artifice, Baran plonge dans le vide. Une étoile tombe alors du ciel, que seule la femme qu'il e aimée pourra voir.

De soo arrivée au village, à la vieille folle lui conseillant de ne pas repartir - un épisode qui n'est pas sans rappeler les sorcières de Macbeth -, jusqu'à son plongeon final parmi les feux d'artifice, tous les éléments du film participent é établir une atmosphère de légende, caractéristique des romans de Yachar Kemal. Et comme dans ces romans, les ingrédients servent plus à souligner l'aspect légendaire des réalités qu'à remettre en question leur crédibilité.

La description du ghetto de Tarlabasi, en plein cœur de la ville, et des enfants qui y grandissent est cependant très réaliste et le réalisateur n'épargne aucun détail pour montrer le dégénérescence de le société : crise économique, mauvaise gestion, corruption, manque d'intérêt, manque d'édncation, tous ces maux qui laissent les gens désemparés. La oouvelle génération de bandits ressemble an vieil ami de Baran, le capitaine d'industrie, l'usurier et sans doute trafiquant de drogue, Berfo : ils sont ces hommes qui s'assoient sur des trônes. e Il n'y a plus aucun bandit dans les monragnes, déclare Demircan, le chef de la mafia, ils sont tous en ville désormais!»

Un propos qui fait mouche dans un pays où, avec l'inflation, la corruption est le sujet le plus discuté par les journaux et par les reality shows - surtout depuis les événements de Susurluk, lorsqu'un banal accident mit eu grand jour le relation entre le gouvernement, la police et la

Le Bandir a connu un succès sans précédent auprès d'un public qui, babituelle ment, ignore les productions locales. Il a battu ao palmarès le record do film hollywoodien le plus populaire de tous les temps Bodyguard. Certains ont regretté que le réalisateur ne mendonne pas le probième kurde alors que le protagoniste du film est /uj-même kurde, mais, dans l'ensemble, les crioques oot été positives Dans des villes qui n'avaient pas de salles de cinéma comme à Urfa - lieu de tournage de quelques scènes du film -, on a même commocé à dépoussiérer les sièges de locaux abandonnés pour projeter Le Bandis.

Le film e certes bénéficié d'une grande campagne promotionnelle, mais le principal facteur de son succès est simple : les gens se sont reconnus dans une œuvre qui parlait, enfin, de leur vie.

GONUL DÖNMEZ-COLIN

(1) Le Bandit, une coproduction turco-francobulgare d'Enrimage, fut présenté, hors compéti-tion, au festival du film international d'Istanbul 'EST à Paris, le 27 mai 1997, qu'a été signé l'« acte fondateur »

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE *

indépendante et même, plus précisé-

ment, l'Allemagne. Et si les armes utili-

sées pour écarter ces adversaires suppo-

sés doivent être avant tout de caractère

économique, politique et commercial, il

est toujours rappelé que la puissance

militaire demeure un élément essentiel

Uo accord e dooc été conclu entre

l'ensemble des responsables politiques

et militaires sur la dimension qu'il

convient de donner, durant la période à

venir, aux capacités militaires des Etats-Unis. Oo s'est coteodu sur le

maintien de forces correspondant à un

niveau compris entre les 4/5° et les

9/10 de ce qu'elles étaient durant la

dernière phase de la guerre froide. Des

budgets de l'ordre de 250 à 270 mil-

liards de dollars de dépenses effectives

y correspondent (l'équivalent du total

des dépenses effectuées par l'Alle-magne, la France, le Japon, la Chine et

la Russie réunis I). Cet effort doit per-

mettre de procéder aux recherches et au

développement sur la nouvelle généra-

tion des armements dérivant des formi-

dables progrès accomplis en matière de

communication, d'observation et

d'information, et que résume l'expres-

sion de « révolution dans les affaires

militaires », thème central de toute la

littérature stratégique et militaire amé-

ricaine depuis plusieurs années. Mais

elle est révélatrice de l'avance prise en

bien des domaines par les Etats-Unis et

de la suprématie des Etats-Unis.

des nouvelles relations entre la Russie et l'Organisation du traité de

l'Atlantique nord (OTAN). Ainsi s'est achevée la longue bataille diplo-

matique menée autour de l'élargissement de l'Alliance atlantique. Cette

victoire américaine concrétise la volonté hégémonique des Etats-Unis

sur le Vieux Continent, en même temps que la politique française

d'« autonomie européenne » est mise en échec, une double réalité que

devrait confirmer le Sommet de l'OTAN, les 8 et 9 juillet, à Madrid.

30 – J

relles c

·

1- BURUNDI

I- CANADA

1- RWANDA

3 BIELORUSSIE

4 ETATS-UNIS

5 VENEZUELA

5 CAP-VERT

6 COMORES

6 MALAWI

10 BAHAMAS

11 MONGOLIE

20 COLOMBIE

2t BELGIQUE

23 ÉGYPTE

26 LIBERIA

28 PÉROU

30 VANUATU

17 IRAK

LES

Dès la fin de la guerre froide, les responsables politiques et militaires des Etats-Unis oot procédé à la révision de leurs aneieoges cooceptions stratégiques, mais sans jamais mettre eo question l'existence de l'OTAN, qui avait été un instrument décisif de la guerre froide. Cette « bottom review ». seion leurs propres termes - ou « révisioo de fond en comble » -. a mis l'accent sur le traitement des conflits régionaux et l'otilisation des nouvelles armes furtives et de hante précision.

Ao terme de combreuses controverses, il existe désormais un accord général, dépassant les lignes de démarcation entre les partis et les tendances intellectuelles et politiques traditionnellement rivales sur ce que doivent être les objectifs de cette stratégie (1). Comme l'affirmait déjà le rapport Wolfovitz, en com de l'ancien sous-secrétaire a la défense (2), il est unanimement admis que l'intérêt suprême de Washington est de faire obstacle à toute résurgence d'une puissance capable de rivaliser avec les États-Unis, comme ce fut le cas de l'Union soviétique,

Dans tous les textes et documeots publiés, soot toujours désignés comme rivaux potentiels, noo seulement la Russie et, plus souvent encore la Chine, mais eussi le Japon, l'Europe si elle devient une entité politique unique et

* Journaliste, auteur, notamment, du Der-nier Empire, Grasset, Paris, 1996.

leur industrie d'armement sur leurs alliés et rivaux.

Du fait des houleversemeots du contexte stratégique international, co oe prévoit plus « deux conflits et demi » - une guerre majeure contre l'URSS. une guerre majeure contre la Chine et un conflit régional - ou « une guerre et demie », comme on eo convint sous l'administration Nixon - une guerre majeure contre l'URSS ou la Chine et un conflit régional. L'hypothèse de travail est que l'armée américaine doit pouvoir faire face à deux conflits régionaux à la fois, d'une dimension comparable à la guerre du Golfe.

En dépit de ces évolutions, les préoccupations américaines demeurent ce elles étaient : s'assurer la suprématie dans les trois zones d'importance majeure pour leurs intérêts, le Proche-Orieot, l'Extrême-Orient et le théâtre enropéen. On sait, depuis la guerre du Golfe, que l'axe principal de cette présence militaire an dehors s'est déplacé du théâtre européen au théâtre procheoriental et que celui-ci acquiert désormais une priorité en raison des crises persistantes, des menaces pesant sur les régimes les plus étroitement allies avec Washington, des tensions avec l'Iran et du blocus de l'Irak (3).

De même l'irrésistible mootée en puissance de la Chine a-t-elle conduit le présideot William Clinton, lors de sa reocontre avec le premier ministre japonais et son passage en Corée du Sud, en avril 1996, à confirmer le maintien de la présence militaire américaine eo Extrême-Orient à son niveau actuel: quelque 100 000 hommes dans le Sud-Est asiatique, 47 000 an Japon - dont 27 000 à Okinawa - 37 000 en Corée

Mais c'est surtout sur le théâtre européen que la fin de la guerre froide a conduit Washington à revoir l'ensemble de son dispositif stratégique, et c'est là que les décisions prises sont les plus révélatrices de sa politique de sécurité. Après la dislocation du camp de l'Est, loin d'envisager une réduction du rôle de l'Alliance atlantique et de soo organisation militzire, les Etats-Unis ont cherché à l'accroître. La réduction de leurs effectifs en Europe n'a pas traduit un moindre engagement ; ils out voulu, au cootraire, y affirmer leur position prépodérante.

Dans une première étape, ils oot obteou que soieot admises d'éventuelles interventions de l'OTAN hors de l'aire géographique couverte par le traité de l'Atlantique cord. La création d'une Force de réaction rapide s'est accompagnée d'une intégration plus ponssée - au niveau de la brigade - que

unités de l'OTAN. Mais c'est à l'occasioo de l'affaire yougoslave que la diplomatie américaine a obteno un résultat presque inimaginable dans la période précédente : la recommaissance de l'OTAN comme « bras armé » des Nations mies, le Conseil de sécurité ayant confié à l'organisation la tâche de faire appliquer, par des moyens mili-taires, les résolutions qu'ils avaient votées. Il fut ensuite convent que les forces de l'OTAN serviraient aussi à la mise en application des secords

Un garant de l'ordre international

E rôle historique de la crise bosniaque aura donc été, avant tout, de faire consacrer par les Nations unies elles-mêmes le rôle unique et spécifique de l'OTAN. Comme si, désormais, celle-ci était, dans toute une partie du monde, le garant de l'ordre international Depuis lors, la classe politique américaine a abandonné l'idée d'un rôle plus grand pour l'ONU, comme il fut à la mode de le penser immédiate-ment après la fin de la guerre froide.

On a pu vérifier aussi la fermeté avec laquelle les Etats-Unis tienneut à conserver leur antorité au sein de l'Alliance et de son organisation militaire. Ils avaient pn. sans difficultés, mettre en échec les tentatives françaises de constituer un système européen de défeose en dehors du cadre de l'OTAN : Paris o'avait alors obteno que le soutien mitigé, mais au fond très réticent, de l'Allemagne. Quand le président Jacques Chirac entreprit d'obtenir que ce « système enropéen » existât ao sein même de l'OTAN, la diplomatie américaine put s'assurer qu'il ne fonctionnemit pas sans l'accord, l'aide et la supervision des instances atlantiques, e est-à-dire des Etats-Unis eux-mêmes. Plus révélateur encore fut leur refus catégorique d'admettre que le comman-dement sud de l'OTAN soit confié à un Européen : il s'agissait précisément de

la zone stratégiquement la plus importante à leurs yeux puisqu'elle relie les théâtres atlantique, européen et proche-

C'est toutefois, et sans oul doute, par les décisions prises concernant l'élar-gissement de l'OTAN que la politique américaine a manifesté le plus clairement sa conception de la « sécurité » en Europe. Cet élargissement, en effet, signifiait une extension de la zone dont elle voulait assurer le protection ou, en d'autres termes, dont elle s'assurerait le contrôle. Il fallait, certes, prendre en compte le sonhait de certains Etats d'Europe centrale et orientale de s'intégrer dans l'organisation atlantique afin de se protéger à l'avance contre le risque, même très hypothétique, d'une future politique russe visant à y rétablir sa suprématie. Mais leur préoccupation rejoignait un objectif clairement défini

Bernard Posen et A Ross, « Competing fisions of US Grand Strategy », in International ecurity, Washington, hiver 1996-1997.

(2) Lire Paul-Marie de La Gorce, «Wachington et la maîtrine du monde », Le Monde diplomatique, avril 1992 et Michael Klare, « Les stratèges de Washington se préparent à de nouvelles expéditions guerrières », Le Monde diplomatique averables 1992.

(3) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Intransi-geace américaine dans le Golfe ». Le Monde diplomatique, mai 1997.

Quand l'Europe refuse une défense...

PRÈS le fin de la guerre froide (1989), le changement radical du contexte stratégique International impliquait naturellement, pour toutes les puissances, un réexamen profond de leur politique de défense. Comme les eutres, le France y e

Les orientations prises per l'ancien gouvernement de M. Alein Juppé ont remis en question l'ensemble daa relations stratégiques et militaires de l'Hexagone avec ses pertenaires de l'Allienca etlantique. Plue encore que son systèma de défense, toujours merqué par le concept de dissussion nucléaire, ce sont les principes mêmes de la politique étrangère da la France et ea position sur la scène internationele qui sont en passe d'êtra

La loi de programmetion 1997-2002 (1) treite, comme les précédentes, per le bieis des programmes d'ermement, les trois volets de le politique militaira française: la dissuasion nucléaire, les forces conventionnelles, les interventions exténeures. Tout comme dens le Livre blenc de 1994, on y retrouve l'affirmation qui est au cœur même de la stretėgia nuclėzira: l'erme etomiqua e pour but d'essurer le sécurité ebsolue des intérêts vitaux du pays contre tout egresseur, en menaçant ce dernier de destructions inecceptables pour lui. Ce concept gerde sa veleur eprès le fin de le guerre froide puisqu'il e'epplique, conformément è ce que son promoteur, le général de Geulle, disait dès l'origine, à n'importe quel type d'egression, eurgissant de n'importe où et n'Importe quand.

Que cette dissuasion stratégique soit essurée meintenent per deux systèmes d'armes (sousmerins et avietioni au lieu de trois, eprès le démentélement des missiles du pleteau d'Albion, n'y

Calendrier des fêtes nationales

i=-31 juillet

Fête de l'indépend

Pête de l'Indéce

Fête de l'indép Fête de l'indép

Fête de l'indépe

Fête de l'indép

Fête de l'indép

Fète nationale

Fête nationale

Fête nationale

Fête de l'indépe

Fête de l'Indépe

Fête de l'indépendance

Fête de l'indé

Fête mation



1966, LE GÉNÉRAL DE GAULLE DÉCIDE LE RETRAIT DE LA FRANCE DE L'ORGANISATION MILITAIRE INTÉGRÉE

change rien. Leur « plan de frappa », conçu pour etteindre de grands objectifs economiques et démographiques en terrhoire ex-soviétique, n'e évidemment plus de velidité. Il montre seulement qu'il s'aght bien, dens l'evenir comme dans le passé, d'essurar le défanse des intérets vitaux de le Frence en toutes circonstances, et même dens les périodes où aucuna menaca apparente ne pèse sur

C'est d'eilleurs è ce concept qu'en sont venues les eutres puissances nucléaires. Elles ont ebendonné leurs doctrines d'emploi des ermes atomiques sur le chemp de beteille, en l'ebsence de toute perspective de conflits de grende envergure en Europa. C'est eussi le reison qui e été invoquée pour justifier le réduction des effectifs des ermées françaises, qui passeront de 268 000 hommes à 172 000 pour l'armée de tarre, de 79 000 à 56 000 pour la marina ; et de 94 000 à 70 000 pour l'armaa de l'eir (2) aux termes de la loi de programmation. En réalité, cetta réduction, du moins calle du corps de bataille, eureit du s'imposer depuis que l'edoption d'une strategia de dissussion excluait formallemant tout angagement conventionnel massif sur le théâtre europésn. C'est donc le doubls logique de le dissuasion nucléaire at da la fin de la guerre froide qui e conduit è une réduction considérable dont le corollaire e étá la supprassion du servica militeira obligatoire. En même tamps, la nouvella loi de programmation, s'inspirant ici da la gemma des scénarios présentés dans le Livre Nanc de 1994, privilégie l'éventuelité d'opérations extérieures menées soit per les seules forces françaises, soit en coopération avec les pays avec lesquele Peris e un accord de défense, soit dans le cadre d'une action internationala. A bian des occasione ces dernières ennées, les présidents qui se sont succéde à l'Elysée ont prescrit l'emploi d'unités dans des opérations extérieures. Meis cette préoccupation s'est ajoutée à d'eutres pour déboucher sur des initietives qui ont remis en question l'ensembla des positions françaises, politiques at stretégiques, sur le scène auropéenne et etlen-

Ces iniulatives, résultant de le conjonction d'une série de causes différentes, ellejent shoutir é le réintégration partielle de le France dens l'orgenisetion militaire de l'Allience atlentique, dans le parspectiva mêma de sa réintégration complète. Le traîté de Meestricht e loué ici un rôle central. Il envisace exprassément, dans son titre V, une politique extérieure et de sécurité commune (PESC) pour tous les pays signataires. Sans doute una politique communa de défense n'est-elle prévue qu'à une échéance non préciséa et peut-être hypothétique, mais le traité n'an affirme pas moins qu'elle doit être « compatible » - c'est le terma employà - avec les options principales de l'OTAN. Tel était le cadre fixé dens lequel se sont situées les initiatives fran-

Les guarres dans l'ex-Yougoslavie ont montré qua las Etats européens étaient mai préparés à des actions militaires communes. Les moyens mis en œuvre, faute d'être suffisants - et malgré le puissance militaire additionnée des principaux Etats de enne -, n'ont pas permis d'atteindre les objectifs choisis. Sans parler des divergences et des errière-pansées politiques. L'Union e'est trouvée dane l'obligation de faire appal à l'orgenisation militaira etlantique, dans laquelle elle a dù intégrer ass interventiona.

Tirant les lecons de cette expérience et de celle d'autres opérations extérieures, depuis la guerra du Golfe jusqu'aux interventione en Afrique, le gouvamament français de M. Edouerd Balladur (1893-1995) en e déduit qu'il fallait que l'Union auropéenne, dans son ansemble, se prapare à ces défis et à organiser un « systèma de défense » epproprié et soua étiquette apécifiquement « euro-

1

Park Control

a se production of the con-

3. 11. 17

 $\sigma_{\mathrm{sec}(n)_{k+1}, n}$

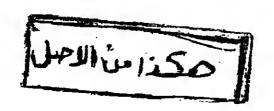
State of the state

Réserves allemandes. hostilité britannique

C'ÉTAIT eussi le préoccupation des gouverne-ments précédents, qui eveient pourtant échoué à convaincre leurs partenaires da constituer une défense européenne commune hors du cadre de l'OTAN. L'Allemagne evait donné, en principe, son accord, en ecceptant da participer à une « brigade européenne » devenue, avec d'autres adjonctions, corps européen », mais avec des réserves tenaces et profondes à l'égard de tout ce qui, en matière de défense, n'entrait pas dans un cadre etlantique. L'hostilité du Royaume-Uni était beeucoup plus claira et traduiseit le sentiment de la presque totalité des Etats membres de l'Union européenne. Les esprits n'étaient pas mûrs, chez les voisins de le France, pour un système de défense réellement européen : c'est à cette conclusion que s'en est tenu Perie jusqu'à l'élection présidentielle de mai 1995.

De cette impasse, le président Jacques Chirac e tiré une autre conclusion. Au lieu d'en rester là, il a pensé que la mise sur pled d'un système européen de défense était indispensable et que, pour en « forcer le passage », il falleit remplir le condition émise per les perteneires de le France : que ce système demeure eitué eu sein de l'OTAN. Parmi les arguments qui l'ont conveincu, quelques-uns étaiant contradictoires. Ce aarait, expliquaient certains, une concession de pura forme et, sous una « couverture » atlantiqua, on parviendrait assez vite e une organisation effectivement européenne. Dena la méme temps, on prétendait qua ce serait le moyen de renforcer les positions européennes au sein da l'Alliance et de son organisation militaire, et d'en obtenir une réforme donnant eux Etats

(1) Loi nº 96-589, Journal officiel, Paris, 3 juillet 1996. (2) Chiffres fournis dans la loi de prograr



BELGIQUE

en 1985...

Forces armées américaines :

ISLANDE

ROYAUME-UNI

forces emiles

en 1989___27 50

ESPAGNE

Forces armées américaines :

on 1989 __ 2 686

OCEAN

ATLANTIQUE

PORTUGAL (Açons)

Forces armées

en 1989 ___ 1 500 en 1996 ___ 1 072

Etats membres de l'OTAN

Pays candidate à l'OTAN

1949 Date d'adhésion à l'OTAN

stable. Tel est le problème posé à pro-

pos des anciennes Républiques sovié-

tiques de l'est de l'Europe (Estonie,

Lettonie, Litoenie, Biélorussie,

Ukraine, Moldavie). Que l'OTAN,

forte du précédent créé par les adhé-

sions polonaise, hongroise et tchèque,

venille un jour s'étendre, et c'est alors

le destin de pays en partie peuplés de

logue français, M. Hervé de Charette. on a abouti aux accords signés à Paris le

Ils ont été assortis de commentaires

particulièrement emphatiques, dans le but évident de leur donner la plus

grande solennité. Mais le contenu réel

en est singulièrement plus limité. Il est

vrai que ces accords prévoient le parti-

cipation russe à diverses instances de

l'Alliance atlantique et l'instauration

d'un Conseil conjoint permanent réu-

nissant l'OTAN et la Russie, qui pourra

prendre ainsi part, en principe, aux déli-

bérations entre membres de l'Alliance.

Mais il est clair que, pour des décisions

majeures, et surtout en cas de crise, ceux-ci pourront délibérer, egir et

prendre leurs décisions sans, naturelle-

ment, que la Russie puisse e'y opposer

ou même sans tenir compte de ses inté-

rêts. De même les accords prévoient-ils

qu'on oe déploiera pas de forces

« étrangères » sur le territoire des nou-

veaux membres ni, à plus forte raison

d'armes nucléaires - qui d'ailleurs, d'eprès la double décision américaine

et soviétique de septembre et octobre

1991, devraient être démantelées sur tout le théâtre européen. Mais là encore,

en cas de crise, l'OTAN remaniera son

dispositif militaire en Europe centrale

Eo fait, les Etats-Unis régleront

l'élargissement de l'OTAN à leur gré et

suivant le rythme qu'ils auront choisi.

On l'e bien vu quand ils ont décidé qua

seoles ecraieot admis d'ebord la

Pologne, Tebéquie et la Hongrie, alors

que plusieurs États européens, dont la

France et l'Italie, evaient instamment

demandé l'admission simultanée de la

Roumanie et de la Slovénie, nul ne dou-

tant que le point de vue américain pré-

vaudra. Mais si la diplomatie russe, en

dehors des réactions personnelles du

président Boris Eltsine, redoutait l'élar-gissement de l'OTAN, c'est qu'elle y

voyait un premier pas. L'intégrité polo-naise, hongroise et tchèque n'est mise

en cause nulle part, mais la situation de

plusieurs Etats voisins est d'une tout

autre nature, et leur statut territorial et

politique ne seurait être tenu pour

et orientale selon ses besoins.

27 mai dernier.

Forces armées

LETTONI

LITUALIE

Limites de l'ancien pacte de Varsovie

Frontières actuelles de la Russia

Anciennes frontières de l'Union soviétique

Russes et les intérêts majeurs de la Rus-

tions affichées par les gouvernements

des trois Etats baltes : dans une déclara-

tioo publiée à Tallinn eo présence des

présidents polonais et ukrainieo. le 27 mai 1997, le jour même où étaient

sie elle-même qui seraieot en cause.

LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUILLET 1997 - 11

PAYS-BAS

15.00

Forces ermées

eméricaines :

ALLEMAGNE

es 1989___210 200 es 1996___ 61 946

Forces armées

TURQUIR

RRĖCE

Base militaire eméricaine

Vi^a flotte américalne

Commendement de la VI^a flotte américaine

signés' les accords entre la Russie et

I'OTAN, ces trois Etats affichaient leur

intentioo d'être incorporés à leur tour

taire atlantique. C'est ici, pent-être, que

la noovelle stretégie eméricaioe

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

comporte ses plus grands risques.

Conflit ou tensions

Forces armées

Forces armées américainas :

AZERBAJOJAJ

parade president in ferman mist en afahrennen qui COMM. BUT

Species of the Party of the Par Mr. 10 PM weeks It . U. AND RESERVED IN COLUMN 2 Mark. ite and 人名 医水管管 医腹腔管 waln g arr Section in

e une défense.

The same responsibility of the personal section of the same the market with the control of the second The second secon प्रमाणिक कर के तीर है। जिल्लामा के प्रमाणिक कर के तीर है। जाने के प्रमाणिक कर के तीर है। जाने के प्रमाणिक कर क And the property of the control of t

The second secon

The second secon

--take make de william. Salabid Salabida. **** · ** beringt, der Fresh water

had be the 16 de 18841

Charles and the contract of th

Springer to the state of the st 我就是四年11日 11日中日中日

Nogst after a farmer Carried a section of the section of

Language and the second A CONTROL OF THE PROPERTY OF T regulating of the control of the con

The second secon

The state of the s

Market and the second of the s Market Control of the Control of the

the trailer has written trailers dime tours as an analysis of the state of th separate in terms of the second

de l'OTAN comme - marine Natural unics, is Committee symmethy a language 2 tare applique, par des mores tames, its resolutions and the section. If fat change comme a there is the Court of the same of the same

de l'ordre international

to seem strate department in the co Contract the property of me was a surface and personal - 學院學院 (3) street in gretion of carrier to are:

ien der in der frieden ermitten fe where to steen it all the party in the first specific of the Line of the Market Tuesda Col Clarifornian and 神道性がAC いまでものないが 本上は数に sile or what a total in the texture. Pasiers commercial residential members to the first service many Small in tenter er meren. Albert for on carrel continues gere date continue in a distant be no serieger a resolution analysise of the first and statements. Makes in perent as a franchist or went extenwith a fall name to the Top of the state of the

palenger in in atom the Carrent A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH

Approximate the second of the grade of the control of the control

the same of the sa क्राविकालक संभागी कर्ता है। इस स्टूबर्विकी Companies, Service & St. E. S. S. St. St. Service St. Market of Conference with the same of the conference The second secon and there we will read the state of the stat The service specimens. There is the second of the sec der a more with the

l'accord conclu, les 3 et 4 Juin 1996 à Berlin, sur le principe même d'un système de défense européen eu eein de l'OTAN. On est convenu, en effet, de former des groupements de forces multinationeux (GFIM) sous commandement européen, qui pourraient être rattachés à l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et agir sans participation américaine. Meis la lecture des textes adoptés ne laisse place à eucun doute: l'emploi éventuel de ces GFIM dépandrait de l'accord préaleble des instances atlentiques, c'est-à-dire en pratique des Etats-Unis. Il s'eppuierait eur les infrastructures et la logistique de l'OTAN et dépendrait per conséquent de l'assistance qu'elle voudreit bien leur donner. Le suivi des opérations serait assuré en permanence per les échelons responeables de l'Alliance. Bref, ces forces a européennes » n'agiraient que si les Etats-

SUR LE VIEUX CONTINENT

de la Russie

à Washington: éviter la résurgence d'une puissance majeure à l'est de l'Europe et, par conséquent, l'éven-

melle formation d'une nouvelle zone

Cette entreprise s'est heurtée à

l'opposition de M. Boris Eltsine. Sur ce

point, le président russe rejoignait les

positions adoptées tant par l'appareil diplomatique que par les principanx partis politiques de Russie – dont l'hos-ilité envers l'élargissement de l'OTAN se manifesta anssitôt. Il s'y ejoutait à com etre chez hi des apotivations per-

comp sfir, chez hii, des motivations per-

sonnelles. Ayant fait tant d'efforts et

brisé tant d'oppositions intérieures pour

aligner eussi fidèlement que possible la

politique étrangère russe sur les orien-

tations principales de celle des Etats-Unis, il a va dans le projet d'élargisse-

ment de l'OTAN one marque de

défiance, un simple déplacement des

lignes de démarcation de le guerre

froide plus à l'ouest. Il n'est pas exa-

géré de dire qu'il l'e ressenti comme un

geste désobligeant envers lui-même et

qu'il en fut ulcéré. Ni l'effondrement

des positions que l'Union soviétique

avait occupées en Afrique, en Amé-rique centrale ou au Proche-Orient, ni

la prise en main exclusive par la diplo-

matie américaine des négociations

israélo-arabes, ni les empiètements

américains dans les zones tradition-

oelles de présence russe, au Caucase et

en Asie centrale, n'evaient suscité une

telle hostilité chez le président Boris

Pour que l'élargissement de l'OTAN

ne compromette pas l'ensemble des

relations entre Moscou et Washington,

et surtont pour que la position du pré-

sident Elisine ne soit pas ébranlée à

Moscou, alors qu'il est considéré, à

Washington, comme le meilleur parte-

naire possible, il fallait que des

compensations, même symboliques, lui soient accordées. Tel e été l'objet des

longues tractations auxquelles le gou-

vernement français a pris une part très

active. Grace à une concertation assez

étroite entre les ministres des affaires

étrangères rosse et frençais,

M. Evgueni Přimakov et son ex-homo-

européenne

en perticulier, en Allemagne (3). A tort.

d'Europe des reeponseblités qu'ile n'evalent

jemeis eues euparavant. Ce qui revenait à s'y inté-

grar davantage plutôt qu'à y être plus indépen-

dants. Quoi qu'il en soit, c'était un pen que le pré-

sident Jecques Chirac e cru pouvoir gagner en epéculent eur l'évolution des esprits en Europe et,

On l'e vérifié en trole étapes. Ce fut d'abord

d'influence russe.

Unis le voulaient et dene les cas où ils ne souheitereient pas engager laure propres forces. Portant sur un « concept commun franco-allemand en matière de sécurité et de défense », la déclaration adoptée le 9 décembre 1996 à Nurem-

LE MONDE

diplomatique

lier Helmut Kohl soulignait daventage l'Imbrication du futur système européen de défense dens eon cadra etlentique, à le fois pour son inepiration, sa doctrine et ses modes d'emploi (4). On en trouve le confirmation à chaque paragraphe. Il y est question de « donnar à le coopération franco-allemende une Impulsion nouvelle dans une perspective europésnne et atlantique ». On y souligne qu'il s'egit de plecer le perteneriet transatientique evec les Etats d'Amérique du Nord sur une base nouvelle et solide ». On y évoque « l'accomplissement en commun des missions de défense collectives de l'Allience ». On y proclame le pérannité indéfinie et intouchable de l'Allience comme « garantie Indispenseble pour le steblifé et la sécurité de l'Europe ». On y effirme même que « le gerentie suprême de la sécurité des alliés est assurée par les forces nucléaires stratégiques de l'Aflience, en perticulier celles des Etats-Unie », elors qua toute la réflexion stratégique française était basée sur le feit difficilement contesteble que les forces nucléaires stratégiques emériceines ne pourraient

taires », sans oser nommer ces « puissances régio-Le commandement sud de l'Alliance atlantique

lources : Military belence 1989-1990, Bressey's, Londres ; Service d'information de l'embessade des États-Unis, Paris.

théoriques et pratiques, vere une intégration

et un Espagnol - du commendement sud de POTAN. Cette démarche falseit suite eux discussions engagées sur les attributions de l'adjoint européen du général eméricein, commendant suprême allié en Europa, sur ses liens avec l'UEO et sur le remaniement des états-majors atlentiques. Le rôle eubordonné des adjoints, dans tous ces étatsmajors, na leissant place à eucune illusion sur le rôle effectif que les Européens y joueraient, l'attri-

d'armes de destruction massive, phénomènes souvent liés, représentent des risques supplémen-

D'AUSSI considérables pas en event, à le foie de le France dens l'orgenisation attentique ont eneuite logiquement abouti eux décisione et démarches que l'on conneît : le retour de le Frence eu consell des ministres de le défense des peys de l'Alliança et eu comité des plens militaires; à le demende officielle et publique de l'ettribution à un Européen - successivement un Françaie, un Italien

péen en reison de l'importance que la région concernée représente pour les Intérêts de Washington et perce qua le VI flotte eméricaine de Méditerrenée s'v rattache. Ce point de vue e été exprimé eans détour à le session informella d'eutomne des ministres de la défense de l'Allience, tenue à Bergen en décembre 1996.

Oue pouveient donc faire le président Chirac et le nouveeu gouvernement de M. Lional Jospin? Force leur était de constatar non seulement l'oppoeition eméricaine, mals la très grande réticence des perteneires européens de le France à remettre en cause, ei peu que ce soit, les structures de l'OTAN et le cheîne actuelle des responsebilités et des commendements.

lle ont dû en déduire que les esprits ne sont pes mûrs pour donner une dimension européanne à la stratégie de défence et qu'ils deveient donc s'en tenir là, sens accepter da retourner eu sein des

commendements intégrés de l'OTAN. Ainei ont-ils dû edmettre l'échec des tentatives françeises, et l'on peut donc penser que les décisions déjà prises, concernent en particulier le participation française eu conseil des ministres de le défense et eu comité militaire de l'OTAN, ont perdu leur sens et qu'il serait logique de les remettre en

P.-M. de La G.

(3) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Retour honteux de la rance dans l'OTAN », Le Monde diplomatique, junvier 1996. (4) Le Monde, 30 janvier 1997.

être employées pour le défense de l'Europe, faute de quoi les Etats-Unis s'attireraient, de le pert de l'éventuel egresseur soviétique, une riposte de même natura eur leur territoira... Le parteneire français e obtenu, pour répondre à ses préoccupatione d'interventions militaires extérieures, qu'il eoit dit qua, au-delà « des frontières bution du commandement sud preneit veleur de de l'Europe, les embitions hégémoniques de certest. La réponse emériceine fut sans ambiguîté : ce berg par le président Jacques Chirac et le chancecommandement ne serait jemeis donné à un Eurotaines puissances régionales et la prolifération TARIFS 1 AN 2 ANS 230 F 418 F France y compris DOM-TOM, et pays à accords postaux*) 340 F 200 F Etranger Vole normale 538 F compris Union européenne per avion) Voja aérienne 285 F 528 F Tunisie Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, Suisse) Algérie, Maroc 310 F 578 F 618 F 330 F DOM. Afrique francochone OCC - PROPER DEL'UNIFICATION MALEVANOR : - 100 362

350 F 658 F Etars-Linis, Canada, Moyen-Orient Amérique Centrale, Amérique du Sud, Mexique, Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asic 748 F 395 F 778 F 410 F 435 F 828 F

Bulletin d'abonnement (à découper, à photocopier ou recopier eur papier libre) Our, je souhaite m'abonner au Monde diplomatique. je vous indique la durée d'abonnement choisia : ☐ 2 ANS (24 NUMÉROS) ☐ 1 AN (12 NUMÉROS) Je vous communique, ci-dessous, mes coordonnées : 701 MD 004 Adresse:_ Code postal: Localité : Je joins mon règlement de : _ ☐ Mandat International en F.F. ☐ Certe bencaira ☐ Carte Amarican Express ☐ Eurochèque libellé en F.F. (les virements ne sont pas acceptés)

Date de validité : [____] LE MONDE

agné de votre règiement à : 24, evenue de Général-Leclere - 60846 Chantilly Cadex France

Signature obligatoire:

Comment le Zaïre

30 - J

parvier

souven

O

Nedin

relario

le chat

U'IL s'agisse de la formation de l'Alliance des forces démocra--tiques pour la libération du Congo (AFDL), du déroulement de la guerre de sept mois, du sort réservé aux réfugiés ou de la constitution du nouveau gouvernement de Kinshasa, les grandes puissances extérieures au continent n'ont pu peser d'un poids décisif sur l'évolutiou de l'ancien Zaïre. L'arrivée au pouvoir de M. Laurent-Désiré Kabila et de ses hommes a été organisée et conduite par les Africains. Il reste au régime à répondre aux aspirations de la population comme aux vœux de ses alliés qui ont contribué à sa victoire.

Par COLETTE BRAECKMAN *

Lorsque, en octobre 1996, la guerre éclate dans le Sud-Kivu, les succès mili-

taires rapides de l'Alliance étonnent tout

le monde, et bien vite sont démenties les

prévisions de ceux qui limitent le conflit

au « nettoyage » des camps, à la sécurisa-

tion de la frontière avec l'Ouganda et, surtout, le Rwanda. Dès le départ,

M. Kabila et les siens ne font pas mystère

de leurs intentions : ils veulent conquérir

Kinshasa par la voie des armes et chasser

M. Mobutu. Si l'objectif est clair, la seule inconnue est le calendrier des opérations :

à l'époque, nul n'imagine que l'armée de M. Kabila sera capable de traverser à

pied, d'est en ouest, un pays vaste corame

l'Europe occidentale, et sera à même de

défaire une armée bien équipée, qui est

depuis trois décennies la colonne verté-

de l'AFDL : tout d'abord l'extraordinaire

préparation militaire du novau dur de ses

combattants, dont certains ont été intégrés

depuis 1990 dans les rangs du Front

patriotique rwandais, et doot les autres

ont suivi une formation du même ordre:

les bommes de cette infanterie soot

capables de parcourir des distances moyennes de 60 kilomètres par jour, et

quelquefois 100 kilomètres, si nécessaire.

Le délabrement des infrastructures se

retourne contre l'armée du président

Mobutu, pratiquement incapable de se

Plusieurs facteurs vont jouer en faveur

brale du régime.

La manière dont le Zaîre a basculé pour devenir la République démocratique du Congo représente un séisme politique dont l'Afrique et le monde o'ont pas fini de mesurer les conséquences (1).

C'est le 18 octobre 1996, à Memera, dans le Sud-Kivu, que furent jetées les bases de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (AFDL), à laquelle participaient quatre mouvements : le Parti révolutionnaire du peuple (PRP) de M. Laurent-Désiré Kabila ; 'Alliance démocratique des peoples (ADP), de M. Déogratias Bugera, un Tutsi originaire du Masisi ; le Mouvement révolurionnaire pour la libération du Zaïre (MRLZ) de M. Masavu Ningaba, un Bashi, l'une des principales ethnies du Sud-Kivu : et le Conseil régional de résistance pour la démocratie de Kisasse

A l'époque, M. Laurent-Désiré Kabila o'avait pas de troupes, mais il pouvait faire état d'une longue et tenace opposition au régime du président Mobutu Sese Seko et d'un programme politique. Son parti, en effet, s'était maintenu dans un petit maquis dénommé Hewa Bora (ootre terre), où il tentait d'appliquer des principes socialistes auprès des populations locales, les Babembes.

* Journaliste, Le Soir, Bruxelles. Auteur de Terreur africaine, Paris, 1996.

déplacer : les routes n'existent plus, les avions manquent de carburant, les hélicoptères de combat achetés à grands frais ne sont pas dotés de cartes du pays...

La faiblesse de l'armée gouvernementale, la détermination des combattants « rebelles » soumis à une discipline de fer, expliquent certainement les succès militaires de l'AFDL. Mais d'autres facteurs sont plus déterminants encore : en réalité, le régime du président Mobutu est miné de l'intérieur, par l'usure et la corruption, mais aussi par le travail de sape mené durant sept années de transition par l'opposition intérieure, par les innombrables associations d'entraide, de solidarité, de prise de conscience politique qui, dans l'ombre, bravaient la répression et préparaient les esprits au changement. C'est ce Zaïre-là, en pleine mue, qui salue comme des libérateurs les hommes de Kabila et qui hui ouvre les portes de chaque ville. Même à Kinshasa, le bain de sang fut évité en partie parce que l'opposition intérieure, en particulier les militants du Front patriotique, un petit parti de gauche adepte de la lutte armée, s'employèrent à guider les soldats de l'Alliance lors de leur entrée dans la ville. En outre, si l'armée de M. Mobutu n'a pas combattu, ce o'est pas uniquement par lâcheté ou par manque de motivaoon : c'est aussi parce que la phipart des militaires attendaient eux aussi le changement et ne se souciaient plus guère de défendre un régime discrédité qui omettait de leur verser leur solde.

C'est d'Angola que, en février dernier, plusieurs milliers d'« ex-gendarmes katangais » (des descendants d'opposants réfugiés en Angola depuis les années 60 et intégrés dans les Forces armées angolaises) rejoignirent la lutte, mobilisés par la Cokat (communauté katangaise d'outre-mer, dont M. Gaetan Kakudji, cousin de M. Kabila, était le président) et par le CNRD de M. Emile Ilunga, un médecin katangais vivant en Belgique qui affirme avoir, depuis trois ans, réussi à constituer les « gendarmes katangais » en force politique et militaire. Compte tenn des réticences de Luanda, les « Katangais » n'ouvrirent pas un second front sur la frontière angolaise, mais furent trans-portés, via la Tanzanie et le Rwanda, à Bukavu et à Kisangani, où leur inter-

vention fit la différence. L'appui angolais dont bénéficient les Katangais - qui combattirent longuement aux côtés des Forces armées angolaises sous le commandement du général Joao de Matos - s'est traduit par l'usage d'un équipement plus performant (des orgues de Staline, par exemple) et par une aide en matière de transports et de communication. Ce soutien logistique devait se révéler vital dans un pays aussi vaste que le Congo-Zaïre. Durant toute la durée de la guerre, qu'il s'agisse de la mise en échec du projet français de force internationale destioée à secourir les réfugiés en décembre 1996, du ballet diplomatique visant à l'instauration d'un cessez-le-feu, des exigences de négociations entre les protagonistes, on eut le sentiment que l'extraordinaire machine militaire qui traversait le pays se doublait d'une excellente coordination politique, où les avancées militaires précédaient - et déjouaient - à chaque fois des initiatives diplomatiques occidentales qui auraient pu diminuer l'ampleur de la victoire de l'Alliance. Ce sentiment devait cependant se nuancer à la veille de la prise de Kinshasa.

Avant la victoire, en effet, la réputation de l'AFDL avait été sérieusement ternie par les informations sur le sort réservé anx réfugiés rwandais en fuite dans les forêts zaïroises: des informations de sources onusienne et humanitaire (notamment l'accablant rapport publié le 20 mai 1997 par Médecins sans frontières) faisaient état du massacre systématique de larges groupes de réfugiés traqués dans la forêt et « découverts » par les soldats de l'Alliance. Ces derniers ne se contentaient pas de mettre hors combat miliciens et militaires rwandais, qui avaient d'ailleurs été les seuls à leur opposer une réelle résistance, ils éliminaient également les civils, femmes et enfants épuisés, qui avaient accompagné l'exode de cette armée en déroute.

Avant la chute de Kinshasa, les déci-

sions strictes prises par l'AFDL dans les « territoires libérés » furent interprétées comme des mesures dictées par l'état de guerre et, la question des réfugiés mise à part, chacun se plut à souligner que cette guerre faisait en réalité un minimum de victimes, l'armée gouvernementale ne combattant pratiquement pas, sauf devant Lubumbashi et Kenge, aux portes de Kinshasa. En réalité, c'est dans la capitale que l'on attendait de juger l'Alliance sur le plan politique.

Alors que la « machine militaire » s'était révélée parfaitement rodée, que l'appui diplomatique africain (et américain) à l'Alliance s'avérait sans faille, mettant en échec la diplomatie française, il devnit apparaître à Kinshasa que la «machine politique» était, elle, loin d'être performante! Bien au contraire, aux ratés, aux maladresses s'ajoutait un sentiment d'improvisation qui contrastait cruellement avec la maestria de la campagne militaire.

C'est ainsi que M. Laurent-Désiré Kabila, dès la chute de Kinshasa, s'autoproclama président de la République démocratique du Congo, que. devant des citadins éberlués, les premiers respon-sables de l'AFDL assurèrent leur intention de « faire élire les délégués du peuple par les paysans afin d'instituer une vraie démocratie à la base ». Le nonveau président et le gouvernement, balayant tous les textes juridiques existants, prétèrent serment sur la base des statuts de l'AFDL, la presse publique fut décapitée (mais la presse privée de Kinshasa, extraordinairement libre et caustique, ne fut cependant pas inquiétée), les partis politiques farent suspendus et les manifestations interdites.

Avec un zèle qui rappelait la première mouture du régime Mobutu et sa quête de l'« authenticité », les maîtres du pays, à la stupéfaction de la population, défendirent de « nouvelles valeurs » en s'attardant sur des sujets aussi futiles que l'interdiction (cependant démentie en haut lien) de la

7

7

하는

છ≒

92 m

(1) Lire Elikia M'Bokolo, « Aux sources de la crise zarroise », Le Monde diplomatique, mai 1997.



RÉFUGIÉS DANS L'EST DU ZAÏRE (AVRIL 1997)

(Suite de la première page.)

Elle est marquée aussi par un glissement des axes géopolitiques vers l'est - Afrique centrale, orientale et de l'Est, nouvelles poudrières - et le sud - une Afrique australe pacifiée, si l'on excepte un rebondissement toujours possible en Angola. Un basculemeot d'influeoce s'effectue au profit des Etats « miniers » Afrique du Sud, Congo-Zaire, Namibie. Angola, Zambie) et eo direction du monde culturel swahili, vers l'océan Indien et l'Asie, au détriment des « pétroliers » (Gabon, Congo-Brazzaville, Cameroun, Nigeria) et de l'Afrique de

Une Afrique incarnée par une nouvelle génération de dirigeants – éthiopien, érythréen, ougandais, rwandais, congolais, sud-africain (4) - souvent légitimés par la lutte armée de libération cootre une occupatioo étrangère ou contre des régimes honnis. Mais pragmatiques, plus managers que prophètes, combinant souvent - non sans efficacité - économie libérale et parti unique (5). Pour beaucoup d'entre eux, ainsi que le relève l'historien britannique Basil Davidson, le premier âge de l'indépendance aura été comme une imposture (6). Ils se sentent plus naturellement proches de la culture et des réseaux d'affaires anglo-saxons, donc plus directement en prise avec la mondia-

Les dirigeants de ce « nouvel ordre » ont en commun une homogénéité de comportement, sinon de pensée, loin, par exemple, des clivages polioco-linguistiques entretenus longtemps par les anciennes puissances coloniales. Certains -Ouennda, Rwanda, Angola et même Zambie – se sont essayés avec succès, à la faveur de la crise zairoise, à une diplomatie secrète, y compris année, pour retour-

ner le destin d'un des géants d'Afrique, englué depuis sept ans dans une transition politique bloquée, aux prises avec un dictateur devenu le symbole international d'une Afrique détestée ou méprisée. Pour ces équipes dirigeantes, le coonnent loin de l'afropessimisme occidental est justement lancé dans une · renaissance »: l'expression a fait fureur lois du sommet de l'OUA, du 2 au 4 juin, à Harare (Zimbabwe) (7).

Après l'extermination au Rwanda, en 1994, de centaines de milliers de Tutsis, qui rejoignait les grands génocides du siècle - arménien, juif, cambodgien -, ce « retour au Congo », en mai 1997, aura fait figure de véritable révolution, à l'échelle de la région des Grands Lacs et de tout le continent.

L'effoodremeot du « système Mobutu + et l' - effet Kabila + auront des conséquences durables pour les ultimes alliés du maréchal. M. Jonas Savimbi, chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), qui avait pu utiliser durant plusieurs décennies le sud du Zaîre comme base arrière, et avait encore prêté plusieurs centaines de ses combattants, ces derniers mois, pour tenter d'enrayer l'avancée des hommes de l'Alliance des forces démocratiques de libération du Congo, au risque de mettre à mal sa fragile réconciliation avec le président angolais Eduardo Dos Santos, se retrouve plus isolé que jamais, et privé de sanctuaire (8). M. Daniel arap Moi, le chef de l'Etat kényan, qui avait imprudemment accusé les protagonistes de la crise zaîroise d'être « plus intéressés par les richesses de ce pays que par son bienêtre . s'est déjà fait traiter par M. Laurent-Désiré Kabila d'« autre Mobiau, usé par le pouvoir et le vol (9) ». Le président du « petit » Congo, M. Pascal Lissouba, était également proche de l'ex-maréchal : son pays, déstabilisé par l'afflux de réfugiés rwandais ou ex-zaïrois, est entré le 5 juin dernier dans une guerre civile comparable à celle qui avait déjà fait deux mille victimes à Brazzaville de septembre 1993 à février 1994. Les milices des trois candidats à l'élection présidentielle, prévue pour le 27 juillet, s'y combattent à l'arme lourde (10).

Il en a été de même pour le petit monde des chefs d'Etat de la mouvance francophone modérée - dont le président du Cameroun, M. Paul Biya, alors fantomatique président en exercice de l'OUA qui o auront rien pu faire pour aider à dénouer la crise, sinon se réunir tardivement - tel un syndicat de dinosaures épuisés -, autour du maréchal, à l'initiative du président du Gabon, M. Omar Bongo, pour parrainer une ultime et dérisoire manœuvre (11), aussitot balayée par l'entrée dans Kinshasa des « petits hommes verts » de l'Alliance rebelle.

Cette impuissance des francophones a été à l'image de celle de leur « parrain ». la France, privée à la fois de politique et de parole crédibles durant toute cette crise dans la région des Grands Lacs. Le gouvernement français en était réduit à réclamer, dans le vide et sans relâche - de oovembre 1996 jusqu'à l'entrée des rebelles dans la capitale, le 17 mai dernier -, une intervention militaro-humanitaire qu'il était seul à préconiser. Et il restait prisonnier d'un incompréhensible entêtement à se réclamer du maréchal, toujours qualifié d' « incontournable »

quelques semaines avant sa fuite (12), Dans le camp des vainqueurs. M. Laurent-Désiré Kabila, extraordinaire rescapé des maquis des premières heures de l'indépendance et irrésistible « tombeur » du régime zaīrois, grâce à une tac-tique particulièrement efficace – d'abord struction des camps de réfugiés rwandais de l'Est, ensuite la prise de contrôle des mines du Sud et du Centre. puis l'entrée dans les principales villes. Mais surtout ses « mentors » militaires et politiques, les régimes ougandais, rwan dais et sans doute burundais : les plans de guerre avaient été établis à Entebbe et à Kigali ; un encadrement aguerri avait été prêté à l'Alliance, ainsi que des armes, des munitions et des unités venues opérer directement, notamment dans les zones frontières. Et aussi ses alliés militaires discrets (les gouvernements angolais et zambien), ses protecteurs prestigieux (M. Nelsoo Mandela et l'ancien président tanzanien Julius Nyerere) ou lointain ; les Etats-Unis auront multiplié les signes accommodants, ouvert la voie à leurs compagnies minières, dissuadé le Maroc

Sous le choc de la

de venir une fois de plus en aide à « l'ami » Mobutu, et réussi à éviter le déclenchement d'une opération militarointernationale susceptible d'enrayer la marche forcée des combattants de l'Alliance.

Il y aura en un « prix à payer » pour l'appui rwandais omniprésent : la destruction des camps, la canalisation des réfugiés vers un retour forcé au pays, qui a donné lieu au spectaculaire exode de décembre 1996, ou la fuite éperdue dans les forêts de l'Est et, pour certains, jusqu'aux frontières de Centrafrique et du Congo-Brazzaville, deux mille kilomètres plus loin. Avec, chaque fois, la possibilité laissée aux commandos spéciaux de l'Armée patriotique rwandaise - composée de Tutsis - de « régler la question hutue » par la vengeance étendue aux femmes, vicillards et enfants, avec l'assassinat de plusieurs dizaines de milliers d'entre eux, et la « disparition »

d'une centaine de milliers d'antres. « L'effet Kabila », l'auréole d'un guérillero-libérateur, a paru vicillir d'un coup bien des pouvoirs africains en un temps où l'aiustement économique imposé par le FMI et l'application mécanique des recettes de la démocratie à l'occidentale laissaient peu de place à l'héroïsme. La dignité retrouvée, l'appel aux mânes de Patrice Lumumba (13), l'unité maintenue d'un géant promis à la décomposition. s'accompagoeot eo filigrane d'une recomposition régionale. Dotés de potentialités naturelles et humaines considérables, les principaux pays d'Afrique centrale, orientale et australe ébauchent un « marché commun africain », qu'appelait

(3) Olivier Vallée, Les Gemmocraties: l'économie politique du diament africain. Desclée de Brouwer, Paris, 1997.

(4) On pense là surrout à M. Thabo Mbeki, vice-président sud-africain, probable successeur du pré-sident Nelson Mandela.

(5) Flora Lewis, The International Herald Tri-bune, Paris, 30 mai 1997.

(6) Basil Davidson, • Kabila, une che l'Afrique •, Jeune Afrique, 14 mai 1997. (7) Les deux vedettes en étaient le président sud-africain au prestige inentanté. M. Nelson Mandela, et le nouveau président autoproclamé de la Répu-blique démocratique du Congo, M. Lattrent-Désiré costil.

(8) François Soudan, « Après Mobutu, Savimbi? », Jeune Afrique, Il juin 1997, Des combats out opposé des forces de l'Unita et des soldats de l'urmée début mai dans la province diaman-tière de Lunda Norte, alors qu'à Luanda la tonte récente coalition gouvernementale semblait fragili-sée, avec un début de pugilat à l'Assemblée natio-nale, le 11 mai.

(9) Agence de presse du Kenya, 19 avril 1997. (10) Les trois candidats sont M. Pascai Lissouba, président sonant, M. Bernard Kolelas, maire de

de ses vœux – lors du sommet de l'OUA, à Harare - le président de l'Ouganda, M. Yoweri Museveni, lorsqu'il invitait à effacer les frontières entre anglophones et francophones: « Le grand vide au milieu de l'Afrique vient d'être rempli. On construire des routes d'est en ouest, du nord au sud (14). »

Pour une grande partie des régimes de la « renaissance africaine », qui ont tendance à rejeter la démocratie en tant qu'« idée occidentale », le pluralisme politique n'est pas en soi une valeur universelle: les élections - un luxe hors d'atteinte sans des conditions minimales de bien-être - ne sont pas le vecteur obligé de la représentation sociale et de la répartition du pouvoir ; et la « règle de la majorité » y est souvent remise en ques-

L'un de leurs principaux chefs de file, M. Yoweri Museveni a soutenu l'interdictioo des partis politiques an Congo. estimant qu'ils étaient « sectaires » et constitués sur des « bases tribales » : il est temps, selon lui, que l'Afrique sorte de ce stade « caractéristique des pays pré-industrialisés (15) ». Une conception reprise, avec plus de réserve, par l'ancieo président Julius Nyerere: « Que nos amis occidentaux cessent de nous donner des leçons... Nous commencerons avec des élections relativement libres et des démocraties relativement libres (16). »

« Implosion », « perte de raison », « suicide » : la bataille rangée entre milices - « cobras » et « zoulous » - au Congo-Brazzaville, depuis le 5 juin der-

Brazzaville, et M. Denis Sassou Nguesso, ex-chef de l'Brat. Ce dernier aspire à faire partie du petit groupe d'anciens présidents « rouges » – des « revenants transfigurés », qui, tels le général Mathieu Kerekou, au Bénin, ou l'amiral Didier Ras-sirska, à Madagascar, out effectué un retour au la scène politique dans un cadre instintiquel bodie-versé et à la faveur d'une consultation démocra-tique.

111) Il s'agissair, en liaison avec Paris, de favod-ser la réémergence tardive d'une « troisième force », en remetant le pouvoir à l'ancien président du Parlement de transition, Mgr Mousengwo. archevêque de Kisangari.

(12) Ce propos du chef de la diplon le l'époque, M. Hervé de Charette. 1997, a souvent été relevé par les observateurs entiques de la politique africaine de la France.

(13) Elikia M'Bokolo, « Aux sources de la crise zaīrvisc ». Le Monde diplomatique, mai 1997. (14) Agence France-Presse, dépêche de Kinshesa 30 mai 1997.

(15) M. Yoweri Museveni a fait emérinar par liférendum, en Ouganda, la suppension des paris (16) Le Monde, 21 mai 1997.

مكذا من الاصل

e term stacket, brutalistical ares is Tapes del mander decen es a com a l'Alluster s'accel un Se continued was reduced in department interd dress spring a Kinga is a man them printinger , that the is and rates, and theretaring streets managed of this end of the same modificancial access in tractice below

A Town of the last of the last

Albandari Bister der Seiner der Seinerstern Seinerstern Seinerstern

ya air

b latter ve

神 海岬 田

it meating her.

1000 1 10 mg

as benedire

1 - th + 4860.

mail: gran 4

Beile appendicht

-

manufal)#

The State of the

g contact to

the spines of a to

garate and the first

AND INC.

عوالية الإساع ال

\$ **35**%

* A PART I

FREEE PART COMME

· Control in the Control of the Cont

production I. s.

. pier # T. PROPERTOR OF

with a little

PROPERTY AND RESERVE

ON the party

Redragted 67

Mary Street Ser.

in the state of th

ma 44 4 70 11

garagery 121 5 th

AME PLUSTE

 $\log(r) \sigma$

Same of the second second

C' eret aufter ihrer 30 littermerben Rathia des la soute de Korona est maniferes promised in it have States resulted the Conference and arrange Antonia abeciding in primary man antides de 198711 de apresent ha me them the adjust, where her dearners, mende the iet its off in a rece and come and control of the recess, pray next at in housemen Section and the territor analysis to MARIN THE STREET, STREET, SET IN 15K TO dange w | 1) 171 _ were rubby sheep care with promet mitted marginal main time of arm and four standards pagena publica are intere unterfact. makes and makes and an in-

the exercise of the property of the property and the Carried and the Control of the Control the agent that I have been a ready allegan, as become gar i la e sulli di sammi i en successioni des emeres autore como des present

in grant to a control of the same

And the second of the second o

STEED OF STREET

the stranger of the second strains of

and the second second second second second

the company of the second of t

A STATE OF THE STA

A second control of the second

And the second s

The second of th

in in the second second

Assessment of the territory

EN AFRIQUE

and the second

fut libéré

jupe et des pantalons pour les femmes, que le bannissement sur les ondes des oyeuses et parfois libertines chansons en lingala, tandis que les militaires fisil-laient ou mutilaient les pillards et petits voleurs qui n'ont d'autre ressource que de se livrer à de modestes rapines.

A la population de Kinshasa qui les avait attendos et accueillis en libérateurs, qui s'était mobilisée durant sept années pour le changement démocratique, qui avait multiplié les opérations ville morte, les manifestations en faveur de la Conférence nationale (dont la marche des chrétiens, qui avait fait plusieurs dizaines de victimes), qui avait réussi, maleré la dictature, à élargir ses espaces de liberté (2), les nouveaux dirigeants osèrent procla-mer que « seule l'action militaire avait libéré un peuple résigné », insistant sur la nécessité de « rééduquer », de faire table rase des hommes et des institutions.

Dans un premier temps, les vainqueurs militaires devaient apparaître comme étrangers à la culture politique non seulement de Kinshasa, mais même du pays tout entier, car les responsables, trop iennes ou venus de la diaspora, semblaient tout ignorer de l'intensité des luttes populaires; de l'extraordinaire mobilisation démocratique qui avait animé le Zaire durant des années. Une mobilisation qui n'avait sans donte pas rénssi à déboulonner M. Mobum, soutenn jusqu'an bout par des puissances étrangères dont la France, et qui avait été affai-blie par les errements d'une classe politique vénale, mais qui avait cependant préparé les esprits an changement.

Les vainqueurs venus des frontières semblaient également tout ignorer des mécanismes de l'économie informelle qui avait permis à la population de se prendre en charge et de survivre, malgré la déliquescence de l'Etat et la ponction permanente qu'exercait le clan Mobutu sur tontes les ressources disponibles.

Pis encore, la volonté de faire table rase apports de la Conférence nationale souveraine a réveillé la crainte de l'arbitraire et risque de susciter de oouvelles résis-

tances. En effet, les partisans de M. Kabila, les lummubistes ayant vécu en exil, éprouvent un certain mépris à l'égard des travaux de la Conférence nationale, auxquels ils o'ont pas participé : ils considèrent que l'exercice a été manipulé par la dictature et que, de toute manière, l'ensemble de la classe politique s'est déconsidéré en collaborant, de près on de loin, de gré on de force, avec l'ancien président Mobutn.

Ce mépris a amené le ponvoir à ignorer certains textes fondateurs, qui étaient issus d'un consensus général, comme la Charte nationale de l'éthique, qui trace le profil idéal des futurs dirigeants du pays. Exprimant le point de vue de nombreux groupes de base d'obédience chrétienne, un texte de l'Association des moralistes congolais devait souligner que « les frères et sœurs de l'AFDL ne doivent pas reprendre un travail de la CNS. Faire autrement, c'est mépriser tout un peuple et retarder l'avenement de la démocratie, dont les élections libres et transparentes constituent une des modalités les plus expressives et les plus objectives. Les bonnes idées ne s'imposent pas par le canon... » Cette exigence de légalité a suscité les premières manifestations d'hostilité à M. Kabila, plus profondément encore que l'appui populaire à M. Etienne Tshisekedi.

En effet, Erienne Tshisekedi, leader du principal parti d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), ne fut pas seulement écarté du poste de premier ministre auquel il avait été élu par les délégués à la Conférence nationale, il fut carrément mis à l'écart du jeu politique, malgré le soutien populaire que lui avaiem valu ses longues années d'opposition, M. Tshisekedi avait, il est vrai, commis l'erreur de rendre visite au président Mobutu à Nice (sur le conseil et avec le soutien matériel de l'ambassadeur de France) ; il avait demandé à la population de prier pour la santé du dictateur, et finalement avait accepté d'être nommé premier ministre par lui, pour être démis de ses fonctions trois jours plus tard! Autrement dit, pour un nombre croissant d'opposants, ainsi que pour les dirigeants de l'Alliance, M. Tshisekedi, malgré son courage personnel, apparaissait finalement plus comme le revers de la médaille mobutiste que comme un réel recours.

Katangais contre « Rwandais »

B REF, malgré les déclarations de bonnes intentions (moraliser la vie politique, mettre fin à la comption, relancer l'économie, payer les salaires des fonctionnaires), l'Alliance o'a pas rénssi son examen de passage sur le plan politique. La mise à l'écart de M. Tshisekedi est dangerense sur le plan des équilibres sur lesquels le président Mobutu avait su joner, pour le meilleur on pour le pire : la puissante ethnie des Balubas est désormais toute prête à basculer dans l'oppositioo. D'autres groupes encore se trouvent en situation délicate: les habitants du Kivu, qui ont longtemps dénié la nationalité zarroise aux Tursis établis dans leur province. contestent l'importance que prennent ces mêmes Tutsis, Banyamulenges et autres, dans l'entourage du régime. Ce mécontentement est imprudemment attisé par les propos de M. Tshisekedi lui-même, qui affirme : « Mon frère Kabila [est retenu en orage par] des gens que je ne connais pas, des étrangers... » Une tension larvée oppose les Katangais, qui se considèrent comme « fils du pays », aux Tutsis, uniformément (et noo sans xénophobie) qualifiés de «Rwandais », même s'ils sont d'origine

Comment comprendre que l'Alliance n'ait pas aussi minutiensement balisé son implamation politique qu'elle avait préparé son opération militaire ?

cées : la piemière serait la rapidité de l'offensive, qui aurait pris de court un état-major politique estimant avoir encore plusieurs mois ou plusieurs années devant lui. Une autre explication serait le fait que M. Kabila et les siens, qui n'ont pas de troupes, et se sentent donc vulnérables, souhaitent fermer le jeu politique et éviter de prendre le moindre risque en s'ouvrant à de fortes personnalités de l'opposition intérieure D'ancuns se demandent aussi si Kins-hasa (et Lubumbashi, où se transporte volontiers la nouvelle équipe) n'est pas un théaire d'ombres : des hommes revendiquent l'exercice du pouvoir, mais les véritables maîtres seraient ailleurs, du côté des militaires ou dans des

capitales étrangères... Pour pérenniser son poovoir, M. Kabila devra élargir sa base, l'ajuster aux réalités intérieures, sinon il risque de manquer son principal objectif : la stabi-lisation du Congo. Car l'adhésion populaire conditionne le redressement économique. A défaut, des résistances risquent de surgir : les civils, plus que jamais, se réfugieront dans l'économie informelle, tandis que des armes, toujours nombreuses dans le pays, pourraient alimenter d'éventuelles oppositions...

La mort, en janvier 1997, d'André Kisasse Ngandu, assassiné dans une embuscade, pèse aussi sur le destin de M. Kabila: les lumumbistes l'accusent d'avoir fait disparaître celui qui anraît pu être son rival et apparaître comme un « Zairois authentique », opposé à une éventuelle mainmise d'« étrangers ». La crainte d'une vengeance des partisans de Kisasse Ngandu explique peut-être les extraordinaires mesures de sécurité imposées à M. Kabila à chacune de ses apparitions publiques.

En réalité, il sera plus difficile à M. Kabila et aux siens de répondre aux diverses exigences de la population qu'ao vœu des « parrains » extérieurs. Les vocux de ces derniers sont relativement simples et logiques : le Rwanda et l'Ouganda sonhaitent la stabilisation de leurs frontières, la fin des sanctuaires d'où opéraieot divers mouvements d'opposition. Le sort tragique des réfugiés en fuite est peut-être aussi le prix que l'Alliance a dû payer au Rwanda pour son soutien militaire décisif.

LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUILLET 1997 - 13

Kigali désire également que les Tutsis Banyamulenges oo originaires dn Masisi oe soient plus persécutés, que leur nationalité ne soit plus remise en question et que le « prix du sang » versé par leurs fils signifie pour ce petit groupe ethnique une intégration harmonieuse dans l'ensemble congolais. L'Angola, pour sa part, attend que soient mis hors d'état les quelque 10 000 combattants de l'Unita qui, échappant aux plans de démobilisation, de cantonnement on de recrutement dans l'armée congolaise, s'étaient cachés au Zaïre, où ils ont prêté main-forte aux troupes de M. Mobutu. Les troubles qui ont éclaté à Brazzaville représentent aussi une extension du changemeot intervenu à Kinshasa: l'ancien président Denis Sassou Nguesso ne fait pas mystère de sa sympathie pour M. Kabila, tandis que le président Lissouba a toujours entreteno d'excellents rapports avec l'Unita de M. Jonas Savimbi.

Les autres pays de la régioo espèrent que la République démocratique du Congo deviendra un espace pobtique stable, où sera mise en œuvre ce que l'AFDL appelle me « économie sociale de marché ». Les pays d'Afrique aus-trale, Afrique du Sud en tête, souhaitent vivement que se développe la complé-mentarité des écocomies, sons le signe do panafricanisme.

Au Congo, si la machine militaire a démontré qu'elle avait de bons coodnoteurs, il est évident que la machine poli-tique requiert des pilotes tout aussi expérimentés. A cet égard, l'AFDL doit encore faire ses preuves, alors que M. Laurent-Désiré Kabila demeure tributaire de tous ceux qui l'ont fait roi et qu'il o'a pas intérêt à décevoir.

COLETTE BRAECKMAN.

(2) Lire Colone Braeckman, « L'impossible mutation du président Mobatu », et Didier Numengi, « Le mai zaîrois », Le Monde diploma-

le choc de la

nier, sur fond d'ethnies et de pétrole, et en prélude à un verdict électoral anquel aucun des deux principaux champions ne paraissait vouloir se soumettre dans un pays où « la conscience nationale s'est atomisée en régions, tribus es fratries » (17) -, a constitué un antre choc. Elle touche à nouveau au cœur le système franco-africain, axé depuis quelques années sur les « transitions », les élections, la défense des « nouvelles démocraties ». Cet embrasement de Brazzaville, de la « France libre », avec sa toumure antifrançaise - venant après des mutineries à répétition en Centrafrique et des confesta-tions électorales an Mah ou au Niger risque de marquer symboliquement l'échec de la « démocratie » importée, après celui de ce qu'on appelait depuis les indépendances le « développe-. ment ».

« Effacement », « isolement », .abandon », « désastre », « fiasco », cette « faillite », de la France en Afrique - selon les titres en vogue ces derniers mois dans la presse - est le fruit de cooceptions géopolitiques vétustes, axées sur une défense directe des intérêts pétroliers, l'endiguement de l'islam, voire de la « ponssée anglo-saxonne », l'effet d'une crispation sur une francophonie à l'ancienne. La contradiction est devenue intenable entre les fondements d'une politique présentée comme uni-versaliste et généreuse et les entraves mises à la circulation et aux échanges (visas, expulsions d'Africains par charters, etc.). Ou l'immobilisme d'un dispositif militaire inchangé depnis les indé-peodances et d'une diplomatie longtemps écartelée entre de multiples centres de décision, parfois privés, souvent secrets, toujours concurrents.

« révolution congolaise »

Crise de confiance

C EST anssi une crise de confiance, après l'abandon à leur sort de régimes amis, la dévaluation « historique », en janvier 1994, du franc CFA, et l'abandon du « fardeau de l'homme blanc » aux experts des institutions de Bretton Woods. Et la paralysie, ces dernières années, d'un réseau de forces et de bases militaires unique en son genre, qui passait pour expert dans l'art de « régler les problèmes », d'a éteindre les feux de brousse », et surtout de dissuader les vellénés de désordres dans les pays du « champ », mais semble n'avoir plus d'aure mission intelligible que d'évacuer des Européens (18).

Les socialistes français souhaitent faire évoluer une politique africaine sinistrée, un système de relations « qui a des relents de colonialisme », selon le nouveau secrétaire d'Htat à la coopération (19), qui o'est plus en mesure d'anticiper les crises et de contribuer à les régler ni d'assurer à la France une crédi-bilité suffisante auprès des nouvelles puissances du continent - l'Afrique du Sud, l'Egypte, le Nigeria, un jour la Republique démocratique du Congo.

Devant partager ce domaine avec un président de droite, dans le cadre de la « cohabitation », les socialistes français ont déjà dû renoncer, par exemple, à intégrer le ministère de la coopération à celui des affaires étrangères : une de leurs vieilles revendications, qui aurait donné un signal fort de « banalisation » des relations franco-africaines. Mais, « le couteru à la main au pied de l'autel; ils ont reculé sans oser commettre le sacrifice », écrit Jeune Afrique: « Pourquoi toucher au symbole et faire peur aux derniers fidèles africains qui croient encore, ou font semblant de croire, que la France les protège (20) ? »

Les nouveaux dirigeants français espèrent cependant sortir la politique afri-came du « domaine réservé » où elle était confinée depuis les débuts de la V' République.

Physicus faits, ces derniers mois, ont montré que le voeu d'une « pax africana » commence à prendre corps : les interventions de pays « amis » pour facilitex le changement de régime dans l'ex-Zaire, la tentative de l'armée nigériane - sous les conleurs de l'Ecomog, la force ouest-africaine d'interposition - pour ramener un régime civil en Sierra Leone, la mise en place après les mutineries en Centrafrique d'une Mission d'application des accords de Bangui (Missab), ou les premières mancarvres communes des pays d'Afrique anstrale, en avril demier, an Zimbabwe, dont le but était de prouver l'aptimée des Africains à monter des opérations de maintien de la paix sans le secours des Occidentaux. Parallèlement, Paris, Washington et Londres ont fait taire leurs divergences en concluent discrètement, le 23 mai, un accord sur le soutien à quelques pays afri-cains « volontaires et capables de fournir au moins un bataillan (21) ».

La concurrence entre la France et les Ents-Unis sur le continent noir - autre donnée géopolitique nouvelle, après des

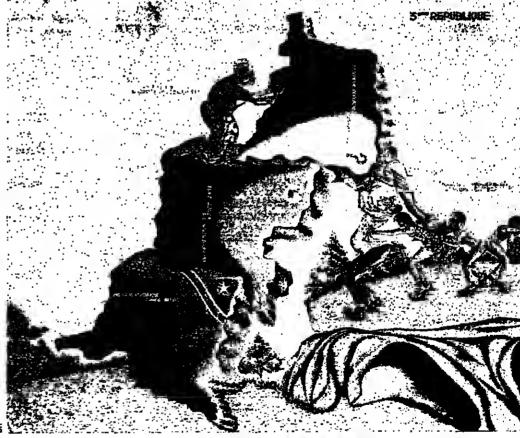
décennies de complémentarité durant la confrontation Est-Onest lorsque Washington laissait à Paris le soin d'êrre le « geodarme de l'Afrique » (22) incite la capitale française à imaginer de nouvelles formes de partenariat afin one ne se perpétue pas la situation paradoxale évoquée par le secrétaire d'Erst français à la coopération, M. Charles Josselin: * La France apporte l'essentiel de l'aide, et ce sont les Etats-Unis qui récupèrent les retombées écono-

miques (23). » L'ancien secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, au cours de sa première tournée en Afrique, en octo-

bre 1996, avait certes choqué le lobby « françafricain », en déclarant « révolue l'époque où l'Afrique pouvait etre divi-sée en sphères d'influence ». Mais chacun reconnaît qu'il n'y a plus de « chasses gardées » : « Objectivement, ils ont raison, affirme l'ancien ministre de la coopération, M. Jacques Godfrain, qui avait vivement polémiqué avec le chef de la diplomatie américaine. A partir du moment où nous prônons l'ouverture de l'Afrique, où nous étendons à la zone franc les critères du FMI et de la Banque mondiale, il faut s'attendre qu'il en soit ainsi (24).

On s'étonne cependant de la facilité avec laquelle la diplomatie américaine a pu «ramasser les morceanx » co Afrique, et soutenir sans complexe un « révolutionnaire » comme M. Laurent-Désiré Kabila, au lieu d'un de ses anciens croisés de l'Occident, le président Mobutu Sese Seko, « invention » de la CIA, même si, comme l'indiquait crûment en avril dernier le porte-parole du département d'Etat, « la raison d'être de son amitié avec lui a pris fin avec la guerre froide ».

Il est vrai que ces dernières années, en



CHEIK LEYDL - « Traisième République » (1991)

« choisissant » aussi les ex-guérilleros Zenawi en Ethiopie, Museveni en Ouganda, ou Afeworki en Erythrée, Washington a surtout paru poursuivre son unique grand dessein géopolitique africain: l'isolement et si possible la dé-stabilisation du Soudan islamiste, en agissant sur l'ensemble de ses voisins, fût-ce au risque d'un embrasement général de la partie orientale du continent (25).

Pour le reste, vu de Washington, l'essentiel réside dans l'ouverture des marchés, encore largement inexploités grâce à l'habituel arsenal de lois, plans, forums, préférences douanières, accords de libre-échange. Une conférence sur l'Afrique, organisée par le lobby afro-

(17) Stephen Smith, «L'implosion prévisible d'un peuple à la dérive », Libération, 9 juin 1997. (18) Inger Osterdahl, La France dans l'Afrique de l'après-guerre froide : interventions et justifications. Nordic Africa Institute, Uppsala, 1997. La e protection des ressortissants » a longremps servi de paravent à des interventions plus politiques, afisique le démontre cette étude d'une dizzine d'opérations su Gabon, su Toes, su Toire et un Personale. ons au Gabon, au Togo, au Zaire et au Rwanda

(19) France-Inter, 11 juin 1997. (20) Philippe Galllard, « La coopé est toujours débout », Jeune Afrique, 11 juin 1997.

américain au nom des « liens émotifs » avec le continent, a précédé de quelques jours le sommet industrialisé du G 8, à Denver (Colorado), du 20 au 22 juin, au cours duquel le président Clinton a lancé pour la première fois une « initiative pour l'Afrique ». Et chaque année, désormais, un « sommet africain-afro-américain » célèbre, en parallèle avec la grandmesse politique du sommet annuel franco-africain, les vertus du « retour » des hommes d'affaires américains sur la terre de leurs ancêtres, même si - pour l'heure - ces échanges ne représentent que 1% de l'ensemble du commerce extérieur américain...

PHILIPPE LEYMARIE.

(21) Libération, 6 juin 1997.

(22) Michèle Maringues, « France et Etats-Unis en Afrique ». *Le Monde*, 11 juin 1997. (23) Entretien au Monde, 14 juin 1997. En pour-centage de son produit national, la France dépense encore en aides diverses pour l'Afrique dix fois plus que les Erats-Unis.

(24) Entretien à Politique internationale, nº 75. Paris, été 1997.

(25) Jean-François Buyart, Le Nouvel Observa teur, 15 mai 1997.

peuvent y laisser leur vie ou en sortir handicapées. Deux millions d'entre elles souffrent de fistules obstétricales, un mal jadis universel devenu une infirmité de pauvre, qui continue de toucher le continent

Suwaibe est étendue sur le table d'opération. Elle a quatorze ans. Elle ne sent rien grâce à une anesthésie péridurale. Trois médecins sont en train de mesurer l'éteodue du désestre et s'apprétent à l'opérer : vagin détruit, sphincter en lambeaux et une double fistule, cet orifice qui s'est ouvert à la suite d'un accouchement trop difficile, et par où s'écoulent, sans que la jeune fille y puisse quoi que ce soit, urine et excré-

LES

Balkans

mule p

TOUT ALL

parvien

SOUTVEOL

un lieu

II 5'32

sence o

dans la

guerre

est sou

dans u

poésic

nouvel

de cett

vagues

O

Nedin

lité gé

21

I

Š

Au nord du Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, l'infirmité de Suwaiba est à la fois terrible et banale. Dehors, dans les patios écrasés de soleil de l'hôpital de Kano, des dizaines de femmes attendent elles aussi, enveloppées dans leurs voiles colorés, l'opéraoon qui leur rendra leur dignité. Le long de leurs jambes, signature de leur malheur, un mince filet d'urine se perd dans

Comme elles. Suwaiba u'a pas eu de chance. Mariée avant même ses premières règles, comme la grande majorité des petites paysannes haoussa-foulanies, elle a suivi la coutume en retournant accoucher de son premier enfant dans la maisou de ses parents. Uo usage immémorial qui s'explique peut-être, pensent les médecins, par la fréquence élevée de la mortalité maternelle lors du premier accoochement. Mais le bassio de Suwaiba était encore trop étroit pour laisser passer la tête du bébé. Pendant trois jours elle a souffert le martyre, en étouffant ses cris comme l'exige la pudeur haoussa. Lorsque sa mère s'est aperçue que quelque chose n'allait pas, il était trop tard pour se rendre à l'hôpital : il faut un minimum de 24 heures, dans le nord du Nigeria, pour organiser une intervention chirurgicale anssi complexe et coûtense qu'une césarienne.

Suwaiba ne pouvait compter que sur la sage-femme traditionnelle, la unguzuma. Pas plus que les matrones d'eutrefois en Europe, cette dernière n'e pu résister à la teotation de tirer de toutes forces sur ce qu'elle pouvait agripper du corps de l'enfant, en mutilant au passage la jeune fille. Le bébé, une fille, était mort, et sa trop jeune mère ne valait guère mieux.

Celle-ci connaissait d'avance le verdict de son mari : la répudiation. Pour la culture musulmane, qui prescrit eux croyants une toilette méticuleuse avant

Respectivement, journaliste et réalisateur de

d'accomplir leurs devoirs religieux, ces femmes sont en état d'impureté permanente et leur propre entourage fami-

Les plus âgées survivent grâce à la mendicité ou à de modestes travaux, les plus jeunes se livreot souvent à la prostitution. Comme tant d'autres, Suwaiba aurait pu trouver refuge dans l'une des gidajen mata (« maisons de femmes » en langue haoussa, parfois aussi appelées de façoo méprisante gidajen pisari ou « maisons de l'urine ») qui accueilleot dans les grandes villes musulmanes du Nord les milliers de divorcées deveoues courtisanes par nécessité (1). Dans ces parvres lieux de plaisir, des chiffons, sans cesse lavés et relavés pour éloigner l'odeur persistante, sèchent sur les fils tendus en travers de la

Mais Suwaiba a vite entendu parler, grâce à un programme diffusé à la radio nigériane, du « grand docteur » qui est devenu une sorte de légende dans les savanes du Nord : Kees Waaldijk. Ce chirurgien hollandais a déconvert le pro-blème des fistules vésico-vaginales (2) en venant à Katsina, en 1983, soigner des lépreux : uo grand combre de ses parientes présentaient cette infirmité d'un autre âge, anssi vieille sans doute que l'bumanité et qui, comme la lèpre, est synonyme d'exclusion.

Car la fistule obstétricale a frappé des femmes de tous les pays et de toutes les classes sociales. On en a retrouvé les traces sur la momie de la princesse égyptienne Hebenit, morte en couches il y a près de quatre mille ans. On sait en outre que la cour de Louis XIV se moquait de l'« incommodité d'alcôve » dont souffrait la jeune favorite Louise de La Vallière. Cette pathologie était par ailleurs si répandue dans l'Amérique des pionniers



LE MARCHÉ DE HARAR (ETHIOPIE), AVRIL 1996.

que l'on a dû onvrir à New York dans les années 1840 un hôpital spécialisé, grâce à la procédure chirurgicale inventée par un médecin de l'Alabama.

Depuis la « révolution médicale » du XX siècle, la fistule a disparu du monde développé. « De nos jours, lorsqu'un accouchement se prolange au-delà de la durée normale, on pratique une césa-rienne, rappelle le docteur Waaldijk. Mais au fond de la brousse, la femme meurt et dans 90 % des cas l'enfant aussi. On estime que deux femmes pour mille qui ont survecu auront une fistule, parce que la pression exercée par la tête du factus a perturbé la circulation sanguine et provoqué en un point plus fra-gile une nécrose des tissus. » Souveut aussi le perf périnéal a été abîmé et les malheureuses boitent, parfois pour le

Deux millions de cas dans le monde

L gicale permet de reconstruire le paroi lésée de l'urêtre, eo utilisant notamment par voie sous-cutanée un muscle de l'intérieur des cuisses. Cette technique, développée en Ethiopie par un couple de médecins qui ont consacré leur vie à ces feromes, Reginald et Catherine Hamlin, e été reprise avec succès au Nigeria. Lorsque le chirurgien a suffisamment d'expérience, le taux de réussite complète est supérieur à 80 %:

N revanche, une intervention chirur- à nouveau contineute, la femme se réinsère dans la société, le plus souvent en se

> Combien sont-elles dans le monde? Deux millions, affirment les spécialistes. La majorité, en tout cas, se trouve en Afrique - en Sierra Leone, en Mauritanie, au Niger et au Mali, en Tanzanie, en Ethiopie, en Somalie, au Soudan (où cette infirmité pousse souveot les femmes à se suicider). Mais aussi en Haïti, en Inde, au Pakistan ou au Bangladesh. On voir réapparaître ou augmenter les cas de fistule obstétricale partout où des conflits armés entraînent des déplacements de populations et perturbent le fonctionnement de structures sanitaires déjà fragiles. En Afghanistan, les décrets rétrogrades édictés par le conveau régime islamiste des talibans voot encore aggraver la situation en limitant l'accès des femmes aux services de chirurgie.

> A lui seul, le Nigerie (100 millions d'habitants) concentrerait 200 000 cas, dont 70 % dans le Nord. Selon le professeur Bandipo, directeur médical du CHU de Zaria, «il n'est pas d'autre pays d'Afrique où ce problème de santé publique soit aussi important : une femme sur 25 au Nigeria meurs de complications liées à la grossesse, soit 400 fois plus que dans les pays développés. Pour chaque mon maternelle, 15 à 20 autres femmes survivens avec des handicaps divers . La stagnation, et trop souvent le délabrement accéléré des structures de samé publique, après les efforts considérables consentis par l'Etat dans les années 70-80, expliquent ces chiffres qui s'accordent mal avec les coofortables reveous pétroliers du géant de l'Afrique » (3).

S'y ajoutent des facteurs culturels difficiles à maîtriser. Dans les vastes savanes du Nord à majorité musulmane, la tradition du mariage précoce reste vivace. Même en milieu urbain, les parents ont tendance à marier leurs filles très jeunes, comme un moyen de garantir l'honneur familial dans un environnemeot marqué par la violence des rapports sociaux (4). Enfin la coutume du vankan gishiri (la « coupure du sel »). une incisioo pratiquée au rasoir sur la jeune éponsée lorsque la « route du mariage . s'evère trop étroite, risque souvent d'endommager la vessie.

Dans le Sud, majoritairement chré-

néfaste de sectes évangélistes qui découragent les femmes d'accoucher à l'hôpital « Pour mieux asseoir leur pouvoir, les pasteurs leur disent : Dieu est dans l'église, pas à l'hôpital. Ils épuisent les femmes enceintes par des jeunes et des veillées de prières », raconte le docteur Ann Ward, une religieuse irlandaise qui dirige à Uyo, dans le sud-est du Nigeria, un centre de traitement et de réhabilitatioo des victimes de fistules (5).

Les difficultés de transport et l'indifférence masculine font le reste. Les dossiers du docteur Ward et de ses confrères abondent en exemples navrants : parturientes dont la mère supplie en vain les rares hommes motorisés du village d'aller chercher du secours ; mourante amenée à l'hôpital couchée sur une planche en travers d'un scooter, un bras de l'enfant déjà en décompositioo sortant du ventre ; maris qui refusent catégoriquement de donner leur sang pour sauver leur épouse d'une hémocragie

De réels efforts ont été accomplis gique, grace à l'engagement d'un nombre croissant de médecins et d'une militante féministe de Kano, M= Amina Sambo, aujourd'hui présideote de l'Union des femmes nigérianes. Des programmes de radio en langues locales, des documentaires de télévision et des articles de journaux ont révélé à un large public la souffrance cachée de milliers de femmes qui affluent vers les centres de soins (lire encadré ci-dessous).

Alors que, comme dans d'autres pays touchés par la misère ou par la guerre, la croissance démographique multiplie ioexorablement le oombre de ces femmes parias, cette médecine de parryres intéresse trop peu de spéciaistes, et ceux qui sont formés ne suffisent pas à la tâche.

(1) Une étude menée au début des aunées 70 lénombrait 123 « maisons de fémmes » dans la seule ville de Katsina, pourrant comme pour son tra-tificant lemo existent.

La fistule vésico-vaginale, ou RVV (en meglais VVF), est plus répandue que la fistule recto-vaginale, ou FRV.

(3) Le Nigeria caregisure I 000 décès maternels pour 100 000 maissances vivantes (une incyeme supérieure au reste de l'Afrique subsahagiemes courre I 300 en Sierra Leone, t 700 en Afghanista, 15 en France et 7 en Norvège. Dans le Nord, un

(4) Lire Olawale Albert : Women and Urban Violence in Kano, publié en 1996 par l'Institut français de recherches en Afrique (IFRA) d'Ibaden.

(5) Les principaux centres sont à Kano, l'hadan, lyo et surtout Karsina, où l'hôpital Babbar Ruga ousacre 200 lits au traitement des fistules.

- Z-

<u>~--</u>

z:-

E22. ~

≈;~

-:-:

Contraction of the second

800

Une chirurgie indispensable

ES fistules obstétriceles sont comparables à le lèpre, cer elles entraînent également l'exclusion des malades, effirme le docteur Ludovic Felendry, un chirurgien français qui dinge le service d'urolo-gie à l'hôpital de Niemey, le capitale du Niger. Mais, elors qu'on peut soigner le lépre en administrant des médicaments, il faut, pour guérir les fistules, passer par une opération chirurgicale, donc former des spécialistes et disposer d'infrastructures médicales : cela coûte forcément plus cher. »

Médecin militaire, le docteur Falandry e découvert l'empleur du problème des fistules dans l'Afrique sahélienne en venent travailler, il y e une vingtaine d'années, au Tched et eu Burkine Feso. Depuis, il n'a cessé de combattre ce fléau caché avec les moyens dont il dieposait, « en autodidacte », précise-t-il, et eu prix de multiples tâtonnements avant d'acquérir l'expérience euffisante. Il eu prix de Rumpies tatonnements avant u acquerir i experience constant. réserve vingt-cinq lits de son esrvice eux patientes victimes de fistules et peut héberger en permenence, grâce à une aide financière du ministère français de le coopération at de le Fondetion Reoul-Follereau (spécielisée dans le lutte contre le lèpre), une cinquentaine de ces femmes dans l'hôpital, où alles suivent un programme de réhabilitation.

Il parvient à opérer environ deux cents d'entre elles cheque ennée. « C'est Il parvient a operer environ deux cents d'entre elles chieque eninées, consecrer trop peu, déplore-t-il, parce que je suis presque seul et que je dois me consecrer aussi aux autres maledes. Pour trois cents femmes opérées, deux cents repartent dens la nature parce qu'elles sont fatiguées d'attendre. Et il en arrive

repartent dens la nature parce qu'elles sont fatiguées d'attendre. Et il en arrive sans cesse da nouvelles... »

Le nombra des victimes de fistules eu Niger serait de dix mille à quinze mille, sur 8 millions d'habitants. « Mele il y en a aussi beaucoup en Mauritanie, eu Tchad, au Meli, où l'organisation Médecins du monde e étabil une antenne spécialisée, à Mopti. » C'est pourquoi le docteur Felendry regrette que l'Afriqua francophone n'eit pes réussi à se doter, faute de volonté collective et d'eppuis finenciers, d'un « centre de référence » pour le traitement de cette infirmité. Un centre comperable à celui de Katsine, dane le nord du Nigerie (qui compte deux opérations : « Les pays anglophones avancent dans ce doraine remercue-t-il. opérations : « Les pays englophones avancent dans ce domaine, ramerque-t-il, et nous, nous ne progressons pas. »

« Le Monde diplomatique » sur Internet Le site du Monde diplomatique, qui permet la consultation de l'ensemble des erticles parus depuie deux ens, est devenu une référence. Il propose également des débats, une liste de colloques ainei qu'un éventail de revues. Des dossiers thérnatiques offrent une eélection d'erticles et de sites, affichent notre manière de unit l'actualité. Can descour nière de voir l'ectualité. Ces dossiers, einsi que les sommeires de nos publications, peuvent vous être envoyés régulièrement par courrier électro-

Notre adresse :

http://www.monde-diplomatique.fr/

Hébergé, depuis février 1995, par l'Institut national da l'audiovisuel, notre site est égelement accessible par Minitel : 3616 ALTERN*DIPLO (1,29 F/min).

magazine littéraire

N° 356 - Juillet-Août 1997 DOSSIER:

L'ENFER

Homère. Virgile. Dante. Pascal. Bossuet. Sade. Blake. Novalis. Goethe, Maturin, Flaubert, Barbey d'Aurevilly, Rimbaud, Huysmans, Mirbeau Dostoīevski. Strindberg. Barbusse. Bernanos. Thomas Mann. Chalamov. Sartre. Genet. Julien Green. Un entretien avec Jean Delumeau

ENTRETIENS:

T.C. Boyle. Antonio Tabucchi

Chez votre marchand de journaux : 42 F

OFFRE SPECIALE 6 numeros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numeros que vous choisisses

□ Umberto Eco □ Litteratures allemandes Les Frères Goncourt William Faulkner ☐ Italo Celvino ☐ Virginia Woolf ☐ Albert Carnus ☐ Barcelone □ Marguente Duras
 □ Jean Starobinski
 □ Marguente Yourcen:
 □ Sade
 □ Retour aux Latins

D Les Enerves de la Belle Epoque

Fernando Pessoa

Celine

Hegel

George Sand

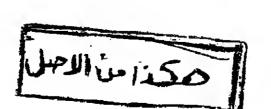
1492, l'invention d'une culture Joseph Conrad Tchekhov ☐ L'Age du Baroque ☐ Chagrins d'amour ☐ Michel Leris

40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris - Tél. : 01.45.44.14.51

□ Montaigne □ Aithusser □ Andre Gide □ Rainer Maria Riike Guy de Maupassani Levi-Strauss La fin des certitudes Jean Genet Roland Barthes ☐ Jacques Lacan
☐ Georges Perec
☐ Céline, Voyage au bout
de la nut

Réglement par chèque bançaire ou postal magazine littéraire

tien, il faut compter evec l'influence





Mour a Nasser

Retour à Nasser des intellectuels égyptiens

IOLENCES à Gaza et en Cisjordanie, impasses dans les négociations israélo-palestiniennes, l'immobilisme au Proche-Orient exaspère les dirigeants égyptiens, qui souhaitent renforcer le rôle régional de leur pays. Le président Hosni Moubarak laisse un vaste espace aux intellectuels, souvent nostalgiques de la période nassérienne, et dont le discours à l'égard des négociations de paix est extrêmement critique. Ecrivains, journalistes, artistes se mobilisent, à la fois pour la défense de leurs droits professionnels, pour la liberté d'expression et contre la normalisation culturelle avec Israel.



Alors que chaque scrufin (élections . législatives de novembre 1995, élec-tions locales d'avril 1997) confirme la fermeture du jeu politique et que le gou-vernement de M. Kamal El Ganzoni (qui a succédé eo janvier 1996 à M. Atef Sedqi) renforce l'orientation économique néolibérale prise à la suite de la guerre du Golfe (1), la scène culturelle et intellectuelle égyptienne est le lien de débats intenses. Sous la tutelle de l'Etat s'expriment des idéologies diverses, parfois fort éloignées des choix politiques et économiques offi-ciels. Double paradoxe : alors que les créateurs et les intellectuels jouissent d'une liberté d'expression sans précédent depuis 1952, on ne parle que de censure; et, alors que l'alliance stratégique entre l'Egypte et les Etats-Unis est plus solide que jamais et que Le Caire maintient son engagement en faveur du « processus de paix », le pouvoir laisse libre cours à un discours nationaliste très critique à l'égard de la. pax americana.

Pour expliquer ce double paradoxe, il faut d'abord définir ce que l'on appelle en Egypte la « démocratie de papier ». Si l'opposition politique est plus que jamais ienne à l'écart de toute responsabilité, elle n'en jouit pas moins d'une très grande liberté de critique à travers les organes de presse que chaque parti est autorisé à poblier. Mieux, les journalistes, toutes tendances confondues, oot récemment fait preuve d'une combativité remarquable pour défendre leurs droits professionnels, obtenant au terme de douze mois de mobilisation le réexamen d'une loi qui, sous eouvert de lutter contre la diffamation, menaçait leurs libertés. Parallèlement foisonnent, pour la première fois depuis la nationalisation de la presse en 1961, 500 quotidiens et périodiques nationaux on régionaux, plus on moins indépendants des partis politiques (2).

Ainsi, l'hebdomadaire Al Dostour, lancé en 1996 par des notables proches du parti Wafd (opposition libérale) et animé par une équipe de jennes journa-listes, a su très vite fidéliser un important lectorat (il annonce une diffusion moyenne d'enviroo 100 000 exemplaires) en imposant un ton nouveau, habile mélange de sensationnalisme, de critique tous azimuts et de nationalisme intransigeant. Imprimé au Caire et diffusé quasi exclusivement en Egypte, Al Dostour est édité par une société sise à Chypre, une localisation qui permet de parer aux contraintes imposées par la loi sur la presse. L'autre procédé pour contourner la censure, abondamment ntilisé par l'avant-garde littéraire; consiste à faire paraître une revue à intervalles irréguliers, ce qui permet de la présenter comme « livre non périodi-

Mais, antre paradoxe, la vitalité et l'ooverture do débat intellectuel tiennent d'abord au fait que le régime, rompant avec le mooolithisme des années Sadate et renouant avec une certaine pratique nassérienne, laisse se développer an sein même de ses appareils culturels et médiatiques l'expression de tendances et d'opinions fort diverses. An fil des dix dernières années, toute l'intelligentsia de gauche et laïque mise à l'écart durant les années de la « contre-révolution » (présidence d'Anouar El Sadate, 1971-1981) a opéré un retour remarqué et, surtout, a donné au régime les moyeos de reprendre l'initiative idéologique face à l'opposition islamiste en diffusant, à longueur d'éditoriaux, essais, émissions et femilletons télévisés (3), ce qui tient désormais lieu d'idéologie officielle, le tanwir. Traduction arabe de l'anglais enlightment, ces nouvelles « himières » consistent pour l'essentiel dans l'exaltation des maîtres et des valeurs de la nahda (rensissance) arabe: patriotisme et tolérance, foi et

rationalisme, liberté et réformisme... D'où cet autre paradoxe : au moment on, sur le plan économique, l'Etat se range au néolibéralisme imposé par les bailleurs de fonds occidentaux, il ressuscite, pour « vendre » ce modèle à la société, des politiques culturelles et

* Chercheur associé, Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale (Cedej), Le Caire.

Commence of the second

médiatiques héritées des années Nasser. Ainsi, dans le secteur du livre, a-t-on vu des projets éditoriaux tout à fait comparables à ceux des années 60, lorsqu'on inondait le marché d'opuscules politiques ou idéologiques vendus à des prix dérisoires, qui oéanmoins retour-naient s'entasser dans les entrepôts des éditions nationalisées.

Par exemple, depuis 1993, l'éditeur d'Erat General Egyptian Book Organi-zation (GEBO) édite ou réédite chaque année, dans le cadre de vastes opérations estivales baptisées « La lecture pour tous » et patronnées par l'éponse du président Hosai Moubarak, des centaines d'ouvrages où l'on trouve aussi bien des rééditions des classiques des maîtres des « lumières » égyptiennes (Tahtawi, Taha Hussein, Ali Abderraziq...) que des essais de circonstance (Lumières contre obscurantisme, Terrorisme et extrémisme...) ou des auteurs de l'avant-garde littéraire contemporaine! Le tout produit et diffusé à des prix très modiques (de 25 piastres à 1 livre, soit de 0,40 F à 1,70 F) dans des conditions totalement opaques (les millions d'exemplaires vendus annoncés ne sont guère crédibles) et souvent

Mais cette alliance du régime avec une partie de la gauche laïque exacerbe anssi les tensions et contradictions à l'intérieur de la sphère étatique, entre ces nouveaux clercs et l'intelligentsia conservatrice qui, alliée à l'islam institutionnel, défend des positions acquises durant les années 70 et consolidées par un long commerce avec les régimes du

Contradictions d'autant plus insolubles que tout se passe comme si le pouvoir voulait gagner sur tons les tableaux, e'est-à-dire continuer à laisser l'islam institutionnel gérer son besoin de légitimité religieuse, tout co s'appuyant sur ses alliés intellectuels pour cultiver son image « libérale » et



MANIFESTATION POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE, DAMAS (SYRIE), 1958 -L'appel, toujours présent, du nationalisme arabe

miste » (7) prolonge et approfondit le

travail d'expérimentation engagé par ses

Sonallah Ibrahim, Gamal Ghitany,

Edonard Al Kharrat, etc. Avec enx. elle

revendique haut et fort le droit de l'écri-

vain et de l'artiste à l'autonomie, e'est-à-

dire son droit à définir lui-même les

critères d'appréciation d'une œuvre, en

dehors de tout référent extérieur, poli-

Ce dynamisme collectif des écrivains

a trouvé une traduction éclatante dans la

«mini-révolution » dout vient d'être le

théâtre l'Union des écrivains. Créé en

1976 au moment de la mise au pas de

l'intelligentsia par le régime du pré-sident Sadate, ce syndicat-croupion s'est

doté, lors des élections du 4 avril 1997,

d'un conseil d'administration profondé-

ment renouvelé où figurent, pour la pre-

mière fois depuis 1976, certains des

meilleurs écrivains et scénaristes du

pays (Baha Taher, Mahfouz Abderrah-

man, Wahid Harned, Garnal Ghitany,

Ibrahim Abdel-Méguid, Ibrahim

Aslan...). Elus sur un programme où, remarquablement, la défense des intérêts

professionnels passe avant les revendi-

cations politiques, ils ont porté à la pré-

sidence de l'Union Saad El Din Wahba.

un vieux routier de l'appareil culturel

nassérien puis sadatien, à qui son hosti-

lité à la paix de Camp David et son

ainés de la génération des ann

tique, religieux on moral.

« moderne » auprès de l'opinion locale et surtout étrangère. Cela donne lieu à des situations parfois cocasses, comme lorsque le même éditeur d'Etat GEBO. à l'occasion des prix qu'il décerne chaque année à la Foire du livre du Caire, attribue un Prix de la littérature de science-fiction à l'écrivain « islamique » Mustafa Mahmood, auteur à succès de combreux essais sur la foi musulmane et de la très populaire émission de télévisioo « Science et foi », pour une pièce de théâtre intitulée Une visite au paradis et en enfer l

Une « loi des libertés décroissantes »

ETTE reconfiguration du champ culturel et idéologique explique la violence symbolique, et parfois phy-sique, des polémiques qui divisent l'élite intellectuelle et qui se cristallisent autour de la liberté d'expression, mise à mal dans toute une série d'affaires récentes (attentat contre le Prix Nobel de littérature Naguib Mahfouz le 14 octobre 1994, affaire Nasr Abouzeid (4), interdiction du film de Youssef Chahme L'Emigré, etc.). An-delà de la ligne de fracture idéologique la plus visible - schématiquement, entre ceux pour qui la culture égyptienne doit adopter les canons « universels » et ceux pour qui elle ne peut exister en debors d'une éthique et d'une esthétique « islamiques » ou au moins, pour intégrer la minorité copte. « religiouses » →, une analyse plus fouillée des discours et des pratiques révèle un éventail de positions plus complexes que l'opposition convenne entre « laïques libéranx » et « islamistes libér-

Ainsi, le « camp libéral » est profondément divisé entre tenants d'une « liberté dans la responsabilité » - les plus nombreux - et partisans de la k liberté absolue », position très minoritaire sauf au sein de l'avant-garde littéraire et artistique. Quelques semaines avant l'attentat dont il fut victime, Naguib Mahfouz écrivait dans son éditorial hebdomadaire d'Al Ahram: « La liberté de création, c'est d'une part la liberté de pensée, de l'autre la liberté d'expression. (...) La pensée devrait jouir d'une liberté absolue, car elle se déploie au sein des esprits d'élite, dont on n'a pas à craindre qu'ils succombent aisément aux sirènes de l'erreur. Mais l'expression artistique est beaucoup plus vaste : elle embrasse l'expérience humaine dans ses aspects insellectuels, affectifs et instinctuels, (...) et son audience atteint jusqu'aux analphabètes. C'est pourquoi elle doit prendre en compte la décence, la courtoisie et le goût. À les respecter, l'art ne subtra aucun dommage (5). » Quelques mois plus tôt, un professeur de droit, militant commu de la laïcité et des droits de

l'homme, expliquait : « Revendiquer

une liberté d'opinion et d'expression sans freins ni limites serait socialement irresponsable et culturellement néfaste dès lors que nous vivons dans une société où la majorité de la population est analphabète, d'où sont abs sentes les valeurs de dialogue (...), toutes choses qui font de l'opinion une responsabilité sociale plus qu'une liberté person-

Cet élitisme se traduit par un système de censure d'Etat qui fonctionne selon une « loi des libertés décroissantes » : plus l'audience du média est large, plus il est étroitement contrôlé. Très grande liberté pour le livre - support de diffusion restreinte - et un peu moins pour la presse: pas de censure préalable. Mais censure préalable généralisée – depuis une loi adoptée en 1992 - pour tous les supports audiovisuels (cinéma, théâtre cassettes audio et vidéo...); elle est gérée par la direction de la censure des œuvres artistiques, qui relève du ministère de la culture, et est relativement souple. Censure préalable plus sévère, enfin, qui relève du ministère de l'information, pour la radio et la télévision. Ce système. contexté dans telle ou telle de ses déci-

sions, ne l'est guère dans son principe. Ce qui l'est, en revanche, ce sont les empiétements de plus en plus fréquents d'une censure « par le bas », exercée sur une base religieuse on morale par des acteurs dépourvus de légitimité sur la scène culturelle, souvent avec l'appui de l'islam institutionnel (l'Académie des recherches islamiques d'Al Azhar): avocats réclamant en justice l'interdiction de films comme L'Emigré de Youssef Chahine, compositeurs et correcteurs exigeant des modifications dans les textes qu'ils préparent, ou encore cet éditeur qui a altéré et censuré plus de trente romans de l'écrivain à succès lhsan Abdel-Ooddous, décédé en 1990, nour pouvoir les exporter en Arabie saoudite!

Tont cela intervient au moment où s'affirme sur la scène littéraire et artistique une vague d'écrivains et de poètes arrivés à l'âge adulte au tournant des années 90, c'est-à-dire au moment de la guerre du Golfe. Rebelle à tout engagement, cette génération « post-isla-

des écrivains revivifiée a présenté, fait sans précédent, un véritable programme d'action collective pour la défense de la liberté d'expression, Parallèlement, elle créait une commission d'enquête, prélude à d'éventuelles sanctions à l'encontre de quelques écrivains accusés d'avoir entreteno des rapports avec Israel. Cette décision ne pouvait que susciter un malaise. En 1995, l'Union des écrivains syriens avait, pour cette même raison, exclu de ses rangs le poète Adonis. Refuser la liberté d'expression an oom de « l'intérêt supérieur de la nation », n'est-ce pas se retrouver du même côté que ceux qui prétendent cen-surer l'art et la littérature au nom de « la protection des valeurs fondamentales [religieuses et morales] de la société »?

Lors de sa première manifestation importante, le 29 avril dernier, l'Union

Seul thème susceptible de fédérer islamistes, libéraux, nassériens et autres marxistes, le refus de la « normalisation culturelle » avec Israel est aussi le seul terrain où la jeune avant-garde littéraire et artistique, par ailleurs en rupture avec toutes les idéologies, exprime un engagement politique explicite. C'est dire la force de cette position de principe quasi unanime des intellectuels, renforcée depuis l'élection de M. Benyamin Netanyahou. Mais, en mêlant dans un seul front les tenants du refus absolu, de principe, de « l'entité sioniste » et ceux pour qui le refus de la collaboration avec Israel est surtout une arme politique dans les négociations de paix, cet engagement efface la diversité réelle des attitudes à l'égard de l'Etat joif.

Tout cela ne déplaît pas au pouvoir politique qui, à la fois excédé par le parti pris pro-israclien de l'administration américaine et attaché à son statut de puissance régionale médiatrice, joue remarquablement sur des registres couradictoires, appuyant en sous-main des initiatives comme l'« alliance pour la paix » de Cope ue (8) tout en la sant la masse des intellectuels, la seule fraction de la population qui ait les moyens de faire entendre sa voix, donner libre cours à un nationalisme viscéral, demicr recours face aux frustrations engendrées par le nouveau désordre

(1) L'Egypte avait été alors « récompensée » de son engagement au côté de l'alliance dominée par les Eurs-Unis par l'effacement de la moltié de sa dette publique, conditionné par la mise en cavre d'un programme d'ajustement structurel et de réformes économiques. Cette remise de dette (12,3 milliards de dollars en tout) s'est effectuée en rois tranches successives, life chacune à l'adoption de mesures spécifiques (privatisations, orthodoxie financière...), et l'effacement de la demière tranche, monacere...), et l'enacement de la operació quancie, prévu pour juillet 1994, est intervenu avec plus de deux ans de resard, la tactique égypticame consistant à se conformer au minimum et le plus tard possible aux conditions posées pur le Fonda monéta

(2) Al Hayas, Londres, 8 avril 1997.

(3) Lire Dina El Khawaga et Alain Roussillon, « Du bon usage des feuilletous télévisés égyptiens », Le Monde diplomatique, tusi 1995.

(4) Line l'extretien de Nasr Abouzeid avec Gilles Kepel dans « Le Monde des livres », 12 avril 1997.

(5) Al Ahram, Le Caire, 1º septembre 1994. (6) Mohammed Nour Farahat, Al Musawwar, Le Caire, 8 avril 1994

(7) Selon l'expression de Gilles Kepel, dans « Le Monde des livres », 12 avril 1997.

(8) Sur une initiative danoise, une cinquantaine de personnalités israéliennes, palestiniennes, égyptiennes et jordanismes our signé à Copenhague, en février dernier, un manifeste où elles s'engagent à curvrer en faveur de la paix israélio-arabe, later-verant en plein raidissement israélien, et formulée dans des termes très peu favorables aux revendications palestiniennes, le « manifeste de Copenhague » a suscité en Egypte et dans le monde arabe un tollé. Lire Mohamed Sid-Ahmed, « Les intellectures et de la prophe Orient le

combat contre la « normalisation cultu-	tuels arabes et le dialogue », in « Proche
relle » avec Israël ont valu l'estime de	paix introuvable ». Mantère de voir, i
ses pairs.	1997.

Risque de guerre an Chiapas : le prix Nobel, un pas vers la paix	
PRIX NOBEL POUR LA PAIX 1997 POUR DON SAMUEL RUIZ - CHIAP.	1S

L'évêque Samuel Ruiz, de San Cristobal de las Casas, Etat du Chiapas, Mexique, métite le prix Nobel pour la paix. Nous vous prions de soutenir sa candidature.

Depuis 1994, Don Samuel Ruiz est le seul médiateur accepté par tous les partis dans les pourparlers de paix entre le gouvernement mexicain et les Indios du Chiapas. Soutenir le média-

La paix est très, très fragile. Notre campagne pour le prix Nobel de la paix à Samuel Ruiz attire l'attention de l'opinion publique mondiale sur cette région et sur la conclusion de la paix, lui assurant ainsi one protection.

La paix donne aux Indios organisés du Chiapas et aux personnes engagées qui entourent Samuel Ruiz la tranquillité et la sécurité pour continuer à développer leurs projets agricoles et de coopératives déjà commencés. Non seulement une guerre empêcherait ce travail, mais elle mettrait brutalement fin au dialogue social entre riches et penvres, amorcé dans tout le Mexique. Les Indios deviendront alors les ennemis internes et la misère générale serait oubliée.

Les Indios représentent aujourd'hui un nouvel espoir pour le Chiapas, pour le Mexique, et aussi poor noos tous.

Si vous voulez soutenir cet appel, merci de l'envoyer à : INSTITUT NOBEL, Drammenstr, 19 - 8, OSLO 2 Norvège

Coupon à nous retourner pour la comité de soutien Cornélius KOCH, Abbé, 4, chemin du Rail, CH-1283 LA PLAINE

J'ai envoya la lettre de soutien ci-jointe à Oslo	
Prénem:	Nom:
Profession:	Adresse:

Ben Burn ber ber ber in ferrett. were the State of the second programa in the control of the control of the de terminant in the man

through the April 18 to 18 to

Service Servic

1. 1 a Am

د اسری ۱۳۰۶ سومو

Control of the Committees. terminal of the supplemental Salar Sa THE PARTY OF THE PARTY OF THE PARTY. NAME OF THE

here were mist. Special is not replace that the bridge The transmission Service will --ar and that 190 100 mm Law SHOUNG PLE

if the mertand المور المراجع ومعارية المعتبية فأراجه للمتنازم - 100 - 2. drame PAINTS IN MANAGE LA

wurgie indispensace Assessing and regions and the same of the And the state of t

in graph to the control of the contr A CHANGE OF THE COMMENT OF THE COMME The second secon M. Con Confedence on The Confe

Control of the second of the s September 1 - Control of the Control Section of the Control of the Contro THE RESERVE AND THE PARTY OF TH

Militaria Sider gastin and element of the second e diplomating ...

Control of the second s Caption - Captio

The state of the s

THE RESIDENCE

LES

le chaj

Ararii

E 6 juillet, les Mexicains participent à des élections considérées comme historiques : pour la première fois, les citoyens de la capitale, Mexico, vont décider qui va les gouverner. Pour la première fois également, il existe de grandes possibilités pour l'opposition d'arracher au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis soixantedix ans, la majorité au Congrès. Ces élections se déroulent dans un pays en crise, au milien d'une irritation sociale grandissante : l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), signé avec le Canada et les Etats-Unis, ne profite pas à la grande majorité des citoyens, qui restent en marge des progrès macroéconomiques tant vantés par le gouvernement.

Par CARLOS ACOSTA *

Las des crises récurrentes - depuis le début des années 80, l'économie s'écroule tous les six ans, pratiquement à chaque changement de gouveroement -, les électeurs mexicains. représentant les quelque 93 millions d'habitants, vont le 6 juillet eux urnes pour régler quelques comptes. Les raisons ne manquent pas : chômage mas-sif, salaires rachitiques, entreprises eo faillite, sureodettemeot aspbyxiant, insécurité publique eo augmentation, détérioration des indicateurs de santé, d'édocation et de logement... En résumé, une déliquescence qui s'est traduite par un alarmant accroissement de la délinquance et, dans un autre registre, par une spectaculaire augmentatioo des protestations publiques.

Les rues de la capitale soot, comme jamais, ébranlées par les marches et manifestations massives de ceux qui exigent de meilleures cooditions de vie. Et personne ne manque : ouvriers, peysans, enseignants, étudiants, mères de famille, ehômeurs, membres des professions libérales, transporteurs, indigènes, petits patroos minés par l'onverture commerciale, banlieusards sans logis...

Ce o'est pas là l'image que les gouvernements successifs ont tenté de diffuser, dans et ao-dehors des frootières nationales. La vérité est que, dans le pays eu moins, bien peu les croient. Une bonne part de l'irritation vient des tromperies successives dont les Mexicaios se senteot victimes. Eo la matière, soot eocore frais dans les mémoires les extrêmes auxquels arriva M. Carlos Salinas de Gorrari, qui gou-verna le pays du 1º décembre 1988 au 30 oovembre 1994. Cette dernière année, eo plein désastre national - le pays était seconé par l'apparition de la guérilla zapatiste, l'assassinat de Luis Donaldo Colosio, candidat du PRI à la présidence, et par les eulèvements de deux entrepreneurs connus -, M. Sali-nas mobilisait ses relais écocomiques ct diplomatiques pour « forcer » l'entrée de l'Organisation de ecopération et de développement économiques (OCDE). Habile tentative pour dire eu moode, et à ses coocitoyens. que soo œuvre demeurait inentamée par les graves événements qui mainteoaieot le pays dans le stupeur et

l'angoisse. Dans les derniers jours de son mandat encore - un autre assassinat politique venait d'avoir lieu, celui de José Francisco Ruiz Massieu, alors secrétaire général du PRI -, il présentait un bilan élogieux de son administration. Habile dans la gestion de son image, il dessinait ayec profusioo - dans des entrevues de presse, à la radio et à la télévision, nationales et étrangères une réalité, un Mexique de soo cru,

Journaliste, Proceso, Mexico.

Les Cahiers du CONSEIL CONSTITUTIONNEL



Le numero 2 des Cahiers du Conseil ient de paraître. semestrielle se pro pose de fournir un orama comple

La totalité des décisions prises sur la période de référence y sont analysées. Des documents, pièces de procédure ou textes non publiés au Journal officiel y sont inclus. Une large place est. faite aux activités internationales du Conseil constitutionnel. Chaque numero propose en outre l'analyse d'une cour constitution étrangère, ouvre ses colonnes à un article de doctrine et comprend une rubrique bibliographique française et étrangère. nible en librairie. Revue

DAIOZ 31-35 rue Froldevaux 75685 Paris cedex 14 Tel.: 01 40 64 53 53

doot les Mexicains, comme il le disait souvent, devraient le remercier pendant des générations.

Noo seulement le Mexique était plus fort à l'intérieur, affirmait-il, mais il se trouvait « bien placé dans la nouvelle réalité mondiale. Très loin de ces pays qui, pour cause de "retard ou précipitation", ou bien par un choix erroné des méthodes, avaient fait naufrage dans la déferiante du défi mondial ». Ecocomiquement, ootait-il, e nous avons contrôlé la grave crise qui, durant la décennie précédente, ruina tellement les attentes de la majorité ». Sur le plan politique, également, des espaces avaient été ouverts à l'opposition, les libertés s'étaient renforcées, les élections avaient été pacifiques. Au plan « social » ? Il y avait une meilleure justice, la peovreté s'était réduite, le pays connaissait le stabilité. Quant à l'extérieur, « le Mexique participe à tous les sommets mondiaux les plus importants, jouit de la reconnaissance et du respect de la communauté internationale ».

Finalement, par rapport à ce qu'il considére comme sa grande œuvre, l'Accord de libre-échange oord-américain (Alena) evec les Etats-Unis et le Canada - dont l'entrée eo vigueur, le la janvier 1994, fut terni, le jour même. par le soulèvement armé du Chiapas -, il affirmait: « Les Mexicains ne vont plus avoir à émigrer à la recherche d'un travail ; les emplois vont arriver

FRANCOISE

É 6 juillet 1988, la système de

comptage des votes pour l'élection du précidant de la République tombeit

subitement en panne eu milieu de le

nuit. Dix Jours plus tard, M. Carlos Seli-

nee de Gortari, candidat du Parti révolu-

tionneire inetitutionnal (PRI) (1), était

proclemé élu avec un peu plus de 50 %

des suffrages. Son principal edversaire,

M. Cueuhtémoc Cardenas (2) - qui avait.

peu euparavant, quitté le PRI à le tête du

Courant démocratique -, porté per un

ensemble d'orgenisations populeires,

de personnelités diverses et de petits

partis d'opposition réunie pour l'occa-

eion dens le Front démocratique netio-

nel, dénonçait une « gigentesque fraude

Pour le première fole, le cendidet offi-

ciel, qui, conformément à le tradition,

aveit été désigné par le président sor-

tant (3), obteneit moins de 75 % des euf-

frages. En 1989, sous l'impuleion de

M. Cardensa, neissait le Perti révolu-

tionneire démocratique (PRD), qui se

voulait le reflet politique du rez-de-

Nauf ennées plue terd, le 6 juillet

1997, à le moitié du mandet du président

Emesto Zedillo, les électeurs mexicains

se rendent aux umes pour renouveler

les 500 eièges de le Chembre des dépu-

tés et élire 32 sénateurs. Six États - ceux

de Campeche, Colima, Nuevo Leon,

Queretaro, San Luie Potosi et Sonora -

renouvellant également leurs Congrès

locaux et élisent melres et gouverneurs.

Dens la capitale, le district fédéral (DF)

de Mexico, M. Cueuhtémoc Cardenes,

deux fois battu à l'élection présidentielle

(1988 et 1994), se présente à nouveeu,

cette foie comme candidet aux fonctione

de gouverneur. Jusque-là, la maire du

district fédérel, le régent, était directe-

ment désigna par la président da la

République. Désormele élu, et bien que

le DF ne soit pas la 32 Etat des Etets-

Unis du Mexique, il s'eppellera « gou-

vemeur ». Il n'en eure certes pas les

pouvoirs, pas plus que ceux d'un maire,

e DF devant soumettre son budgat è

l'approbation du Parlamant, Néan-

moina, ce scrutin capital est portaur

d'une forte charge symbolique.

merée électoral du 6 juillet 1988.

électorele ».

aux endroits où ils vivent... Nous avons pu créer des dizaines de milliers de sources d'emploi rien que cette année, début du traité. » De tont cela, M. Carlos Salinas était fier...

Soo successeur, M. Ernesto Zedillo, allait se charger de donner une autre dimensioo au succès autoproclamé. Lors même de la cérémonie de transmission du pouvoir, le 1ª décembre 1994, le oouveau président fit un diagnostic qui surprit tous ceox qui avaient écouté son prédécesseur : « La pauvreté persiste sur tout le territoire national. » L'espoir des citoyens est obscurci e par la violence au Chia-pas e, par les situations de e profonde injustice et por les conditions de misère et d'abandon qui ont engendré cette violence ». « Le progrès économique n'est pas parvenu au foyer de chaque Mexicoln. » Et encore: « Les avancées démocratiques sont insuffisantes. « Il n'y o pas d'équilibre entre le régime présidentiel et les autres pouvoirs de l'Union. » Ce fut son premier jour de président.

Néanmoins, an cours des deux semaines qui suivirent, M. Zedillo parut valider les politiques de son prédécesseur, soo programme écooc-mique pour 1995, avec la même stratégie, les mêmes priorités. Au bout de la troisième semaioe, pourtant, soo équipe écocomique cherchait comment faire face à la forte spéculation apparuc sur les marchés - conséquence de l'incertitude naturelle suscitée par tout changement de goovernemeot, mais eussi, et surtout, par l'annooce par l'Armée zapatiste de libératioo nationale (EZLN) de l'amplification de son action. Cette spéculation s'ajoutait à la persistante fuite des capitaux provoquée durant toote l'anoée par les évécements crimes politiques, enlèvements, guérilla - qui avaient frappé la pays. Les réserves de la Banque ceotrale se vidaient: de plus de 24 milliards de dollars au débot 1994, elles tombaient à uoe dizeioe de milliards eo povembre. La spéculation menaçait de ramener les réserves à zéro.

A l'aube du 20 décembre 1994, une dévaluation tacite fit passer le peso de 3,47 à 4 pour un dollar. Le gouverneausei abruptement. La spéculation contre la monnaie nationale redoubla et, pour que les réserves du pays n'achèvent pas de partir en fumée, le gouvernement décida, de fait, de laisser entre les mains de l'offre et de la demande la libre détermination du taux de change. Le dollar s'envola au-dessus des 6 pesos. En quelques heures, la monnaie nationala perdait quasiment

la moitié de sa valeur. Vint la tragédie : turbulcoces financières, effondrement des valeurs mexi-caines sur les marchés boursiers de New York: colère d'entrepreneurs endeués en dollars; oervosité de la Bourse mexicaioe; echats « de panique », réétiquetage dans les supermerchés, dissimulation de biens unportants... et, surtout, fureur des travailleors mexicaios qui voyaicot entamé leur revenu salarial. Sans avoir seulement passé un mois à la tête du gonvernement, M. Ernesto Zedillo sombrait dans le discrédit, la méfiance des agents économiques nationaux et

internationaux. L'e effet tequila » bouleversa les économies latico-américaioes et menaça la stabilité financière contineotale. Le sauvetage, organisé par le gouvernement américain et les institutions internationales, mit en jeu des ressources de plus de 50 milliards de dollars - mootant jamais atteint pour saover un pays. Mais, outre l'alarme à l'étranger, l'abrupte dévaluation provoqua le chaos interne : les taux d'intérêt s'envolèrent : l'iofiation enfia ; l'économie eoula à pic, des entreprises firent faillite et un million de travailleurs se retroovèrent sans emploi. Le programme écocomique de M. Zedillo pour 1995 avorta et dut être remplacé par l'un des programmes d'ajustement les plus sévères jamais expérimentés dans le monde.

1995 fut une année noire ; le PIB chute de presque 7 %; l'inflation explosa (51 % contre 7 % l'année précédente); les institutions financières se décapitalisèrent ; les entreprises et les particuliers sombrèrent dans le suren-dettement... et les promesses de meil-



3/22/12

3.3

17.7

JZ. .

J.

E 21 --

EZ.1-

G ----

3 - 2 2 · · · · · ·

CALL CAL

ESTATION

3 2 1 17 17 17

KET 2: 102

English and

. ...

4:1

23-07

Le crépuscule du parime



DÉFILÉ D'ÉTUDIANTS À MEXICO LE 1º MAI 1996

Les récents échecs électoreux du PRI ont rendu pour la première fois crédible un succès de l'opposition à Mexico. M. Cerios Castillo Peraza, ex-président du Parti d'action nationele (PAN), formation consarvatries, e longtemps été convaineu que son heure était arrivée et qu'il sereit le premier meire élu de le capitele. Depuie la fin des ennées 70, le PAN e progresse dans le nord du pays et dans les zones urbaines. Cette progression s'est eccentuée sous le présidence de M. Carlos Selinas (1988-1994), fruit de la concertation et de concessions négociées entre le PRI et le PAN, avec l'élection de gouverneurs, en Basse-Californie d'ebord, puis dens les Etets de Chihushus, de Guensjusto et, plus récemment, dens calui de Jalisco. Le PAN a été le meilleur ellié de M. Selinas eu Congrès, votant pratiquement tous les textes proposés par le président. Le plue significatif fut celul réformant, en 1992, l'article 27 de le Constitution : l'ejido, terre appartenent à l'Etat et donnée en usufruit aux paysans, héréditaire et ineliénable, deveneit, comme le récla melent dapuis longtempe les « penistes », propriété privée.

Pour la course à le mairia de Maxico, le PRI e. de son côté, désigné un politicien de carrière. M. Alfredo del Mazo. « priista » classiqua, menent una campegna treditionnelle de promesses devent des gens amanés en autobus pour faire la claque. M. Alfredo del Mazo

eppartient à l'un des groupes les plus puissants et conservateurs du PRI, celui d'Atlacomulco, dont fait également partie le ministre de l'intérieur, M. Emilio Chuayffet. A trois ens de l'élection préaidentielle de l'en 2000, une victoire dene le DF revêt une extreordineire importance. La meirie de Mexico, véritable tremplin pour le présidence de le République, est donc un enjeu de taille pour les huit candidats, trois en position de l'emporter et les eutres « roulant » treditionnellement pour le PRI (4). De plus, pour la première fois, l'idée d'un Congrès où le PRI ne sereit plus hégémonique n'eppartient plus eu domeine da l'utople.

En 1989, le PRI choieissait de mergineliser le PRD en le dénonçant comme un parti violent. En 1994, Il n'hésita pas à jouer de l'emeigeme entre le PRD et la quérilla, lors de l'epparition de l'Armée zapatiste de libération nationele (EZLN) et, en 1996, de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR). En même temps, tout en le contrôlant, il appule la progression

11) Le PRI, né en 1929 sous le nom de Parti natio nal révolutionnaire, fut rebaptisé en 1939 Parti de la révolution mexicaine, avant de devenir, en 1946, le Parti révolutionnaire institutionnel.

(2) Fils du général Lazaro Cardenas, il fut gou-verneur de l'Etat du Michoacun pour le PRI. (3) Pratique par laquelle le président désigne le funir candidat à la présidence, après consultation des dirigeants des secteurs ouvrier (Confédération des travailleurs du Mexique, CTM), paysan (Confédération nationale paysame, CNC) et por

du PAN pour freiner l'opposition de

ment indigène conduit par l'EZLN dans l'Etat du Chiepas, le Mexique e entamé une nouvelle pega de son histoire. L'impact du mouvement zapatiste e profondément treneformé la exciété, comma l'evaient fait les mouvements étudiants de 1968 et 1971 ou la mobilisation civique eprès le tremblement de terre de 1985. Certes, la réponse de la société civile à l'appel du sous-commandent Mercos (5) e nourri un optimisme exagéré sur les possibilités de victoire de M. Cueuhtémoc Cardenee à la présidence de le République, en août 1994. Le PRD n'avait pas encore appris que remplir les places publiques ne signifie pas remplir les umes. Néanmoins, une révolution culturelle, touchant tous les secteurs de le vie sociale, politique et économique, e'était mise en merche.

Le 1ª décembra 1994, M. Emesto Zedillo succédait à M. Carlos Selinas. Son Incapacité à élucider les assas nats, en 1994, de Luie Donaldo Colos cendidat du PRI à le présidence de la Républiqua, et José Francisco Ruiz Massieu, secrétaire général du même parti, la crise économique de décembre 1994 et le dévaluation brutale du peso, la découverte de détoumements de fonds publics et de fortunes emassées à l'ombre du pouvoir, le corruption et l'impunité généralisées, einsi que le pénétration du nercotrafie à toue les niveaux de l'Etat (voir ci-contre, l'erticle de Fernendo Matamoros Poncel, ont provoqué un profond mécontentemen Cette Insatisfaction e'est manifestée électoralement, en 1996 et 1997, dans les Etats de Guerrero, de Coehuile, de Mexico, d'Hidelgo et de Morelos. Au Congrès des Etats de Mexico et de Morelos, le PRI e perdu le mejorité ebsolue, qu'il evalt toujours détenue. Le PAN et le PRD dirigent désormaie des villes importentes: Nezahualcoyoti et Texcoco (dane la banlleue de la mégapole mexicaine), Tula, dens l'Etat d'Hidalgo, et Cueutia,

(4) Parti du travail (PT), Parti vert écologique de Mexico (PVEM), Parti papalaire socialiste (PPS), arti cardéniste (PC), Parti démocrate mexicain

(5) Lire Maurice Najman, « Le grand virage des 2apatistes ». Le Monde diplomatique, janvier 1997. A paratire, dans Le Monde diplomatique d'acit.

sombres Tribul. 'UN « PAYS ÉMERGENT »

le Mexique rti de la « modernité »...

*affectera irrém de vie de la pop

achety - de with the line ***** al. Entel Buriet make the state of the in Zadelin

CONTRACTOR OF A ! delica within carries THE TANKER or of the ideasto with the and free HALL MANNEY PURP - contact of planting a Markettere ... ign: Torre Transport I wing! geffenteren seifes . their rights expensed the p MERICAN ME DOING marin on hit freeling Wiff bite mabigfarm w Million . T. B. . about the E.S.

many or or or or other Auf beid abre in e . E. ademer : ** fer toren beimebe. - went e. ber e vigagis and ? es ALISA TOWNS OF WHICH and the state of the state of

the St. schools, die 12 in 2

AND THE PERSON NAMED IN COLUMN

Chatter of the second of the second

Properties to the formation

is fille some at 7 i m

of the field of the first of

The service of the service of

MAN WHEN BY AND THE

at the property of the contract of

gentrale of from A .

and their light

Berthall States and States

give the second of the second of the

Supposer in the second of

production (中央)

Sec. 1. Statement of Court of

医神经炎 医牙毛口 化二十

MARKET HE CALLER

1·音·(新 5/20年17 7 年

property and referring to the second



NNE À MEXICO

un PTB : 21 milliards de dollars

leurs salaires et d'un afflux d'emplois provoqués par l'Alena tombèrent dans l'oubli. Tout cela, alors que, quelques semaines auparavant, on expliquait à la population qu'elle n'était même plus dans l'antichambre du « premier monde », qu'elle y avait accédé par ses mérites et de plein droit.

Les Mexicains et leurs gouvernants remirent les pieds sur terre. Le pré-sident lui-même n'eut d'autre solution que de corriger l'« histoire officielle ». n admit publiquement : le Mexique n'est pas un pays riche; son économie n'est pas solide; les progrès obtenus sont maigres; il subsiste une grande inégalité sociale; les problèmes d'infrastructure sont nombreux; le gouvernement est sans ressources, la situation est « grave et urgente », et

« affectera irrémédiablement le niveau de vie de la population ».

Il avait hérité du président Salinas, affirma-t-il, une économie très vulnérable, avec de forts déséquilibres accumulés. Celui-ci répliqua en affirmant que le gouvernement evait - stupidement » géré la dévaluation... Indépendamment des interprétations, cette crise a fortement ébranlé les nerfs des Mexicains. Non seulement parce que ses effets - qui se sont fait sentir dans toutes les couches de la populetion - se sont additionnés à ceux des crises des dernières décennies, mais parce qu'elle a été snivie, depuis, par de permanentes déclarations et d'intenses campagnes de le part du gouvernement : le pays ve mieux que jamais !

« Succès » économiques, échees sociaux

ES indicateurs macroéconomiques L sont à nouveau excellents. Le PIB a crî de 5,1 % en 1996; l'inflation e diminué de moitié par rapport à 1995; le taux de chômage officiel e baissé; les taux de change sont stables; la chute des salaires, à défaut de cesser, s'est ralentie; les finances publiques se maintiennent en équilibre; la dette extérieure est géreble... De plus, l'Alena serait un succès : les exportations vers les Etats-Unis ont augmenté, les trois premières années, de 83 %. Pour la seule année 1996, d'après le ministère du commerce et du développement industriel, le Mexique e exporté vers ce pays plus que la France et le Royaume-Uni réunis, ou plus que le reste des pays latino-américains, ou plus que la Corée du Sud, Hongkong et Taïwan conjointement.

Les grandes courbes de l'économie parlent d'evancée. Quelques-uns - les entreprises exportatrices - aussi: 300 firmes, dans leur majorité transnann pen plus 70 % des exportations totales.

Mais, pour la majorité de la population, ces données n'ont aucune signification. En quinze années, les salaires ont perdu 72 % de leur pouvoir d'achat; les politiques suivics

poussent des millions de Mexicains à émigrer illégalement, chaque année, aux Etats-Unis ; le fossé entre ceux qui ont beaucoup et ceux qui ont peu est dramatique.

On avait promis à tous, il y a quelques années, du fait de l'Alena, un futur engageant... Peo fiebles, les chiffres officiels sur le chômage montrent le faible bénéfice apporté par le grand marché : à le mi-1993, le gonvernement signalait l'existence de 819 132 chômeurs absolus (c'est-à-dire n'eyant pas travaillé une scule heure par semaine); deux années plus tard, ils étaient 1 667 416. Sur le même période, il ne fat créé que 993 576 emplois nonveaux, alors que la demande annuelle est d'un million de postes, compte tenu de l'arrivée des jeunes générations. Pour 1996, le chômage « officiel » atteignait 2 100 000 personnes.

Ces chiffres ne concernent pas le secteur informel de l'économie, qui, d'après l'Organisation internationale du travail (OIT), regroupe 60 % des emplois mexicains; les 40 % restant se partagent entre les grandes entreprises ct l'Etat : respectivement 18 % et 22 %. Ces données sont confirmées par le groupe des Économistes associés,

prestigieuse firme de projections macroéconomiques, consultée par le gouvernement : à la fin 1996, l'emploi urbain atteignait 21.6 millions de postes, dout 12,7 millions (61 %) appartenaient au secteur informel.

L'économiste David Ibarra, ministre des finances dans le gouvernement du président José Lopez Portillo (1977-1982) et actuel conseiller de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal, Nations unies), remarque: « Entre 1992 et 1996, l'emploi dans le secteur formsi o à peine ougmenté de 26 000 postes, tandis que l'économie informelle o absorbé plus de 2,6 millions de personnes. »

Mais le problème ne s'arrête pas là. Car ceux qui travaillent perçoivent une très faible rémunération. Du total des personnes occupées en 1996 - 35,2 millions -, 11,55 %... ne per-çoivent pes de selaire; 19,37 % gagnent moins que le salaire minimum, 26,45 pesos par jour (14 francs): 29,50 % recoivent entre une et deux fois le salaire minimum ;

25.18 %, de denx à cinq fois; et 9.55 %, plus de cinq fois le salaire minimum (1). Ainsi, en moins 31 % de ceux qui travaillent - Il millions de personnes - ne disposent pas de revenus suffisants pour couvrir le . panier alimentaire » de base, qui correspond à deux fois le salaire minimum.

A la diminution de la valeur réelle des salaires entre 1982 et 1993 - 67 % -, l'Alena, la crise et la politique délibérée de restriction des rémunérations (pour décourager la demande et éviter les pressions inflationnistes) ojouterout, entre janvier 1994 et avril 1997, une autre réduction de 19 %. D'après la Banque du Mexique (le Banque centrale), le salaire minimum réel (en pesos de 1994) était, en janvier 1982, de 40,81 pesos par jour ; en avril 1997, il n'est plus que de 11.36 pesos. Une chute de 72 % en un peu plus de quinze ans. Faut-il s'en étonner, la confiance dans le gouvernement n'existe plus.

CARLOS ACOSTAL

Institut national de la statistique, de la géo-graphie et de l'informatique (Inegi).

A l'ombre des cartels

ANS le eystème mexicain, cer-tains s'enrichissent en quelques ennées. L'axplication se trouve dana ce qu'on pourreit eppeler les « toiles d'areignée » de la société mondiele, dans lesquelles les riches tissent ensemble et se protègent mutuellement. Les narcotrafiquents et les repré-aentents du modèle d'accumulation eont les prédicateurs de cette religion qui, chaque jour, montre un peu plue son pouvoir.

Divers spécialistes expliquent qua l'enrichissement et le bienchiment de l'ergent des narcos mexicains sont étroitement liés eux heutes sphères du pouvoir. Une crise s'est ouverte entre ces groupes lorsque, en vue de ratifier l'Accord de libre-échange nord-américain (Alsnel, fut ennoncée la lutte contre le nercotrefic. Pourtant, même einsi, l'allience entre les groupes politiques et certeine clens criminele se maintint. Quelques ennées éprès les tremblements da terre provoqués par les assas-einats, d'ebord du cardinel da Guadela-jere (23 mai 1993), enaulte ds Luie Doneldo Colosio, candidat présidentiel du PRI (mers 1994), enfin de Frencisco Ruiz Massieu, secrétaire générel du PRI (28 septembre 1994), on ne eait toujours pae officiellement qui furent les instigeteurs des assassinats et complots (1).

M. Carlos Selinas de Gortari, ex-président, ou M. José Meria Cordoba, homme de confience de M. Salinas, ou les deux en même temps ? D'où correit l'argent remla par feu Francisco Ruiz Massieu à son frère Merio, eujourd'hui Incarcéré eux Etsts-Unis ? L'unique réponse donnée per ce personnege, pour la moins étrange, est qu'il n'a smais compté les dollers qu'il transportait aux Etats-Unis, dans divers sacs que lui remit une nuit son frère Francisco. Combian d'« srgent de ls mort », de ls cocaîna ou de l'héroîne est passé par les mains de cee hommas et d'eutras complices du « premiar monde » ? Pourquoi Frencisco Ruiz Massiau fut-il

> « Feuilleton de terreur »

G RACE eux enquêtes et aux déclera-tions des personnes impliquées, on comprend simplement qu'il s'egit d'un règlament de comptes et, plus qua tout, d'une violence Institutionnella liée eux cartela de la drogue. Dans ce « feuilleton de terreur », nous savone, par les dénoncistions des Etate-Unis, maia euss par le presse mexicaine, que tous les personnages mentionnés, morts ou vivents, sont impliqués.

Le dépertement de le justice dse Etats-Unia e rendu public le fait que M. Raul Selines Lozano et ses fils -- Carlos Salines da Gortari (ex-président, Raul et Adriene - de même qua José Francisco Ruiz Massieu at son frère Marlo, tout comme Lula Donaldo Colosio, sont ou étaient liés au nercotrafic. M. Reul Salinaa, le père, « apparaît comme étant à la tête d'un groupement dont font partie ses deux fils ». D'eprès M™ Magdalana Pelayo, citée comma témoin, « les essassinés, Colosio et Ruiz Massieu, ont volé beaucoup d'ergent provenant du narcotrafic ». Il appereit dans ces dénonciations que (es 9 mil-lions da dollere (environ) confiaqués à Merio Ruiz Massiau à le Comerce Bank ds Houston, au momant da son errestation par le police américaine, « sont des bénéfices de la drogue destinés à être

Les services de police nord-améncains connsissaiant perfeitement les relettons des hommes politiques mexicaine avec les mafias, mels sa sont tus, pour parmettre iss eccords économiques entre les deux pays. On peut le constater dans una note de M. John Negroponte, ambessadeur des Etats-Unis eu Mexique, au secrétaire d'État, sur l'enrichissement illicite de certaine

blanchis ».

fonctionnaires III ne donne pas de noms|: « Je ne pense pas que nous davions publiquemant mettra è l'épreuve la résolution de Carlos Salinae de Gortari ida lutter contre le narcotra-fici. Il veut eméliorer le coopération. Mais il doit le faire de menière à ne pas affecter sa base politique. » Quelle était sa base politique ? Raul Selinas de Gortari, Frencisco et Mario Ruiz Massieu, Luis Donaldo Colosio, le général Gutier-rez Rebolledo, principal responsable de (a lutte entidrogue, incarcéré su début de 1997 ? Peut-être tous ceux qui enfuient maintenent et se mettent è l'abri de la justice, devent le mise au jour d'un système antidémocratique et cor-

Mexico est lèché par son principal perteneire du Nord, et l'ex-président Carlos Selinas (actuallement installé en Irisnde: en vecences? réfugié? ou antrepreneur invaatissent des fortunes ? est le seul qui considère na dis-poser d'aucune information sur les milierdes menipulée per eon frèra Raul.

'ARRESTATION du générel Jasue Gutierrez Rebolledo et d'autres offi-ciare de l'ermés, d'agents et da commandents de l'Institut nationel da lutte contre les drogues (INCD) e définitivement révélé eu grend jour l'informetion gul circuleit eu sein des services de ranaeignament mexicaine et sméricains : les reletions du astrotrafic avec les sphères du pouvoir. Le ministre de la défense a ennoncé qua ce générel « protégeait le principal narcotrafiquent du cartei de Juarez, Amado Carrillo, "le Seigneur dae ciaux" » [sumom lié à son utilisation des voies aénennes pour le trafiel (2).

Dès 1992, le procureur général de la République, M. Ignacio Moralas Lechuge (3(eevsit que le nom de M. Reul Selinss de Gorteri apparaissait comme lié eu cartel da Juarez, meis il affirmeit: « Ce n'est pas parce qu'une personne est mantioméa qu'alle est coupable. » L'enquête fut stoppée car il n'y avait « aucune pièce à conviction prouvant que Reul Salinas fût lié au nar-

Le New York Times (5) e rsndu publique une eéria de documents confidentials du gouvememant des Etats-Unis dans lesquels il est dit, entre eutres choesa, qua Waehington e remia à l'équipe du président Zedillo une liste de faccion pieze presente effe qu'ils pe da fonctionnaires suspects efin qu'ils ne soiant pas nommés ministres. Permi eux sa trouvent plueiaurs gouvernaure. « Le gouvernsur de l'Etat mexicain voi-ain de l'Arizone collebore avec l'un des plus puissants nercotrafiquents, fournissant un refuge aux contrebandiers qui transportent d'énormas quantités da drogue (...), Le gouvernsur Manlio Fabio Beltrones Rivera s participé à des réu-nione au cours desquelles d'importents trafiquants mexicaine ont payé dea nommes politiques de haut niveau qui protégezient leurs opérations. » Dans ce document appereit le nom du personpièce à conviction » : « Reul Salinas de Gortari, qui recut de pleinea valises d'ergent et fut la responsable qui distribua cat ergent aux participants. [6] »

FERNANDO MATAMOROS PONCE. Sociologue, Groupe de recherche sur l'actualité du Mexique [GRAM], Paris.

(I) Lire Jaime Avilés, - Main basse sur le Mexique », Le Monde diplomatique, août 1996. (2) Carlos Puig, Proceso, nº 1060, Mexico,

(3) M. Lechuga fut impliqué par Amnesty Inter-national et l'institut de politique mondiale dans des violations des droits de l'homme. Après cette dénonciation, il fut nommé ambassadeur du Mexique en France, en lévrier 1993 et y séjourna

(4) Carlos Ping, Proceso, op. cit. (5) The New York Times, 23 fevrier 1997.

(6) Proceso, nº 1061, 2 mars 1997.

e crépuscule di unique dans calui de Moralos, pour le PRD; the state of the same of

The property of His

The second property

Of the Control of the or line

were the state of the state of

wer which are

The state of the s

The same same

Central State Company

A CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF

The Marian Control

The state of the s

The second secon

The state of the state of

The second secon

المراجع المحد

The state of the s

217 1

The second second second

1 195

and the second second second

William Street Street

12 - 12

Neucalpan, Cusutitian, Izcalli et Tisnepentla, dene l'Edomex, Cuernevaca, dans l'Etat de Morelos, et Taxco, dans celui de Guarrero, pour le PAN, qui gère onze capitales d'Etat eur trente et une. La création d'un institut fédéral électo-

rei (IFE) eutonoma, responsable de l'organisation des élections at du contrôle da l'utilisetion des fonds publics dens les campagnes, constitue une avancée réella, malgré le refus du PRI d'eccepter une véritable réforme électorela. Il existe maintenant des listes dûment contrôlées, des cartes d'électeure avec photos et empreintes digitales. Même si le transparence des élections n'est pas totalement garantie - la PRD conteste en partia la validité des listes -, l'IFE est un pas considérable dans le cultura politiqua du Mexique. D'autre part, l'électorat, qu'il soit du PRI ou de l'opposition, e mûn, et il sere difficile eux groupes las plua conservateure du PRI de continuer à pratiquer le fraude traditionnelle.

Les médias, dens laur ansemble, ont pratiqué une ouverture parfois ((mitée mais inimeginable an 1994. Certes, les campagnas se font ancore sur la base da differnations et d'attaques personnelles. Certes, l'objectivité et l'éthique journalistiques ne sont pas le règle générale. Mais les débats politiques ont fait une timide apparition sur les antennes et las écrans. Sur le chaîne privée de Television Azteca, des merionnettes avec le visage des hommes politiques caricaturent les événements importants de le

via du pays. Seul la président est épargné, « par respect », disent les dirigeants de le chaîne. De nombraux sondeges, plus ou moins fiebles, sont publiés régulièrement par une presse écrite qui a

paternaliste des relations entre Etat et communautés indigènes, est fortement critiquée. Une identité indienne est revendiquée, qui exige le participation des peuples eutochtones eux réformes de le Constitution at è la définition de nouvelles relations avec les eutres secteurs sociaux. La question de l'autonomie de ces communautés est égalsment

And the state of t

lesses de vivre au rythme de programmes sociaux sélectifs, de distribution de subventions, de tôles ondulées, de semences ou d'angreis, conformément à le grande tradition du perti d'Etat, qui achète elnsi les votes.

De le crise économique e également surgi l'ébauche d'une culture socials différente. Le corporatisme est en train de mourir, mêms si la PR(, pour asuver ses demiers meubles en vue de l'élection présidentis(le de l'en 2000, tente de rassembler les voix des secteurs ouvrier payesn et populaire autour da M. Alfredo del Mazo, en un plébiscité pour le président Zeditlo. Depuis trois ens, la Confédération des travallleurs mexicains (CTM) ne peut plus organises (e treditionnel défilé du 1ª mal, de crainte de se faire déborder par as base qui, comme la majorité des Mexica(ns, exige une eugmentation du pouvoir d'achat et la création d'emplois stables pour an finir avec une économie Informells gelopante. Avec is décès, (a 21 juin dernier, de M. Fidel Velazquez, (nemovible président de le CTM, âgé de quatrevingt-dix-sept ens, le quasi-monopols syndical pourrait définitivement s'effon-

L'epparition du mouvement El Barzon, regroupant des millions da personnes endettées pour les raisons les plus diverses, victimes de la dévaluation du peso et de la hausse des taux d'intérêt, et qui refusent de payer les teux usuraires exigés par le banque, manifeste une forme de résistance civile originale.

Pour une culture de la paix

l'intérieur même du PRD, l'élection à la présidence de M. Andrés Lopez Obrador a modifié les pratiques politiques traditionnelles. Le PRD, meigré un discours progressiste, fonctionnait, depuis sa création, sur le modèle du PRI, dirigé d'en heut. Fondateur du Mouvement démocratique de l'Etat du Tebasco. organisateur de la lutte contre la société des Pétroles mexiceins (Pemex) et contre la corruption du pouvoir local, M. Lopez Obrador tente de faire du PRD un parti ouvert à la société civile et donnant la parole eux citoyens. La consultation populaire qui e précédé la désignation du candidat à le mains de la capitale

en constitue un exemple. Lss Mexicains veulent également

construire une culture de le paix. Ils réclamant la respect, par le gouvernement, des accords signés avec les zapatistes en février 1996 et le fin da le répression et da la tortura contre les militants paysane et enseignents. Au Chiepas, dans les Etats de Guerrero et d'Oaxaca, occupés par l'ermée, la guerre sale fait chaque jour des morts et des « disparus ». L'insécurité dens le district fédérel et (es grendes villes s'est accrue. Elle est cartes (iéa à le crise économique, meis, plus encore, à l'impunité et à le corruption érigéss en syetème : policiers complices de brequages de banques, ds transporteurs de fonds ou de marchandises, comuntion de la police à tous les niveaux. Toue les commendements de la police de le capitala sont désormais eux mains des militaires. Afin de professionnsilser, les policiers sont envoyés an stage prolongé dens un camp militaire, et, pendant ce temps, sont remplacés par des soldats. Sens grand résultat, el ca n'est le militarisation silencieuse de

L'historien Enrique Krauze affirmeit récemment dans l'hebdomadaire Proceso : « Nous ne devons pas nous priver de le joie du 6 juillet, nous na devons pae nous priver de la joia de nous réveiller le 7 juillet en disant : c'est fini | Oui, cette fois, le monopole, c'est fini, le système politique tel que nous le connaissons, c'est fini. Ce n'est pas de l'intérieur du système, qui ressemble à une forteresse assiégée par l'opposition, que s'est faite la réforme, mais grêce à le presse, aux projecteurs nationaux et internationaux et aux secteurs actifs de le société civile. La forterasse va tomber, c'est certain | »

tout le pays.

L'attitude de nombreuses municipalités dirigées par le PAN s dérengé : interdiction d'expositions de photos ou de tableeux de nus, arrestation de mílitants de groupes luttant contre le side, interdiction de le minijupe, des e gros mots » et de la mendicité. La 6 juillet, l'élection du candidat du PRD dens la ville de Mexico serait sans doute susceptible d'aider à la recherche d'une solution de rechange aux modèles centralisateurs et eutoritaires.

En tout état de cause, une division des voix entre les trols principaux pertis conduirait les Mexicains à s'interroger sur une pratique superbement ignorée par le PRI : celle de la cohabitation, obligeant à le séparation des pouvoirs.

and the second of the second o

٠,۲

FRANÇOISE ESCARPIT.

Entra Same Control of Same augmenté ses tirages. Le soulèvement du Chiepas a mis en évidence ('exigence profonda d'une and the second nation culturellement plurielle, refusant ce que l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano eppelle « le modèle de Los Angeles », uniformisateur des idées. La conception de l'indigénisme, vision

Service Company of the Company All Marie land & water THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. **海水塘 唐 阿尔斯(海8**次。 Service Service mie de ces communautés est égals ment Posée à celles, paysannes ou urbaines, Sandel Control

a de partie nom 🖛 . . .

and the second

lité g

propo Mém

Cinquante ans après la partition de l'Empire des Indes en deux Etats séparés, les contentieux qui ont résulté de cette douloureuse séparation ne sont toujours pas résolus. Trois guerres ont opposé les frères ennemis indiens - majoritairement hindous - et pakistanais - musulmans -, à propos de la région du Cachemire. Le dernier de ces conflits, en 1971, a eu, pour le Pakistan, des conséquences territoriales lourdes, puisqu'il l'a privé de sa partie orientale, devenue le Bangladesh.

La fin du monde bipolaire et la désagrégation du système d'alliances tissé par l'Union soviétique avec toute une série de pays amis, oblige New Delhi à un réexamen de ses orientations stratégiques. Le Pakistan, en effet, bénéficiant du double appui américain et chinois, non seulement n'a pas subi de contrecoup négatif de ce choc, mais en a même profité, par exemple, en poussant les talibans en Afghanistan (lire page 21). En revanche, la fin de l'URSS en 1991 a paru déstabiliser, un temps, la diplomatie indienne, subtil mélange d'intransigeance nationale, de défense des intérêts du Sud contre le Nord - elle symbolisa la troisième voie longtemps incarnée par le monvement des non-alignés - et de relations soigneusement calibrées avec les puissances les plus importantes - URSS, Etats-Unis, Chine.

La priorité, pour l'Inde, en cette fin de siècle, est d'éviter l'isolement en s'ancrant davantage régionalement. C'est assurément le sens qu'il faut donner à la « doctrine Gujral », du nom de l'actuel premier ministre et ministre des affaires étrangères de la coalition de gauche. En rupture avec l'arrogance passée, elle a déjà permis une amélioration des relations avec le Bangladesh et le Pakistan, pays avec lequel l'Inde vient de créer des groupes de travail pour discuter du Cachemire. Peut-être cette modération de New Delhi parviendra-t-elle aussi à résorber les guérillas rémanentes qui agitent les confins du Nord-Est (lire page 20).

Des progrès dans ces diverses directions contribueraient à stabiliser un pays soumis à de vives tensions internes sous l'effet des passions religienses et communalistes. Mais il s'agit là d'une œuvre de longue

MANUEL LUCBERT



SRINAGAR (CACHEMIRE), 1948

L'Inde à la recherche

JYOTSNA SAKSENA * EPUIS le début de la décennie, la diplomatie indienne, inscrite auparavant dans le cadre d'un monde bipolaire régi par l'affrontement Est-Ouest, doit s'adapter à la nouvelle donne internationale. Ce changement o'est pas aisé pour un pays qui avait acquis, à la faveur du clivage Est-Ouest, une importance sur la scène mondiale dépassant largement sa force économique et militaire grace, octamment, à sa politique de nonalignement et é son rôle au sein du mouvement des non-alignés, désormais marginalisé. Il l'est d'autant moins que l'Inde pèse très peu dans l'économie mondiale, alors que l'intégration dans le marché global est désormais considérée comme un critère déterminant de puis-

Soucieux de sauvegarder ses positions et son influence dans lo monde, New Delhi recadre donc sa diplomatie en fonction d'abord de ses réformes économiques, qui visent é combler le retard du pays. Cela se traduit par la prise en compte de la suprématie du monde occidental, notamment des Etats-Unis, par le rétablissement, sur d'autres bases, de rapports actifs avec la Russie et par des efforts tenaces, d'une part pour rompre

son isolement à l'égard de l'Asie oriontelo et. d'antre part, pour améliorer ses relations avec ses voisins du sonscontinent afin d'y structurer un eneemblo économiquo régional efficace.

Cepondant. cetto diplomatio « économique et commorciale » n'empêche nullement l'Inde d'affirmer dans les forums internationanx, voire dans ses relations bilatérales, sa conception da monde et des relations internationales, de défendre ce qu'elle estime être son intéret national et d'œuvrer pour l'établissoment

* Chercheur.

d'un équilibre de puissance qui lui soit favorable dans sa région et dans le monde. En d'autres termes, le facteur géopolitique n'est jamais absent de ses calculs, et sa diplomatie n'est pas une diplomatie de la « soumission » au diktat

Depois 1991, New Deini s'est prioritairement employé à améliorer ses relations avec Washington. Les bases en étaient jetées dès 1985 avec le début de la libéralisation de l'économie. Les Etais-Unis sont ainsi devenus son premier partenaire commercial, et les entreprises américaines ont commencé progressive-ment é investir. Cette tendance est devenue massive é partir du tournant libéral pris par l'économie en 1991. Le commerce entre les deux pays atteint le chiffre de 9 milliards de dollars par an. Les Etats-Unis assurent désormais respectivement plus de 10 % des importa-tions et près de 20 % des exportations indiennes. Ile eoot eussi le premier investisseur, leurs investissements directs étant passés de moins de 89 millions de dollars en 1989 à 2 milliards de dollars en 1996 (1). Ils interviennent également pour que les institutions finan-cières, où leur poids est prépondérant, octroient une aide substantielle pour les réformes économiques entreprises par New Delhi. Ce rapprochement économique a son pendant sur le plan politique et militaire. Fait nouveau, des manœuvres navales conjointes ont eu lieu en 1992 et en 1995.

Cependant, cette embellie n'est pas exempte de nuages. Des divergences existent entre les deux pays concernant programme nucléaire et spatial de l'Inde, que celle-ci considère comme gago de son indépendance, de sa sécurité et de son influence régionale, voire mondiale. Malgré tont le poids de la diplomatie américaine, New Delhi n'a consenti à signer ni lo traité de non-prolifération nucléaire, prorogé indéfiniment en 1995, ni le traité pour l'interdiction totale des essais nucléaires conclu l'an dernier (2). Elle poursuit son programme de missile balistique à portée intermédiaire nonobstant la décision américaine de suspendre les exportations destinées à l'Indian Space Organization et de contraindre Moscou à ne pas livrer à New Delhi les moteurs cryogènes promis et nécessaires pour le lancement de satellites.

Les sujets d'initation existent également sur les questions des droits de l'homme au Cachemire et sur le problème de la libéralisation du commerce. Washington a condamné l'Inde, signataire de l'Accord général sur les tarifs ers et 1e com ierce (GAI. membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), pour le nou-respect des droits de propriété intellectuelle sur la fabrication des médicaments et sur la réduction asymétrique des droits de donane. Sur l'ensemble de ces questions sensibles, l'Inde o'est pas prête à « là-cher », considérant, à l'instar de la Chine, qu'à l'heure de la « géo-économie » le vaste marché qu'elle constime hi permet de défier la superpuissance

L'Inde appelle de ses vœux un monde multipolaire qui lui permettrait non seu-lement de bénéficier d'une plus grande marge de manceuvre, mais qui correpondrait mieux é sa conception des relations internationales, fondée sur l'égalité entre les Etats développés et ceux en voie de développement. Dans cette op-tique, New Delhi accueille favorablement la formation de divers pôles de pouvoir et déploie des efforts pour diversifier ses relations avec ent. Elle croit fermement que la fin de l'URSS ayant détruit le ciment de l'unité occide elle pourra jouer sur les autagonisme économiques et les divergences poli-tiques entre les Busts-Unis, l'Europe et le Janon. C'est dans ce cadre que se situe son intense activité diplomatique envers l'Union européenne.

Elle soutient ainsi l'intégration européenne, qui e'accélère depuis le traité de Maastricht, l'Europe étant son premier partenaire commercial et économique. Elle e concin un accord avec l'Union européenne en décembre 1993 qui prévoit a reconnaissance par les deux parties de leur statut réciproque de « nation la plus favorisée », la suppression progressive des barrières douanières, des mesures anti-dumping, etc. Pour l'instant, l'enjeu de ces relations reste essentiellement économique, mais l'Inde ne désesnère pas d'y inchire une dimension politique.

Dans le même temps, ello entend développer ses relations avec la Comminauté des Brats indépendants (CEI), surtont avec la Russie. Cet objectif reste essentiel, ne serait-ce que parce qu'elle ne peut se passer des pièces de rechange pour ses équipements militaires, qui sont à 70 % d'origine soviétique. New Delhi est convaincu que, demain, la Russie sera de nouveau une grande puissance. Audemenrant, elle partage avec Moscou. certains intérêts géostratégiques. Ensemble, les deux pays souhaitent la stabilisation politique des Républiques de l'Asie centrale et yeulent se prémunir de l'émergence d'un vaste espace islamique qui ferait le jeu d'Islamabad tout en aggravant les tensions intercommunautaires et les tendances centrifuges en Inde. Enfin, New Delhi ne peut se laisser prendre de vitesse par le Pakistan, qui

Ext.

22...

125

22.2

z.4.

27.75

2

E . . .

∓c= ≥ : - . E:::

----Ekr.

Just 1

\$115 ...

#2 =

Section .

S 4:4.1

Branch and

(1) Cf. Times of India, New Dolhi, 9 mass 1997. (2) Live Jyotsus Saksens, « Le vem mclénice in-dien », Le Monde diplomatique, novembre 1996.

Une pomme de discorde avec le Pakistan, le Cachemire

E cinquantiéme anniversaire da l'indépendance da l'Indo et du Pakistan sere-t-il marqué par l'etténuation du conflit qui empoisonna leurs reletions dopuis 1947 ? Pour la première fois depuis 1989, des pourparlors à un haut niveau ont repris cetto année, entre los deux pays, en mars à New Dehli, et en juin, à Islemebad. Perallèlemont, le pramier ministre indien, M. Inder Kumer Gujral, a rancontré le chef du gouvemement pakistanais, M. Nawaz Sherif, en mai, eux Maldives (1).

Le premier ministre indien e fait de le poursuite et de la réussito de ces discussions une priorité. Sa modération semble inspirer configure à leiemabed. Mais est-ce suffisant pour débloquer le dessler du Cachemire dont le caractère symbolique et paseionnel est tol quo les deux pays disposent, sur le plan Interna, d'une merge de menœuvre tràs limi-

Le Cachomiro renvoie, en effet, eux fondements de l'identité des daux Etats: religieuse pour le Pakistan, « leigue » pour l'Inde. Islamabad rovendique ce territoire an raison da sa population à majorité musulmene. L'Inde, quent à ello, s'eppuio sur la légalité de l'instrument d'accession è l'Union indienne signé par le maherejah du Cachemire Han Singh, en 1947. Le première querre indo-pakistanaise, qui a dácoulé de ces événements, s'est achevée, en 1949, par la division du territoire en un Cachomiro pakistaneis (Azad-Cachomiro et Territoires du Nordi, intégré sens trop de difficultés eu Pakistan, et un Cachemire indian (Jemmu-et-Cachemirel, dont l'insertion dans l'Union indienne se révéle plus problémetique. Deux autres guerres, on 1965 et en 1971, ne sont pas parvenues à modifier le frontière existent de facto entre les deux

L'Inde, qui eo satisfait da la division, souhaite résoudra cette question dans un cadre bilatéral. Ello réussit à en faira inscrire la principe dans l'accord de Simla (1972), signé après la défaite pakistanaise consécutive à le guerre du Bengladesh. New Delhi rafuse la sécession de paur que celle-ci, si ello se produisalt, na déclenche un processus d'éclatement d'un pays en proie à divarses forces centrifuges. Da surcroît, cette éventualité renforcerait considarablement le mouvement nationaliste hindou, mettant an dangor le caractère « laic » de l'Union indienne.

Le Pekistan, da son côté, rechigne à renoncer à l'idée quo le religion constitue, pour lui, un facteur national puissant et réclame le droit à l'autodétermination des Cachamin's an rappelent les engagemonts internationeux pris par l'Inde en 1949 (retrait des troupes et référendum!. Fort du sentiment anti-Indien qui préveut dans la vallée du Cechomire il accepte mal lo cadre bilatéral des négociations et, creignent da s'enfermer dans un face-à-face inégel avac New Delhi, cherche é internetionaliser le

Le dossior e revêtu una acuité particulière é la fin des ennéee 80 en raison du renforcement des aspirations séparetistes. Le Cachemire a été gouverné par la Conférence nationale, parti régional modèré, jusqu'è la mort, en 1982, da son dirigeant chanismatique, le cheikh Abdulleh, qui l'avait créée en 1931 et qui e su donner expression é l'identité cachemirie. contenant einsi les forces sécessionnistes. Après la disparition de cheikh Abdullah, des gouvernements de coelition soutenus ou inepirés par le Perti du Congrès, corrompus et considérés comme « è domi-indions », sont errivés eu pouvoir è la suite des élections truquées de 1983 et 1987. La Conféronce nationale s'est prétée au jeu congressiste. Le discrédit qui e frappé ces combinaisons e favorisé e contrario les mouvements séparatistes.

A partir de 1989, une véritablo insurrection s'est développée é l'initiative de multiplea groupes armés, rattachés, en général, soit eu Front do libération du Jammu-et-Cachemirs (JKLF), en principe leic et favorable à l'indépendance, soit eu Hezb-ul Mujehiddin, d'inspiration religieuse et pronent l'intégration au Pakistan. Islemabad soutient ce der nior tant eur les plans militaire ou logistique que diplomatique. L'Inde e choisi de raprimer par le force cas activités terronistes. Cette situation de queai-guerre e contraint le populetion hindoue de la vallée - qualquo 150 000 personnes - à fuir, tendis que les affrontements entre les séparatistes et l'armée, déployée messivement (350 000 hommes auraient fait, selon les autorités de New Delhi. 12 000 morts (50 000, selon iss rebelles).

La tension antre l'Inde et le Pakistan débouche régulièrement sur doe incidents frontaliers et s'exprime é travers de virulentes campagnes de propaganda. Dens las doux pays, l'opinion publique est chauffée à blenc. Islamabad mobilise des soutiene internetionaux, notamment islamiques, en faveur do ses positions at tenta de faire condamnar New Delhi pour ses atteintes aux droits

da l'homme. En Inde, la destruction de la mosquée da Babur à Ayodhya (Uttar Pradesh), an décembre 1992, par des militants hindous fanatiques proches du Bheratiya Jenata Perty (BJP, Parti du peuple Indion), le parti nationeliste hindou, et le vaguo d'attentats é la bombe et d'émautes, qui a suivi cet acte au coure de l'année 1993, attestent de l'exacerbation des antagonismes communautaires.

Pourtant ces violences n'ont pas dégénéré en querre ouverte. Plusieurs facteure contribuent à en fimiter le risque. Sur la plan militaire, les deux armées font face é une pénune de crédits liée é la priorité donnée par chacun des doux pays aux réformes économiques. De part et d'eutre, elles sont, en outre, en partie immobilisées par des tâches de maintien de l'ordre interne. Ajoutons que lo facteur nucléaire - les deux pays possèdent le capacité nucléaire, mêmo si l'on ignora l'état exact de leurs erseneux respectifs - exerce un effet dis-

Vers l'autonomie?

PAR eilleurs, l'Inde et le Pakistan s'efforcent de développer leure liens dans lo cadre de l'Association eud-eciatique da coopération régionele (Saarcl et New Delhi vient d'accorder à Islamabed quelques avantages tarifaires. Enfin, les Etats-Unis n'ont eucun intérêt eu déclenchement d'un conflit armé entre la Pekistan, qui demeure leur allié dans le jeu mouvent qui se déroule en Afghanistan (lire, page 21, l'articlo de Vicken Cheterian) et en Asie centrale, et l'Inde, devenue désormais un parte-

naire commercial et économique de taille. Pour autant, la caractère improbable d'une guerre ouvre-t-elle une perspective de règlement politique ? En l'absence de solution militaire, seula la réussite de l'insurrection et la pression internationele pourreient transformer le statu quo. Islamabad na pourra pas cédar tant que s'exprimera au Cachemire un réel senbmant pro-pakistanais ou indépendentiste. L'inde, pour sa part, doit faire en sorte que les données internes évoluent et que le population de cet Etat soit prête à accepter une solution de « rechenga » qui, de son point de vuo, ne paut etre qua l'autonomia au sein de l'Union

C'est peut-être perca qu'una talle tendance s'esquisse que tout n'est pas à exclure. Le gouvernemant indion e, on effet, réussi, sous haute surveillence militaire, à organiser, en mai et septembre 1996, des élections eu Cachemire, qui était depuis 1989 sous l'administration directe da New Delhi. La perticipation electorale élevée (58 %) - dans la contexte indien et compte tenu surtout des actions de guérilla - laisse supposer une certaine lassitude de la population devant l'impasse politique et les difficultés économiques engendrées per tant d'années de guerre. La nette victoire de la Conférence nationale, sa participation é le coalition du Front uni et, éventuellament, au gouvernement pourraient annoncer un retour du Cachemire au sein da la démocratie indienne. D'autant que le gouvemement central a pris l'engegament d'accorder eux Cachemiris un statut d'autonomie réella, inscrit d'ailleurs dans la Constitution, qui leur permettrait de sauvegardar leur identité. Des négociations en ce sens sont en coure avec le Conférence nationale.

Confiant dana le doctrine qui porte désormais son nom et seion laquelle il revient à l'Inde, en tant que puissance prééminente du sous-continant, de faire des concessions é ses voisine dans le but de réglar les contentieux, le premier ministre de New Delhi, M. Inder K. Gujral, est sens douta prêt é céder sur la question du glacier de Siachen, où une guerre de position pardure depule 1984 (2). Il pourrait aussi décider de réduire la présence militaire au Cachemire, Déjà, le règlement, très restrictif, concernont la délivrance des visas aux ressortissants pakistanais, a été assoupli. Sana nul doute, d'eutres eignaux epaisants seront edressés é Islamobad. A l'Inde da concrétiser aes promesses au peuple cachemiri, et eu premier ministre pokistanais, M. Nawaz Sharif, élu evec une mejorité écrasante. d'accepter la main tendua.

(1) Otiginaire de la ville de Jhelum, devenne pakistanaire après la paration en 1947, M. Inder Kumar Gural possède une conscience aiguë des solidarités régionales et linguissiques transfontalières. Il continue de détenir le pomefeuille des affaires étrangères dans le gouvernement qu'il dirige.

(2) Dans ce secteur, la « ligne de comtrôle » indo-pairistantisse n'est pas tracée. L'armée indienne occupe des positions dominantes sur la chaîne de Saltoro, interdisant de ce fait l'accès au la chaîne de Saltoro, interdisant de ce fait l'accès au contrôle.

Billion September 1911 Franches parties to an in which Manager, and the statute ಆರ್. ನಿರ್ವಹಿಸಿ ಕಾರ್ಯ ಕ್ರಮ್ನಿಸಿಗೆ ಕ್ರಮ್ನಿಸಿಗೆ ಕ್ರಮ್ನಿಸಿಗೆ ಕ್ರಮ್ನಿಸಿಗೆ ಕ್ರಮ್ನಿಸಿಗೆ ಕ್ರಮ್ನಿಸಿಗೆ ಕ್ರಮ್ನಿಸಿಗೆ ಕ್ರಮ್ Plant in the bottom of the feet at the case of the country of the section. March 19 and the control of th عود علا عداداً . استمام الدانيس دادو رابع anamene all leur et petalis Berger if a transfer and the second and an expense of the out: agram war in an arent for the feet.

was make the resident to proper

Sign of the grant continue to a

and a second of the second of the the decision of the process that Elegania in the parameter and the second s Charles to the second of the second Control of the second A training the second of the second The state of the s -100 mm In the second of Address of the second second second Balle marre 44 Ar 440 14. . . . Tarrest Se Marie impostant.

à distribute -

M. The Military In.

le Cachemire The state of the s

Application of the second seco

The second of th

The second secon

Applications of the control of the c

THE RESERVE OF THE PROPERTY OF

The second secon

Appet constitute

Property (1986)

ASSESSED TO THE PARTY OF THE PA

Marine and the second s

Market 1/1 / 1/2 /

A Section 19

. # #

Mod + Pe state and the state of you because the States in the same and

I gent state in the extension andplacement of the second breaded of the state of the party Bernhard and the second

dollars atteint en 1990: pour entrer dans les regroupements

sont réels, mais restent limités. Ainsi. New Delhi ne fait pas partie du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui regroupe dix-buit peys (Japon, Chine et Etats-Unis compris) de la région. A l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), l'Inde n'e réussi à obtenir que le statut de « partenaire de dialogue ». Enfin, elle n'a pas participé au sommet de Bangkok de mars 1996 qui a rénni les représentants de l'Asean, du Japon, de la Chine, des Etats-Unis et de l'Union européenne. Son objectif prioritaire dans cette zone reste donc la levée de l'interdit qui la frappe, la reléguant au statut de

La méfiance est de règle aussi en Asie du Sud, New Delhi n'ayant jamais réussi ni à climiner les causes de tensions et de malentendus, ni à imposer totalement son point de vue, même aux Etats infiniment moins puissants qu'elle, ni à répondre an défi posé par le Pakistan, qui menace le statu quo dans le souscontinent. Ces sentiments, en partie liés aux tentatives de l'Inde d'affirmer son bégémonie régionale an cours des années 70 et 80, contrecament les objectifs

ration régionale (Saarc) (4). Fondée en 1985, cette organisation est

À UN MONDE UNIPOLAIRE

d'alliés en Asie

bénéficie dans la région de la proximité géographique, culturelle et religieuse, et participe anx organismes régionanx de coopération économique, certes peu efficaces, mais dont sont exclus les Indiens.

L'Inde est parveuue, après une période de flottement, à retrouver un nouveau rapport spécial avec la Russie. M. Boris Elisine s'est rendu en Inde en 1993. A cette occasion, plusieurs accords concernant la coopération militaire, culturelle et scientifique ont été signés, et un épineux contentieux ayant trait au tanx de change et au problème de la dette indienne réglé. De même, le traité d'amitié de 1971, reconduit en 1991 par M. Mikhail Gorbatchev, a été prorogé, quoique débarrassé de ses dispositions concernant la défense mutuelle. L'année onivante, le premier ministre indien d'alors, M. Narasimha Rao, a paraphé une déclaration à Moscou soulignant les défis posés aux grands Etats multiethniques, multiculturels et plurireligieux tels que l'Inde et la Russie, et la nécessité de les relever.

Les relations indo-russes bénéficient actuellement des rapports personnels du premier ministre, M. Inder Knmar Gujral, établis lorsqu'il était embassadeur à Moscon (1976-1980), avec beaucoup de ses interlocuteurs, notamment avec son homologue, M. Evgueni Primakov. Le soutien de la Russie aux positions indiennes sur le dossier du Cachemire et sur la candidature de l'Inde à un siège permanent au Conseil de sécurité de I'ONU a été confirmé, tout comme son engagement de ne pas livrer au Pakistan des équipements militaires susceptibles de modifier l'équilibre des forces dans le sous-continent. Dans le cadre d'un accord de coopération militaire signé en 1994, la Russie doit livrer une quarantaine d'avions Sukoi 40 à New Delhi. Répondant aux préoccupations indiennes concernant la vente de chars ukrainiens à Islamabad. Moscou aucait ement de « pres des mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts de sécurité de l'Inde (3) *. Il faut noter cependant que le commerce entre les deux pays ne progresse que lentement, n'ayant pas encore retrouvé son myeau de 3 milliards de

Par rapport à l'Asic orientale, l'Inde à principalement deux préeccupations. D'une part, elle constate son retard économique et son isolement par rapport à cette zone de forte croissance. D'antre part, elle prend en compte la force économique et militaire de la Chine, rivale et ennemie de longue date. Elle répond à ce double défi en nouant des contacts bilatéraux evec les différents Etais de la zone et en faisant du lobbying économiques régionairs. Avec la Chine, l'objectif est, en outre, de régler le contentieux frontalier qui remonte aux années 50. Dans les deux cas, les progrès

puissance de l'Asie du Sud. Avec la Chine, le rapprochement a bénéficié des craintes que ressentent les deux puissances régionales devant un monde unipolaire sur le plan militaire. Lors de la visite effectuée en Inde en 1993 par le premier ministre chinois, M. Li Peng, les deux pays ont exprimé leur volonté d'œuvrer pour un nouvel ordre économique international et de s'opposer à la domination d'un seul pays. Le commerce sino-indien a fran-, pour la première fois, le milliard de dollars en 1995. Cependant, New Delhi n'oublie pas qu'en termes géopolitiques les deux géants asiatiques restent des rivaux, et leur coopération u'élimine pas la méfiance réciproque. D'autant plus que Pékin poursuit son programme de modernisation militaire, notamment navale, tout autant que sa coopération dans ce domaine avec le Pakistan.

de l'Association sud-asiatique de coopé-

longtemps restée peu opérationnelle. Devant les piètres résultats de cette démarche, le gouvernement de M. Deve Gowda (juin 1996-avril 1997) devait changer de perspective. Son ministre des affaires étrangères, M. Inder Kumar Gujral, lançait l'idée que c'était à l'Inde. eo tant que puissance dominante du sous-continent, de faire des concessions unilatérales à ses voisins. Cette « doctrine Gujral » a déjà porté ses premiers fruits. En décembre 1996, l'Inde et le Bangladesh ont conclu un accord sur le partage des eaux du Gange, différend majeur entre les deux pays depuis deux décennies. L'Inde a accepté de dissocier ce problème de celmi du droit de transit à travers le Bangladesh qu'elle exige pour accéder à ses territoires enclavés du Nord-Est. Dacca semble désormais enclin à accepter cette demande.

Avec les autres Etsts du sooscontinent, l'Inde n'a pas de problème majeur. La nomination de M. Inder Kumar Gujral comme premier ministre a été d'amant mieux accueillie au Sri Lanka qu'il evait accepté, en tent que ministre des affaires étrangères en 1989, la demande de Colombo de rapatrier les forces armées indiennes envoyées pour mater l'insurrection tamoule. Sur le planéconomique, New Delhi a unilatérale-

ment levé les restrictions quantitatives et abaissé les barrières tarifaires sur certains produits importés du Sri Lanka. afin d'équilibrer la balance commerciale, qui reste largement favorable à l'Inde. Des mesures similaires sont prises avec les antres Etats voisins, notamment le Népal, avec lequel le traité sur le commerce signé en 1991 a été renouvelé en décembre 1996. Pour M. Inder Kumar Gujral, c'est un pas vers la libéralisation du commerce, afin de créer à terme une zone de libre-échange en Asie du Sud.

L'Inde reste cependant préoccupée par plusieurs tendances présentes dans la gestation do nouvel ordre mondial. Sur un plan général, elle redoute la supréma-tie occidentale, surtout l'hégémonie des Etats-Unis, désormais seule superpuissance. Elle craint, notamment, que l'Occident n'impose des règles du jeu dans les relations internationales ne tenant compte ni des difficultés spécifiques ni de l'avis des pays anciennement colonisés, et sous-développés.

Ainsi, certains concepts l'inquiètent particulièrement. Par exemple, elle considère le droit d'ingérence humanitaire, ainsi que la tendance à lier l'aide internationale an développement à des conditions politiques (telles que le respect des droits de l'homme), comme une immixtion dans les affaires intérieures des Etats indépendants. Elle s'oppose également à la mise en cause de l'intégrité territoriale des Etats au nom du principe de l'autodétermination, qui entre en contradiction avec celui de souveraineté

Dans le domaine économique, elle re-

donte que l'universalisation du modèle libéral, l'intégration économique aux niveaux mondial et régional, oe laissent de côté des besoins spécifiques des pays en voie de développement. Dans les négo-ciarions commerciales multilatérales, elle s'oppose aux pays du monde déve-loppé sur des dossiers tels que la propriété intellectuelle, la réduction asymétrique des droits de donane, etc.

Enfin, d'une manière générale, elle considère que le clivage Nord-Sud demeure encore valable comme grille de lecture de nombreux phénomènes mondianx et comme moven de mobilisation politique. Pour elle, les inégalités du système économique international n'ont pas disparu, et il faut donc relancer le dialogue Nord-Sud.

L'Inde continue de défendre ces positions au sein des forums internationaux comme l'ONU et le mouvement des non-alignés. A la dernière réunion des ministres des affaires étrangères de ce

mouvement, à New Delhi, en avril, elle a tout mis en œuvre pour trouver une posi-tion commune sur la réforme de l'ONU et sur l'élargissement du Conseil de sécurité, où elle souhaite obtenir pour ellemême et pour d'autres pays du Sud un

Les voix ne manquent pas dans le pays pour souligner l'inanité du maintien du mouvement des oon-alignés dans un monde profondément bouleversé par la chute de l'URSS et le fin de la bipolarité. Pourtant, souligne-t-on à New Delhi, si le mouvement ne brille pas par son efficacité, il demeure un forum de réunions et d'échanges réguliers entre pays partageant au moins certaines préoccupations. D'ailleurs, aucun de ses membres, à l'exception de l'Argentine, ne l'a quitté. Au contraire, la Russie, invitée comme pays observateur, aurait exprimé le sou-hait d'y adhérer l Pour l'Inde, la nécessaire adaptation eu nouvel ordre mondial ne signifie pas qu'elle doive rompre totalement avec sa diplomatie tradition-

JYOTSNA SAKSENA.

(3) Cf. The Hindu, New Delhi, 19 mars 1997. (4) Les pays membres de la Saarc sont le Bangla-desh, le Bhouten, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri-Lanka.

Les nationalistes hindous, menace pour la démocratie

TEESTA SETALVAD * ES caravanes arri-

vèrent du monde entier. Elles s'établirent, et ainsi fut créée l'Inde », écrivait Raghupati Sahay, poète eppartenent à la caste eupérieure des kayashisas, origineira du nord de l'Inde et plus connu sous le nom de Firak Gorakhpurf. Ces mots, écrits il y a pourtent plue d'un eibcle, renvoient avec émotion à le situation actualla.

Cinquante ens eprès l'indépendance de l'Inde et une pertition qui fut l'une des plus meurtrières que le monde ah connues - 500 000 morts et la migration forcée de quelque 55 millions de per-sonnes -, la défi majeur euquel est confronté le pays réside dens ses divisions communeutaires, dans la menipulation politique qu'exerce une religion sur - ou plus exactement contre - les eutres. Cette idéologie communautaire trouve ses racines dans le débat qui, il y e cinquante ens, devait définir le ceractère à donner è la nation indienne.

Les Indiens croient-ils sincèrement à la démocratie, à l'égalité de tous les citoyens devant le loi quelles que soient leur clesee eoclele, leur ceets et le communeuté à lequelle ils eppertiennent ? Croient-ils eu droit pour toue à le vie, à la liberté de religion, de croyance et de culte |droits fondamentaux qui figurant dens la Constitution) ? L'Inde moderne est-elle encors le dépositaire d'une culture riche et variée dont le poète se faisait l'écho?

Ou partaga-t-e)le l'opinion de le droita hindouiste - raprésentée par le Bheratiye Janata Party (BJP) (1) et soutenue par le Rashtriya Swayamsavak Sangh (RSS) et des groupes extràmietes comme le Vishwa Hindu Parishad (VHP) et le Bajrang Del (BD) -, qui est persuadée de le suprématie de l'hindouisme perce qu'eile pense - à tort - que les hindous furent les premiera hebitants de l'Inde et qu'ils sont donc les seule légetaires d'une civilisation encienne, tolérante et leïque qui fut pillée per les « envehieseure musulmens» 7 Les tenents de cette thèse n'estiment pas seulement que les hindous, après avoir età soumis à le férule étrangère durant des siècles, ont le droit d'asseoir leur domination. Ils vivent dens la vision totalement fantasmatique selon lequelle les « invasions musulmanes » sont responsables de tous les maux d'un pays qui était, event l'errivée de ces étrangers. paisible et prospère. Et ils en viennent, du coup, à excuser les violence faites é cette sutre partie de le population.

Les résultats des élections législatives de 1996 prouvent bien le refus de l'idéologie communautaire. Le BJP est certes arrivé en tête de ces élections en recueillent 26 % des suffreges. Mais, avec seulement 176 eièges sur 542, il n'e pas obtanu la mejorité absolue au Parlement et, contré par l'alliance des autres partie qui lui reprocheient son communautarisme, il n'a pu prendre la tête du gouvemsment que pandant treize jours. Si ces réeultats montrent bien l'intérêt limité qu'exerce son idéologie, il n'en demeura pas moins que le soutien de base à la droite hindouiste ne cesse de

* Rédactrice en chef de Communalism Combat, mensuel édité à Bombay.

La désintégration croissante du Perti du Congrès, qui a peu e peu renoncé eux veleura qu'il représentait, et le confinement des partis de geuche dans des Etats comme le Bengale-Occidental et le Kerale ont permis au BJP de remporter de nombreux sieges. Il y e été eussi eidé par une sorte de fatalisme, consistant à considerar qu'il n'y avait pas vraiment d'autre choix possible. Le bur force politique avec lequelle il faut compter sur le plan nationel : il dinge déjà l'Etat du Rajasthen, eu nord-ouest du pays, et, avec l'aide d'eutres partis extràmistes, plusieure autres Etets importants: le Meherashtra, grace au Shiv Sena : le Punjab, l'Etat le plus pauplé de l'Inde, evec l'Akali Dal; et l'Uttar Presdesh, avec le Behujan Samaj Party

Les Etats du Bihar eu nord, de l'Orissa eu centre et du Kamataka eu sud, qui n'evelent pourtant pes fait écho eu cheuvinisme de le droite hindouiste lora de sa campagne pour le construction d'un temple dédié eu disu Ram à Ayodhye, ont, eu cours des trois demières élections, commencé, eux eussi, à accorder leur confience au BJP, qui y a nettement emélioré ses scores. La droite hindouiste va-t-elle continuer è gagner à sa vision étriquée de l'histoire et de le société un nombre toujours plus grend de citoyens?

L'une des principales questions qui sa posent est de savoir si l'Inde va continuer à garer les reletions eocieles, économiques et politiques dans le cedra d'un régime démocratique qui, en 1947. fut un choix délibèré et un engagement inscrit dens le Constitution adoptée le 26 juin 1950, et qui feit de l'Union Indienne une république démocratique, socieliste et leique. Cette demière caractéristique est précisément au cœur des dàbats et des comportements politiques. L'amnésie historique collective et le perpétuation des mythes ont non seulament offert une légitimité à le propagende de la droite hindouiste, maie ont également permis è cette demière de défier sérieusement les défenseurs de la laïcité, réduits désormeis à la défensive.

C'est ainsi que le mot « laïque », qui était au départ synonyme de tolérance envers lee musulmene et les eutres croyances, est devenu progressivement une insulte. L'afficha placardée dens les rues des villes Indiennes depuis 1986 et appelant à la construction d'un temple hindouiste à Avodhya (2) est, elle eussi, eignificative de cette mentalité : repréntant le dieu Ram, un erc et une flàch à la main, s'avançant vers le temple, elle comporte deux slogens : « Merchons sur Ayodhye » et « Pas de pitié pour les musulmans ». La longue campagne -elle dura huit ens - menàe pour le construction de ce temple à l'endroit même où sa trouvait iusque-là une mosquée (Babri Masjid), finalement détruite en 1992, e provoqué, dans tout le pays, des émeutes sanglantes dont les musulmens furant les principales victimes.

Entre 1984, date à laquelle le Vishwa Hindu Perished (VHP. Association hindoue universelle) commença à se mobiliser à propos d'Ayodhye, et 1989, date à laquelle le droite hindouiste ennonça officiellement son intention d'inclure dans son programme le construction d'un temple en ce lieu, plus de deux douzaines de villes dane l'Uttar Pradesh, le Bihar, le Gujeret et le Meharashtra furant le théâtre de violentes émeutes.

Les incidents qui eurant lieu dane les villes de Meerut, Hashimpure et Maliena, Delhi, Bhagelpur, Allgerh et Muzafferneger, Kanpur, Jelpur, Ahmadabed et Bombey, où les violences tournèrent eu massacre systèmatique de le minorité musulmane, prirent une forme sauvage et représentèrent des attaques sans précédent contre les personnes et les biens. La guerre idéologique qui accompagne l'effusion de sang assura d'eilleurs un vif succès aux hindouistes les représentants de l'edministration, de le justice et de l'ordre participent également eux violences.

Ainsi, l'expression des préjugés est devenue le norme. Qu'ils soient historiques, culturele, ou qu'ile portent sur les droits civils, les débats ne font plue cas désormeis du principe démocratique de l'égalité des hommes, des femmes et des minorités, meis se résument è un conflit entre « eux » et « nous ».

Peu après l'indépendance en 1947, le fragile nation indienne, qui ne s'était pas encore ramise du traumatisme qu'avait été la partition du sous-continent, fut secouée par l'essassinat de Gendhi. Lorsque tomba la nouvelle, et elors que l'identité de l'assassin n'avait pas encore été révélée, des tensione secouèrent les régions où vivaient una mejorité de musulmens, ces demiers craignant des représailles. Le premier ministre de l'époque, Jewaherlel Nehru, dut s'empresser d'ennoncer que l'assassin n'était pas un musulmen, mais un extrémiste hindouiete, membre actif de l'orgenisation netioneliste Hindu Mehesabha. La droite hindouiste n'e d'eilleurs jemeis cessé de revendiquer et de justifier cet essassinet: M. Gopel Godse, le frèra de l'assassin, Nathurem Godse, e einsi explique, Il y e quelques ennées, qu'il était nécessaire que le pays se déberrasse d'un individu qui, avec sa doctrine de le non-violence (ehimsa). evait affaibli le « nation hindoue ».

La recherche de le peix, l'ecceptation de la coexistence, l'égalité des droits et le respect d'eutrui, toutes ces caractéristiques qui ont incamà la culture multiple. de l'Inde et qui impréanent les mœurs. les modes de vie et les erts Imueique, dense, peintura) des différentes régions du pays, risquent de disperaître sous l'effet de politiques de heine et de violence. Paradoxalement, les musulmans sont tenus pour responsables des injustices qui merquent le société hindoue qu'il s'agisse du statut de le femme ou celui des castes inférieures.

En fait, le problème de la partition du sous-continent n'a jemeis été vraiment resolu. Cet évenement e leissà de nombreuses séquelles, tant d'un point de vue raligieux que sur les plens émotionns) et psychologique ou dens l'enseignement scoleire. Les souvenirs des meurtres, des incendies et des viols qui ont au lieu pendent cette période chaotique se sont perpàtués de ganération en génération. Aucune cathersle n'e pu s'opérer. Et si, en réalité, personne ne fut épergné per le dreme, les musulmene en furent inconsciemment tenus pour responsables et, naturellement, ile devinrent vite les victimes désignées des campagnes nationelistes des organisations hindoues.

En outre, en tolérant tacitement le système patriercal musulmen, incompatible evec une réforme du meriage, du divorce ou de l'héritage - mesures qui auraient pu profiter eux femmes musulmenes -, l'Etat e foumi une erme supplémentaire é la propagende de le droite hindouiste, qui ne s'est pas privée de dénoncer les musulmens comms bénéficient de privilèges et de dispositione enécifiques. Les différentes administrations de l'Etat, qui ont, depuie deux ens, démontré de manière flagrante qu'elles edhéreient aux préjugés hindouistes, sont restées impunies. L'échec de l'État è condamner les agitateurs coupebles d'exacerber les passions entre les communeutés religieuses n'e fait qu'aggraver le situation. Après des années de meurtres, d'exactions et de complicité passive de larges pens de le ecciété, une prise de conscience commence à paine à neître.

Un engagement laïque

N eoût 1993, elermés per l'empleur et le violence que prennant les entagonismes communautaires, un travailleur social, Javed Anend, et une journeliste, Teesta Setalvad, décident de se consecrer à la lutte contre le montée du netionalisme hindou et d'eutres Intégriemes communalistes. Leur arme : un magazine mensuel en englais, Communalism Combat, édité par la société Sabrang Communicatione, installée à Bombay. Dana una ville dominéa par le Shiv Sene - un parti d'extrême droite hindou, qui fait ouvertement l'éloge de Hitter-, et qui e connu, quelques mois plus tôt, de véritables pogroms enti-musulmens, c'est un véritable dàfi.

Dens une décleration d'intention publiée dens le premiar numéro, les éditeurs de Communalism Combats'engagent « à dénoncer les machinations des politiques communautaristes en Inde et à publier toute tentative leique de les contrer ». Ils ejoutent : « Nous nous battons pour le respect de toutes les religions, mais sommes ferouchement opposés à le menipulation cynique de la foi mise au service de l'exercice du pouvoir. Nous reletons tout communautarisme, quel qu'il soit. »

L'une des cibles privilégiées du megazine est M. Bal Thackeray, dirigeant du Shiv Sena que Communalism Combat nomme généralement « le chef SS de Bombay ». La question des droits des femmes est très présente dens les colonnes du mensuel, car le répression qui les affecte est souvent le premier eigne de menifestation intégriste.

En dépit de difficultés finencières, qui le contraignirant eu slience pandent plusieurs mois, en 1994, Communalism Combet (1) continue à faire courageusement entendre se voix. Il compte quelqus 2 500 ebonnés et est mis à la disposition des ensaignents dens 4 600 écoles.

(1) Adresse: Sabrang Communications and Publishing Pvt. Ltd., P.O. Box to 28253, Juhu Post Office, Bombay, 400 049, Inda. — Telécopie: (91-22) 648 22 88. Abonnement d'un an : 25 dollars.

(1) Lire Praful Birtwai, « Les déshérités font refluer la vague hindouiste ». Le Monde diploma-tique, février 1994.

(2) Lire Vijay Singh, « Mourir pour un temple... », Le Monde diplomatique, avtil 1991.

Par ROBERT BRYNIKI *

Bordé par le Bhoutan et le Tibet au Nord, la Birmanie à l'Est et le Bangladesb au Sud et à l'Ouest, le Nord-Est indien est constitué de sept Etats peu-plés de 30 millions d'habitants, dont 22 millions pour le seul Assam, Carretour d'ethnies diverses - tibéto-birmanes, khmères, sud-indiennes, Indiens de caste, migrants bangladais -, cette région relie l'Inde au monde transhimalayen, à la Chine et surtout à l'Asie du

LI

മയ്

doni

Il s'.

senc

app: nou

0

Lité

Largement épargné par les invasions 'mogholes, le Nord-Est ne fut directement rattaché au monde indien par les Britanniques qu'au XIX^e siècle. Par certaines de leurs décisions politiques et économiques, ces derniers, adeptes de l'adage « diviser pour régner ». favorisèrent le développement de tensions etbniques, en particulier en Assam, où les élites autochtones hindoues craignirent de se voir supplantées à la tête de l'Etat par les immigrants bengalis, utilisés par le eolonisateur dans l'administration. Par ailleurs, devant le refus des populacions autocbtones, de tradicion animiste, de travailler dans les plantations de thé anglaises, les Britanniques importèrent du reste de l'Inde une main-d'œuvre misérable, décision qui devait contribuer, elle aussi, à alimenter des fricdons intercommunautaires.

Le cocktail ethnique continua de se compliquer après l'indépendance, avec l'arrivée dans le Nord-Est, à la fin des années 1960, de réfugiés hindous fuyant les émeutes du Pakistan oriental et avec celle, après 1971, de millions de réfugiés économiques musulmans en provenance du nouveau Bangladesh. Entre 1979 et 1985, l'Assam fut agité par un vaste mouvement de protestation contre la présence des « étrangers ». Les tensions intercommunautaires se multiplièrent, faisant des milliers de morts, notamment parmi les Bangladais. En 1985, les représentants des principales organisations assamaises à la tête de l'agitation signèrent un accord avec Rajiv Gandhi, alors premier ministre de l'Inde: seuls les immigrants arrivés après 1971 et reconnus comme cirangers devaient être expulsés. Cet accord ne fut toutefois jamais vraiment appliqué, ec qui laissa la question des eirangers v en suspens.

Dans le même temps, les inondations du Brahmapoutre continuaient chaque année de ravager la région, emportant hommes, bêtes et cultures dans des caux gonfiées par la mousson la plus violente de toute l'Inde. Les rares ressources (bois de teck, the et surtout pérole) sont depuis l'indépendance. exploitées au profit de privilégiés. genéralement étrangers au Nord-Est. Ces produits sont arrachés aux popula-

* Journaliste.

tions locales qui ne profitent guère de ceoe cconomie coloniale. En revanche. les dégâts écologiques associés à la déforestation et à l'extraction du pétrole sont toujours plus évidents. Dans ces conditions, face à l'incurie des autorités locales et centrales, des mouvements armés sécessionnistes, accusant l'Inde d'impérialisme ou de eolonialisme, se sont développés.

Au moment de l'indépendance indienne. le Nord-Est fut divisé en quatre grands Etats: l'Assam, le Manipur, le Tripura et l'Agence de la Fron-fière du Nord-Est (NEFA). Ce découpage sommaire ne tint pas compte de nombreuses populations autocbtones peuplant des collines isolées, surplombant la vallée du Brahmapoutre, Cet isolement devait alimenter des velléités d'autonomie après l'indépendance de

Dès 1947, les Nagas, appartenant à diverses tribus tibéto-birmanes, engagèrent un mouvement sécessionniste, réprimé par l'armée chargée de « pacifier » ces zones à la frontière birmane. Les exactions en tous genres se multiplièrent jusqu'à ce que les Nagas se voient accorder, en 1963, un Etat autonome à l'intérieur de l'Union indienne, le Nagaland (voir carte ci-contre). Cette demi-mesure devait cependant laisser insatisfaite la frange la plus radicale de la guérilla naga, devenue en 1975 le Conseil national socialiste du Nagaland (NSCN), mouvement à la fois maoîste et chrétien, appuyé par le Pakistan et, jusqu'au début des années 80, par la Chine, et financé par le trafic de l'béroine birmane.

Dans les années 70 et 80, la multiplicación des insurrections sécessionnistes dans la région encouragea le gonvernement central à recourir à la même politique: répression militaire des mouvements armés dans un premier temps, puis création d'Etats autônomes. Ainsi furent créés le Meghalaya (1972). le Mizoram (1986) et l'Arunachal Pradesh (1987), qui connaissent une paix relative depuis. Ailleurs, en revanche. les autorités indiennes devaient échouer à apaiser les groupes armés les plus virulents: l'Armée de libération popu-laire (PLA) et le Front uni de libération nationale (UNLF) au Manipur, la Force des volontaires nationaux (TNVF) et la Force de tous les tigres (ATTF) au Tripura et le Front uni de libération (ULFA) en Assam.

Dans ee même Etat, les partis politiques Bodos réclament la formation d'un Etat bodo détaché de l'Assam. Plus radicaux, deux groupes armés, la Force de sécurité bodo (BSF) et la Force de libération des Tigres bodos (BLTF) se sont illustrées, ces dernières années, en menant un projet de purification ethnique visant à débarrasser la rive septentrionale du Brahmapoutre de

toute population non-bodo. Massacres et attentats, tels celui du 30 décembre dernier - une bombe placée dans un train par la BLTF aurait fait entre 30 et 300 morts (1) - commencent à produire leurs effets : des dizaines de milliers de personnes, notamment des Bangladais, sont chassé de leurs terres et s'entassent dans des camps, où des centaines d'enfants seraient mons de malnutrition depuis l'été 1996.

Pour contrer les divers projets sécessionnistes, le gouvernement indien a utilisé, depuis 1956, la loi sur les pouvoirs spéciaux des forces armées. Ce texte autorise les 200 000 soldats présents dans la région, à perquisitionner, arrêter et tuer sans mandat dans tout Etat déclaré - zone de troubles ». Il précise qu'aucun militaire ne pourra être poursuivi pour un acte accompli dans le cadre de ces ponvoirs exceptionnels. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que la soldatesque se soit livrée dans le Nord-Est à des tortures, des exécucions sommaires, des pillages, des viols et autres exactions (2).

Malgré le renforcement de la répression militaire depuis le début des années 90. la force des guérillas menées an Nagaland par le NSCN (7 000 hommes), en Assam par l'ULFA (entre 2 000 et 5 000 hommes) ou en territoire bodo par la BSF (600-700 hommes) demeure réelle. Appuyés par le Pakistan, ces mouvements participent à la déstabilisacion de la région. Ils disposent de bases situées au Bangladesh, en Birmanie et au Bhoutan, bénéficient également de relais à Bang-kok et sans doute aussi, dans le cas du NSCN, à Taïwan et au Japon. La transnationalisation croissante de ces groupes a de quoi inquiéter New Delhi. dans une région que les Chinois, qui refusaient de reconnaître la ligne Mac-Mahon marquant ici la frontière entre l'Inde et la Chine, envahirent en partie

Depuis quelques années, les relations sino-indiennes s'étant améliorées. la République populaire a cessé de soute-nir les mouvements insurrectionnels au Nagaland, au Mizoram et au Manipur. Une aide qui se traduisait notamment par la mise à disposition de camps d'entraînement situés au Yunnan. De même, l'actuelle embellie des rapports entre New Delhi et Rangoon prive les Nagas de ce précieux refuge que représentait la Birmanie pour les insurgés.

Le piège birman

S OUS le gouvernement de l'ancien premier ministre, M. Narasimah Rao, au début des années 90, les positions indiennes à l'égard de la Birmanie, naguère favorables au camp démo-crate incarné par Mª Aung San Suu Kyi. se sont « assouplies ». Décisive pour l'avenir des insurrections de la région, eeoe réorientation s'explique par la volonté d'inciter la junte de Rangoon à intervenir militairement contre les groupes armés sécessionnistes agissant à partir de la Birmanie, mais aussi par l'influence croissante de la Chine auprès des généraux birmans. New Delhi, qui redoute de voir la Chine utiliser les îles birmanes Haingvis et Cocos. proches des bases indiennes de Vishakaptanam et des îles Andamans a donc décidé de se rapprocher, à son tour, de la dictature birmane. Cette évolution s'est notamment traduite par la réouverture de liens commerciaux terrestres entre les deux pays. Le sanctoaire birman est donc peut-être sur le point de se transformer en piège pour les rebelles du Nord-Est (3).

Une opération menée de concert par accrédite cette thèse : en avril 1995, un groupe de 250 insurgés regroupant des membres du Conseil national socialiste du Nagaland (NSCN), de l'Armée de libéracion populaire (PLA), mouvement maoîste du Manipur et du Front uni de libération de l'Assam (ULFA) fut repéré par les services de renseignement indiens au moment où il s'apprêtait à rentrer en Inde par le Mizoram. après avoir pris livraison d'une cargaison d'armes à Cox's Bazaar (Bangladesh). Les troupes indiennes montèrent alors l'opération « Golden Bird », tuant 50 bommes et en capturant 40 au Mizoram, tandis que. de leur côté, les forces armées birmanes attaquaient les fuyards qui essayaient de trouver refuge sur son territoire.

Mais les mouvements rebelles du Nord-Est indien risquent anssi de perdre leur sanctuaire au Bangladesh. Les insurgés nagas, mizos, manipuris et assamais y trouvaient refuge depuis la fin des années 70, notamment dans la région des Monts Chittagong, et y bénéficiaient d'une certaine aide sinon de la part du gouvernement, du moins de l'armée. L'Inde affirme même que, à la fin des années 80, les services de renseignement pakistanais et bangladais

travaillaient main dans la main pour

entraîner certains de ces gronpes au Bangladesh. Ces contacts, mal connus, ne furent sans doute pas toujours fructueux. Ainsi, en dépit des sollicitations du Pakistan, le Front uni de libération de l'Assam (ULFA) s'est refusé la plupart dn temps à attaquer des cibles civiles on stratégiques pour déstabiliser l'Inde. Alors que les rébellions du Nord-Est se criminalisent de plus en plus (notam-ment par le recours à l'extorsion généralisée et au trafic de drogue), aucun groupe antre que les Bodos ne s'est attaqué à des cibles civiles.

L'arrivée au ponvoir au Bangladesh. en juin 1996, de Cheikh Hasina, la fille devrait modifier la donne. Le nouveau premier ministre ne eache pas ses bonnes intentions à l'égard de l'Inde, La trêve signée, en 1993, par Dakkha avec la Shanti Bahini, groupe rebelle soutenu par l'Inde, a contribué à apaiser les relations entre les deux pays, troublées depuis le coup d'Etat de 1975 qui renversa le gouvernement pro-indien de Mujibur Rahman, Par ailleurs, Cheikh Hasina souhaite résoudre définiovement la question des caux du Gange, dont dépend l'irrigation du Bangladesh en saison scebe. En janvier 1997. l'Inde, qui contrôle le débit du fleuve grâce à un système de harrages, et le Bangladesb ont signé un accord sur le

partage des caux du barrage indien de Farakka entre les mois de mars et de mai. Dans ce contexte, le Bangladesh devrait, à l'avenir, agir avec plus de fermeté contre la présence des groupes rebelles du Nord-Est indien sur

Les monvements insurrectionnels voient donc leur terrain d'action mili-taire se rétrécir et les soutiens étrangers s'amenuiser. Néanmoins, l'action armée se perpétue, la Birmanie et le Bangladesh n'étant pas en mesure de stopper les approvisionnements en armes achetées à Hongkong, au Cambodge ou en Thaïlande. Des contacts semblent avoir été établis, ces demières années, entre divers groupes rebelles du Nord-Est et d'autres rébellions dures d'Asie du Sud. Le NSCN et, dans une moindre mesure, l'ULFA se seraient rapprochés des Tigres tamouls (LTTE) du Sri-Lanka ou encore de certains groupes sécessionistes du Penjah, tels que le Khalistan Commando Force (sikh). Mais la poursuite d'actions violentes en territolre indien s'accompagne désormais d'appels à l'opinion publique et aux médias, par l'intermédiaire d'organisations locales de défense des droits de la personne humaine ou par des interventions dans des organisations du système onusien,

Les mouvements rebelles du Nord-Est indien ont notamment utilisé la tribune du Groupe de travail des Nations unies sur les populations indigênes, institué en 1995 et où sont invités les représentants des plus importantes organisations défendant les droits des populations autochtones du monde entier. En août 1996, les délégués nagas du NSCN, assamais de l'ULFA et manipuris de l'UNLF se sont ainsi rendus à Genève.

Pour tous ces mouvements, la scène internationale est donc devenue le terrain à conquérir. Certains d'entre eux demandent d'ailleurs que les Nations. unies reconnaissent leur droit à l'autodétermination. C'est notamment le cas de l'ULFA, l'un des groupes les plus intransigeants. Mais, de guerre lasse, une autre organisation, la Force de libération des Tigres Bodos (BLIF). - a récemment signé un cessez-le-feu avec les autorités assamaises, peu après son action spectaculaire du 30 décembre

La politique d'ouverture du nouveau gouvernement indien est encourageante cile de croire à une pacification imminente de la région.

(1) Les sources indiennes ont fait état de 35 morts, alors que des sources occidentales ent parlé de plus de 300 victimes.

(2) Des violations des droits de l'homme out été dénoncées pur Amnesty International au Manipur et pur Asia Wanch en Assam. De leur côté, les guerilleros, notammant ceux de l'ULFA, se sont également rendus coupables d'exécutions sommaires de civils, notamment de personnalités jugées « douteuses » (politiciens corrompus, proxénères, trafiquants de drogue).

(3) Lire André et Louis Boucard, « Reconnais-sance régionale pour la jume birmane », Le Mande diplomatique, juin 1997.

De la partition aux émeutes communautaires 30 janvier 1948: Assassinat du mahetma Gendhi par un fanatiqua hin-15 août 1947 : L'Indian Indapendence Bill donne naissance à deux États sépa-

res: l'Inde, État multireligieux, meis a predominence hindoue, at le Pekistan, mustiman.

22 soit 1947 : Pénétration de tribus cathanes, venues du Pakisten, dans l'Etat de Jammu-et-Cachemire, suivia, au debut de 1948, de l'intervention da

26 actobre 1947 : Adhésion conditionneile de l'Etat de Jammu-at-Cachemire

0 UF SE IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438 ISSN : 0026-9395 PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de reussort ou autre, utiliser nos numeros de telephone verts : Parts et su banlieue : 0 800-03-11-36 Province : 0 800-36-11-11.

Reproduction interdite de tous articles. © ADAGP, Paris 1997, pour les œuvres de ses adhérents

1- jenvier 1949 : Cessez-la-feu- eu

26 janvier 1950 : Entree en vigueur de la Constitution de l'Union indienna 21 ianvier 1955: La parti du Congres declara que le but de la planification économiqua indienna est l'établisse-ment d'une societé accialiste.

15-25 avril 1955: L'Inde participe a la conference efro-asiatique da Bandoung Indonésie), qui fonde le mouvement des non-elianés.

14 décembre 1956 : Vote du darnier volat da la législation hindoua (Hindu Coda 8ill) sur l'adoption et les succes-

20 octobre-22 novembre 1982: Guarre sino-indienne dana l'Himalaya.

27 mai 1964: Mort du pandit Nehru, premier ministre depuis 1947. 5 août-22 septembre 1965 : Deuxième guerre indo-pekistanaise au Cachemire.

24 janvier 1966 : Indira Gandhi davient pramier ministre. 3 décembre 1971 : La troisième guerre indo-pekistaneise débouche sur l'indé-pendance du Pakistan oriental, désor-

mais appelé Bangladesh. 3 juillet 1972 : Accord de Simla emre l'Inde et la Pakistan.

18 mai 1974 : Premier essai nucléaire à Pokharan (Rajasthan).

26 juin 1975 : Apres l'invalidation de son election par la Hauta Cour, Indira Gandhi proclame l'etet d'urgence. Il restera en vigueur jusqu'en mers 1977. 30 avril 1977 : Formation officiella du

8 mai 1980 : Scission du Janata Party, cur donne heissance eu Bherativa Janata Party, parti nettoneliste hindou. 5 juin 1984 : L'armes investit la Temple d'or d'Amritsar.

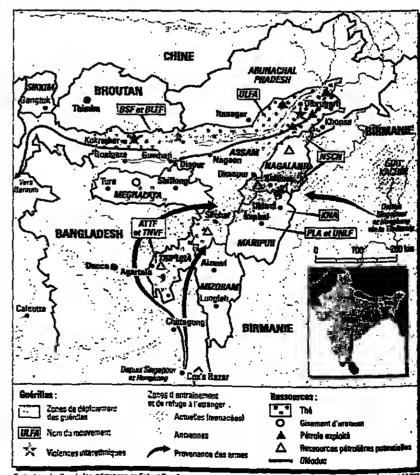
31 octobre 1984 : Assassinat d'Indira Gandhi par des gardes du corps sikhs. 29 juillet 1987 : Accord avec la Sri Lanka pour l'envoi d'une force de main-tien de l'ordre dens le nord de l'île. Elta y restera jusqu'en mars 1990.

18 décembre 1988 : Voyage de Rajiv Gandhi en Chine, première visite d'un premier ministra indian depuis 34 ans. Janvier 1990 : La Jammu-et-Cache-mire est piace sous administration pré-

21 mai 1990 : Assassinat de Rajiv Gen-

24 juillet 1990: Le nouveeu premier ministre. Narasimha Rao, presente une politique economique plus libérale. Mars 1992: Treité d'emitié avec le

6 décembre 1992 : La démolition de la mosquée de Babur à Ayodhya (Uttar hindous et musulmans dana toute



حكذا من الاصل

AND THE RESERVE AND THE PARTY OF THE PARTY O The second secon

les ambitions co

THE REAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PARTY

ZE.

3=:....

371

生__

- TI

Maria .

33

10,29%

Section.

the said the said. The State of the S and the second second in ber gleichen . The A management consists be

g on the Both open

The second of the second section in the

The gratery to be supply at the The same of the sa The state of the s

The second of the second secon man a secretaria de capación de Same Broken British Barrer A Commence of the second The second of the second of the second Committee of the second of the second بخوف والماشيقين المساورة

المناه ال The same to appropriate the The second second second The same of the same of The state of the s 74 Pt. - 174 Pt.

The State of the S

Samuel Committee Contraction See Market Land Company The state of the s

Total Care States

Commence of the State of the St

and the second second

And the state of t

Section of the section

Ben was the manner of

Bertagen und bie bei ber einem bei

ms acting to the first

description of

200

440.

Service !

person or farmers

in Philippys.

plan ettelle ette for

About the same of

PHO THE PARTY

STATE OF THE PARTY

m Propriet

Myseletter 14 1970s.

Bernett Bi Jane

made and made

The Smallson

greenge wetterfor

arden i species

1964 de 18 73 3164

I THE PROPERTY AND

Figure 4 Springs

-

e the little through

7, 20,00

~1.5 (⊈

1.00

11 72 51 5

- the :

آسا درو

the part of the contract of the second

建氯甲基甲基甲基甲基

and the second

grand the state of the state

Les ambitions contrariées de l'Ouzbékistan

PRÈS plusieurs jours de violents combats, au début du mois dernier, les talibans ont été expulsés de la ville de Mazar-i-Sharif et de sa région, qu'ils venaient de conquérir. Cette sévère défaite a rassuré les voisins de l'Afghanistan, et notamment l'Ouzbékistan, qui ne souhaite pas que s'installe à ses frontières un ponvoir islamiste radical. Pourtant, Tachkent souhaite une solution politique qui associerait toutes les parties à Kaboul, ramènerait la paix, enlèverait à Moscou un prétexte pour intervenir et lui permettrait de jouer enfin le rôle régional auquel aspire son président, M. Islam Karimov.

Par VICKEN CHETERIAN *

quées dans la guerre tadjike est

L'imposante statue de Tamerlan domine l'une des places principales de Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan. Sou portrait est omniprésent jusque dans les villages les plus reculés. Les kolkhozes ainsi que les nouvelles entreprises privées ont adopté le nom de cet empereur turcomougol qui domina l'Asie centrale, l'Iran, la Syrie et la Turquie d'Europe an XIVª siècle. Ce culte officiel de la personnalité est explicite : « L'Ouzbékistan a hérité de l'histoire un rôle-charnière, à la croisée des principales routes commerciales d'Asie centrale », plaide le président ouz-bek, M. Islam Karimov (1). Comme par le passé, l'Ouzbékistan veut affirmer son leadership régional, mais celui-ci est menacé par l'instabilité qui règne sur ses marches méridio-nales, au Tadjikistan et surtout en Afghanistan.

Les récents combats pour le contrôle de la ville afghane de Mazar-i-Charif ont auscité des craintes dans toutes les capitales de l'Asie ceutrale. Une réunion d'argence des pays de la Commo-uauté des Etats indépendants s'est à Moscou le 27 n dier les conséquences de la conquête de la ville par les talibans, le 24 mai dernier, et de la fuite du général Abdoul Rashid Dostom. Les autorités ouzbèkes out renforcé précipitamment leurs défenses à la frontière. L'inquiétude est d'autant plus vive que Tachkent avait établi des relations étroitea avec le général Abdul Rashid Dostom, lui-même d'origine ouzbeke. Certains observateurs accusaient même l'Ouzbékistan d'être le principal poorvoyeur d'armes du général.

Tachkent a des intérêts contradictoires en Afghanistan. « La résolution de ce conflit est essentielle pour nous, explique M. Goga Khidoyatov, professeur d'histoire à Tachkent. Nous devons dégager la route de Tachkent vers le port de Karachi, sur la mer d'Oman. » Si Tachkeut et Islamabad sout d'accord sur la nécessité. de garantir un commerce afir à travers l'Afghanistan, le président Karimov rejette les efforts pakistanais pour assurer l'hégémonie des talibans. An contraire, il a appelé les « étudiants en religiou » à renoncer à instaurer un * pouvoir absolu (2) *. Il souhaite que se maintienne une zone-tampon à la frontière, peuplée majoritairement d'Ouzbeks, et qui jouirait d'un statut autonome. L'installation de forces bostiles à Mazar-i-Charif - qu'elles soieut nationalistes on islamiates - pourrait représenter un dan-ger pour les élites de Tachkent en menaçant la légitimité des frontières uées de la désintégration de l'Union soviétique. L'Ouzbékistan ue peut donc que se réjouir des revers subis an début du mois de juin par les talibans et de leur expulsiou de Mazar-i-Charif par une coalition regroupant les milices ouzbèkes et chiites.

Mais le conflit afghan inquiète d'autant plus Tachkent qu'il suscite de nombrenses ingérences. La Russie, l'Iran et l'Inde se sout retrouvés pour soutenir la coalition anti-talibans, Téhéran aidant votamment les Hazaras chiites et les Tadjiks persanophones. Moscou utilise d'ailleurs la situation pour consolider ses positions en Asie ceutrale - au détriment des aspirations ouzbèkes. De plus, la poursuite de la guerre dans le Sud obligerait l'Ouzbékistan à continuer à utiliser la Russie comme voie de

Autre sujet d'inquiétude pour le président Islam Karimov : le Tadjikistan, où l'opposition islamiate armée affronte le régime néocommuniste appuyé par l'armée russe. Après avoir soutenn les troupes gouvernementales pendant la première phase du conflit (3), le président ouzbek a infléchi sa position. Ses relations avec son homologue tadjik, M. Emomali Rakhmonov, se sout tendues. « Une conférence générale avec la

indispensable », plaide M. Davlata-bek Saadulaev, hant fouctionnaire au ministère ouzbek des affaires étrangères. Ainsi, tont en jugulant l'islamisme dans sou pays, le président Karimov conseille à ses voisins tadjiks de former un gouvernement de coalitiou avec l'oppositiou islamiste de M. Abdallah Nouri. Cet appel semble avoir été entendu pnisqu'un accord semble s'esquisser entre le gonvernement et l'opposition, qui pourrait être associée an pouvoir.

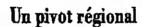
Pinsieurs raisons expliquent le revirement ouzbek. Le président tadjik, M. Emomali Rakhmonov, est originaire de la région méridionale de Kouliab. Depuis que la guerre civile a éclaté, son clan a monopolisé le pou-voir à Douchanbé. Dans le même temps, l'ancienne classe dirigeante du Nord, issue de la région de Khodient (ex-Leninabad à l'époque soviétique), a été marginalisée. Khodjeut, l'une des principales villes industrielles du Tadjikistan, abrite une communanté ouzbèke très nombreuse, et ses liens avec sou voisin du Nord, par la vallée de la Ferghana,

Par aillenrs, Tachkent redoute l'extension du conflit, d'autant que le Tadjikistan compte 24 % d'Ouzbaks tandis qu'une large communauté tadjike est installée dans la régiou ouzbèke de Samarkand. De plus, l'enlisement de la guerre civile permet à Moscou de maintenir un contingent de près de 25 000 bommes dans la zone. Ces soldats russes - « forces

d'interposition » on troupes régu-lières – sont un puissant levier pour préserver la sphère d'influence de Moscou en Asie centrale, au grand dam des élites locales (4).

> Deux coups de force ont bien failli impliquer davantage l'Ouzbékistan dans le conflit tadjik. Ao début de 1996. M. Ibodullo Baimatov, ancien maire de Tursan Zade, réfugié alors eu Ouzbékistan, est remouté sur Donchanbé à la tête d'un groupe armé pour réclamer la destitution du gou-vernement. Simultanément, dans le snd du pays, une autre rébelliou menée par M. Mahmud Khudaberdivev parvint à s'emparer de la ville de Kourgan-Tioubé.

> Ces dirigeauts étaut ouzbeks, Tachkeut fut soupçonnée d'avoir financé les deux guérillas. Preuve supplémentaire de l'influence russe dans la région, ces dernières prirent fin après la visite à Doucbanbé et à Tachkeut du ministre russe des affaires étrangères, M. Eveneui Primakov, et du ministre de la défense de l'époque, M. Pavel Gratchev.



C ES graves événements n'ont pas entamé la volonté du président Karimov de faire joner à sou pays un grand rôle régional. Sous le régime soviétique. Tachkent était déjà une grande métropole pour toote l'Asie centrale, la ville la plus peuplée de la zone, avec plus de deux millions d'habitants. On y trouvait les principales nniversités et ceutres de recherche de la région. L'aéroport reliait Moscou an sons-continent asiatique. La population, la plus uombreuse des ancieuuea Répobliques d'Asie centrale, compte 76 % d'Ouzbeks. Cette cohésion ethnique est un gage de stabilité, contraire-ment au Kazakhstan voisin, peuplé de 36 % de Russes, majoritaires dans la partie septentrionale du pays. D'importantes communautés ouzbèkes sont installées an-delà des frontières nationales, y compris en Afghanistan.

Le pays occupe nne positiou pivot dans la zoue : ses froutières jouxtent celles des quatre autres Républiques centre-asiatiques (Kazakhstan, Turkménistan, Kirghizstan, Tadjikistan), mais aucune grande puissance, ni la Russie ni la Chine, ne lui est directement limitrophe.

L'Ouzbékiatan s'est clairemeut démarqué de Moscon. C'est le seul Etat d'Asie centrale où aucune hase militaire russe u'est implautée. M. Islam Karimov a toujours refusé de placer aes frontières avec l'Afghanistan sous la protectiou militaire coujointe des forces armées de la Communauté des Etats indépendants (CEI), à dominante russe. Bien que relativement modeste (35 000 bommes), l'armée ouzbèke est la plus importante d'Asie centrale. Les dirigeants out cherché à y réduire le nombre d'officiers d'origine russe; 60 % de l'encadrement militaire est autochtoue, contre 6 % seulement en

Dans le domaine économique, les échanges commercianx se rééquilibreut progressivement, depuis 1995, eu faveur de l'Allemagne, du Japon, de la Chine et de la Corée do Sud, au détriment des pays membres de la CEI (6). Les efforts consentis pour briser la dépendance énergétique ont porté leurs fruits. Les investissements dans le secteur pétrolier ont permis de réduire les importa-

٠1,

tions de 150 millions de tonnes en 1994 à 3 millions en 1995. De aurcroît, la production de gaz est excédentaire et s'exporte au Tadjikistan et

an Kirchizstan La classe dirigeante tient égalemeut à marquer sa spécificité politique. Le paya n'a pas rejoint le traité d'union douanière signé cotre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizstan an printemps 1997. Le président Karimov a même vivement critiqué ces efforts d'intégration, notamment le 12 avril dernier lorsqu'il indiqua: « Toute tentative de nous (les Répobliques ceotre-asiatiques) enfermer dans les frontières de l'ex-URSS par le biais de nouvelles unions nous condamne à végéter dans l'arrière-cour de l'économie mondiale (7). »

Pour contrebalancer l'influence russe, Tachkent se tourne de plus eu plus vers Washington, avec un certaiu succès. Par le passé, la questinn du respect des droits de la personne humaine avait détourné Washington du président Karimov, mais, depnis 1995, le tou a changé. Dans ses déclarations officielles (8), l'administration américaine s'inquiète de la « stabilité » dn pays plutôt que de la « démocratie ». L'infinente revue américaine Foreign Affairs a récemment élaboré un scénario de développement dans lequel l'Ouzbékistan deviendrait le pilier de la stabilité en

Asie centrale (9). Lors'de sa visite aox Etats-Unis au mnis de juin 1996, M. Islam Karimov est parvenu à reucontrer le président William Clinton, qui lui avait refusé jnsque-là tout eutretien. Après l'effondrement de l'ex-URSS, les chancelleries occidentales s'étaient d'abord rapprochées du Kazakhstan. Attirés par ses ressources naturelles - notamment le pétrole de la mer Caspienne -, les investisseurs étrangers eocensèrent les vertus démocratiques du régime de M. Noursoultan Nazarbaev. Ils ont déchanté depuis. Le président kazakh a progressivement instauré un pouvoir autoritaire, tandis que les exportations de pétrole restent à la merci de Moscou, qui contrôle le passage des oléoducs sur sou territoire (10).

Pour séduire Washingtou, le préaideut Karimov a évergiquement appuyé la politique américaine dans

والمرابس والمناوي والمرافيسي والمرافي والمراوي والمناوية والمناوي والمراوي والمناوي والمنافي والمنافي والمنافي



la région. Il fut le scol dirigeant d'Asie centrale a approuver publipar les Etats-Unis. Sa croisade contre le « fondamentalisme islamique » & tout pour plaire à la Maison Blanche, mais aussi aux dirigeants russes.

Le président s'efforce également d'améliorer son image auprès du monde occidental. Avant de partir pour Washington, il a relâché 83 prisnuniers politiques. Récemment, de nombreuses conférences ont été organisées à Tachkent sous l'égide des Nations unies et de l'Organisation pour la sécurité et la conpération en Europe (OSCE) afin d'encourager la formation d'une société civile.

La pression étrangère sera-t-elle suffisante pour aider à l'installation de la démocratie ? L'ancien premier miniatre et vice-présideut, M. Shnkrollab Mirsaidov, qualifie les récentes libérations de prisonniers politiques de « lifting ». Tombé en disgrâce et contraint à la démission en janvier 1992, M. Mirsaidov a été l'objet de plusieurs agressions policières, avant d'être enlevé et battu. Il est pratiquement assigné à résidence mais refuse de s'exiler à l'étranger.

Le Parti démocratique du penple (ex-Parti communiste) domine encore la vie politique locale, sons la conpe du président Islam Karimov. Plusieurs autres partis sont officiellement enregistrés mais restent inféndés au ponvoir. Les véritables forces d'opposition telles que Birlik ou Erk sont bannies, et leurs activistes, quand ils u'unt pas eu le temps de

fuir, ont été emprisonnés. Comme au temps de l'ex-Union soviétique, le ponvoir a maintenn son contrôle sur les médias audiovisoels. Les preanisations de défense des droits de l'bomme soulignent cette duplicité : « Le gnuvernement disserte volontiers sur les droits de l'homme ovec la communauté internationale tout en se montrant inflexible avec ses opposonts », rapporte l'organisation Human Rights Watch (II).

Les ambitions régionales du pays snnt-elles réalistes? Eu dépit dn mythe de la « Grande Route de la snie » entreteou par la classe politique locale, les infrastructures de transport sont indigentes. L'Ouzbékistan est enclavé an sein des Républignes d'Asie centrale, et ces deruières u'out elles-mêmes aucun débonché maritime, hormis la Caspienne, mer fermée. Un accord multilatéral signé au mois de juin 1996 devrait permettre d'établir un couloir de passage à travers le Turkménistan. par la mer Caspienne jusqu'à Bakou, puis vers le port géorgien de Poli, sur la mer Noire: Mais cette route ne préseute pas toutes les garanties de sécurité. Les relutions personnelles eutre le présideut ouzbek Islam Karimov et son homologue turkmène, M. Separmourad Niazov, sont tendues. L'instabilité permanente dans le Caucase est un facteur aggravant. Résultat : le pays est fortement

dépendant des voies de chemin de fer russes pour snn cnmmerce extérieur, notamment pour ses exportations de

L'approvisionnement en ean est une antre source de tension entre l'Onzbékistan et le Turkmenistan. L'assèchement de la mer d'Arai a eu des effets négatifs sur l'ensemble de l'écosystème régional. Jusqu'à présent, les cinq Répnbliques centre-asiatiques ont collaboré patiemment en matière de distribution d'eao en faisant appel aux organisations internatio-nales pour remédier à la catastrophe de la mer d'Aral. Sacbant que 61 % de la population ouzbèke est rurale et que la croissance démographique annuelle est de 2,5 % (12), l'épuisement de l'ean est un problème sérieux pour l'avenir. En outre, le désastre écologique de la mer d'Aral a particulièrement touché la République antonome de Karakalpakie et pourrait y renforcer les tendances sécessionnistes à l'égard de Tachkeut.

Peu de temps après l'indépendance de l'Onzbékistan, une partie de l'intelligentsia locale a agité l'idée d'nne renaissance du

Grand Turkestan, ce vaste empire turcopbone médiéval, où les Ouzbeks uerent un role élites des pays voisins ont exprimé leurs craintes à l'égard de ces visées expansionnistes. Par souci d'apaisement, le président Islam Karimov a alors clairement opté pour le maintien des frontières existantes dans l'espace postsoviétique, même si leur tracé ne correspond pas avec la répartition ethnique. Reste à savoir si les turbolences régionales en Afghanistan et le regain d'influence des Etats-Unis ne déstabiliseront pas ce fragile Equilibre.

(1) Cf. Islam Karimov. Uzbekistan: The Road of Independence and Progress. Tachkent, Ouzbekistan. 1992. p. 35. Lire également Alain Gresh. « Les Républiques d'Asie centrale s'engagem sur des chemins différents ». Le Monde diplomotique, décembre 1992. (2) Al Hayat, Londres, 3 juin 1997.

(3) Lire Le Tadjikistan à l'épreuve de l'indé-pendonce, sous la direction de Mohammad-Reza Djalili el Frédéric Grare, Institut universi-taire des houtes études internationales, Genève,

(4) Lire Nina Bachkstov, « La CEI entre nythes et réalités ». Le Monde diplomatique. décembre 1996.

(5) Cf. Transition, Prague, 3 mai, 1996. (6) En 1995, les exponations ouzbèkes vers la CEI out chuté de 41.3 %. Le coton représen-tail 78 % du volume total (chiffres officiels du ministère ouzbek des affaires étrangères, Tachkent. 1996.)

(7) Cf. Transition. Prague, 17 mai 1996. (S) Lors de sa visite à Tochkent en mars 1995. M. William Perry, le secrétaire américain de la défense, a présenté l'Ouzbékistan comme « un flot de stabilité ».

tol de stabilité ».

(9) Cf. Frederick Staar, » Making Eurasia table », Foreign Affoirs, New York, janvierfévrier 1996. (10) Lire Nur Dolay, . Grandes manœuvres

pétrolières dans le Caucase », Le Monde diplo matique, juillet 1995. (11) Cf. Human Rights Wateh/Helsinki. Uzbekistan: Persistent Human Rights Violations and Prospects for Improvement . mai

(12) Cf. The Aral in Crisis, Programme des Nations unies pour le développement, Tach-kent, 1995, Depuis 1960, la mer d'Aral a perdu environ 75 % de son volume et 50 % de sa sur-face.

CENTRE DE FORMATION PRESSE & MULTIMEDIA METAMEDIA EDUCATION

" Les stages intensifs "

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION Photojournalisme Droits du multimedia Techniques éditoriales Journalisme sur Internet & Intranet Art & rechniques de la photographie

TECHNOLOGIES MULTIMEDIA Direction production Responsable multimedia Concepteur EAO multimédia Ingénierie multimedia

Tel: 01 43 55 54 00 Fax: 01 43 55 72 25 18 rue Guillaume Bertrand 75011 Paris

désenclavement. présence de toutes les parties impli-* Journaliste, Genève.

Par GABRIEL GORODETSKY *

Tard dans la ouit du 23 août 1939, au Kremlin, le commissaire do peuple aux affaires étrangères, Viatcheslav Molotov, et le ministre allemand des affaires étrangères, Joachim von Ribbentrop, signèrent un pacte de non-agression. Les protocoles secrets adoptés au cours de la seconde visite de Joachim von Ribbentrop à Moscou, le 28 septembre, divi-sèrent l'Europe orientale en sphères d'influence. Il est généralement admis que, en signant le pacte, les Russes out volontairement scellé le destin de la Pologne et des pays baltes, parageant ainsi la responsabilité du déclenchement de la seconde guerre mondiale.

Certains - comme les promoteurs du film Hitler-Staline: liaisons dange-reuses (lire page 23) – partent de l'idée que l'alliance avec les nazis aurait toujours été présente, implicitement, dans les plans de Staline, tandis que la politique de sécurité collective o'était, pour la dictateur, qu'un masque destiné à cacher ses desseins à l'Occident. Le film souligne les prémices idéologiques de la stratégia stalinienne ; dès 1927, le secrétaire général du PC soviétique était déterminé à manœuvrer avec les puissances capitalistes pour les entraîner dans une guerre de destruction interimpérialiste. L'URSS en serait sortie indernne et en position d'étendre soo ter-

* Historien, directeur du Centre russe, université de Tel-Aviv, auteur du livre: Stalin and the German Invasion of Russia, Yale University Press (à paralue).

ritoire. Et c'est prétendûment pour provoquer cette guerre que Staline aurait contribué à l'accession au pouvoir de Hitler co poossant la politique du Komintern et du Parti communiste allemand sur une voie suicidaire.

A la vérité, les sentiments et les sympathies idéologiques pesaient peu sur l'orientation de la politique étrangère de Staline. En dépit de son système despotiqua de gouvernement, sa stratégie apparaît, avec le recul, comme relativement rationnelle et équilibrée : une Realpolitik dénuée de scrupule. Sa doctrine, qui aurait eu l'eval de Machiavel, avait pour seul objectif la mise en œuvre de sa conception des intérêts de la sécurité nationale de la Russie.

A la recherche d'une aiguille dans une botte de foin, le documentaire évoqué enfle démesurément, par exemple, les négociations sans réelle portée menées par David Kandelaki, chef de la mission commerciale à Berlin en 1937-1938 (1). L'ambassadeur russe à Berlin assurait pourtant à Maxime Litvinov, commissaire aux affaires étrangères jusqu'en mai 1939, que « les rumeurs d'un rapprochement éventuel avec l'Allemagne [étaicot] dénuées de fondement ». Nous n'avons conduit ni ne conduisons aucune negociation avec les Alle-mands (2) . ajoutait-il. Et rien ne prouve que Staline ait agi dans le dos de son ministre des affaires étrangères. En fait, ces contacts secrets ont été, dans une large mesure, suscités par le lobby



allemand - gros industricls et fonctionnaires de la Wilhelmstrasse -, toujours soucieux de ressusciter l'Ostpolitik. Du côté russe, ils coostituêrent noc pitoyable tentative de contrer les éléments antisoviétiques au ministère alle-mand des affaires étrangères (3).

Il est plus tentant d'attribuer le chanement à la désillusion soviétique à l'égard de l'Occident après la confé-rence de Munich, en septembre 1938. L'exclusion de l'URSS de cette conférence et la liberté d'action donnée à l'Allemagne en Tchécqslovaquic étaient de nature à confirmer le sérieux soupçon soviétique selon lequel Neville Cham-berlain et Edonard Daladier étaient déterminés à dénourner le danger allemand en encourageant Hitler à une expansion à l'est. Mais cette interprétation ne prend pas en compte un fait : en dépit du coup sévère porté à la politique de sécurité collective, Staline ne considérait pas Munich comme irréversible. De plus, il n'avait pas d'autre réponse, alors que Hitler, lui, pouvait miser sur une soumission accentate de l'Occident. Même le fameux evertissement lancé

aux démocraties occidentales en mars 1939 - selon lequel l'URSS o'avait aucune intention de « tirer les marrons du feu » pour leur compte - ne marqua pas un changement de positioo soviétique. Une analyse superficielle du texte complet de ce discours suffirait à mon-trer que Staline rejetait l'idée de Lénine de la guerre révolutionnaire et craignait qu'une guerre mondiale ne constituât une menace pour la Russie.

Ce sont en fait les garanties unilatérales données par la Grando-Bretague à la Pologne, le 31 mars 1939, qui ouvrirent la voie au pacte Ribbentrop-

1977. et. dans une version plus ubtile. Eri Hoch run. The Soviet Union and the Failure of Collectiva Sectorix. 1934-1938. Husca: Cornell University Press, Londres. 1984, pp. 124 et 171. Voir must Written. Mastery, Russia's Road to the Cold War: Optlamacy, Warfare and the Politics of Communium (1941-1945). Columbia University Press. Voice, 1979, et Robert Tueler.

Molotov et au déclenchement de la seconde guerre mondiale (4). Il s'agis-sait d'une réaction émotionnelle et spontanée à l'humiliation que Hitler inflices à Chamberlain en s'emparant de Prague, le 15 mars 1939. Paradoxalement, en garantissant la sécurité de la Pologne. Londres provoqua l'Allemagne et perdit la position, qu'elle détenuit jusque-là, de pivot de l'équilibre des forces en Enrope. Ces garanties offertes à Varsovie pouvaient avoir deux conséquences. Soit elles avaient un effet dissuasif, et Hitler devait revenir à la table de nésociations. Soit, s'il maintenait ses revendications territoriales sur la Pologne, et pour respecter l'axiome militaire découlant des leçons des guerres précédentes -la nécessité d'éviter une guerre sur deux fronts -, le chancelier devait impérative-

Du coup, uoa option allemande, jusqu'ici inexistante, s'ouvrait à Mos-con. Inversement, lorsque Chamberlain commença à comprendre que le chemin vers un second Munich était incertain et que le déclenchament de la guerre demeurait une possibilité réelle, il dut, à contrecceur, s'assurer, au moins en apparence, de l'engagement - vital pour l'application des garanties - de l'armée soviétique. Ainsi, c'est l'Uniun soviétique qui devint, sans l'avoir vonh, le pivot de l'équilibre des forces co

Surfant sur la vague de notre mémoire collective hésitante, certains historiens révisionmistes ne présentent ce pacte inattendo que sous sa nature perfide. Or les mythes du comp de poignard dans le dos et du plan prémédité oot été construits autour de lectures simplistes des événements ayant conduit au pacte. Conformes au modèle totalitaire dominant dans les années 50, ces visions

Généalogie d'un mensonge

'APPARENTE désinvolture da Staline à l'approche de l'invesion allemande en juin 1941 et, plus généralement, la politique soviétique restent. selon l'expression de Churchill, « une devinette envaloppée dans un mystère à l'intérieur d'una énigme (1) ». Pour les réalisateurs du film Liaisons dangareuses. Staline, dans le conduite de sa politique étrangera, poursuivait la plen des bolcheviks : dominer le monde an transformant le guerre impérialiste en guarre idéologique (lire page 23).

Bien que le professeur Stéphena Courtois soit le conseillar historique du film, une partie cruciale du documantaire adopte, sans la critiquer, le trop celebre travail da Victor Souvorov, un officiar de renseignement soviétique passé à l'Ouest à la fin des ennées 70. Dans son livre, Le Brise-Glace, Souvorov décrit la Russie soviétique de 1941 an scélérata plutôt qu'en victime. Grâce à una falsification de ses sources, il prétend sans la moindre preuve que Staline aurait méticuleusement préparé contre l'Allemagne un plan « Opération Tonnerra », qui devait être déclanché le 6 juillet 1941 : ce serait l'invasion de la Russie par Hitlar qui l'aurait fait

La prétendue préparation da cetta agression par Staline aurait commencé avec la signature du pacte germano-soviétique et se serait poursuivie jusqu'au printemps 1941, en passant par la conférence entre Viatcheslav Molotov et Adolf Hitler à Berlin en novembre 1940, présantée comme une preuve que tout cela n'empêchait pas Staline de conspirer avec Hitlar pour le partaga du monde. Or les nouveaux documents d'archivas - dont les directives pour les entretiens avec Hhlar, dictées dana sa datcha par Staline à Molotoy - montrent que les objectifs soviétiques confinuaiant à découler d'une conception défensive de la sécurité. Il s'agissait de protéger les intérêts soviétiques dans les Balkans et les détroits de Turquie. Staline s'opposait en particulier au démembrement de l'Empira britannique. Il pensalt que la Grande-Bretagne participerait à la conférence de paix, mais en tant qua puissance diminuée [3].

En privé, Staline axpliqua à Georgi Dimitrov, le secrétaire général de l'Internationale communiste. que sa politique élait motivée par les manaces euxquelles la Russie faisait face dana la mer Noire. Historiquement le danger est toujours venu de là : la guerre de Crimée, la prise de Sébastopol, l'intervention de Wrangel en 1919, etc. . Son intention était d'assurer la sécurité des bases navaies sur la côte turque « afin que les détroits ne puissent être utilisés contre [l'URSS] (4) ». Loin d'être rassuré par Hitter, comme le suggère Delassus, Molotov ee plai-

gnit, dans un télégramma à Steline, des tentatives du chancelier allemand de « mettre la main sur la Turquie sous prétexte de garantir similairament le sécurité de la Roumanie, tout en (...) faisant saliver [l'URSS] avec la promesse da révision de la convention de Montreux ». Mais, et c'est de loin plua important, Staline disposait, par son attaché militaire à Berlin, d'informations précises aur la directiva 21 fixant l'opération « Barbarossa » - l'invasion de l'Union soviétiqua (51-, et ce dix jours seulement après son adoption, soit à peine un mois après la fin de la conférence de Berlin.

Ce fut donc un sens aigu de la menace ellemande qui conduisit à la réunion extraordinaire du haut commandement eu Kremlin, à la fin du mois de décembre, et aux daux Kriegspiel du début da 1941. Les deux stratégies partaient de l'hypothèse d'une invasion allemanda de la Russie, et leurs conclusions ont été mises en œuvre dans les plans de mobilisation et da déploiement préparés au printemps 1941. A la mi-avril 1941, le chef du ranseignemant militaire, le générel Filip I. Golikov, soumit à Staline un rapport alarmant sur les mouvements de troupes massifs da l'Allemagne vers les frontières russes (6). Avec la Yougoslavie et la Grèce au bord de l'effondrament, Staline conceda qu'an dépit de grands progrès, l'armée rouga était loin d'être prête

Sa politique était désormais guidée par la conscience qu'il avait de la faiblesse de l'armée rouge, gravamant mutilée par les purges de 1937-1938. Les changements dans le haut commandement avaient désorganisé la reconstruction de l'armée : trois chefs d'état-major se succéderent au cours de la seule ennée précédant la guerre. Un flot de rapports des commandants da division révéléram de graves problèmes. Par exempla, la 9 avril; 1941, le Politburo apprit l'augmantation des catastrophes dans l'ermée de l'air : de deux a quatra avions s'écrasaient chaque jour au cours des axercices, et quelque 1 000 pilotes avaient perdu la via an un en (71.

Au liau d'attaquer les Allamands, la seule soiution était donc de s'arrangar avec eux. Vu l'ambiquité da la masse de renseignaments excellée sur la bureau de Staline, celui-ci pouvait penser être en mesure de différer l'offensiva contre l'Allemagne pour la déclencher a un moment plus opportun, à condition de jouar correctemem la carte diplomatique. D'autant qua des informations indiqualent une possible division antre Hitler et la Wehrmacht: à ses yeux, la chanceliar souhaitait atteindre ses objectifs par la voie de la négociation. l'armée

recharchait la quena. De surcroît, le comte Wemar von Schulenburg. ambassadaur allemand à Moscou, s'efforçait de dissimular à Staline la manace grandissanta. Des découvertes particulièrement éclairantes dans les archives russes montrent que Schulenburg chercha

-lors da plusieura rencontres clandestines à sa résidence moscovite avec des diplomates soviétiques, entre le 5 et le 12 mai - à organiser une rencomre antra Staline et Hitler (8).

La voyage rocambolesque de Rudolf Hess, l'adjoint de Hitler, en Angleterre, le 12 mai, pour une mission de paix, apparaît comma le clé pour comprendre l'attitude soviétique à l'approche du conflit. Des documents récemment déclassifiés par la gouvernement britanniqua révèlent que le Mi 6, encouragé par le Foreign Office, tanta d'utiliser le venue de Rudolf Hess à des fine de désinformation : il s'agissait, en intoxiquant les Russes grâce à des sources de renseignement clandestines, de les

empêcher de conclure un accord avec l'Allemagne. Les Britanniques voulaient corroborer l'évaluation erronée de Staline concernant les divisions eu sein de la direction allemande - Rudolf Hess serait à la recherche d'una paix avec la Grande-Bretagne afin da convaincre Hitler d'abandonnar sas réserves quant à le campagne contre le Russie. Les services de renseignement britanniques espéreient que cetta information poussereit l'URSS à joindre ses forces à celles de la Grande-Bretagne avant qu'il ne soit trop tard. Le messaga eut l'effet inverse sur le Kremlin: il y accentua la peur qua les rumaurs de guerre fabriquées à Londres elent pour but d'entraîner la Russia dens la guerre.

Une directive offensive ou défensive?

EL est le contexte dans lequel doit être analysé l'ordra donné par Gueorgui Joukov, le 15 mai, en vue d'una attaque préventiva contre l'Allemagne. Les historiens « révisionnistes » mettent an avant la directive elle-même. Ila présument que Stalina était à l'origine du plan et qu'il était « dumant signé », prouvant ainsi que la stratégie soviétique était bel et bien - offensive », c'est à dire

En réalité, cette directive ne connut pas le moindra début da mise en œuvre : le lendamain, Gueorgui Joukov en émin une autre, visant, elle, un déploiement défansif de l'armée rouge sur les frontières en prévision d'une attaque allemande. Cette directive « défensive » resta en vigueur jusqu'eu 22 juin 1941, avac qualques modifications mineures. En outre, una enalyse sérieuse de le directive « agressive » de Joukov en limite le portée : fondée sur le doctrine, très élaborée, des opérations en profondeur », inventée par le maréchal Mikhail Toukhatchevski, ella prévoyait une attaque limitée bien que s'enfoncant profondément à l'intérieur des concentrations de troupes ellemandes. Plus qu'un tremolin vers la prise du cœur de l'Europe, le plan était concu comme une opération circonscrite dont l'objectif était d'abord de

désorganiser l'ordre da bataille ellemand - il donc de nature fondementalement défensive.

A la mi-mei, un profond ebîme séparalt en fait Joseph Staline et les chefs d'état-major. Bien que Joukov eit continué à faire pression en faveur d'une attaque préventive, l'irrésistible besoin d'un répit conduisit Staline à faire preuve de plus de docilité à l'égerd de l'Allemagne. Le débat culmina lors de le série de séances du bureau politiqua à la veille de l'invasion allemande. La confrontation était si eiguë que, lorsque le maréchal Semen Timochenko, ministre de la défense, soutint la proposition de Gueorgui Joukov de placer l'armée rouge en état d'elerte, Staline explosa : « C'ast du Timochenko tout craché, il prépare tout la monde à la querre, il fait tout pour être fusillé, meis je sais depuis la guerre civile que c'est un bon soldat. » Après quoi il svertit la chef d'état-major : « Si vous provoquez les Allemands sur les frontières an déplaçant des troupes sans notre permission, alors les têtes tomberont, souvenez-vous-en 1(9), »

Cette peur obsessionnelle de la provocation. conjuguée avec la claire conscience de la faiblesse de l'ermée rouge, allait à l'encontre du flot croissant de renseignements précis annonçant l'agression allemande. Cela contribue à la confusion et eu désastre qui se produisirent à l'aube du 22 juin 1941, lors da l'agression hitlérienne. Lorsque Joukov appela Staline à sa datcha pour l'informer de l'attaque allemande, le maître du Kremlin semblait encore croire que la Wehrmacht avait provoqué une querre sans l'accord de Hitler. Sa première directiva fut donc d'interdire à l'armée d'appliquer pleinement les ordres de déplolement...

(1) Winston S. Churchill, The Second World War, London, 1950, vol. L. p. 403. (21 Victor Souvesov, *The Icebreaker*, pp. 344-345 et p. 327. La version française, *Le Brise-Glace*, est parte en 1989 anx Editions Orban.

(3) Archives présidentielles de la Fédération de Russie AFFR. 9 novembre 1940. Archives de la politique extérieure e la Fédération de Russie (APEFR), 059/1/338/23/4/2, Télé-ramme de Staline à Moloov, 11 novembre 1940.

(4) Archives nationales de Bulgarie, Fonds Dimitrov, journal personnel, 25 novembre 1940, et Archives du ministère des affaires érangères de Bulgarie, AMVNR PREII INSULUIN, documents concernant la visite de Moletov à Berlio,

(5) APEFR, 059/1/326/2239/112-114, télégramme de Molotov à Ivan Maiski, 17 novembre 1940 et 338/2314/36-38, télégramme de Molotov à Staline. 13 novembre 1940.

16) Archives des services de renseignement nasses, 7237, Rapport de Filip L Golikov, 16 avril 1941? et rapport nº 4 sur les événements à l'Ouest, 20 avril 1941.

(7) APTR. « Dossier spécial sur 1941 », document 247.

(8) APFR, 3/64/675/157-161. (9) Archives personnelles de Dimitri Volkogonov, déclaration signée par le général Liachenko sur les convertations avec Semen Timochenko.

عكذا من الاصل

falsifications à

1.20

Micheller of Principles and of the to be a second Section of the latest to the line bearings Conditionally in particular to Fife Landre Jr. L. Kong Co. in family of the second brain of Carry out to be position of the particular and t Hotel franciscost a lices Comprise. Charles to the control of the same Secret seater part particular and the says description and the many lands frence of therefore the THE STATE OF THE PARTY OF THE P Long and a most opposite the Jensey M. S. Line Control of Control The property of the Water or the second second The fact of the state of the st Brown to a series of the serie

Service of a faith asset person

The first and the second section of the second section section

القابيلاس والراب المسارات

The second second

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

more to be at a second of the

A grant of the state of the sta

All the second s

ARTON SECURITY SECURI

Secretary Control of the Control of

Comment of the state of the sta SENTE SET TO SET THE SET Marian maria material were entry to the control of the Control Service of the servic Mr. 70-46"-8140 Curan i i ataumm Control of the state of ME & MILE. Transaction of Transaction THE PERSON AND THE RESERVED. warunter in the second ים בביר די ני יי יי יי יי therein a transfer and

A .A *** E delegant of the control of the con -* and a -

*

5 4 35 5 -

Agranda Santa Ag

TON DE LA SECON

soviétique cherchèrent à établir l'existence d'une communauté d'intérêts et d'affinités politiques entre les régimes nazi et communiste, tous deux menaçant gravement la démocratie et la civilisation occidentale. En réalité, le Foreign Office recommt, dès evril 1939, les conséquences

logiques des garanties britanniques. L'ambassadeur de Sa Majesté à Moscou, Sir William Seeds, par exemple, leur reprocha d'avoir suscité chez Staline la tentation, tout à fait compréhensible dans les circonstances nouvelles, de « se tenir à l'écart et, en cas de guerre, de limiter son soutien au commerce fructueux de matériels aux victimes de l'agression ». Et d'anticiper l'accord de l'Allemagne et de la Russie sur l'avenir des Etats baltes et de la Bessarabie. A l'instar du sous-secréfaire d'Etat français aux affaires étrangères, Vansinart, qui admit à contrecceur : « Maintenant que le gouvernement de Sa Majesté a donné ses garanties, le gouvernement soviétique va s'asseoir et se laver les mains de toute cette affaire (5). »

GUERRE MONDIALE

Dès ce moment, face à l'attitude de Londres, Staline aurait donc pu théoriquement se compromettre avec les Allemands. Mais il ne faut pas perdre de vue que la constante de la politique étrangère soviétique pendant. l'entredeux-guerres plonge ses racines dans l'intervention militaire alliée en Russie en 1920-1921. D'où une profonde méfiance à l'égard de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, qui pourraient faire bloc et lancer une croisade contre la Rus-

Depuis le 31 mars, Staline faisait face à un grave dilemme qui n'avait pas grand-chose à voir avec ses penchants idéologiques : prudent et pragmatique dans la conduite des relations internationales, le maître du Kremlin était hanté par la crainte que Londres, en dépit de ses garanties, n'abandonnat la Pologne

slovaquie, facilitant ainsi une agression allemande sur le front criental. En même temps, il evait pleinement conscience que, en cas d'incapacité de la Grande-Bretagne à répondre à une invasion allemande de la Pologne, l'Allemagne pou-vait violer un éveninel accord et poursuivre sa poussée vers l'est. Ce pronostic le conduisit à tenter désespérément de convaincre la Grande-Bretagne de remplacer les garanties unilatérales accor-dées à la Pologne par une alliance militaire contractuelle entre la Russie et l'Occident. Ce qui ne l'empêcha pas de

sonder l'Allemagne. Pendant les négociations, qui trainèrent presque cinq mois, Londres et Moscou explorerent différentes possibilités d'accords. Au cours des années 30, l'Union soviétique voulait obtenir sa sécurité à travers l'établissement d'une zone tampon comprenent, du nord au sud, l'Estonie, la Limanie, la Lemonie, la Pologne, la Rommanie et la Bulgarie, et ce par le biais d'accords d'assistance mutuelle evec ces Etats, soutenns per l'Angleterre et la France. Ces projets evaient pour caractéristique principale de définir sans ambiguité les mesures militaires à prendre par chacun des belligérants une fois la guerre déclenchée. Et ils supposaient une véritable menace allemande et l'inévitabilité de la guerre.

Cette démarche reposait sur des renseignements fiables arrivés sur le bureau de Staline. L'information la plus importante apparut en août 1938 : une source stire, implantée chez Hermann Göring, décrivait avec force détails les plans militaires de l'Allemagne présentés par le maréchal du Reich au maréchal Gerd von Rundstedt, le commandant du groupe d'armées qui allaient envahir la Pologne, et aux autres officiers supé-rieurs. La cible était clairement l'Est: « L'Allemagne; précisaient-ils, n'a pas besoin de colonies en Afrique, mais en Europe de l'Est; elle a besoin d'un gre-



A partir de mai 1939, Staline reçut un flot constant de renseignements sur les intentions de Hitler d'attaquer la Pologne sans se soucier des réactions occidentales. Les Allemands semblaient penser que la guerre resterait localisée, et cela dut inquiéter particulièrement Staline, qui ne comptait guère sur l'inter-vention de la Grande-Bretagne et de la France avant le déclenchement des hosti-

Les garanties données par Londres à la Pologne, que Staline interprétait correctement, tentaient de préserver les principes fondamentaux de la politique d'« apaisement » à l'égard de Hitler en cherchant à dissuader les Allemands. Elles ne pouvaient donc satisfaire les besoins fondamentaux de la sécurité soviétique. Dès le début, Lord Halifax, le secrétaire au Foreign Office britannique, souhaita une coopération russe limitée à

nne fastidieose déclaration selon laquelle, « en cas d'agression contre un voisin européen de l'Union soviétique et auguel ce pays résisterait, l'assistance du gouvernement soviétique serait accordée si le désir en était exprimé et serait fournie suivant le mode le plus approprié ». Il en attendait « un effet apaisant sur la situation internationale (8) », « effet apaisant » étant ici synonyme de dissuasion.

Lord Halifax évolua à pas comptés au cours de l'été 1939 pour tenir compte des demandes soviétiques. Mais une telle alliance se révéla difficile à conclure, en raison du refus des Polonais d'envisager ne serant-ce qu'un transit des troupes soviétiques sur leur territoire en cas de guerre, et de la répugnance de Londres à reconnaître l'Union soviétique comme

son principal affié en Europe orientale. La position rigide de la Grande-Bre-



tagne conduisit Staline, par pur calcul, à explorer une autre voie à travers le dialogue avec les Allemands. La décision finale s'imposa pratiquement à lui le 19 août 1939, lorsqu'il reçut un remarquable rapport de renseignement sur les objectifs de Hitler à long et à court terme. Selon ce rapport, le Pührer était déterminé à « résoudre » le problème polonais quel qu'en filt le coût, sans se soncier d'avoir à combattre sur deux fronts. Il comptait sur l'URSS pour « conduire des négociations avec Berlin], puisqu'elle n'a aucun intérêt dans un conflit avec l'Allemagne et qu'elle n'est pas moins inquiète d'être vaincue au nom des intérêts de l'Angleterre et de la France ». Ceux qui entretienment l'idée d'une communauté de destin nouvellement formée entre Moscou et Berlin devraient le noter : bien que préconisant « un nouveau Rapallo, étape d'un rapprochement et d'une collaboration économique avec Moscou », le rapport sonlignait la nature éphémère de ce « second Rapallo », qui devait être pourstrivi « pendant une période limitée » d'environ deux ans (9). Staline ne pouvait donc l'ignorer.

En fait, depuis Munich, les Allemands maîtrisaient manifestement les événements. Loin de pouvoir lancer une agression contre eux, Staline - comme d'aillears les Britanniques - devait répondre à des demandes allemandes équivalant à un ultimatum. De son épais crayon bleu, Staline souligna le « conseil » de Hitler d'accepter la proposition d'accord, car le comportement de la Pologne à l'égard de l'Allemagne était tel qu'« une crise pou-vait avoir lieu n'importe quand ». Hitler commentait plus loin qu'il serait prudent pour Staline de « ne pas perdre de temps (10) ». L'alliance trouva sa justifi-

cation lorsque Staline comprit que la délégation militaire franço-britannique, arrivée à Mescon par bateau au cours de le deuxième semaine d'aost, était dépourvue d'instructions et ne disposait d'aucun pouvoir, Elle devait, en permanence, consolter Londres et Paris.

Staline exploita les occasioos à chaque fois qu'elles se présentèrent. Pendant la majoure partie des années 30, cherchant ainsi à protéger la Russie d'une guerre désastreuse, il adhéra à la politique de sécurité collective jusqu'à ce que, à la fin de la décennie, il ne croie nins à son succès. Sachant que le maître du Kremlin soupçonnait en permanence -et de manière compréhensible - la Grando-Bretagne et l'Allemagne de vouloir se réconcilier, on peut douter qu'il ait considéré le pacte germano-soviétique comme une garantie sérieuse des frontières occidentales de la Russie. Loin de conduire à une fratemité « par le

(5) E. L. Woodward (sous la direction de), Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, 3* série, vol. V, Loudres, 1952, p. 104.

(6) Archives privées de Dimitri Volkogonov,

* The Estimate of the Intelligence Services of the
General Staff on the Plans and State of the Armed
Forces and the Possible Outbreak of World

(7) Archives mifitaires de la Rédération de Russie (AMFR), 9157/2/350-360, « Information de Pros-lurev à Staline sur les plans allemands d'agression obtenus par Kleist », 17 mai 1939.

(B) Documents on British Foreign Policy, 1919-1939, 3 strie, vol. V, pp. 205-206.

fer et le sang » avec l'Allemagne, ou à la renaissance du rêve depuis longtemps oublié d'une expansion sans limite, ce pacte reflétait surtout la relative faiblesse de la Russie et la claire conscience qu'elle serait forcée, an bout du compte, d'affronter l'Allemagne sur le champ de bataille. Staline opta pour le moindre des

La condamnation des historiens révisionnistes est inspirée par un jugement moral sur les protocoles secrets qui permirent la division de la Pologne et l'occupation des pays baltes. Mais, dans leur jugement, les historiens se doivent de saisir l'esprit du temps. Comme l'e observé un spécialiste avisé, « le Krem-lin menait une diplomatie qui n'était ni morale ni idéologique. La polisique de Moscou, comme celle des démocraties, n'était ni pure et noble ni diaboliquement rusée (11) ».

GABRIEL GORODETSKY.

(9) AMFR, 9157/2/418-431. L'innerception des telégrammes de Werner von Schulenburg, ambassadeur allemand à Moscou, qui étaient ainsi fournis à Staline confirma l'information. Voir par exemple 9157/2/447, 453-454.

110) Dimini Volkogonov, Stalin: Tritamph and Tragedy. Grove Weidenfeld, New York, 1991. Voir aussi « Alternativy 1939-go ». Lwestia, 21 soft 1989. Une autre interprétation éclairante est « Ribbeautop-Molotov », Vaprasy Istorii Kps., n° 8, 1988.

(11) Teddy J. Uldeicks « Foolying Soviet Vieus.

(11) Teddy J. Uldicks. e Evolving Soviet Views of the Nazi-Soviet Pact », in Richard Frucht (sous la direction de), Labyrinth of Nationalism: Complexities of Diplomary, Slavica Publishers, Colombus, Ohio, 1992, pp. 331-360.

Falsifications à la télévision

NTRE Berlin et Moscou, les images sont interchengeables. Des deux côtés, on invente le propagande, omniprésente, permanente. » Si, e'inspirent des méthodes du « conseil historique eoua la direction de Stéphane Courtois » qui e line » (1), on voulait poursuivre dana le voia de l'emelgame, on pourrait dessivoid de l'emerganie, on pourait desser-ner un triangle de le menipulation. Et y indure le télévision française: trois semeines durent, c'est bien un sommet du révisionnisme historique qui s été servi eux téléspectateurs.

A tel point qu'on ne sait où commen-cer la réfutation. Décidés à établir une parenté idéologique et stratégique permenente entre nazieme et communisme, les deux réalisateurs ont cholai de faire du pacte germano-soviétique l'epothéose d'une longue collaboration datant ... de le révolution russe de 1917. L'histoire se métamorphose alors en une téléologie grossière où chaque épi-sode des rélations soviéto-ellemandes de l'entre-deux-guerres n'a de sens qu'à la lumière de la poignée de main Sta-line-Ribbentrop d'août 1939. Même un historien exécrable connaît pourtant les risques d'une telle lecture qui pourrait lui faire dire que le poignée de mein de Montoire entre Pétain et Hitler expliqua l'aval de Bismarck à l'écrasement par Thlers de le Commune da Paris...

Au moment du traité da Rapallo, en 1922, l'Allemagne ast en butte e l'acharnement français et eux sanctions du traité de Versailles; l'Union soviétique sort exsangue d'une guerre civile pen-dant laquelle elle s affronté plusieurs nations suropéennee. Commant l'alliance des daux pays paries, dont l'un est démocratique, l'autre pes encore stalinien, pourrait-elle avoir la même signification que le pacte d'août 1939?

Passons à la stupidité suivante. « Dés 1934, une guerre samble inévitable. Sta-

line n'en veut pas. Manceuvrant pour le rejeter vers l'ouest, il cherche à s'entendre evec Hitler. » C'est le thèse des euteurs. Pour la faire passer, ils ne nous épergneront rien. Ni un commentaira pompeux, ni un grand-guignol d'acteurs affublés d'uniformes soviétiques et nazis qui, réunis autour d'una carte de l'Europe, poussant des pione en forme de croix gemmée ou de faucille et de marteau.

Mels le difficulté des euteurs est double. D'une part, les puissances occi-dentales – et eurtout le France et le Royaume-Uni – ont eu moins eutant « menœuvré » avec l'Allemagne pendent les ennées 30 que l'Union sovié-tique. D'eutre pert, de petits incidents ineignifients comme le guerre d'Espagne et le Front populeire ont opposé les deux pays totelitaires, eupposés enimés par une « hetre commune

des démocraties bourgeoises ». PAS de problème: lorsque, « à l'Ouest, personne ne broncha » pendant qu'Hitler occupe le Rhénenie puis envahit l'Autriche et le Tchécoeloveguie avant de sa tournar contre le Pologne, cette impassibilité est ebordée avec pudeur. En moins d'une minute... Et, bien sûr, alle ne seurait prouver que Daladiar ou Chemberlein, pour ne citer que ces deux signataires du traité de Munich, « cherchent à s'entendre avec Hitler » afin de « réjeter la guerre » vers

L'eutre difficulté est traitée par le mensonga caractérisé. Déjà, les réalisa-teurs ont eu replomb de prétendre que les purges de l'armée soviétiqua, décidées par Steline en 1937, s'expliquent par le fait que les 35 000 officiers exépar la fait que les 35 000 officiers exe-cutés « pourraient être choqués par un rapprochemant evec l'Allemegne fas-ciste et s'y opposer ». Voile une jolie réé-criture de l'histoira, courrageusement faite eu conditionnel néanmoins, ce qui évite d'en fournir la moindre preuve.

Avec le Front populeire, les euteurs passent du conditionnel à l'indicatif: « Interdiction intimée à Thoraz de participer à un deuxième gouvernement Blum en mers 1938 : Staline ne veut pes de vegue evec Hitler. » On atteint alors eu grand ert. Au moment de l'Anechluss, Léon Blum veut en effet constituer un gouvemement d'union nationele contre l'Allemegne. Et qui e'y oppose ? Il auffit pour répondre de citer les propos que le chef socialiste tient sux députés de droite le 12 mers 1938: « Le Parti communiste vient de tenir une séance de son comité central et a émis un vote d'edhésion sans réserve (eu gouvernement d'union nationale). Ainsi gouvernement d'union nationale]. Ainsi donc, tout le monde accepterait, et ce serait vous qui refuseriez [...] Qu'est-ce qui vous détermine? Le présence des communistes au gouvernement? Et cela avent tout? Je ne vous demande pas de me répondre : Je le sais 1 (2) »

SI Stéphane Courtoie se penche un jour sur l'œuvre d'Annia Kriegal, il lira avec intérêt sa communication de mars 1965 eur « Léon Blum et le Parti commu-niste ». Elle y établit que, à partir de 1934 et jusqu'en coût 1939, le « diplometie soviétique de rapprochement avec les démocraties occidentales » est toumée « contre Hitler » (3). Mais, evec ce documantaire de France 3, s'egit-il d'autra chose que de « propaganda » ? François Furet, an tout cas, e évoqué un « cadeau eu public de la télévision », un « grand film d'histoire » (4).

(1) « Les dossiers de l'histoire » : « Hitler-Staline: liaisons dangereuses », France 3, du 30 novembre au 14 décembre 1996.

(2) Georges Lebranc, Histoire du Front popu-laire, Psyct, Paris, 1974, p. 506 (annexe nº 21). (3) Annie Kriegel, Léon Blum chef du genverne-ment, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1981, pp. 128-129.

(4) Le Nouvel Observateur, 5 décembre 1996.

De Munich à l'invasion de l'URSS

29 septembre 1938 : Adolf Hitler, Benito Mussolini, Edouard Daladier et Neville Chamberlain

29 septembre 1938 : Adolf Hitler, Benito Mussolini, Edouard Daladier et Neville Chamberlain signem les accords de Munich, qui livrent les Sudètes uthécoslovaques à l'Alternagne nazie ~ l'invasion se produit deux jours plus tard.
15 mars 1939 : L'Allernagne occupe militairement la Bohème et la Moravie, qu'elle rédnit à l'état de protectorat, tout en installant à Bratislava une « République slovaque » collaboratrice, l' septembre 1939 : L'Allernagne envahit la Pologne. La France et le Royaume-Uni lui déclarent la guetre.
17 septembre 1939 : Conformément au pacte germano-soviétique, l'armée rouge envahit la Pologne orientale.

30 novembre 1939 : L'URSS sinaque la Finlande.
9 avril 1940 : La Wehrmacht s'empare du Danemark.
14 avril 1940 : Opération franco-britannique en Norvège, où s'installe néanmoins un pouvoir qui

collaborera avec le Reich.

10 mai 1940 : Hitler attaque à l'Ouest. L'armée néerlandaise capitule le 15 mai, la Belgique le

27 mai, et l'armistice avec la France est signé le 22 juin.

Il mars 1941 : Les Etats-Unis accordent au Royaume-Uni le bénéfice du « prêt-buil » : la ceasion de matériel de guerre en location.

Avril-mai 1941 : La Wehrmacht envahit la Yougoslavie, puis la Grèce – dont l'armée italienne avait teuté, en vain, de s'eroparer en octobre 1940.

21 Juin 1941 : Sans déclaration de guerre, l'armée allemande envahit l'Union soviétique.

Entre autres, dans le numéro de juillet 1997 :

Les accords de Dayton-Paris Georges-Marie CHENU

Le printemps incertain du peuple albanais

Guillaume KOPP

Francophonie

Jean-François BUON

Figures libres, Choix de films, Chroniques de Théâtre Revue des livres, Choix de disques...

Le oº (144 pages): 60 F - Etr.: 67 F Abt (11 n⁻/an): 495 F - Etr.: 600 F

Rédacteur eo chef : Henri MADELIN

Pour recevoir ce numéro, tapez sur Minitel 36 15 SJ* ETUDES (2.23 Fhnin.) ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'ETUDES:

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

« Nouveau Luther » et prophète martyr pour les uns, faux messie dangereux pour les autres, Eugen Drewermann ne laisse pas indifférent. S'il n'est plus sous le feu des médias, il garde un prestige immense et reste révélateur d'un courant puissant au sein du catholicisme européen.

Par RÉMY HEBDING *

Eugen Drewermann n'en finit pas de semer le scandale. Et cela auprès de l'Eglise romaine, peu encline à se laisser bousculer par l'un des siens. Il connaît la maison, et est donc le plus apte à en contester les aspects les plus contestables pour l'homme contemporain. Il en démonte la machine à l'endroit le plus vulnérable de l'édifice : le rôle assigné au prêtre, révélateur selon lui d'un carcan culpabilisateur et destructeur. Eugeo Drewermann ne se lasse pas de fouiller dans l'inconscient de ceux qu'il considère comme atteints dans leur être le plus intime par un système broyeur d'individualités, cachant leur souffrance au nom de leur mère l'Eglise, marâtre sans scrupules. Il adopte une attitude d'écoute de ces douleurs oon dites, cachées au plus profond de soi. Cette souffrance, il a dû la ressentir luimême ; ce qui le rend apte à prendre la place du thérapeute auprès de ses

Tout a sans doute démarré de son expérieoce d'homme blessé, marqué au plus vif de sa vocation sacerdotale. Ce qu'il a ressenti – et qu'il resseot encore -, c'est la contradiction entre ce qui est proclamé et ce qui est vécu, ce qui est dit au nom de l'Evangile et les consequences d'une telle traduction sur les serviteurs du système romain. Mais l'auteur des Fonctionnaires de Dieu (1) (Kleriker) n'en reste pas au constat : en décrivant, il mène l'coquête pour comprendre, pour ne pas demeurer dans l'état du prêtre aigri, en rupture avec la structure qui l'a constitué tel qu'il est. Bien plus, sachant que son Eglise réclame discipline et perte d'individualité pour ses clercs, il élabore une véritable mise à nu du phénomène culpabili-

Cette démarche explique en grande partie l'itinéraire intellectuel du théolo-

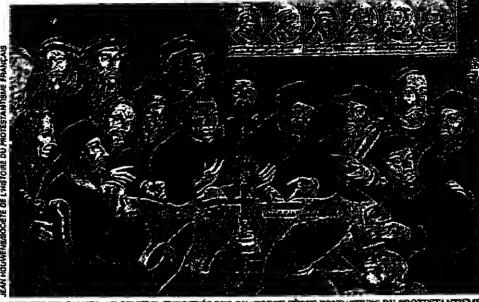
Rédocteur en chef de l'hebdomadaire pro-

gien. Le point de départ de toute sa réflexion s'effectue à partir de son expérience de clerc meurtri. Il essaie de comprendre, et nous avec lui. Cela lui permet d'entrer en contact direct avec les moltiples enfermements vécus par les patients venant dans son cabinet. Eugeo Drewermann pense que le plus urgent est de leur annoncer une parole qui libère, considérant que « seul un être épanoui peut foire le bien », selon le proverbe bouddhiste cité en exergue de Kleriker, L'institution religieuse, castratrice par excellcoce, représente eo concentré toutes les frustrations, tous les renoncements. Ses paroles ne son pas assez dures pour exprimer ce qui a été vécu en profondeur par le clerc et chez les personnes rencontrées.

Le monde qui transparaît au fil de ses multiples ouvrages est constitué d'êtres blessés par l'existence, broyés par des contraintes morales venues de l'extérieur et intériorisées. La confiance est recherchée vainement, mais elle ne trouve sur son chemin que la suspicioo oée de l'interdit castrateur.

« Si les gens [y] réfléchissaiens suffisamment, ils constateraient pour la plupart que ce n'est jamais par hasard qu'ils ont commis une faute, mais que c'est la totalité de leur vie qui ne colle pas ; et que cela tient toujours à ce que la peur les o retenus de vivre à plein : et, très curieusement, souvent la peur devant des forces qui se présentent comme morales (2). « Selon Eugen Drewermann, l'accumulation de refoulements est la source d'inhibitions qui altèrent la capacité d'épanouissement de la personne. Rien de très nouveau dans ce constat, au regard de la psychanalyse. Mais le psychothérapeute étant doublé ien, cela lui permet d gir son investigation au champ de réflexion qui le préoccupe particulière-

Drewermann entend vaincre ce qu'il qualifie d'« étroitesse névrotique »,



LUTHER ET CALVIN (AU CENTRE) ENTOURÉS DES QUATORZE PÈRES FONDATEURS DU PROTESTANTISME

cette maladie occidentale consistant à tout vouloir résoudre en termes purement rationnels. Ceci ne peut, selon lui. que mener à des impasses.

Tonjours selon Drewermann, il y a identification entre guérison et accès à la foi. De la manière dont pous envisageons les questions spirituelles dépend notre propre équilibre. « La foi ne foir qu'un avec la guérison de l'homme. » La religion se présente donc comme la voic royale vers l'épanonissement et la construction de la personne.

Cette réflexion sur la religion. Drewermann en trouve l'inspiration chez Schleiermacher (3), Nous sommes loin, ici, de la pensée des Lumières et du primat de la raison sur toute intuition sensible. Ce qui importe, pour Schleiermacher comme pour Eugen Drewermann, c'est la saisie immédiate en symbiose avec l'univers. Les symboles universels apparaissant comme « des structures objectives préexistantes de l'âme ». Les aspirations non exprimées trouvent dans les symboles religieux partagés par toute l'homanité leur expression et leur accomplissement.

Cette approche jungienne de la psy-chanalyse par l'utilisation des termes de l'inconscient collectif apporte à la théo-logie romantique une notation moderne reliée à des préoccupations très anciennes. Préoccupations qui n'ont jamais été totalement étrangères à une quer une démarche en continuité avec la culture ambiante.

Dans le protestantisme noo plus. d'ailleurs. En témoigne l'auteur des Discours sur lo religion - on plus

récemment Paul Tillich (4). Mais cela fait l'objet d'un débat interne à l'univers de la Réforme. Ce qui explique la manière doot peuvent être reçues les thèses de Drewermann dans les Eglises respectives. La romaine se trouve encore toute bouleversée par la remise en cause de l'idéal sacerdotal par l'un

En fait, ce qui bouleverse le plus l'institution mise en cause par le tru-blion de Paderborn, c'est l'agitation créée autour de la fonction de prêtre : la mise à nn de celm qui est mandaté par l'Eglise à être le médiateur du sacré. Celui qui, armé du dogme, régit un espace public et privé de plus en plus rédnit, mais, de ce fait, de plus en plus défendu. Le « permis et le défendu ». dans l'action comme dans la foi, doivent prendre chez le prêtre leur source et leur justificatioo. Le prêtre est celui qui écarte le doute au profit de l'énonciation de principes normatifs avancés en première instance par le pape.

Eugen Drewermann s'insurge contre cette pensée du « prêt-à-porter » qui éli-mine l'angoisse devant la liberté de croire, de penser, de sentir. Comme il le dit dans son dernier ouvrage traduit en français. Dieu en toute liberté (5). . le magistère se pose lui-même, au nom de Dieu, comme absolu, et [...] se fonde structurellement sur l'oppression de la personne humaine individuelle ». Pour prêtre propagateur de la pensée unique foot partie d'un bloc homogène et cimenté. Il considère même celui-ci comme la représentation d'une idéologie de violence où « ce qui doit servir ò

interpréter lo foi est devenu une fin en soi (6) ». Tout cet attirail répressif ne servant, au bout du compte, qu'à normaliser, la pensée an profit d'une approche eutoritaire des « mystères » de la foi. Et cela an détriment d'une éconte bienveillante de l'autre.

Eugen Drewermann prône le rétablissement de a confiance par la rencontre amicale et seconrante. Dans un monde hostile, il est indispensable de maintenir ou de susciter des lieux où la détresse est prise en charge afin d'évi-ter l'inréparable. Car, selon lui, ni la morale qui condamne et juge, ni le dogme qui proclame l'unicité de la vérité ne peuvent permettre à l'homme acca-blé de se relever. Là, le psychothérapeute vient informer le théologien sur

les conséquences pratiques des formulations dogmatiques. Une pensée érigée en système clos soit use de la coercition pour ne pas être rejetée, soit réclame de la part de ceux à qui elle est destinée une intériorisation de l'interdit. Et cela au point de meurnir la conscience de ceux qui sont partagés entre fidélité à l'institution et liberté.

Mais l'exposition du différend opposant l'Eglise catholique aux plus conscients de ses serviteurs ne saurait nous faire oublier l'ancrage romantique des thèses d'Eugen Drewermann. Et il fant souligner des aspects quelque peu critiquables de sa démarche, Selon lui, l'expérience est la voie royale pour rencontrer Dien comme pour retrouver son unité intérieure ; celle que l'analyste inventorie à la lumière de la théorie de

Mais l'expérience tant vantée peut aussi, lorsqu'elle est vécue de manière initiatique et absolue, déboucher sur une autre forme d'enfermement. Celui qui résulte d'une exaltation de l'imaginaire jusqu'à en faire la condition de toute connaissance. Trop oublier les Lumières au profit de l'efflorescence des manifestations de l'inconscient peut mener, au nom du refus de tout jugement et de toute contrainte, à l'exaltation du sub-jectivisme. Ce qui correspond à ne trou-ver sa justification qu'en soi-même, ou dans la name dans laquelle l'humain peut entrevoir des traces du divin. Schleiermacher mais aussi Novalis (7) ne sont pas étrangers à ce type d'inspira-

.....

2.5

4.00 - F

Meeter:

吨: . .

Bir .

ZZ:-----₹770°3-, ...

Server .

٠.......

The way

War.

Mar.

32 - 1 - 1

Sec. 17.

 $x_{z_{i+rs}}$

Sec.

2 - 2 - 2 - 1

A C NATE A TOP IN

175

Section in the least of the lea

Section 1

Same.

 $\mathbb{Q}_{\mathbb{Z}_{I,E'}}$

352-12-17

tion fusionnelle et panthéiste. Dans une telle problématique, tour ce qui est éthique - relation à l'autre - ou historique - relation à la dimension collective des agissements humains - se trouve mis en exergue et dévalorisé. Pour le théologien de Paderborn, le parcours initiatique teinté de psychanalyse et de religion qu'il préconise est destiné à nous mener vers ce confort psychique où toute culpabilité est évacuée. Le monde, les antres, l'Eglise catholique, n'étant là que pour empêcher l'individu de se réaliser pleinement. Pour Engen Drewermann, l'angoisse d'exister ne peut être vaincue que si la notion de péché - peur de faire mal, crainte d'être condamné - est traitée comme une maladie... Une maladie religiense pouvant tronver la guérison dans la confiance de l'innocence retrouvée. Tout le travail consiste à se vider du mal que la société a inoculé dans une âme pure et saine de toute culpabilité. Le mai-vivre trouve dans ce mécanisme

accusateur la source de son existence. Enoncer cela peut sembler, de prime abord, libérateur. De prime abord, seulement. Car soigner le péché - la culpabi-lité dans sa version sécularisée -, c'est passer à côté de la question morale par excellence. Celle qui oriente la vie sociale, lorsque, moins préoccupé de la recherche de son confort psychique, comme Drewermann nous y invite - on disait jadis « de l'âme » -, l'individu se pose la question : comment vivre avec ses semblables.

(1) Eugen Drewermann, Fonctionnaires de Dieu, Albin Michel, Paris, 1993. 12) Eugen Drewermann, La Parole qui guérit, Cerl, Paris, 1991.

13) Né à Breslau en 1768, philosophe et théologien protestant, Friedrich Schleiermacher privilégie l'expérience religieuse et non la spéculation métaphysique. Pour lui, la religion appartient naine du sentiment qu'à celui de nem et de la morale.

(4) Philosophe et théologien allemand, Paul Tülich dut s'exiler aux Ents-Unix en 1933, pour avoir réclaué l'exclusion de l'Université d'étudiants nazis qui avaient molessé des confisciples juris et socialistes. A travers son couve, Tillich a toujours exsiyé de concilier la foi et la culture, la civilisations de confisciples paris et la culture, la civilisations de la culture.

tion et la religion,
15) Dieu en toute liberté, Albin Michel, Paris, 1997, 598 pages, 160 F.

(6] Entretien avec Séverine Boudier: «Le dogme contre la foi », Réforme, nº 2704, 6-12 février 1997.

(7) De son vrai nom Friedrich von Hardenberg. Novalis est un poète allemand, romantique et mys-tique, de la fin du XVIII siècle.

Un phénomène lié à l'angoisse contemporaine

FLORENCE BEAUGÉ REWERMANN a saisi l'angoisse contemporaine. Les gens se reconnaissent en lui. Moi-même, quand je l'ai découvert, je me suis dit avec stupaur : "Cet homme-là dit avec un portevoix ce que le me dis à voix basse depuis toujours". » Jean-Pierre Bagot, principal treducteur en français du théologien contestataire allemand, résume en ces termes le « phénomène Drewermann ».

La fascination qu'exerce Eugen Drewermann n'empeche nullement ses plus proches partisans de le critiquer en toute liberte. Ses interviews fracassantes, ses exces, son attitude qualifiée de « provocatrice a l'état pur «, de même que sa dureté implacable - au point d'en devenir parfois sterile - à l'égard du Vatican, tout cela est dénonce, et déploré. Mais restent intactes l'admiration et la foi envers cet intellectuel hors pair, doue de charisme et d'une culture inouie, qu'on salue avent tout pour avoir su rester un - homme de compassion ». « Il donne tout : son argent et son temps. Quand il y a un malheur, il est là, pas pour cinq minutes en passant mais pour de bon. Chacune de ses paroles e un sens car elle a le poids de l'expérience. Il sait écouter, sans condamner, et c'est pour cela qu'il a un tel succès, en particulier auprès des femmes, explique pour sa part Jean Mouttappa, son éditeut en France chez Albin Michel. Ce n'est pas per hasard si son texte préféré, c'est « La fernme adultère » de l'Evangile et la fameuse phrase : "Va, je ne te condamne pas, " Car, malgré le secularisation de la société, les gens gardent une nostalgie de l'"utopie évangélique". Ils sentent bien que c'est là que réside le sens de la vie, et Drewermann vient leur en donner

Très proche du théologien ellemand, qui lui voue une admiretion et une reconnaissance sans faille pour son soutien de longue date, Mgr Jacques Gaillot (un autre « enfant terrible » de l'Eglise catholique romaine et l'une des rares personnes à avoir de l'influence sur lui) estime que Drewermann représente « un espace de liberté pour les croyants autent que pour les non-croyents. il est au cœur du contentieux entre l'Eglise et le modemité. Il touche du doigt le fossé culturel entre l'Eglise officielle et la société et constate evec douleur que le Vatican raioute de l'exclusion à celle déià existante. Il ne s'agit pas de canoniser Drewermann, maie simplement de l'écouter, car il a des choses à dire. » Sur cet attelage insolite, souvent incompris et raille, que forment Drewermann le hilosophe et Geillot l'homme de terrain, le treducteur Jean-Pierre Bagot dit simplement: «L'un et l'autre savent redonner confiance aux gens ; le premier vous rend votre intelligence, le second votre cœur. Et Drewermann aurait révé d'evoir un évéque tel que Gaillot. »

Dix ans avant que les médias europeens s'emparent du « cas Drewermenn», le théologien contestataire avait déjà una lerge audience en Alle magne. Il avait ecquis sa réputation des le début des annees 80, non pas tant pour son œuvre monumentale - et souvent hermétique pour le profane - que pour ses contacts et ses homelies comme viceire Ifonction a laquelle il teneit pat-dessus tout), ses cours et ses conférences comme professeur de théologie à l'université de Paderbom et ses consultations en tant que psychanalyste. Ciercs et non-ciercs, catholiques et protestants, « psys » de toutes sortes, et jeunes de tous horizons suiveient avec passion ses intervenrions, séduits par sa parole simple et directe, beeucoup plus accessible que ses livres. Bien peu, en France, savent

que les démêles de Drewermann avec sa hiérarchie n'ont pas pour origine des divergences d'ordre théologique, mais, de façon beaucoup plus prosaique, des désaccords sur les pratiques religieuses au sein de la paroisse de Paderborn dans lequelle il officialt. « Il donnait la communion à tous ceux qui le souhaitaient, aux protestants, aux divorcés... Il avait décide de faire "table ouverte" en la matière, se souvient son ami Jean-Pierre Baggt. Mais cette facon de remettre en question des modes de fonctionnement catholiques traditionnels a été perque par son évêque comme un defi encore plus grave que ses écrits ou ses propos. »

En France, la « bombe Drewermann » n'eclate qu'en janvier 1993. La presse apprend alors que la maison d'édition du Cerf itenue par des dominicains) renonce, sous la pression, à publier la traduction française de Kleriker (Les Fonctionnaires de Dieul dans lequel le theologies allemend s'attaque à la question « sacrée » de le vocation. S'ensuivent un veritable scandale, pour le plus grand plaisir des médias, et une foire d'empoigne entre maisons d'édi-tion. « C'était "Hollywood chez Albin Michel", se souvient en riant un éditeur parisien. Ils avaient récupéré les droits de traduction de Kieriker, et ils ont su admirablement faire monter la pression pendant les six semaines qui ont précédé la sortie du livre en France. Une véritable fo!ie mediatique, elors que bien peu de journalistes peuvent se vanter d'evoir lu un seul des ouvrages de Drewermann... v Beaucoup de religieux français, en revanche, s'empressent à l'époque de lire Les Fonctionnaires de Dieu et avouent y retrouver leurs problèmes et leurs angoisses, comme leurs collègues allemands quelques années auparavant, ce qui olonge les milieux ecclésiastiques officiels dans le consternetion...

Quatre ans plus tard, Eugen Drewermann continue de travailler comme un forcené dans le petite ville de Paderborn, où il vit en ermite dens une cité HLM, sans téléphone, sans télévision, et sans voiture. Il recoit toulours de très nombreux petients et poursuit son enseignement non plus à l'université mais dans des salles de lycées et de gymnases notamment. Son public est plus restreint mais touiours attentif, et il se constitue en priorité (comme autrefois) de jeunes et de femmes, rejoints - ce qui est plus nouveau - par de nombreux protestants allemands et des ressortissants da l'ex-RDA. Sa production littéraire, elle, ne faiblit pas, même si elle ne suscite plue la tempête de ces demières années.

A une pression moindre des médies s'ejoute cependant une certaine usure. « Il publie trop, il se répète dans tous ses livres, et il finit par lasser, reconnaît son traducteur, d'eutant plus qu'à l'étranger ses livres n'ont pas été traduits dans l'ordre où ils ont été écrits, mais en fonction du scandale ou du succès que le personnage provoquait. En France surtout, on ignore souvent ses publications majeures (1). Il n'empêche qu'il reste prodigieux, et que des milliers de per sonnes travaillent sur son œuvre. Vous ne pouvez pas imaginer le nombre de gens, de tous milleux, qui m'écrivent de partout en France, soit pour evoir son adresse, soit pour savoir comment on se forme à l'"école Drewermann". L'influence de cet homme, on la mesurera dans trente ans, dans cinquente ans, en tout cas sur le long terme. »

(1) Le Mal, sa thèse, qui a paru dans la traduction française en trois volumes aux éditions Des-clée de Brouwer entre 1995 et 1997, est considéré comme son ouvrage le plus important. Parmi les reuvres plus faciles à lire et qui font date : L'Evanvile des femmes, La Seaul, 1996: La Purole et l'Angousse, Desche de Brouwer, 1995; L'essen-tiel est unvisible. Une lecture psychamulyaque du Peut Prince « Carl, 1992.

witement de cha

William beit mitte bie fich

aftermit de l'

Traitement de choc pour la santé européenne

RRÉSISTIBLEMENT, le principe de l'égal accès aux soins pour tous, l'une des plus importantes conquêtes sociales en Europe, est partout remis en question par les plans d'austérité budgétaire imposés par les Etats, la tutelle des organismes gestionnaires et la mise en concurrence des prestataires. Au risque de sacrifier la qualité à la rentabilité, la santé serait vouée à n'être qu'un marché parmi d'antres. Avec pour conséquence prévisible, corroborée en France par de récentes enquêtes, la progression des inégalités dans la couverture des dépenses et la protection sanitaires.



« On entre, en évoquant les problèmes de santé, dans un ordre de valeurs qui donne lieu à une demande absolue et infinie. Le problème soulevé est donc celui de la mise en rapport d'une demande infinie avec un système fini (1). . En deux courtes phrases, Michel Foucault pointait la difficulté fondamentale des systèmes de protection sociale, amplifiée par la détérioration de l'environnement économique. Entre un désir infini de protection et des capacités de satisfaction limitées, le hiatus devient

Tous les Etats européens se sont, dans un premier temps, refusés à admettre la gravité de la situation : il suffisait d'alléger la barque pour franchir le manvais cap. Plans d'économies succédant aux mesures de sauvegarde devaient y satisfaire. Ils n'ont permis que de gagner du temps en différant le recours aux politiques drastiques de maîtrise des dépenses et à la nécessaire refonte des dispositifs gestionnaires de l'assurance-

maladie et de la santé. Avec retard, la contrainte de réforme a partout fini par s'imposer. Véloce au Royaume-Uni, en Allemagne et aux Pays-Bas, où elle s'est ouverte au cours des années 80 : lente dans les pays pordiques, un temps épargués, ou en France, du fait de l'indécision des pouvoirs publics. Ayant mis le dossier à l'étude (2), les Etats opteront pour l'attentisme avant que la crise ne les contraigne à l'administration d'urgence d'un traitement devenu inévitable.

D'où une impression de dispersion des stratégies de riposte, renforçant le contrasté accusé entre les principaix sys-tèmes européens - modèle administré britannique ou danois, modèle quasi autogéré allemand, ou modèle français de responsabilité limitée des partenaires sociaux, qui est aussi celui des autres pays latins. Un sentiment vite corrigé par l'analyse comparative qui fait apparaître la similitude de démarche et d'inspiration, et rend crédible l'hypothèse d'un rapprochement progressif des dispositifs disperates de gestion des systèmes de

santé. Parmi les signes de convergence, la tendance générale à la redistribution des rôles dans un double mouvement de renforcement des pouvoirs de l'antorité centrale et d'élargissement concomitant des capacités d'initiative des instances périphériques. Partout, y compris en Allemagne où, traditionnellement, l'Etat laissait aux partenaires sociaux une très large autonomie, le pouvoir central réaffirme sa vocation de gardien sourcilleux des grands équilibres socio-économiques. A la logique du souhaitable, celle de la satisfaction des désirs de santé, il lui revient plus que jamais d'opposer ceile du possible, sur le mode très dirigiste de la limitation des bodgets, la légitimité de son intervention se trouvant d'ailleurs confortée par la tendance générale à la nationalisation-budgétisation du financement. L'Etat, dans sa figure hégélienne de messager de la Raison, se renforce de l'impuissance de la société civile à assumer d'aussi lourdes responsabilités. Mais le second versant de la réforme tend à mobiliser et à responsabiliser tous les acteurs du système (professions médicales, hôpitaux, assurés) dans le cadre d'une stratégie contractuelle ouverte à l'esprit du marché (efficacité et recours systématique aux techniques d'évaluation).

La cas de l'Allemagne est, de ce point de vue, très révélateur. De haute tradition, le système d'assurance-maladie y était fondé sor le principe d'anno-administration, un très large pouvoir de gestion du système par les partenaires, euxmêmes investis de compétences plus étendues qu'en France (3), et de négociation avec les professionnels de santé, y compris les cliniques privées, sans interférence des pouvoirs publics. Un bel exemple d'amonomie sociale, contrastant avec la liberté sous contrôle politique

du système français. Les difficultés de la fin des armées 80 en souligneront les limites, à l'origine de la réforme mise en œuvre le la janvier 1993, qui modifie en profondeur l'économie interne du « modèle allemand ». L'Eint fédéral, en effet, s'arroge un pouvoir de commôle par l'instauration d'une

* Maître de conférences à la faculté de droit de l'université de Bretagne occidentale.

technique dite d'« enveloppes globales », appliquée aux principaux postes de dépenses (hôpitaux, prescriptions et honoraires, médicaments), en vue d'une maîtrise rigoureuse des évolutions glo-bales. Il dit en substance aux caisses : faites ce que vous voulez, mais à condition de ne pas dépasser, au total, telle somme. Ainsi, à un modèle fortement décentralisé, succède une régulation centrale restreignant l'autonomie des partenaires. Une perte partiellement compensée par le renforcement des compétences des caisses locales et des Länder, invités à travailler de concert en vue d'optimiser la gestion, deuxième phase de la réforme mise en œuvre en 1996.

Au Royaume-Uni, où les travaillistes avaient opté, en 1948, pour un modèle différent de gestion administrative – le National Health Service (NHS) –, la politique menée par les gouvernements conservateurs depuis 1979 s'est déployée dans deux directions. Dès le milieu des armées 80, le pouvoir de la direction énérale, à la tête du NHS, fut renforcé. Par ailleurs, à compter d'avril 1991, s'est constitué un véritable marché interne de la santé sommis aux lois de la concurrence entre prestataires de soins. Ici également. l'Eist accroît son emprise, déjà considérable, sur le système, mais en la contrebalançant par des capacités d'initiative et d'autonomie recommes aux hôpitaux et professions de santé, sous la



qualité du service aux psagers et de la

politique d'action sociale et de préven-

tion. Il s'agit de sélectionner, sur un

mode pluriannuel, les axes d'une vraie

politique de santé dans le cadre rigoureux

des impératifs budgétaires. Dans le sil-

lage de cette convention, les caisses

nationales sont invitées à la négociation

avec les caisses régionales et locales, en

vue de la conclusion de contrats plunan-

A l'échelon local, les hôpitaux, dont

l'autonomie est renforcée, entrent dans le

même type de transformation par des

contrats pluriannuels conclus avec

l'Agence régionale de l'hospitalisation,

dans le cadre d'une politique d'optimisa-

tion des moyens et de correction des iné-

leurs conviés à s'associer pour la gestion

Do contrat an contrôle, la frontière est

des plus ténnes. Au point que l'on peut se

demander si le contrat n'est pas l'autre

nom d'un contrôle déguisé, certes plus

doux, mais noo moins efficace. Et

l'impressioo se renforce du fait de

l'inffaence accrue de l'Etat sur les caisses

primaires et régionales de sécurité

sociale, dont les directeurs sont plus

dépendants que jamais du pouvoir cen-tral. Il en va de même des agences régio-

nales de l'hospitalisation, chargées du

contrôle de gestion des hôpitaux et direc-

tement rattachées au ministère de la

santé. Est-ce à dire que la régionalisation

annoocée ne serait qu'un faux-sem-

cadre de référence de la coopération

entre les caisses locales dans le cadre des

unions régionales des caisses d'assu-

rance-maladie (Urcam) et de concerta-

tion au sein des professions médicales

dans les structures adaptées du type

unions régionales des médecins, insti-

tuées par la loi de janvier 1993. Mais sans

Car la région est appelée à devenir le

blant?

de certains équipements.

nuels de gestion.

double égide de l'efficacité et des droits du patient à la qualité (4).

La réforme du système français porte également la marque de ce double mouvement paradoxal. La traditionnelle totelle administrative s'élargit en un contrôle politique depuis longtemps souhaité par nombre d'observateurs étoonés. voire indignés, d'un tel déficit démocratique (5). Le Parlement se voit reconnaître un pouvoir de contrôle et d'orientation du budget social de la nation. Une innovation heureuse mais de ponée incertaine, du fait des doutes sub-sistant sur la pontée réelle des consignes parlementaires et sur les moyens d'en imposer le respect. Dans le même temps, les ordonnances d'avril 1996 out accru périphériques, qu'il s'agisse des caisses de sécurité sociale ou des hópitaux (6).

Un contrôle déguisé

D ANS ces trois pays, comme dans la plupart des antres, s'observe un mouvement en deux temps de recentrage antour du pouvoir politique et de décentralisation des responsabilités et des mitiatives, la reprise en main au sommet autorisant un assouplissement au profit de la périphérie.

Aucun pays n'est allé aussi loin que le Royaume-Uni dans la mise en œuvre d'une architecture baroque associant une forte présence de l'Etat et le libre jeu d'une concurrence instaurée entre coux qui offrent les soins. Depuis la réforme de 1989, le patient ne s'adresse plus directement à un hôpital mais à un « acheteur » de soins chargé de faire au urienx pour son compte. Il peut s'agir de l'autorité sanitaire de district ou d'un pool de médecins généralistes qui achètent des services hospitaliers pour le compte des assurés du district, en veillant strictement à l'allocation optimale des ressources. En sorte que le rapport coûiefficacité se trouve, en principe, maxi-misé avec, pour effets induits espérés, un regroupement des médecins, générateur d'économies supplémentaires, et la prise en charge par ces cabinets mieux équipés de certains des soins auparavant assumés par l'hôpital. Dans le même temps, les hôpitaux sont incités à se constituer, éventuellement par regroupement, en « trusts » dotés d'autonomie et appelés à se faire mumelle concurrence. Cette configuration, en cours d'achèvement, s'inspire directement de l'expérience américaine des Health Maintenance Organizations (HMO) qui foamissent à leurs adhérents des prestations médiun mode globalisé, la cotisation à l'organisation étant indépendante du recours à ses services (on paie l'adhésion et non le

Une telle remise à plat du système et l'introduction du principe d'émulation devraient, en théorie, contribuer à une meilleure qualité des prestations à l'assuré. Mais le cas des Etats-Unis a valeur d'avertissement. Ao nom de l'efficacité et de préoccupations lucratives, « les HMO chercheraient à décourager les patients d'avoir recours à des services. En dressant des obstacles bureaucratiques pour rendre l'accès aux soins peu aisé et en réduisant l'utilisation de services et de technologies peu coûteuses, elles pousseraiens leur personnel à adopter des protiques médicales peu dispendieuses (7) ».

Au Royaume-Uni, où les syndicats ont fermement mis en garde contre la tentation de réaliser des économies sur certaines catégories de soins, en vue d'un accroissement des marges, « la frontière entre rationalisation des soins médicaux et baisse de qualité du service rendu aux malades » devient dès lors des plus incertaines (8). Signe de dérive, le syndicat de la santé dénonce la « paupérisation des hopitaux », soo dirigeant, M. Robert Abberley, estimant: « Nous sommes en train de passer du National Health Service au National Help Service ... » L'exemple du Berkshire devrait faire réfléchir: par suite d'économies budgétaires de l'ordre de 7 millions de livres, de combreux services jusqu'alors grannits viennent d'y être supprimés.

Avec la seconde phase de la réforme, onverte en 1996, l'Allemagne s'est à son tour engagée dans une politique de concurrence, mais avec modération. La stratégie concerne en effet, à la différence du Royaume-Uni, noo les établissements de soins eux-mêmes, mais les 850 caisses de sécurité sociale géographiques et professionnelles, entre lesquelles les patients ont le choix d'adhésion, selon la qualité des prestations offertes, L'habitant de Berlin, par exemple, pourra décider de s'affilier à telle caisse de Munich ou de Düsseldorf dont le « panier des prestations » hii semble plus affricant. Et. par contrecoup, ces caisses sont fortement incitées à se comporter en « acheteurs » de soins par voie de contrats pluriannuels avec cliniques et hôpitaux au sein de chaque Land. Le maintien du rôle déterminant des caisses dans ce dispositif constitue une garantie contre les tisques de dérive constatés outre-Manche et outre-Arlantique. Reste que la logique de régulation par le marché, si bien contrôlée soit-elle par les acteurs, risque fort d'exacerber la concurrence entre les fournisseurs (hôpitaux, médecins...) et de se payer, à terme, du sacrifice de la qualité au profit de l'efficacité comptable.

En comparaison, la France semble devoir s'en tenir à une ligne moyenne dans le cadre d'un système d'autonomie administrée dans l'espace régional. Sans remettre en cause le principe de la gestion partenariale et paritaire (9). l'Etat, désormais, transmet les impulsions de sa politique de santé par la double technique du contrat et du contrôle, sous menace, le cas échéant, de contrainte.

Au niveau national, deux types de contrat dominent. Le premier, largement expérimenté depuis vingt-cinq ans, concerne les relations entre les caisses nationales et les professionnels de santé (médecins, infirmiers...), avec pour principal objet la détermination de l'évolution des honoraires, dans le respect du tanx de progression fixé par la loi. C'est dire l'érroitesse de la marge de négociation, l'Etat se reconnaissant le droit d'intervenir par voie de décret en cas d'échec des négociations. Le second, issu d'une ordonnance du 24 avril 1996, renforce l'axe caisses nationales de sécurité sociale-Etat. Il vise à la fixation des grands objectifs d'amélioration de la

qu'une technique de gestion de la pénurie, une manière subtile de consentement à l'austérité. Déjà, certains chefs d'établissements hospitaliers s'ioquiètent du contrainte de l'enveloppe fermée, déshabiller tel service au profit de tel autre. L'avenir décidera de sa capacité à devenir un cadre efficace d'élaboration d'une véritable politique de santé particularités de la région.

On o'en est pas encore, en France, au stade de la concurrence inter-caisses comme en Allemagne. Il n'est cepeodant pas à exclure que les Urcam en soient les prémices. A fortioni le pays se trouve-t-il,

liés en particulier à sa proxi-

mité du théâtre des opéra-

tions, la régionalisation pourrait si l'on o'y prend

garde, se réduire à o'être

pour l'instant, préservé de la logique du marché, déjà fortement ancrée eo Grande-Bretagne. Rien ne dit, cependant, que l'incitation, pour l'heure expérimentale, à la constitution de réseaux et de filières de soins n'en constitue pas le pré-Inde. Non que ces techniques de regroupement des compétences, au derneurant très judicieuses, portent fatalement dans leur sein semblable logique. Mais, par leur configuration propre, elles en antorisent et, d'une certaine façon, en appellent le déploiement.

Evolution vers la convergence des systèmes en direction de ce modèle unique que l'Union européenne s'est jusqu'à présent refusée à imaginer, du fait des différences entre les structures natio-Amorce d'un rapprochement donnant crédit à la précédente hypothèse dans un futur peut-être guère lointain? Très probablement.

(1) Securité sociale : l'enjeu. Entretiens avec Robert Bono, coll. « Ten », Syrox, Puris, 1983. (2) Dernier en date, l'excellent rapport Santé 2010-Equité et efficueité du système, établi sous la direction de Raymond Soubie, La Documentation française, Paris, 1993.

(3) Où le gouvernement nomme le directeur des caisses nationales, exerce sur elles une unelle réelle et fixe le momant des cotisations sociales, une configuration qui ne se retrouve pas outre-Rhin. (4) Cf. la Citizens Charter (Charte du choyen)

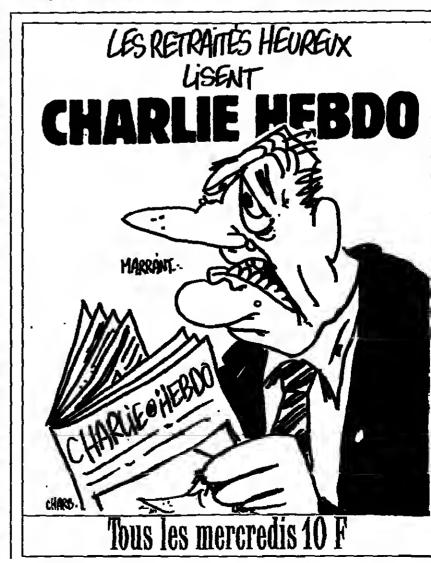
bic. op. cit.

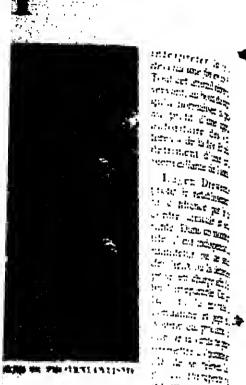
bie, op. cit.

(6) Hôpitaux publies et cliniques privées se trouvant désormais soumis au contrôle de l'Agence régionale de l'hospitallisation, dans le cadre d'une politique intégrée de l'hôpital.

(7) Elisabeth Chamound, Le Système de santé américain. La Documentation française, Paris, 1996, p. 80. Il est u noter que la Suisse, qui vient de faire le choix des HMO, a simultanément intertit la sélection des risques.

(8) Chronique internationale. Institut de recherches économiques et sociales (IRES), Moroe-la-Vallée, janvier 1993. (9) Un strict pariturisme a été rétabli par l'ordonnance du 24 avril 1996.





W. A. 12 la 200

of the entire of the entire

and the production of the same

the firm of the contract of the

And the state of the part of the state of

Committee Contract to the Contract of the Cont

Committee of the state of the second

eres for the second section size

March of end of an arrang

part 112 of other sales:

with the Distributed and

rest to be to all preferences

termination of the state of

and some of the artist to be

Africa and the first of the party

40 10 ME 15 AV

arrest control of the 22 20

e kweta = toj joj je teto je zaza

The state of the s

The same of the same of the

Service of the servic

40.59

the first of the same of the parties of

· 中世(4屆)型

A STATE OF THE STA

Sales Sa Sales Sal

The second secon

The second of the second of the second

المستعدال الدور المستعدال

the first of the second second

State 1 / 1995 - 1997 (201)

Mr. M. Landon Sec 17.12 F 14 TEMPOREN HAL THE and we are . At laste .

and the same of white their space ig. 17:41 al. Salar of Miles 111- 19 Minor 1 -- 4 -- 1 -- 1 -- 1 -- 1 -- 1

1 1-4-14 15 B. 18 a -- ter fat: inglige einter in gebag tite A4 4 TO 77 - Jin 34 in the second L. Sourceston, 4 P. THE PERSON NAMED IN

Springer Charles on the d . Mit rintered Jac Property Indian Action to the second there's a series manager payent Secure Section 1984 A Page 1 Margar Sagar State

and the street of Service Paylor gramma ... is ... is in the section

Sugar Commenter and A GARAGE AT 18 . garden and agreement with the manufact Francisco Barrello The Parket of marginal to we

MATERIAL MAT

A - Partie of the Land Confession y Name to a feet part \$1,000 at Fig. 3 March 1989 the second section of Street September 1979 W. S. देश ने स्थान है। Me sufficient & aten in a rese MATTER A SEL . F. At Ministration of the Assessment A PROPERTY NAME OF

of the April . April 18 manual ma de construe de la construe de Bush Brings The second impact A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY OF THE

James Aural 201 And the second s - Par RENÉ PASSET *

La tâche qui attend la gauche française est à la mesure d'une mutation dont peu de responsables politiques semblent véritablement mesurer l'importance. Car ce n'est pas la crise d'un système qu'il faut affronter, mais la transformation en pro-fondeur du système lui-même. Un monde meurt et un autre naît. Le temps n'est plus au règne des simples équilibreurs de

Le libéralisme et le socialisme d'hier ne séparaient pas leur économie de leur vision du monde. D'un choix philosophique - mécaniste pour les uns, dialectique pour les autres - découlaient leurs conceptions respectives de l'équilibre ou de l'autodestruction du capitalisme. Nous sommes entrés dans une autre époque : le regard auquel nous invite l'état actuel des connaissances est celui de la « destrucdon créatrice » dans lequel le mouvement de dégradation énergétique, censé avoir été déclenché par le « big bang » originel, alimente la construction de l'univers.

Dès 1942, Joseph Schumpeter analysait précisément l'évolution économique en ces termes : la révolution des transports du XIX siècle, remarquait-il, ne s'est pas faite par l'accumulation de dili-gences, mais par leur dispartion et leur remplacement par le chemin de fer, l'automobile, plus tard l'avion... Le tout, évidemment, accompagné d'un bouleversement des normes, des modes de régulation et des moteurs du développement des systèmes. C'est ce bouleversement que l'on appelle mutation.

La mutation contemporaine se caractérise par le téléscopage de deux phases de l'évolution technologique : l'une - à son apogée - fondée sur l'énergétique ; l'autre - émergente - tirée par l'immatériel. La première, innugurée par la machine à vapeur - et actuellement symbolisée par le nucléaire - met entre les mains des hommes une puissance de transformation du monde suffisante pour menacer les mécanismes par lesquels la vie a pu s'établir et se répandre sur la planète. La question du développement durable souligne cette évidence oubliée que la reproduction de la sphère économique passe par celle de la biosphère et . de la sphère humaine.

La seconde phase, symbolisée par l'ordinateur, déplace les moteurs du dés cloppement du champ de l'accumulation matéricile et de l'énergie à celni de l'immateriel: symboles, codes, messages, organisation. C'est-à-dire des forces à la fois plus efficaces et moins traumatisantes pour les milieux naturels, permettant de concilier les impératifs de l'économie et ceux de l'écologie.

Professeur émérite à l'universué Peris-L. auteur de L'Economique et le Vivant, Economica, Pari .. 1996 (2' édition).

Cette mutation s'accompagne d'un changement de logique des systèmes. En premier lieu, elle étend le champ de l'économique aussi bien dans le temps que dans l'espace. La capacité de charge de la biosphère atteint ses limites : de bien surabondant et « libre », la nature devient un bien économique. La relation entre le « plns » et le « mieux » s'inverse, car, dans les situations de saturation, celui-ci ne découle plus néces-sairement de celui-là.

Surgit simultanément la question de la solidarité intergénérationnelle, dans la mesure où, selon la célèbre formule du rapport Brundtland (1), chaque génération doit s'appliquer à satisfaire les besoins du présent « sans compromettre la capacité des générations futures de couvrir leurs propres besoins ». L'éthique entre ainsi dans le champ de l'économie. Par ailleurs, avec l'immatériel, l'évolution des transports et des communications fait de la planète un seul et même espace. Il n'est pas un point du globe avec lequel il ne soit possible de communiquer en temps réel, et dans lequel un homme ne puisse se rendre dans les vingt-quatre heures.

En second lieu, la mutation transforme le jeu des mécanismes régulateurs de l'économie. Le marché ne résorbe plus les déséquilibres : il les amplifie. Dans les entreprises modernes (2), l'essentiel des coûts (80 % à 90 %) se déplace vers l'amont de la chaîne de prodoction. L'information exige en effet la mise en place d'un système impliquant d'importames dépenses d'études, d'organisation et d'investissement. La production s'effectue donc pratiquement à coût global constant, c'est-à-dire à coût unitaire ssant. En cas de su dans un environnement de concurrence exacerbée, ce n'est pas en diminuant ses fabrications, mais bien en les augmentant, que chacun étalera ses charges fixes. diminuera ses prix de revient unitaires et améliorera sa compétitivité. La surproduction engendre la surproduction.

Les échanges internationaux n'obéissent plus aux règles anciennes. La mondialisation tisse un réseau serré d'entreprises interdépendantes autour de la planète. Les flux transfrontières de marchandises sont, en majeure partie, des échanges inter ou intra-firmes transnationales. La nation n'est donc plus cet espace de la théorie traditionnelle, caractérisé par une « dotation en facteurs » et traversé par des produits. Les capitaux circulent plus aisément et plus rapidement que les marchandises. La spécialisation internationale en fonction des avantages comparatifs • perd ses fondements: les principaux pays exportateurs d'automobiles en sont en même



MAURITS CORNELIUS FSCHER. - « Equipartition spetiale cubique » (1952)

temps les principaux importateurs : l'image de David Ricardo d'une Angleterre échangeant ses draps contre le vin du Portugal a vécu. Les mécanismes censés rééquilibrer les balances du commerce, sous l'effet des hausses et des baisses des prix des pays respectivement exportateurs et importateurs, se grippent. La parité des pouvoirs d'achat cède la place au dumping par le taux de change, Aucune force du marché ne ramènera à sa juste hanteur un dollar sous-évalué par rapport au franc et au mark.

Dans ces conditions, la formation des revenus cesse d'avoir pour raison d'être et pour critère - une productivité de facteurs qui n'a plus de sens. Quand les coûts se déplacent vers l'amont, ce sont des systèmes intégrés qui produisent, travail et capital confondus, sans qu'on puisse distinguer la part qui revient à chacun de ceux-ci. C'est tout le calcul à la marge qui s'effondre. La question de la répartition passe du terrain de la justice commutative à celui d'une justice distributive pour laquelle il faudra bien imaginer de nouveaux critères.

La production se socialise. La microinformatique multipliant les centres de décision. l'efficacité remonte vers les structures réticulaires. La performance de l'entreprise organisée en réseaux eux-mêmes parties prenantes d'autres réseaux - est de plus en plus dépendante de celle de ses fournisseurs (comme l'out démontré les récents déboires de Toyota), des entreprises de transport qui l'approvisionnent, et donc de facteurs économiques tels que la qualité des voies de communication, des administrations qui en sont responsables, de la politique menée en ce domaine dans la nation, etc.

« Le savoir, patrimoine de l'humanité »

'INVESTISSEMENT intellectuel. L qui jone un rôle majeur dans les systêmes productifs de l'ère informationnelle, est le fruit d'un patrimoine né de l'effort des générations passées et pré-sentes : « Le savoir, disait Louis Pasteur, est un patrimoine de l'humanité. » La production devient donc une sorte de bien collectif, issu d'un système d'interdépendances dont les éléments constitutifs ne sont pas sculement économiques.

Si l'économie fonctionne « autrement », le regard porté sur elle n'a cependant pas changé. A cet égard, le discours des hommes politiques et de la plupart des économistes est édifiant. C'est un discours déphasé qui dit « mutation » et parle « conjonenire ». Il n'envisage que le côté monétaire des phénomènes - taux d'intérêt équilière des comptes, maitrise des revenus ou relance par la dépense -. comme si les déterminants du court terme étaient ceux de la longue période, comme si la monnaie refférrit nécessairement le réel - dont elle constituerait la stricte contrepartie. Comme si l'un des pro-blèmes esserniels de l'économie n'était pas précisément d'arbitrer entre les exigences, souvent contradictoires, de celui-ci et de celle-in : comme s'il s'agissait d'une scrence hémiplégique : comme si l'on prétendait parlet de révolution industrielle sans tenir compte de la machine à varieur.

C'est aussi et surtout un discours à contresers. Alors que l'élargissement du champ de l'économie fait surgir la question de l'éthique et des valeurs socioculturelles, il réduit le politique et le social à l'économique, et l'économique au monétaire. Au moment où les marchés perdent leur fonction régulatrice et deviennent amplificateurs de déséquilibres, il neus parle de régulation marchande et de cénéralisation du libreéchange. En même temps que la productivité d'un facteur, pris isolément, perd toute signification, ce discours veut nous convaincre qu'une politique de « flexibilité», fixant les salaires des moins qualifiés au urveau médiocre de leur productivité marginale, ramènerait le plein

C'est enfin lorsque la production devient un phénomène collectif, qu'il veut imposer la seule logique de l'entreprise privée et do profit individuel comme critère universel d'initiative et d'efficacité. « Nous ne sommes, écrit Régis Debray, jamais tout à fait contemporains de notre présent. L'histoire s'avance masquée : elle entre en scène avec le masque de la scène précédente et nous ne reconnaissons plus rien à la

pièce (3). » « Donnez-moi le moulin à vent disait Karl Marx, et je vous donnerai la société féodale. » De quelle société les technologies contemporaines sont-elles porteuses? Il semblerait que le rêve huma-niste d'un monde unifié, d'un homme libéré de la peine par la machine et d'une nature respectée, soit sur le point de s'accomplir. La machine, en effet, affranchit l'espèce humaine des tâches productrices: un ouvrier fournissait annuellement 5 000 heures de travail il y a cent cinquante ans, 3 200 heures il y a un siècle, 1 900 heures dans les années 70 et 1 520 heures actuellement. Rapporté à la durée totale dn temps éveillé sur l'ensemble du cycle de vie, « le temps de travail représente 70 % en 1850, 43 % en 1900. seulement 18 % en 1980 et 14 % aujourd'hui (4) ». La machine fait jaillir ics nchesses

De 1960 à 1990, la production mondiale par habitant, en dépit de la croissance démographique, a été multipliée par 2.5: la production alimentaire est passée de 2 300 kilocalories (kcal) quotidiennes par individu à 2 700 kcal, soit respectivement 90 % et 109 % des besoins fondamentaux. En France, au cours des dix demières années, le produit intérient brut (PIB) s'est accru de t 350 milliards de francs, soit, en moyenne, 2000 francs par personne et par mois. Les victoires sur la maladie et la mort? Il suffit de constater l'aug-

11) Commission mondule sur l'environnement et le develuppement, Notre event it tout (2018 le direc-tion de Gro Brundtland), Editors du Fleuve, Mon-treal, 1978. (2) Philippe Lorino. L'Economiste et le Manageur. La Déceaverte, Paris, 1989.

(3) Régis Debuy, Révolution dans la révolution ?, Maspero, Paris, 1969. (4) Roger Sue, Temps et ondre succel, PUF, Paris,

151 Benjamin Dessus, Atlas de l'énergie, Syros, Paris, 1994. (6) Par exemple, José Goldenberg in L'Energie

mentation des espérances de vie à tous les âges, celle, encore plus sensible, des espérances de vie en bonne santé la chute des taux de mortalité infantile.

La nature ménagée ? En France, notamment, de 1946 à 1996, une augmentation de 110 % des productions agricoles s'accompagnait d'une réduction de 6 millions d'hectares des surfaces cultivées. Economie d'espace donc. Mais également économie des matières, énergies et res-sources nécessaires par unité de produit national. Ainsi, la fabrication d'une automobile exige, à puis-sance égale, 40 % d'énergie de moins qu'en 1950 (5). L'évolution prévisible des besoins énergétiques mondiaux - intégrant les progrès technologiques - laisse entrevoir des perspectives moins sombres qu'on ne pouvait le penser il y a seument quelques aunées (6). Techniquement, les grands fleaux qui affligent l'humanité sont vaincus ou pourraient l'être.

Pourtant, aucun d'entre eux n'a disparu de la planète, et la prophétie que Victor Hugo mettait dans la bouche d'Enjolras, sur la barricade où celoù-ci allait mourir - « Le vingtième siècle sera heureux (7) »nous laisse un goût amer.

Parce que ces mêmes technologies de l'immatériel, qui sont à l'origine de la promesse, portent anssi en elles sa négation. Couplées aux effets d'une politique effrénée de libéralisation planétaire des échanges et des mouvements de capitanx. elles ont créé les conditions d'une ruée productiviste et d'une logique financière hypertrophice, avec pour résultats l'exact opposé de ce que l'on pouvait attendre.

Le basculement de la productivité en productivisme s'effectue à partir du moment où, cessant de servir la satisfaction des besoins, la recherche d'efficacité devient sa propre finalité. Quand les entreprises travaillent à coûts unitaires décroissants, le marché mondial devient l'espace obligé pour les activités les plus capitalistiques: informationnelles, chimiques, aérospatiales, aériennes, automobiles, agroalimentaires. La conquête ou la défense - langage militaire révélateur - des parts de marché s'impose comme une nécessité vitale. La liberté des échanges débouche alors sur des affrontements directs. Cercle vicieux prodoctiviste : la surproduction engendre des guerres tarifaires exigeant de nouveaux efforts de productivité fondés sur de nouvelles conquêtes. On l'a vn dans les transports aériens et on le voit dans l'automobile.

L'emprise de la finance (8) s'affirme avec la déréglementation du début des années 80 qui onvre sans restriction l'espace mondial aux mouvements de capitanx, cependant que l'ordinateur offre à la sphère financière un fantastique instrument de concentration et de traitement de l'immatériel. De tous les secteurs d'activité, c'est bien celui-ci, mettant en contact permanent, de jour et de truit, toutes les grandes places financières du monde, qui a le plus bénéficié da développement de l'informationnel (9). Sa capacité de traitement s'est accrue au rythine moven de 40 % par an entre 1982

Progressivement, par la grâce du flotte-ment des monnaies et de la déréglementation, cette sphère s'est autonomisée, en une « bulle » s'imposant aux Etats (10). Les échanges purement spéculatifs, devises contre devises, dans le monde, représentent 1 300 milliards de dollars par jour, soit cinquante fois les échanges de marchandises et presque l'équivalent des 1 500 milliards de doilars auxquels s'élève l'ensemble des réserves des banques centrales dans le monde. Aucun Etat n'est donc en mesure de résister à quelques jours de spéculation des « marchés ». Sous leur pression, le système monétaire européen (SME) lui-même a dû, en 1993, revoir ses marges de fluctuation de plus ou moins 2.25 % à olus ou moins 15 %.

Les centres de décision se déplacent ainsi du niveau des nations à celui de la planète, et de la sphère publique à celle

pour un monde visable. Editions du ministère de la coopération et du développement, coll. « Focal Coop », La Documentation française, Paris, 1991. (7) Victor Hogo, Les Misérables, École des loisirs

(8) René Passer, « L'emprise de la finance » in « Les nonvenux maîtres du monde », Mandère de sour ar 28, novembre 1995.

(9) Charles Goldfinger, L'Utile et le Finile, Odille lecols Paris 1904. Jacob, Paris, 1994.

(10) Chande Serfary. Le rôle actif des groupes à dominante industrielle dans la financiarisation de l'économie : in La Mandialization financière (sons la direction de François Chestaris), Syrus, Pads, 1996.

INFORMATION ET SOLIDARITÉ

Grâce à vous, nous avons pu abonner, depuis jauvier 1995, 393 centres de lecture collective, dont 217-en Afrique et au Proche-Orient, 72 en Amérique Latine, 91 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique et 13 en Asie.

Baro les pays dy tierrimonde l'optime en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union souvétique les altituliès economiques et, souvert la non-conterbuité des monnaies interavent l'acces à l'information et dux journaux étangers la pictulation des idées, la retiev on sur la personale et la vulne contale contale contrainees. L'appençe de movers est controllerement priante paris les centres de l'ecture collective l'individiredues universitos instituts de recherche igroupements accordants et programations humanitaires

Pour aider ces organismes à recevoir Le Monde diplomatique, participez au fonds « Lecteurs solidaires »

A retourner à : Le Monde diplomatique, « Lecteurs solidaires », 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

Nom: Prénom : Adresse: Code postal: Ville: Pays: Je verse par : 🗇 chèque bancaire Cheque postal la somme de : 350 F pour un abonnement en Afrique ou cu Proche-Orient. 395 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie. ou de □50 F □ 200 F destinés ou fonds commun « Lecteurs solidaires »

عكذا من الاصل

pelmologies de L

· · · · · ·

MG.

OE'E

1944 - 1 1944 - 1

曲がまま

THE ..

ن نت

#<u>35</u>2

P

25

the statement des exercis Start in the factor

miletania de le est

Contribution of the Paris

Property of the 25

The state of the s

The second second

die inter de la company

mie it; ne betraff

distance man

. Were Breman

white the process

Anna la latezza (a

Total And Printers

A WE COME

Commence of the second

antiares to term

the state of the first

17.11.4.4.4.5

e e to a series a le

the state of the sale

··· ... " *** ***.

THE PARTY OF

A STATE OF ME

1 - Toronto

Was a second second

TOTAL

TANK A STATE OF THE PARTY.

ra vojeke komencime

The second secon

er alle la ser en la little 🚾 🚾

THE STATE OF THE S

THE RESERVE THE PROPERTY AND ADMINISTRATION OF THE PARTY AND A

The second secon

and the second of the second

....

4

10 - intro 4 782

the state of the s

The second of the second

حام س

25.2

1

The same of the same of

para deserva

الأ الإدوييسي

in pole pa

and street, and

and there is

B Description

- Alger and particular

majorities . . e.s.

proposed to

THE PERSON NAMED IN

The Company of the Co

Sec. 101.35 12.1 91.1

70 300 - 100

The second section

Cara Herrina (19

Stanji Limber 256

(A. 1. 14 A. 15 A. 15)

والمستشورة مردفة

and the same of the

regarded to the section

graph of the

وكالأجع بعران

in the se

 $\mu_{i}(p) (p)^{-1} = \frac{1}{2} p^{-1} (1/m^2)$

AND CHARLES

A ARWAY FOR

15-15 Table 14

400 S 185

Minister (1881 - 194 - 27)

State of the same of the same

A 15 7 ---

gentigengen werden ertik

美国新兴

to frequent

1 - 1/40

All Bridge Control

a management ber

الله المحمد المستونية المحمد والمحمد المحمد المحمد

in the country of the

= درسومه د and the second

18 4 F

9 × 6

de automore der

THE STATE OF STATE

Table 1 (Marie)

British Berger

Arter State

the state of

des technologies de l'immatériel...

d'intérêts privés qui se réduisent, en dernier ressort, à ceux de quelques institutions financières. Leurs opérateurs véhiculent une logique propre, qui o'est ni de création de richesses, ni de mise en valeur des territoires, ni de bien-être humain, mais de fructification - aussi rapide que possible - d'un patrimoine financier. L'emprise de cette logique explique la conduite à court terme de beaucoup d'entreprises, pressées par les marchés où elles se financent.

Elle éclaire l'obsession de la stabilité qui - de l'équilibre des budgets à l'ajustement des comptes socianx - s'est emparée des goovernements. La finance, en effet, ne redoute rien tant que l'inflatioo qui érode les taux d'intérêt réels. C'est dooc le monétaire qui The state of the s s'impose, et le réel qui s'adapte : lorsque la croissance américaine fait redouter l'inflation, la Bourse décline et la hausse des taux d'intérêt vient freiner l'investissement; lorsque Moulinex ou Renault annoncent des licenciements, leur valeur boursière s'envole,

Dans ce monde inversé, la promesse se retourne. Ce qui s'annonçait unification du monde devient rupture. Et, au jeu de la compétition à outrance, les plus faibles sont nécessairement perdants. Si les flux financiers du Nord vers le Sud ont augmenté de 20 % entre 1994 et

1995, pour atteindre le miveau record de 285 milliards de dollars, ils sont essentiellement le fait de capitaix privés: ceux-ci, multipliés par 6 en six ans, représentent 85 % de ce total (11).

Ces capitanx se présentent essentiel-lement sous forme d'investissements de portefeuille volatils, et donc pen propices an financement des stratégies de développement à long terme. Derrière les chiffres - croissance annuelle moyenne de 6 % pour les pays du Sud, contre 2.5 % pour les pays du Nord – se dissimulent donc de profondes dispari-tés. Entre 1960 et 1993, la part des 20 % des habitants les plus riches de la planète passait de 70 % à 85 % du produit mondial, celle des 20 % les plus démnmis régressait de 2,3 % à 1,4 %, et 1,3 milliard de personnes vivent en simatioo de pauvreté absolue, avec moins de 1 dollar par jour (12). Si la situation alimentaire du monde s'est globalement améliorée, la sous-alimentation chronique touche envirao 800 millions d'individus (13).

Second basculement : la relève des hommes par la machine devient chômage et exclusion sociale. Si la formatioo du capital et le progrès technologique permettent de soulager l'homme de la peine, symétriquement, la régression de la part du produit attribuée au travail constitue le mayen d'accéléter la formation du capital et le progrès technique. Dans un univers productiviste d'où le sens des finalités a disparu, les surplus de productivité o'not plus pour objet essentiel d'améliorer le sort des travailleurs on des consommateurs, mais de cootriboer à l'apparitioo de nouveaux gains de productivité, eux-mêmes géoérateurs de conveaux surplus.

A ce jeu, c'est le capital qui tire les marrons du feu. Partout, la part des salaires dans le produit national dimiooe: entre 1965 et 1994, elle s'abaisse

eo Allemagne de 62.7 % à 61.2 % du PIB et, aux Etais-Unis, de 68,5 % à 66.7 %. En France, entre 1982 et 1995, alors que les revenus du patrimoioe oot été multipliés par deux, la part des salaires dans le PIB décline de 68.8 % à 59.7 %; 42 % des accroissements de la valeur ajoutée des sociétés voot à l'épargne et 36 % aux salaires (14). La capacité d'autofioancement des entre-prises, qui est de 115 %, après avoir été utilisée en remboursements de dettes. se partage cotre le capital financier, qui oe crée pas d'emplois, et l'investissement de productivité, qui eo sup-

Résistance contre la précarisation

S UR cette base commune, deux stratégies, explique-t-on, se développeraient : l'une, propre à l'Europe commentale, privilégierait la préservation du tissu social par rapport à l'emploi; l'autre, américaine et britannique, favoriserait ce dernier, mais an prix de la précarisation de la condition des travailleurs. En fait, comme le montrent les chiffres ci-dessus, la part des salaires dans le PIB en France est inférience à celle des Etats-Unis, et elle soit un niveau supérieur à celui de la a décri plus fortement; en outre, entre 1983 et 1987, 70 % des emplois créés en Europe sont à temps partiel, peu qualifiés et faiblement rémonérés (15). Ce pourcentage, selon André Gorz (16), annait été de 90 % en 1994 pour les cinq cents plus grandes entreprises amédicaines. Il n'y a donc pes une politique de défense des institutions sociales qui s'opposerait à une politique de précarisation, mais, partout, une politique de précarisation et de «flexibilité» qui se heurse à une plus ou

A politiques identiques, résultats similaires, différences de degré, mais non point de nature : plus ou moins de chômage, mais partout le chômage. Les perrésiste mieux le tissu social, se révèlent plus que médiocres : avec un taux moyen de l'ordre de 10 %, le chômage concerne 18.2 millions de travailleurs. En France, le nambre de « persanaes privées d'emploi » (demandeurs d'emploi + chômems on formation + TUC + CES et assimilés + préretraités) passe de 2 500 000, en 1981, à 5 000 000, en 1995 (17). Trois millions d'emplois ont été perdus en Allemagne de 1981 à 1987, dont

moins grande résistance des structures

600 000 de janvier 1996 à janvier 1997. Les choses ne vont guère mieux, en dépit des proclamations, dans les pays de grande flexibilité. On fait grand cas des

10,5 millions d'emplois créés aux Etats-Unis - mais quels emplois ? - entre 1993 et 1997. Si l'on utilise des modes de calcul identiques pour tous les pays, le chômage américain s'établissait à 9,3 % en 1989 - an lieu des 6 % officiels (18) -, et en 1996, à 10 % - au lieu de 5,2 %. Cette même année, le nombre de « personnes privées d'emploi » atteigoait, au Royamme-Uni, 5,7 millions de personnes,

Antre constat implacable: les pays génèrent plus ou moins d'inégalités, mais, partout, il y a croissance de l'inégalité et de la panvreté. Aux Etats-Unis, la part du PIB perçue par les 5 % les plus favorisés a progressé de 16,5 %, en 1974, à 21,1 %, en 1994, pendant que celle des plus pauvres baissait de 4,8 % à 3,6 %, décourageant les moins motivés et les ocientant vers la délinquance. Rythmes différents, mais orientations identiques. Outre-Atlantique, 38 millions de personnes (14 % de la population) vivent au-dessous du seuil de pairvieté, et, en Europe, 57 millions, soit 17 % de la population, avec une pointe de 23.5 % an Royaume-Uni, pays-phare du

Plus nu moins de psupérisation par le travail, mais partout paupérisation par le travail: on a cru longtemps, en Europe,

(11) Banque mondiale, Global Development Finance (résumé en français: Financement du déve-loppement dans le monde). Wisstington, 1997.

(12) Programme des Nations unies pour le déve-loppement (PNUD), Rapport mondial sur le déve-loppement humain 1997, Beisannies, Paris, 1997. (13) Lire Karen Lehman, « Libre commerce ou sécurité alimentaire ? ». Le Monde diplomatique, povembre 1996.

(14) CERC-Association (Commissance de l'emploi des revenus et des coûts), note d'avril 1996 (10, roe Jacques-Marwas, 75015 Paris).

que les working poor étaient une spécificité américaine, mais l'Office statistique des Communantés européennes révèle qu'on les trouve également sur le Vieux Continent Deux tiers des Américains - mais aussi un tiers des Européens vivant au-dessous du seuil de pauvreté appartiement à une famille dont un des membres au moins exerce une profession. Pourcentages différents, mais l'un et l'autre significatifs. Précarité, inégalité, paupérisation... Partout la « bonne marche » du système repose sur le mal-

Troisième retournement : la préservatioo de la nature devient surexploitation. Si les technologies de l'immatériel permetteot, en théorie, d'économiser l'espace, le travail, la matière et l'énergie nécessaires pour fabriquer une unité de produit, la course aux quantités fait plus que comrebalancer cette tendance. La logique de l'intérêt individuel, livrée à elle-même, conduit chacun à se réserver antant que possible les bénéfices de ses activités, tout en rejetant (en « externalisant ..) leur coût sur la collectivité. Ainsi, le « juste-à-temps » permet-il de réduire les dépenses de gestion des stocks des entreprises, mais au prix de coûts environnementaux de l'ordre de 10 % du prix des transports et de dégradations infrastructurelles (7 % du prix des transports) dont la communauté supporte la charge.

Laissée à elle-même, cette évolution ne comporte guère que trois issues : - l'antodestruction progressive du sys-

tème, allant jusqu'an bout de sa logique et entrainant avec lui l'humanité;

 l'éclatement brutal, soit par explosion de la « bulle » financière, soit par la révolte des bommes ;

- la recomposition, par accumulation de solutions ponctuelles entre acteurs sociatix, apparemment disparates, mais qui convergeraient sous l'effet de l'évolution commune qui les porte.

Les catastrophes qu'annoncent les deux de la troisième imposent de rechercher les voies d'une action volontariste.

RENÉ PASSET

(15) Roper Suc. op. cit. (16) Lire André Gorz » Dépasser la société sala-riale », Transversoles Science Culture, p° 32, massavril 1995.

(17) CERC-Association, « Chiffrer le chômage », if), 1997. Lire, sur ce document, « Les chiffres du chômage et la réalité » Le Monde du 21 lévrier 1997.

(18) Lie » Elemes retour du mancle américain », Le Monde diplomatique, janvier 1997, « Le Royaume-Uni, champion de la flexibilité », Le Monde diploma-tique, février 1997, et « Chômage : les vrais chiffres », Le Monde diplomatique, décembre 1993.

o MULTINATIONAL MONITOR. La concentration industrielle et bancaire aux Enst-Unis ; les forces économiques qui appuient l'occupation indonésienne de Timor-Oriennal ; les Constitute of the continuous state of the conditions of the conditions de travel data les mines d'or du Péron, (Vol. 18, a. 4, avell, mensuel, 3 dollars. – 1530 P. Street, NW, Washington, DC 20005, Eints-

O SCIENCES HUMAINES. Un très complet ct Enns, acteurs, enjeux. (Hors série, o' 17, juin-juillet, 48 K - 38, rue Ranthesome, BP 256, 89004 Amerre Cedex.)

a ANALYSES ET DOCUMENTS ÉCONO-MIQUES, Deux dossiers, Démystifier les idées sociales et économiques de l'extrême droite. La restructuration des industries d'acmement en Europe. (N-72, juin, mensuel, 40 F. - 263, rue de Paris, 93516 Montreol Coder.)

n FUTURIBLES. Cinq softueios sur l'Europe + à l'heure brisannique ». Realement un exposé de la politique américame de science et technologie. (N° 226, msi, mensuel, 76 R. – 55, rue de Varenne, 753-ti Paris Cedex 67.)

DEXTRA! Une enquête détaillée sur Channel One, cette chaîne de télévision que 8 millions de jeunes Américains doivent regarder pendant la classe parce qu'elle finance l'équipement audiovisuel de leurs écoles, Quelle contrepartie Channel One exige-t-elle? La diffusion dans les émissions de nombreux spots de publicité destinés aux cafants... (Vol. 10, er 3, mol-juin, himestriel, 3.50 dollars. - PO Box 170, Congers, NY 10920-9930, Etats-Unis.)

O REVUE FRANÇAISE DE GÉOÉCONO-MIE. Ceste publication qui estime que « sous la pression croissante du processus de globalisation, les intérêts économiques des nations premient le pas sur leurs intérêts politiques » consacre son deuxième manéro à l'étade des Bast-Unis. (N° 2, 6té, trimestriel, 98 F. - Economica, 49, rue Héricart, 75015 Paris.)

a RECHERCHES AMÉRINDIENNES AU QUÉBEC. - Entièrement consacrée à la nation amérindienne des Montagnais, cete livraison apporte un éclairage nouveau sur son évolution, ses rapports avec la société ambiante, l'exploitases rapports avec in societe ambiante. l'explora-tion et la gestion de ses territoires et ressources. (Volume XXVII., rr I., printemps 1997, 12 doi-iars canadiens. - 6742, rue Saint-Denis, Mon-tréal, Québec, h 2S 252.)

□ WARREPORT - Ce bulletin de l'Institute for war and peace reporting (TWPR) consacre un long dossier 3 la reconstruction de la Bosnie. (Nº 51, mai 1997, dix numéros par an, 30 livres. -TWPR, Lancaster House, 33 lelington High Street, London NI 9LPL)

m. M. « D'un peuple sans Enst à un Etat en sus-perts » : analyse des accords de paix israélo-palea-tiniens et de l'anatonne incertaine de l'Etat palestinien à venir. (Nº 89-90, jain-juillet, mensuel, E – 17-19, rue des Envierges, 75020 Paris.)

O ESPACE-ORIENT. Retour. à travers la presse israélieme et arabe, sur la construction de la colonie juive de Jebel Abou Gineim (Har Homa) de Jérusalem, construction qui a porté un coup fatal aux accords d'Oslo. (N° 23, mai, mensnel, 25 K - 68, rue d'Ecosse, 1066 Bruxelles.)

REVUE EUROPÉENNE DES MIGRA-

TIONS INTERNATIONALES. Une livraison sur les nouveaux visages de l'immigration en Israël, des falashes aux Russes. (N° 3, trimestriel, 120 F. - MSHS, 99, avenue du Recteur-Pineau, 36022 Poitiers Cedex.)

o CONFLUENCES-MÉDITERRANÉE. « La France et le monde arabe, an-delà des fan-tames. » « Méditerranée, avenir d'un humanisme ? ». (N° 22, été, trimestriel, 110 R. - 5, rue Emile Duclaux, 75015 Paris.)

o CAHIERS AFRICAINS. Banyarwanda et Banyamalenge: violences ethniques et gestion de l'identaire au Kivu, par lean-Claude Willame. (N° 25, mars, bimestriel, abonnement annuel: 2 550 F belges. - Rue Belliard 65, 1040

o SERVICIO INFORMATIVO. - Les flections en Bolivie, l'après-crise en Equateur, l'état des négociations au Chiapus et la situation politique au Brisil, figurent, entre aures, cans ce numéro ; une longue entrevue avec Noam Chomsky évoque « la tyranie des corporations privées » et les hypocrisies du « libre-commerce ». (Agencia latinoamericana de informacion, nº 253, 27 mai 1997, abomement

pour 20 mméros : 45 dollars. – ALAÍ, casilla 17-12-877, Quito, Romatem.) o LA DÉPÉCHE INTERNATIONALE DES DROGUES. Cocaine : Argentine, le Mercosur des drogues ; Cap-Vert, une escale stratégique vers l'Europe ; France, une constammation proégée ? (N° 68, juin, mensuel, abonnement un an : 1 200 F. – BP 190, 75463 Paris Cedex 10.)

a LA LETTRE DE LA FIDEL Un appel à la miques et sociaux et un tour du monde des actions entreprises. (N° 695-696-697, 28 mai-1 juin, hebdomadaire, 10 R – 17, passage de la Maind'Oc 75011 Paris.)

DE L'HOMME ET LA SOCIÉTÉ. . Extracis perdors de l'histoire ou précurseurs d'un monde qui sera libertaire ou ne sera plut ? Réponse diffi-cile » écrivent les coordonateurs de ce riche munéro intimié » Actualité de l'anarchistre », qui sombainent donner la parole aux penseurs liber-tuires et examiner leurs idées, d'un point de vue scientifique. (N° 123-124, trois numéros par au, ent un an: 220 K - L'Harmatian,

ILE PASSANT ORDINAIRE, Inspellée à Bordeaux, cette publication revient sur le caractère très politique et très progressiste des concerts du groupe Noir Désit. Egalement au sommaire, une analyse de la situation albunaise. (N° 14, mai-join, bimestriel, 10 K - 1, place Poy-Paolin, 33000

Q LE MAGAZINE DES FRANCAIS EXPA-TRIES. Nouvelle formule pour ce magazine qui s'adresse aux Français de l'étranger, mais aussi aux candidars au départ. A la fois guide pratique et lien avec la France, cene revue « de la solidarité, de l'emploi et de l'initiative » publie en outre graent les offres d'emploi. (Nº 61, inin, trimestriel, 25 F. - 22, rue Godefroy, 92800

a ZENON. Une nouvelle revue consucrée à l'espace, à la technoscience et à l'imaginaire. Au sommeire, une rencontre avec André Lebeta sur l'avenir de la politique spatiale et un dossier au l'espace, à la technoscience et à l'ima titre évocateur: « L'espace: quête ou conquête? ». (N°1, juin, semestriel, 120 R.—Explorer, Prologue I, La Pyrénéenne voie n° I, BP 27/61, 31 Labège Cedex.)

a LA RECHERCHE Pourquei l'étiquetage des aliments transgéniques est un leurre. Egalement un dossier sur la fusion nucléaire, mythe pour le prochain siècle. (N° 299, mensuel, 38 R. – 57, rue de Seine, 75280 Paris Cedex 96.)

CARTERS D'HISTOIRE A travers une approche historique - du XIII siècle à nos jours - et apricule inque de Paris à l'Union soviétique -, une plougée dans les rémions entre « pouvoirs et information ». (N° 66, 1" trimestre 1997, 150 pages, 90 R. – 64, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)

o PASSACES, Léon Poliakov répond à l'historien David Goldhagen sor la responsabilité des Allemands dans le génocide juif. N° 83, mai-juin, bimestriel, 35 R. – 17, roe Simone-Weil, 75013

O SOCIO-ANTHROPOLOGIE. Les rapports comptexes de la sociologie et de l'anthropologie; les enfants des rues à Abidjan. (N° 1, janvier, semestriel, 70 R. – BP 362, 75232 Paris Cedex

G CAHUERS DE L'UNIVERSITÉ DE PER-PIGNAN. Sous l'imitalé « Société et linérature antillaise anjound hui .. on découvrira une linérature « en pleire conscience d'elle-même », inscrite dans la modernité, porteuse d'histoires dans l'Histoire. (Nº 25, 1997, 329 pages 80 F. -Presses universitaires de Perpignan, université de Perpignan, 52, avenue de Villemeuve, 66860

Perpienan Cedex.) o DÉDALE . Postcolomatisme : décentrement. déplacement, dissémination », une réflexion passionante sur l'oblitération des centres culturels métropolitains et sur la contribution à la métamorphose des formes liméraires et artistiques de penseurs non occidentaux. (Nº 3, printemps, nestriel, 138 F. - Maisonneuve Larose, 15, rue Victor-Cousin, 75065 Paris.)

o ANKA. Tout entière consacrée à Yachar Kernal, cette livraison de la revue d'art et de littéranne de Turquie, exrichie d'énales inédites, de nouvelles traductions et de photos, contribuera à une meilleure commissance de l'écrivain et de son curve. (N° 29/30, printemps 1997, 263 pages, 100 R - 13, rue Santenil, 75231 Paris Cedez 85.)

THE UNITED NATIONS UNIVERSITY UNIVERSITE DES NATIONS UNIES



VICE-RECTEUR(S) TOKYO, JAPON

L'UNIVERSITE DES RATIONS UNIES (UNU) est une communanté internationale de savants engagés dans la recherche, la formation de troisième cycle et la diffusion des connaissances, répondant ainsi aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations Unies. Ses activités sont conduites par une unité centrale de programmation et de coordination et un réseau de centres et programmes de recherche et de formation de troisième cycle situés dans les pays développés et en voie de développement.

LE/S) VIJE-RECTEUR(S), en tant que principal collaborateur direct du Recteur de l'Université, partagera la responsabilité première de la planification, de la mise en ceuvre et de la coordination de l'ensemble des activités académiques de l'Université entreurises par le Coutre de l'UNU à Tokyo et par les centres et programmes de recherche et de formation sitnés à l'extérieur. Le(s) Vice-Rectour(s) aura la responsabilité d'assurer l'intégration globale et la cokérence des activités académiques de l'UNU.

. LES CANDIDATS à un poste de Vice-Recteur devront présenter un profil universitaire bien établi, recomm internationalement, dans l'un des deux domaines suivants :

I. Kindes sur l'Environnement/l'Ingénierie; on

2. La Paix, la Sécurité et la Geuvernance, y compris les Droits de l'Homme

lis devrent aveir une expérience de dirigeant et être capables d'exercer un rôle de responsable académique dans le cadre multiculturel d'une organisation internationale. Angiais courant exigé ; bonnes connaissances d'autres langues officielles du

REMUNERATION : Salaire compétitif net d'impôts et allocation correspondant à un très hant niveau dans le système des Nations

NOMINATION : Le(s) candidat(s) retenu(s) sera engago par le Becteur de l'Université au cours du 3e trimestre 1997.

Les propositions de candidats ou candidatures, comprenent un curriculum vitae et une liste de références. devront être envoyées au plus tard le 15 juillet 1997 à l'adresse suivante :

> UNU Vice Rector Search Committee c/o Office of the Rectar United Nations University Headquarters 53-70 Jingumae 5-chome, Shibuya-ku,

Tokyo 150, Japan Tálécopieur : 81-3-3499-2828

L'impact de l'image photographique ne cesse de croître dans le monde contemporain. Son influence dans la vie politique, sociale et culturelle demeure considérable : si elle constitue souvent un moyen de dénonciation et de libération, l'on parle aussi parfois de sa vocation d'instrument de propagande et de manipulation des esprits. A Arles, les 6 et 7 juillet, dans le cadre des Rencontres internationales de la photographie, se tient un colloque sur le thème précisément d'« Image et politique », où sont analysés les rapports conflictuels de la photographie avec le droit, les ponvoirs et la culture.



ROBERT DOISNEAU. - « Le Livreur de sciure » (1953)

BERNARD EDELMAN et EDGAR ROSKIS *

RENONS une photographie. célèbre parmi d'autres de la même époque, signée Pierre Petit (1832-1909). Réalisée en 1888, elle montre la tour Eiffel dans un état de coostruction avancé : le premier étage est solide, sur-monté par des fers qui déjà visent le ciel. Edifice public visible par tout un chacum, appelé à devenir le symbole univer-sel de Paris, la tour Eiffel est aussi cuvre de l'esprit ». dont l'équilibre, l'allure, le design (qu'on o'appelait pas encore ainsi) doiveot tout à l'ingénieur Gustave Eiffel. A ce titre, elle sera dès soo achevement saisie par le droit, et prisonnière de la législation : s'il est clair que le mooument appartient, pour toute la durée de l'Exposition universelle, à l'Etat, qui le rétrocède ensuite à la Ville, il faudra un arrêt de la cour de Paris, rendu en 1893 lors de soo inauguration, pour co permettre la libre reproduction photographique, afin de ne pas • priver le public du droit de se procurer l'image de cette tour », cela nonobstant les droits de l'auteur (Eiffel) sur son œuvre. Les joges, pense-t-on, o'énoncaient alors rien d'antre qu'une banalité frappée au coin du seos commim. Hélas! cette banalité d'hier est aujourd'hni une exception.

Au XIX siècle, la ruc semblait appartenir - au public, sinon même au citoyen. Période idyllique pour les photographes, les Jean-Eugène Atget (1857-1927), Charles Marville (1816-1879) et autres pères du « reportage de rue »: 000 sculement l'objectif photographique était assimilé à l'œil humain et co avait la même liberté, mais encore la rue o'était pas devenue l'espace d'un marché économique. On avait alors le sentiment collectif qu'elle était inappropriable, vouée à la fête, à la révolution, à la commemoratioo; bref. à l'échange bumain, semblable en cela à l'« œuvre de la nature « qui peut être libremeot reproduite (1). En un mot, la rue était naturelle .: elle s'inventait, fournissant gracieusement à l'artiste, au promencur, an badaud, sa matière première.

Ces temps soot révolos. Noos sommes passés désormais à un stade marchand où tout se monnaie. Plus prudents que l'ingénieur Gustave Eiffel, les architectes de la Grande Arche de la Défense, à Paris, feu Johan Otto von

Respectivement docteur en droit, avocat à la cour de Paris, auteur de l'ouvrage Le Droit saisi par la photographie. Maspero, Paris, 1973 : et journaliste, maitre de conférences associé au département d'information-commuwhie. Maspero, Paris, nication de Peris-X (Namerre).

Spreckelseo et son suivant Paul Andreu. avaient prévu dans leurs contrats la réaffirmatioo d'un droit d'auteur inaliénable, étendu à l'image, c'est-à-dire à la reproduction de leur œuvre, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Avec cette conséquence : il y anrait contrefaçon à chaque fois que l'Arche, équivalent moderne de la tour Eiffel (et, par extension, de tout autre « monument » parisien : la tour Montparnasse, la Géode de la Cité des sciences et de l'industrie, la Pyramide do Louvre), serait filmée ou photographiée aux fins de diffusion sans

En dépit d'arguments impressionnants, par ailleurs de bon sens, snivant lesquels l'interdiction de reproduire porte atteinte à « la liberté de communication des pensées et des apinions proclamées par l'article II de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 golt 1789 . arguments qui sonlignent en outre « la vocation internationale, historique et fraternelle » de l'Arche de la Défense, du teste payée sur deniers publics, qui enfin se référent au « droit du public à l'information et à la culture devant lequel doivent céder les droits individuels d'auteur et de propriété », la cour jugea su contraire que. « eu égard à son caractère exclusif et apposable à tous affirmé par l'article premier de la loi du 11 mars 1957, la jouissance du droit d'auteur ne saurait être battue en brèche par aucune des. considérations invoquées par la défenseresse », en l'occurrence une marchande de cartes postales, qui fut donc condamnée. Dans cette affaire comme dans tant d'autres, le droit d'auteur prévaut sur le droit public à l'information.

Uoc société capitaliste comme la ootre se déréglerait évidemment très vite si de chacun de ses biens la possession o'était clairement attribuée à des personnes, physiques ou morales. Aussi est-il logique qu'elle forge l'essentiel de soo droit dans le concept de pro-priété (2). Dire le droit, civil en tout cas, revient le plus souvent à décider de quoi appartient à qui, et cela jusques et y compris dans les procès « en image » qui penvent s'assimiler aux querelles de mitoyenneté, quand un juge doit par exemple trancher sur l'appartenance d'une parcelle ou d'un mur. Certes, il y a une sorte d'abus à empêcher la reproduction de monuments ou d'œuvres par ailleurs financés par le contribuable. Du moins les interdictions sont-elles prononcées (à tort ou à raison, c'est une autre question) an nom de la protection de l'anteur ou de l'artiste, voire an nom des droits de la personnalité.

Un attribut patrimonial de la propriété

M AIS que dire de cet arrêt rendu le 12 avril 1995 par la cour d'appel de Paris, qui affirme que « tout proprié-taire a le droit le plus absolu d'interdire la reproduction à des fins commerciales de ses biens (3) . ? La, l'objet du litige o'est plus une «œuvre de l'espot», mais une simple maisoo bretonne dont l'originalité architecturale - en admet-tant qu'elle existât - est depuis longtemps tombée dans le domaine public. Pourtant, sa propriétaire, Mª Kerguezec, obtint 10 000 francs en dommages et intérêts du photographe Philippe Plis-son, qui en avait reproduit l'image avant de la céder à l'agence CLM-BBDO, chargée d'une campagne de publicité par le comité régional de tourisme de Bretagne, association d'ailleurs à but con locratif.

Ce faisant, la coor considère l'image comme un attribut patrimonial de la propriété, quand bieu même l'anteur de la photographie ne se serait emparé d'aucune création qui ne fût sienne. En retour, le droit de propriété vient de l'image -, ce qui n'est pas incohérent, après tout, avec une vision idéologique glorifiant la richesse matérielle comme

summum de l'activité sociale. Au-delà de ses incidences théoriques, oo imagine le mal pratique que peut causer cette jurisprudence à un bien collectif antrement plus précieux : rien moins que le patrimoine visuel de l'humanité. Imaginons que de tels arrêts aient gouverné les pratiques photographiques, cinématographiques, des leurs débuts ; sous prétexte que toute façade on le moindre pot de fleurs est « propriété privée », il ne resterait plus aucune trace du Paris pré-haussmannien m même haussmannien, de la vie des immeubles, des usines et des mes telle qu'ont su si bien nous la rendre Atget, Brassal, Kertész, Kollar, Izis, Ronis, Doisnesu, Cartier-Bresson et tant d'autres, plus rien de cette extraordinaire mémoire de la ville qui, elle, n'e véritablement pas de prix.

*===

957

A ...

Parks 2 Company of the Company of th

AUG :

·• ... ,

÷.

B B

Aussi l'adage populaire, pourtant non dénué d'évidence, selon lequel « la rue est à tout le monde » ne tient plus. La

Monde diplomenique, février 1997.
(3) La Semaine juridique, ut 12-13, 19 mars 1997, p. 131, arct commune par Valéry Crombez.

Photographie, art.

FRANÇOIS SOULAGES *

E monde change : la preuve en est que les représentations du monde changent. La photographie est un exemple de ce doubla changement. D'une part, les représentations que le grand public a de la photographie se modifient. Il y a trente ans, ce public parlait de « la » photogrephie et l'identifiait principalement au reportage ou bien à la photographie d'amateur; elle était taxée, bien rapidement, d'a art moven a (1). Désormais, ce public aurait tendance à parier « des » photographies et a distinguer, au point de les séparer, photographie de mode, photographie documentaira, reportage, photographie creative, photographie plasticienna, etc.

D'autre part, en trenta ans, la photographie s'est elle-même transformée : les travaux de nombreux photographes sont connus et reconnus, exposés et publies, les liens entre le photographie et les autres arts se multiplient, les approches théoriques, historiques et critiques de la photographie jouent un rôle certein, le développement de la télévision, de la video, da la numérisation et du multimedia mettent en question certaines pratiques photographiques.

La photographie se trouverait, selon certains, plutot faca a l'art, a l'axistance ou au moi, que face à l'histoire, au prasent et a la sociéta : aussi devraitelle êtra plasticienne, à la limite créative ; le reportace n'aurait plus d'intérêt, d'abord, parce qu'il serait mieux pris en charge par la vidéo ou la télèvision, ensuite, parce qu'il y aurait contradiction entre art et reportage, anfin, parca que l'art ne devrait plus interroger la société. Meis qu'an est-il de ces affirmations? En cette période de crise, peut-il y avoir des projets et des objets photogrephiques qui à la fois interrogent la société et la politique et travaillent le lieu de l'art? Peut-on, grace à certaines œuvres photographiques, poser, dans un mêma mouvement, des questions à et sur la société, a et sur l'art ? Derrière ces questions, trois enjaux : d'abord, un certain rapport de l'image et de la société; ensuite, une position plus riche, plus complexe, de la photographie dans l'art; enfin, une compréhension moins séparatrice, plus dialectique

des différents courants de la photographie. Maître de conférences à l'université Paris-VIII.

C'est parce que la photographie est enfin reconnue comme art et parce qu'elle dialogue avec les autres arts que le moment est venu de revisiter et de réévaluer ses différentes expressions et, à cette occasion, de repenser ses rapports possibles à

La récente exposition « Face à l'Histoire » (21 a permis d'illustrer ces problèmes. Pour des raisons étranges et paradoxales, la photographie n'avait pas le même statut dans les deux parties de l'exposition : elle était présentée principalement comme document journalistique pour les années 1933-1979. mais comme œuvre d'art pour les années 1980. 1996. Bien plus: le reportage photographique de Gilles Peress sur le Rwanda avait statut d'œuvre d'art et, baptisé Le Silence, se retrouvait accroché aux cimaises. Les conditions de présentation, d'exposition et de reception d'une chatagraphie jouent certes un grand rôle : au point de mêtamorphoser du sans-art en art ou bien du regard communicationnel en regard esthetique? Autre possibilité : certeins reportages auraient-ils une essence telle que, dans le cas d'une présentation visant l'information, seuls les aspects relatifs au « ceci a été » se réveleraient, alors que, dans un contexte artistique, la dimension esthétique de ses reportages serait recevable? Ces questions sont importantes, car il en va de l'essence même du reportage, de la photographie et de l'art (contempo-

A un premier niveau d'analyse, le reportage sembla exclu de l'art contemporain. Trois facteurs pourraient justifier cette position. Une question de techniqua : les reportages télévisuels seraient plus complets et plus performants que les reportages photographiques, qui ainsi devraient disparaitre - le problème de leur possible appartenance à l'art n'aurait même plus lieu de se poser. Une guestion de qualité : les reportages qui continuent à exister seraient en grande mejorite médiocres, soit par leur sujet - ceux qui se vendent le mieux sont les photographies de querre et les photographies des personnes célébres, le « people », que les pagarazzis traquent comme des vautours -, soit par leu: traitement qui privilègie le sensationnel, l'atroce et le choquant (« le choc des photos ») et ce de facon purament répétitive et stéreotypée. Une question de nature : il y aurait une inferiorité insurmontable du reportage par rapport à la photographie créative ou plasticienne, quant à l'invention et a fortion quant à

le création. Bref, le reportage ne serait qu'un outil de communication de masse; la photographie n'y serait que signe et non œuvre.

Pourtant, malgré les bouleversements technologiques et la demande puissante de photographles spectaculaires, vulgaires et sans intérêt, ou plutôt, paradoxalement, à cause de cala, des photographes continuent à photographier autrement le réalite et ses représentations sociales et à interroger le monde et son histoire. Est-ce du reportage ? Oui, mais pas au sens charognard, communicationnal et marchand du terme. Ainsi le photographie pourreit non pas donner des images du monde, mais questionner à la fois le monde, les images du monde et le monde des images. Derrière cette position se joue la conception même de l'esthétique de la photographie. En aucun cas, la photographie ne peut s'appuyer sur sa prétendue saisie de la réalité, de l'événement, de la société, etc., pour affirmer qu'elle relève de l'art - ce serait absurde et ridicule. Doit-on en conséquance prendre la position inverse, mais aussi symétrique, pour laquelle la photographie n'accède à l'ert que par la forme ? Faut-il être condamné à devoir choisir entre un réalisme matérialiste (saisie de le réalité matérielle d'un « ceci a été », qu'il soit social ou privé) et un formalisme désincemant (la seule chair qui existe est celle du photographique, la chair du réel étant mise entre parenthèses, au moins au sens phénoménologique du terme)?

Pour comprendre l'art photographique, ne doit-on pas plutôt opter pour une esthétique du « à la fois », qui permettrait d'explorar et d'exploiter les tensions et le tiraillement existant entre le matériau photographique et l'objet à photographier, entre le résultat photographique et l'événement passé, entre le sujet photographiant et les sujets photographies, entre l'imaginaire et le réel, entre le esem et passé, entre la chose et l'existence, entre la forme et la réalité, antre l'art et la société. Seula une telle esthétique peut rendre compte de la complexité spécifique qu'est la photographie. En effet, toute photographie est à la fois photographie autonome et photographie d'un quelque chose qu'il reste à imaginer et à penser - l'en photographique consistant à montrer et à interroger soit l'une de ces deux composantes du « à la fois », soit leur erticulation problématique, Les travaux photographiques nous le montrant et nous le démontrent.

Des photographes ne cherchent plus à capturer l'instant; ils s'installent et s'interrogent délibérément dans le temps : dens le longue durée, et c'est le photographie comme enquête, dans le passé, et c'est la photographie comme mémoire, dans le temps interaubjectif, et c'est la photographie comme interaction

Sebastiao Salgado est le représentant paradigmatique de la photographie comme enquête. Cet ancien economiste devenu photographe se donne des programmes d'investigation pour dix ens; einsi, à partir de 1987, il photographie la disparition des industries menuelles dens le monde entier, voulant, dit-il, « montrer la fin d'une époque » ; chaque sujet lui prend plusieura mois, parfois plusieurs (ennées. Cele lui permet de produire une œuvre qui allie le documentaire et le tregique, le social et l'humenisme, l'historique et l'éternel. C'est perce qu'il ne cherche pas à illustrer qu'il fait à la fois sens et ceuvre ; c'est parce qu'il n'est pas voyeur qu'il peut voir.

Beaucoup d'autres photographes travaillent cette direction evec ce rythme et cette éthique : ils nous permettent de nous interroger sur la société et donc sur nous-mêmes. Ainsi Raymond Depardon peut-il faire œuvre à partir de la société africaine (La Porte des larmes, Le Seuil, 1996), de la société paysanne française des années 50 (*La Ferme du Garet*, Carré, 1995), de la société urbaina française des années 90 (Délits flagrants, film de 1994), de le société newyorkaise des ennées 80 (Correspondance new-yorkaise, L'Etoile, 1981), etc. Toujours il se confronte à la société, mais jamais de la même manière.

Le deuxième courant qui interroge la société pose la photographie comma memoire. Ainsi, avec Images d'album. Christian Gattinoni revient sur les photographies des camps de concentration, non seulement pour s'interroger sur une mémoire sociale et historique, mais aussi pour « dé-montrer, écrit-il, tout l'apprêté fictionnel des images-repor-tages (3) ». Avec images carcérales, il exploite trois ensembles d'étéments : d'abord, des textes qu'il photographie, à savoir des écrits officiels rédigés en

(11 Pietre Bourdieu et ahi, Un art moyen, essai our les usages sociaux de la photographie, Editions de Minuis, Paris, 1965.
(21 Centre Georges-Pompidou, Paris, décembre 1996-avril 1997. Lire Lionel Richard, « Les peintres contemporains face à l'histoire », Le Monde diplomatique, décembre 1996.

13) François Soulages et alii, Photographie et inconscient, Oti-ris, Paris, 1986, p.149.

حكة اسالاحل

The second secon

when the state of the state of

Name of the State of the State

And the second s

And the second of the second o

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

- The state of the

or oils to be being

P(42)

The Court of the Property of the

And the state of t

The second

1 4 2

The state of the s

2 2 3 3

100

Control of the Santa state

A

A TELES

-7'2 C:

e e nom de mas y: e e e de securi

200 AR (W. 19) 200 Arthur - 200 200 Arthur - 200 200 Arthur - 200 200 Arthur - 200

ಾರ್ಯವಾದವು ವರ್ಷ-೧೯೮೪ ಕನ್ನಡಿಸಿದು

and who have the second second

7 7 7 97% 4 7 7 8 222

manual Cast

Land of Full

and the second of the second of

and the second section of the

10°

1472

A CONTRACTOR OF A STATE OF THE STATE OF THE

hat patrimonial de la propriété

Action was and

the contraction

had hadren grigo as seas :

But cabe

Salar & Ma

-

HOP IN SPACE

Mark : we're

- den 114

Sur aven

Laborate in

mile who repri

THE PARTY OF THE PARTY OF

ALT - CAMPAGE AND

MANAGER

P. Che Ches Manage

William Branch

11

indiane inter-

DE THE BEST AND THE

Br. 40 - 17 72(1)

Lauren ange at a

British .

Miles of the

THE PART SERVED ...

A - HAT IN HE ...

make the state of

Marie Marie Service

· ---

#d" ; To the Total

Mar.

Application of the state

of the way.

A THE R. P. LEWIS CO.

and the group for any of

and the second

is a bigginger to and

in the state of

The statement is

"Tightha & an

The State Street

争 点点 经12年 李

to X are the

Carrier Charles

प्रमुख्या १५**६८ १**८७६ १५० ।

and the larger of the larger of the million of the same

815-14

A . 30. 3

Buch

10000

8-25 × -- 42

1. Sec. 15.

100 ×

tyantaj 1982

2. 4

1.25

78 17 89 PM

M+ 344

3 200

Carrie Land

a - w

g **rep**.÷

\$87. and the

- M

page of

Mary 1 was

*

A 15 15 15

A STATE OF

221

-

* ** T. **

A ...

Minday A

44.4 A 23 - No. of 6-4-4-E

34,2 = 1.14

PERSONAL PROPERTY.

"一块"。

ANY HARPE

.... Market Charles

MINISTE A

distant i

captation privative de la rue, l'appropriztion de l'espace public, méthodiquement et continuellement soutenues par l'exercice de ce qu'il faut bien appeler un droit bourgeois, culmine dans plnsieurs affaires. La première voit l'artiste plasticien Christo, qui a'est fait, comme on le sait, une spécialité d'« emballer » des monuments, a'opposer à toute prise de photographies du Pont-Neuf tandis qu'il l'avait, on s'en souvient, publiquement « ficelé ». Le 13 mars 1986, la cour de Paris, lui donnant raison, interdisait la diffusion d'un court-métrage relatant l'événement, aux motifs que le demandeur avait exécuté « une œuvre originale » mettant en relief « la pureté des lignes du pont et de ses lampadaires au moyen d'une toile et de cordages ». En somme, il était reconnn à Christo non sculement le droit d'user de la ville comme matérian personnel de ses créations, mais encore de tirer de cet usage privé le contrôle exclusif des images publiques ainsi générées. Au reporter convié à cette « fête », il ne fut pas même permis d'emporter le souvenir de

Sur ces fondements, le défilé du Bicentenaire de la Révolution française était-il appropriable ? C'est la deuxième affaire, dont on va voir qu'elle ne manque ni de sel ni de morale. L'Association du Bicentenaire avait demandé au publiciste Jean-Paul Goude de concevoir et de réaliser un défilé, à produire sur les Champs-Elysées le 14 juillet 1989. Il faut savoir que, dans ce type d'activité (la confection d'a événements » - spectacle son et lumière du débarquement en Normandie, illuminations du château de Chambord ou spectacles au Puy-du-Fou (4) - étant devenue une profession avec pas-de-porte). toutes les parties, après s'être servies plutôt largement sur les deniers publics, lorgnent encore goultiment sur quelques bénéfices supplémentaires, substantiels et subséquents aux droits dérivés de la machine andiovisuelle.

ce qu'il evait vu, ce qui revient exacte-

ment à s'emparer de sa mémoire.

Aussi les concepteurs du défilé du Bicentenaire n'avaient-ils pas omis de conclure un accord de retransmission avec TF 1. Antenne 2 et GMT (Groupe média de télévisioo), accord dont TF i crut pouvoir déduire qu'elle était « propriétaire », à hauteur de sa participation financière, d'un événement par ailleurs accessible sans son intermédiaire - et payé, une fois de plus, par le contri-buable. Confrontée à feu La Cinq qui avait capté et diffusé (« piraté », a-t-on dit à l'époque) un petit quart d'heure du défilé, la chaîne de M. Bouygues fut déboutée par un tribunal qui jugea ce spectacle e fait historique non susceptible d'appropriation ou d'exclusivité (5) ». Une fois o'est pas coutume : l'argent s'incline devant le symbole.

Certains, attirés par les niches de profit dûment aménagées par les fluctua-tions de la jurisprudence, peinent à s'en convaincre. S'engouffrant dans quelques brèches, ils vont, logiquement, tenter leur chance. Prévenn par exemple que M. Yasser Arafat, après vingt-sept ans d'exil, devait le l' juillet 1994 retourner embrasser la terre de Palestine, un journaliste en disponibilité de le télévision française fonda une commode société de droit autrichien dans le dessein de monnayer cette démarche historique : coups de fil aux agences de presse, en particulier à celles dont l'image - donc le symbole - est la raison d'être, auxquelles fut proposé contre un fort onéreux « ticket » le droit d'accompagner et d'enregistrer cet épisode de l'histoire. Toutes, quoique familières avec la notion d'« exclusivité » jusque-là appliquée au seul show-business, déclinerent l'offre au nom du libre accès à l'information générale. L'anec-dote s'inscrit à leur tableau d'honneur, mais ne préjuge pas, malheureusement, de l'obstination des tribunaux à favoriser le privé au détriment du public. Dans la troisième affaire, en effet, fut

condamné et saisi un dépliant comprenant deux vues aériennes de la cité lacustre de Port-Grimand. Les sociétés promotrices de cette opération immobilière avaient fait valoir que l'architecte leur avait concédé l'exclusivité du droit de reproduction. Pour leur défense, les entreprises éditrices avaient soutenn que « l'on ne saurait contester à tout habitant ou à tout voisin le droit de reproduire des vues de Port-Grimaud, village qui a le caractère d'une agglomération, référencée à l'annuaire, aux PTT, etc. ., comprenent e rues, places, magasins, banques et services de toutes sortes »; bref, « un site géographique nis ». Le cribunal écarta ces moyens par des motifs assez étonnants : « L'établissement dans le fond du golfe de Saint-Tropez, là où il n'y avait rien, alliant le soleil et la mer, d'une cité lacustre dont les plans d'eau irréguliers et les masses bâties, de volumes et de couleurs contrastés et variés, provoquent la surprise et entretiennent la curiosité et l'attente, constitue bien dans son ensemble (...) une création originale personnelle (6). . On frôle l'absurde : la privatisation d'un ensemble urbain - une agglomération tout entière - est contraire à toute notion de vie sociale. C'est l'idée même d'urbanisation qui est ruinée en son principe. Car si un « paysage urbain » peut être aussi privatisé, notre culture est atteinte.

La ville, au demeurant, n'est pas seulement constituée d'éléments immobiliers. Que seraient en effet la rue, la cité, sans les visages qui la peuplent, « personnes privées » qui parcourent et ani-ment l'espace public ? Or, en droit français, chaque individo demeure propriétaire de soo « effigie », autrement dit de son image privée (là, le bien n'est plus sculement extension de le personne, c'est la « personne » qui devient un bien en soi). Mais le même droit reconnaît à l'artiste, au peintre, an photographe, à l'écrivain, et plus généralement à l'anteur, celui de « créer » une image à partir d'une réalité par lui seul observée, interprétée, et donc trans-

Vous voici filmé ou photographié dans la rue, dans un café, un square ou tout autre lieu semi-privé ou semipublic. La photographie est publiée, ou la séquence diffusée, ce qui, pour des

raisons qui vous regardent, ne vous convient pas. A qui appartient l'image? A vous, bieo sûr, en tant qu'unique détenteur de votre effigie. Mais aussi à l'opérateur, pour outant qu'il puisse démontrer avoir fait œuvre de « créatioo s. c'est-à-dire inventé une réalité nouvelle qui se superpose, dépasse et transcende une réalité première (celle de votre apparence). De l'apport dû au talent de l'auteur, ce nouvel objet tient soo existence - donc son droit - autonome. On remarquera que ce droit, conflictuel, est calqué sur le double signification du mot « image », celle que l'on donne de soi et celle que l'on fabrique (l'opérateur utilisant la votre pour commettre la sienne), et on notera ao passage que, en dépit de son formalisme juridique, une telle approche dit quelque chose d'une vérité intrinsèque de l'image : que, pour « reproduire la réalité », toute image s'endette d'abord

par rapport à une autre image.

Créer sans offenser

D ONC, chargés en principe de simplement « dire le droit », les juges placés en face des litiges d'image doivent décider préalablement, pour se prononcer, de ce qui est « création » ou de ce qui ne l'est pas. Ils se constituent ainsi, de fait, en arbitres de l'esthétique, compétence dont il n'est pas écrit qu'ils la possèdent. S'agissant même d'un cas accessible au « sens commun », leur tâche n'en sera pas pour autant simplifiée. Qui niera par exemple que Le Livreur de sciure, personnage accoudé au zine du café Allain et saisi par l'objectif de Robert Doisneau en 1953. est une « création » à forte valeur ajoutée ? L'homme digne et propre sur lui. bonne tête d'ouvrier parisien aux moustaches avenantes, avait explicitement consenti à servir de modèle au maître tandis ou'il dégustait un verre de rouge.

Le portrait non seulement lui rendait

- si l'on ose dire - justice, mais indéniablement l'embellissait. Y a-t-il une meilleure définition de l'« art » ? Mais, publice dans un grand hebdomadaire sons le titre « Les méfaits de l'alecolisme », la photographie change encore de nature, devient préjudiciable à soo sujet, qui pour aimer de temps à autre lever le coude, et quoique ne détestant pas être vu, voire immortalisé dans cette posture, n'en est pas pour autant ravagé par l'alcool. L'hebdomadaire perdit sa cause, le tribunal usant pour établir le préjodice d'un argument iusqu'alors inédit : l'a intention de nuire ». Le droit de créer était maintenu et protégé, sous condition toutefois de ne point offenser.

Jusqu'à tout récemment, la jurisprudence - française, tout du moins - o'a cessé, en matière d'« effigie », de favoriser les prérogatives du sujet au détriment de celles de l'auteur. D'aucuns s'en féliciteront, qui blament à juste time les intrusions effectivement scandaleuses dans la vie privée, commises par une presse cynique et immorale. C'est que de cette jurisprudence ils ne mesurent pas également les effets pervers. Aucun reporter d'images ne peut plus circuler sans s'encombrer de formulaires à faire signer, pour en obtenir l'accord, par toute « personne privée » qui croiserait son champ. Encore cette décharge ne le prémunit-il contre aueune poursuite, le signataire pouvant se raviser eu moment de la diffusion on de le oublication : avant donné son aval l'oblige à en approuver le contexte ultérieur (titre, légende, bande-son, environnement) qu'il pourra estimer choquant on diffamatoire.

Aussi l'exotisme galopant d'une cer-taine tendance documentaire n'est-il pas la demière conséquence de ce juri-disme effréné: peut-on en vouloir aux opérateurs d'aller chercher toujours plus loin, sous des latitudes juridiquement plus clémentes, des « sujets » moins enclins à la procédure ? Imaginet-on un Inuit ou un Massal cogager une action devant le tribunal de grande instance de Paris ? Cela explique en partie que la photographie dite « bumaniste » se soit insensiblement déplacée vers les rues de Rio, de Calcutta ou de Moscou. Ainsi cette babouehka illustrant un

article sur la pénurie alimentaire en ex-URSS, errant dans un dépôt d'ordures de la capitale russe à la recherche de provisions de bouche. Elle peut, au choix, considérer que, en precant de sa détresse le moode à témoin, ce cliché la sert ou bien que, en exhibant son état de dénuement, il donne d'elle une image dégradante. Il est toutefois peu probable que l'alternative lui filt jamais présentée, tant l'opérateur étranger, évoluant si loin de chez lui, pouvait se sentir à l'abri d'un procès. D'ou l'on tirera que cette situatioo juridique, en fabriquant deux types de sujets - pour faire court ; l'un occidental et l'autre du tiers-monde - inégaux sinon devant la loi, du moins devant les moyens de soo action. engendre une injustice.

Quand par exemple cette Parisienne, l'une des personnes blessées par l'explosion d'une bombe, le 25 juillet 1995, dans la station Saint-Michel du RER, se reconnaît sur une photographie prise juste après que la déflagration l'eut presque entièrement déshabillée, elle charge le parquet, an nom de la dégradation » que lui inflige cette image, d'attaquer les journaux qui l'avaient publice et les agences qui l'avaient produite et distribuée (7). La plaignante n'eut pas gain de cause, mais du moins, contrairement à notre habouchka, put-elle faire valoir ses droits. La cour, cette fois, leur estima supérieur le nécessaire exercice du métier de journaliste. Elle confirmait un jugement rendu cinq ans plus tôt, qui avait débouté un trio de turfistes réclamant des dommages et intérêts à Libération et à l'agence Magnum pour les evoir montrés dans une salle du Pari mutuel. Or les parieurs étaient tous trois chefs d'entreprise et disaient craindre que, les reconnaissant, leurs employés ne leur reprocheot de mal dépenser leurs bénéfices.

Dans ses attendus, le tribunal insista au contraire sur le « droit d'informer ». retournant ainsi le balancier d'une jurisprudence longtemps, et sans donte excessivement, favorable à la protection de l'image privée. Reste que, si trancher entre ce qui est création et simple reproduction n'était déjà pas facile, décider de ce qu'est exactement une « information · promet de belles joutes entre magistrats, journalistes et public.

BERNARD EDELMAN et EDGAR ROSKIS.

(4) Lire Michel Vovelle, « Un historien au Puy-u-Fou », Le Monde diplomatique, août 1994. (5) Tribunal de grande instance de Paris, 21 février 1990.

(6) Tribunal de grande instance de Draguignan, 16 mai 1972.

(7) Lire « L'instant figé », supplément Radio-Télévision-Multimédia du Monde du 1" juillet

Photographie, a

The second secon

* et société

1892 sur la vie quotidienne de la prison de Mozas, où Rimbaud fut enfermé pendant le Communa; puis, des pleques de verre enonymes de le fin du XIXº siècla, dont il tira des photographies renvoyant à l'univers rimbaldien ; enfin, des photographies da corps faites par lui en 1988. A partir de ces trois séries, il compose des montages qu'il photographia et obtient einsi d'eutres photographies. La photographie est elora d'une part imege critique (critique de la réalité, critique des représentations et critique de l'ent) et d'autre part imege d'images... Photographier la société consiste ici à photographiar non pas son actualité (mise en scène et en spectacle), mais sa mémoira occultéa, qui an rend raison.

Au cœur du social

E Tchéque Tono Stano procède, pour sa part, à une mise en scène de la mémoire. Son Calendrier mime la commenda officielle - et l'on sait ce que « officiel » et « commanda » vouleient dira à Prague jusqu'en 1989 – at la représentation idéologiqua d'un peuple mis en scène dene le quotidien : eon « Chef d'orchestre » dirige à la baguette, non plus ses musiciens, mais les sujets politiques obéissants et aliénés, ses « Paysans » entrent dans une imagerie qui bascule dans le ridicule, son ■ Maçon », tal l'homme de fer stakhanoviste, construit un monda absurde et sans mémoire. Photographier revient elors à prendre du recul par rapport aux imagee présentes toutes feites et a construire des images de la société politique qui renvoient à una mémoire niée et fonctionnent comme mémoire théâtrele du présent pour un futur.

Le troisième courant, lié aux deux premiars, introduit una dimension nouvella: l'interaction. Le photographe travaille sa création comme étant la fruit d'une interaction entre lui et des non-photographes. Ainsi, quand Marie-Hélène Le Ny participe à « Art, fonction sociale I » an 1995 à Paris, ou quand elle publie Béthune, quartiers en quête d'identité an 1995, certes, ella fait elle-même des photographies, mais alle an fait faire aussi à des gens qui au départ n'ont aucune culture photographique ; en résulte un ensemble intéressant eu égard à cette surprenante réunion d'images et à l'approche originale de réalités sociales habituallement dans l'ombre.

Marc Pataut est un des anistes qui représentent le mieux l'interrogation da la société et de l'art grace à

la photographie comme interaction. Depuis près de vingt ens, ce photographe, dont le travail est présanté cette année à la Documenta de Kassel, met en place des dispositifs pour photographier ou faire photographier ceux que la société a tendance à ne pas tenir en son cœur - à le fois en son centre et en son affection -, ceux qua le société affecte le plua par sa mise à l'écart : enfants psychotiques, fammes en prison, jeunes immigrés de benlieue, victimes de l'apartheid, compagnons d'Emmeüs, SDF, etc. Le résultat an est des images megnifiques qui à le fois bouleversent notre appréhension de la vie de ces gene et révolutionnent la photographie et son rapport à l'art contemporain.

Avec la photographie négociée de Michel Séméniako, noue sommes eu cœur du societ et de l'ert : pour des raisons à la fois éthiques et esthétiques. cet ertiste propose à des gene extérieurs eu monde de l'ert - malades d'hôpitaux psychiatriques, jeunes chômeurs, hebitants d'une région habitée par le crise, population d'un même quartier comme à Niort, membres du Club Méditerranée, amis, etc. de faire evec eux una photographie ou une série de photographies. Il leur offre son savoir-faire, sa culturs, sa réflexion et sa sensibilité, les eutres lui apportent leura questions, leurs rèves, leurs imagineires et leurs mythologies ; ansemble, ile élaborent un projet qu'ils négocient à chaque étape du percoura, tels un entiste et des commanditaires officiels. La création doit être examinée autant dans le procédure mise en œuvra que dens les images réalisées. Séméniako peut einsi expérimenter qu'un artiste ast d'abord un homma avec d'eutree hommes, un citoyen d'une société, et qu'en tout homme réside un désir de création euquel il donne les moyens de passer à l'acte. L'œuvre de Séméniako peut donc se déployer à la fois dans l'univers de l'agence Métis, dans le monde du musée et de l'exposition, et dans la territoire du livre et de l'édi-

Ainsi, par ces trois voies - enquête, mémoire, interaction -, cette partie da la photographia contemporaine est à le fois au cœur de l'art contemporain et eu cœur de la société contemporaine.

FRANÇOIS SOULAGES.

(4) Michel Séméniako, Lapiaz (Paris, Passage, 1982), Sites (Vitry, Galeric, 1987), Nuti blanche (Centre régional de la photo-graphie Nord-Pas-de-Calais, 1991), Images négociées, projet réseaux (Niort, AMPT, 1996).





L'intervention « Projet réseaux » a été conque et réalisée à Niort par Michel Séméniako en synergie avec les Maisons pour tons. Il a exploré les réseaux qui relient entre eux un certain nombre d'habitants de la ville en se rendant dans les quartiers avec un camion-studio. Ceux-ci out réalisé leur autoportrait en utilisant le dispositif proposé par le photographe : miroir, fibres optiques réglables, long lemps de pose. Chacum fui a ensuité denandé de photographie : a su manière » un lieu ou un objet et tei-actue a doané à chaque personne un appareil jetable avec leque il so ant photographie leurs amis, désignant parni ces personnes celles qui, à leur tour, réaliseront leur autoportrait dans le cambo-studio. C'est ainsi que mille trois cents habitants de Niort ont été photographiés (Livre-catalogne Images négociées, projet réseaux, préface Anne Camqueim, disponible auprès de MPT, 7, avenue de Limoges, 79000 Niort, 165 F port compris).

Colloque « Image et politique »

N complément des expositions proposées autour de le thémetique générale sur « Le devoir da mémoire, les tentations du pouvoir et les formes de l'engagement », les Rencontres d'Aries (dont le directeur ertistique est Christian Ceujolle) proposent cette année, dimanche 6 et lundi 7 juillet, un colloque international (1) co-orgenies avec La Monde diplomatique, la chaîne Arte et l'Association française pour l'action ertistique (AFAA).

Sous la présidence da Peul Virilio, la direction d'Ignacio Ramonet, le coordination da Françoise Docquiert et la collaboration d'Edger Roekis, ce colloque rassemblers des personnalités comme Bernard Millet, Jean Digne et André de Margeria ; des philosophee comme Paolo Fabbri et Feblenna Rousso-Lenoir; des historiene comme Laurent Gervereau, Margarita Ledo Andion, Pierre Restany, Thierry de Duve et Alein Jeubert ; des écrivains comma James Burnet, Jacques Henric et Ramon Esparza ; des photogrephes comme Eugane Richards, Esther et Jochen Garz, Aziz et Couchar ; et des plasticiens comme Antoni Muntades eutour des questions da l'engagement et de le responsabilité des createurs face au monda contemporain.

(1) Les travaux du colloque se dérouleut à l'École nationale de la photographie, 16, rue des Arènes, Aries, Renseignements : tél : (33) 04-90-96-76-06 ; télécopie : (33) 04-90-49-94-39,

CUBA SANS FARD

Adieu à la révolution

LA PEAU ET LE MASQUE (*La Piel y la Mascara*), de Jesus Diaz, traduit de l'espagnol par Florence Bour-gade, Métailié, Paris, 1997, 233 pages, 125 F.

ENTRÉE de jeu, les lecteurs se mettent d'intelligence avec l'auteur. Ils participent à son travail de plongée au cœur de cinq personnages. Le regard que chacun d'entre eux porte sur sa propte vie, et sur son métier d'acteur, ordonne la composition du roman. Celui-ci recrée le tournage d'un film — La Passa et le Masque -, « une tragédie qui ne correspond ni aux attentes du gouternement ni à celles des dirigeants de l'exil ».

L'exercice, difficile, renvoie au déchirement intime du metteur en scène. Surnommé l'Ours pour avoir reçu, jadis, l'Ours d'or au Festival de Berlin, célèbre à l'étranger mais censuré dans son pays, vieux et se sachant condamné par la maladie, l'homme jette ses dernières forces dans cette œuvre testamentaire.

- Il s'agissait, entre autres choses, dit-il, de l'adien à une révolution dont j'avais applandi avec véhémence les réussites, déjà lointaines, dont j'attais tu de façon compable les brutalités; les excès, les folies, et devant laquelle je ne voulais pas paraître comme juge, mais comme témoin, comme quelqu'un qui parle dépuis le vaste es périlleux territoire de l'irrémé-

Brisé, l'Ours joue le rôle d'un autre homme brisé, Fernando. Lorsqu'il était ministre du commerce extérieur, ce boo vivant, « le premier à la rumba, au rhum et au lit aver ses concitoyennes », a osé s'opposer à M. Fidel Castro. En punition, le voilà administrateur d'une coopérative agricole « qui ne produisait que de la poussière ».

G RAND improvisareur de langage, l'écrivain Jesus Diaz (1) choisit ici un style profondément inventif : chaque séquence est racontée par les différents acteurs. En tête de chapitre, leur nom de ville est accolé à leur nom de scène. Cette clef permet de les suivre dans leurs multiples vérirés d'êtres humains, et d'artistes. Au centre du livre, une femme, Ofelia/Iris. À la ville, elle est Ofelia, une star vivant (mal) à Cuba et prèce à choisir l'exil dès la meilleure occasion. Mariée à l'Ours qu'elle qualifie de - tyran ., elle est bourrelée de remords parce qu'elle a sacrifié son tout jeune fils à sa

- Enrie de pleurer, merde! De faire tourner à l'emers toutes les borloges du monde pour les remettre sur cette beure mandite où fai signé le certificat qui autorisait Ricardo à partir pour Miami avec son père !.

A la scène, elle tient le rôle d'Iris, une riche émigrée, elle aussi en proie aux remords: que sont devenus les deux fils, Orestes et Omar, qu'elle a abandonnés, adolescents, dix ans auparavant ? La quête et l'enquête, dans une île où la sécurité de l'Etat est omniprésente, donnent au texte sa tension dramatique.

Réflexion sur la façon dont un comédien puise dans ses émorions vécues pour composer un personnage, réflexion sur le rêve d'une autre société rournant su cauchemar, réflexion sur la fragilité des sentiments humains, ce roman noir et magnifique n'est que rarement traversé de rayons de tendresse. « Il y a trop de coupables à Cuba, dit Fernando. Et il faut que quelqu'un commence à pardonner.

FRANÇOISE BARTHÉLÉMY.

(1) Lire Les paroles perdues, Editions Métailié, 1995, et Les Initiales de la terre, à paraître. Né à La Havane en 1941, Jesus Diaz a été, à Cuba, professeur de philosophie, fondateur et directeur de la revue Caiman barbudo et de Pentamiento Crisico. Ecrivain et cinéaste, il vit, depuis 1992, à Madrid, où il dirige la revue Encuentro de la cultura cubana. Il enseigne le cinéma à Berlin et à Rome.

AFRIQUE

LES GEMMOCRATIES, L'économie politique du diament africain. - François Misser et Ofivier

★ Desclée de Brouwer, Paris, 1997, 240 pages, 190 F.

Parmi toutes les grilles de lecture possibles des événements africains, le contrôle du trafic du diamant explique nombre d'alliances et de conflits entre acteurs, de revirements et de faits ponctuels. C'est ce que tente cet ouvrage pion-nier en la matière, qui analyse les genunocra-ties, les régimes fondes sur le contrôle de ces précieuses pierres. Les auteurs y étudient les circuits parcourus par le diamant depuis les gisements en Afrique (tout en mentionnant les autres continents) jusqu'à la mise sur le marché de gros. Des circuits qui ressemblent à un vaste entonnoir : une base urès large en Afrique subemignoir: une base ues targe en Atrique sub-saharienne (Afrique du Sud, Botswana, Zaire, Angola, Sierra Leone) et un goulot très étroit formé de la Central Selling Organisation (CSO), contrôlée par la multinationale anglo-américaine De Beers. La ville belge d'Anvers jone un rôle unique an moode dans ce commerce mais les milieux français moches de commerce, mais les milieux français proches de l'Afrique ont leur part du gâtem.

ANDRÉ LINARD.

DROITS DE L'HOMME

AMNESTY INTERNATIONAL. Rapport 1997. ★ Editions francophones d'Amnesty Inter-national, Paris, 1997, 397 pages, 95 F.

Hélas, pas de surprise, serait-on tenter de sou-pirer en refermant ce volumineux rapport, încavcérations de prisonniers d'opinion, détentions sans jugement, torture, «disparitions», exécutions et autres exactions se sont poursuivies, à des degrés divers, dans 149 pays, Les faits sont exposés ici pour mettre citoyens, gouverne-ments et organisations internationales face à leurs responsabilités. Et si l'on ne peut plus rien pour les morts - sant exiger le jugement des tor-tionnaires et des assassins (ce qui ne semit pas anodin) -, il est encore temps, suggère le rap-port, de s'intéresser aux vivants. Parmi ceux-ci ; les réfugiés. Il y a dix ans, on en dénombrait huit millions : ils sont à présent plus de quinze mil-lions, pour la plupart des femmes et des enfants. Ils ont droit à la protection de la communauté internationale, mais les gouvernements – et la France n'est pas la plus généreuse - se dérobeut de plus en plus à leurs obligations. Plusét que d'avoir à déplorer les conséquences, quand s'antaqueru-t-on aux causes de toutes ces tragé-dies ? C'est le mérite d'Anmesty que d'obliger

BON DE COMMANDE

à retourner accompagné de votre règlement à: LE MONDE - vente au

numéro - 21 bis, rue Claude-Bernard,

75005 Paris. France.

ASIE

HONGKONG. Enjeux d'une transition historique. - Jean-François Dufour

* Le Monde Editions-Marabout, Paris, 1997, 236 pages, 39 F.

APRÈS HONGKONG. Chinois et cosmopolite; un pays, deux systèmes ? -- Philippe Le Corre

k Autrement, Paris, 1997, 278 pages.

Le retour de Hongkong à la Chine a déjà eu, au moins, un effet positif: le monopole de l'information en anglais sur le destin exceptionnel de ce minuscale territoire est brisé. Parmi les ouvrages récents en français, il faut distinguer, en premier lieu, le petit, mais précieux, livre de Jean-François Dufour. L'ament dégage bien les grandes tendances de cette avenure historique, née de la rencontre, au milien du XIX siècle, de l'expansion agressive d'un capitalisme européen en quête de nouveaux marchés et de la décadence de l'Empire chinois. Il décrit la montée en puissance, dans les années 60, arâce au textile et à l'Empire cinnois. Il derit il monte el puis-sance, dans les années 60, grâce au textile et à l'électronique, d'une économie, qui réalise, sur 0,01 % de la superficie de l'immense Chine, 20 % du PIB de la République popu-laire. Eclairante aussi l'analyse de l'inter-pénérration, depuis quinze ans, des deux espaces économiques par le binis des délocali-sations et des investissements croisés. Au point que, avant même de reintégrer formelle-ment le giroo de la mère patrie, Hongkong tesit déjà partie intégrante du système de pro-duction chinois. Une chronologie et un index complètent cette présentation claire et docu-mentée des enjeux d'une « transition histo-

Foisonnaut de détails, l'ouvrage de Philippe Le Cotre s'attache, quant à lui, à faire comprendre les spécificités de la société hongkoogaise. Correspondant, depnis huit ans, de nombreux organes de presse français, l'anteur connaît bien son sujet. Trop bien, peut-être, au point d'hésiter parfois entre le reportage-description des mes et les ren-contres avec des figures, plus oo moins célèbres, de l'île - et un étai des lieux plus systématique, Utiles annexes (cartes, chrono-logie, bibliographie).

MANUEL LUCBERT.

PROCHE-ORIENT

PALESTINIAN IDENTITY. The construction of modern national consciousness. - Rashid

* Columbia University Press, New York, 1997, 309 pages, 29,50 dollars.

Tout le monde connaît la déclaration de Golda Meir, premier ministre d'Israèl, affirmant que les Palestiniens o'existent pas. A cente dénégation, les historiens et responsables palesdenegation, les historiens et responsantes pales-tiniens out souvent répondu en défendant une conception figée et hors du temps de l'identité conception figée et hors du temps de l'identité de leur peuple. Ernest Renau le disait, dans sa célèbre conférence, « Qu'est-ce qo'une nation? », « L'oubli, et je dirai même l'erneur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation. » Refusant les simplifications, Reshid Khalidi, professeur d'histoire à l'université de Chicago, qui fut conseiller de la délégation palestinienne durant les pompariers de Madrid et de Washington sur la paix an Proche-Orient, tente de certer l'émergence du nationalisme palestinienne, durant la période qui va de la fin de la domination ottomme à la première décennie du mandat britannique. Tout en mière décennie du mandat britannique. Tout en reconnaissant le rôle joué par la colonisation juive dans l'affirmation de ce nationalisme, il montre que les ingrédients d'une identité propre taient déjà à l'œovre depois long-temps - notamment autour de Jémalem, ché sainte tellement convoitée. En conclusion, l'auteur retrace la « disparition » puis la renaissonce du nationalisme palestinien après la créa-tion d'Israël. Il explique notamment pourquoi les défaites successives – incapacité à s'opposer au projet sioniste, expulsion de 1948, départ de Beyrouth en 1982, etc. -, ont été transformées par les Palestiniens en un récit béroique qui occulte les erreurs, notamment celles de l'OLP, et rend plus difficile la définition d'une stratégie politique efficace.

-

==== .

Prospection

* ********

ge des commerce un commerce

WHO'S WHO IN THE ARAB WORLD 1997-1998 * K. G. Saur, Munich, 1996, 966 pages.

Six mille notes biographiques pour chacun des dix-neuf pays arabes (le Liban fait l'objet d'un ouvrage spécifique, la Palestine est laissée à l'écart), complétées par des données générales sur le Proche-Orient et le Maghreb ainsi que sur chacun des Etats, le pétrole, la Ligue arabe, le canal de Suez, la conférence de paix, etc.

UNE FABLE MACÉDONIENNE

Le massacre des innocents

LE TEMPS DES CHÈVRES, de Luan Starova, traduit du macédonien par Clément d'Icartéguy, Fayard, Paris, 1997, 274 pages, 120 F.

E malheur qui s'est abattu diversement sur l'ex-Yougoslavie ces dernières années – Kosovo, 1989; Croacie, 1991; Bosnie 1992-1995 – a jusqu'à présent épargné la petire République de Macédoine, dont l'existence fragile n'a été reconnue et consolidée qu'après bien des hésitations et vicissitudes. Le calme qui y règne est sans doute précaire, comme en ont témoigné l'accentar de 1995 contre Kiro Gligorov, ou, la même année, à l'université patallèle de Tetovo, les émeutes albanaises très sévètement réprimées. Plus récemment, à Skopje, des manifestations, cette fois antialbanaises, ont fait craindre des troubles sérieux. Mais c'est dans l'Albanie voisine (que l'on croyait en traio d'émerger de l'enfer) que s'est inscauré le chaos, avec ce qu'un témoin majeur appelle un « Esas de sanvagerie « inédit

en Europe...
Aussi, la Macédoine se fair-elle toute petite. Comme pour conjurer le sort, voici qu'elle produit (écrit en un mois, en 1993, mais fruit d'un sujet « parté pendant trente ont », sous la plume 6 combien symbolique de l'Albanais polyglotte Luan Stavora), une pure merveille de rendresse, de fesicheur, de naïveré dirait-on presque : Le Temps des chèmes, un roman qui semble être le temps de l'age d'or, du paradis de l'enfance, de toute symphonie pastorale, du lait et du miel, du bocage boccadien, l'ineffable temps de l'entente entre les populations (pas les peuples), celui de l'harmonie entre

bommes et animanz, entre monde rural – pauvre, certes, mais plein de ressources – et monde des villes – fruste, mais encore plein d'illusions et d'idéaux.

Un roman sur un petit pays des Balkans, à peine né, au sortir de la seconde guerre mondiale, à l'ambe de longues années d'expériences socialistes, aux alentours de la rupture de Tito avec Staline. Un roman sur une famille d'exilés au bord d'un fleuve, sous un château, dans une ville. Un roman sur l'amour d'un petit garçon pour son père. Tout est vu à travers le prisme du regard de cet enfant-là, poétique et flou : pas de dates, pas de omus de lieux, pas une seule fois mention du mot « albanais », par exemple. Mais des odeurs, des souvenirs mélés, de chaleur humaine, de faim au ventre, de joies, de noires frayeurs irrationnelles qui senteur malgré tout la souf-france réelle, comme un Chagall peur, par-delà la fantaisie, sentir la « folie » de l'ame juive.

P OUR décrire l'une des pages les plus noires, les plus absurdes, les plus ignorées de l'histoire récente, celle du massacre généralisé des chèvres dans son pays d'adoption, en Macédoine (mais aussi dans le reste de la Fédération), Luan Statova a fait le choix de la douceur. Pour décrire un malheur, il a fair le choix de la pudeur : les chèvres choix de la doureur. Pour décrire un malheur, il a fair le choix de la pudeur : les chèvres
« disparaissaient » dans la monagne avec leur chevrier Tchanga, après avoir donné
beaucoup de lait aux habitants. Car le malheur se lit parfois mieux dans l'ambiguïté
d'un grand bouheur, d'une grande innocence. Car l'enfaut-narrateur, dans sa fracheur
merveilleuse, vierge de lassitude et de compromis, de lâcheuf aussi, perçoit tout,
comprend l'essentiel : « Il apprend la mort. La fin du paradit. « Il en résulte « une intentif
plus grande «, remarque Luan Starova, l'écrivain, qui, lui, n'est pas innocent ou naîf. Il
est vrai que peu de livres renvoient une telle force souterpaine, finalement, sur massucres des innocents. Par-delà les animairs, les êtres humains ; par-delà les paysans macédoniens de la fin des années 40 et les persécutions annoncées par le massacre des douces biquettes (fussent-elles appelées « Stalinette «, comme l'une des « héroines » du livre), les massacres des enfants de Sarajevo, des civils de Bosnie et – qui sait si l'allusion ne s'y trouve pas aussi dans ce luvie – la peur de nouveaux massacres, nocamment d'Albanais, dans ces Balkans qui out tant souffert.

L'enfant – Scarova, fils d'exilé, a hérité, ainsi qu'il le confie, de cette « faurate souf-

L'enfant — Starova, fils d'exilé, a hérité, ainsi qu'il le confie, de cette « énorme suuf-frante mentale des ratines ». Et il explique que cette souffiance « me peut pas se terminer autrement que par la doucter ». « On est agressif si en n'a pas souffert, ajoune-t-il. La l'intéra-ture ténoigne d'une douce défaine. Mais s'il y a une victoire pour en personnages qui ne sout pas les existement, c'est leur sayesse, leur endurance, leur doucest, leur ânte, leur contrée. l'infini « Peur-être, tréanmoins, le remps est-il venu de prendre garde à la douceux des

choses... La fable de Sourova n'est pas un règlement de comptes mesquin avec un régime dont la Macédoine sort à peine. Elle est mieux que cela, une sarire cruelle de l'absurdité spécifique d'un gente de communisme appliqué aux Balleans. Et mieux que cela encore, une double « révélation» : celle d'un drame trop vire occulté ; celle de la revanche à venir : le temps des lions (» Luan », en albansis, signifie « lion »). Les lions, dit Scarova, n'attaquent pas les lions...

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

Manière de voir LE TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR

LE MONDET

diplomatique

Manière de voir

PROCHE-ORIENT 1967-1997 LA PAIX INTROUVABLE



De la guerre de 1967 à l'agonie des accords d'Oslo

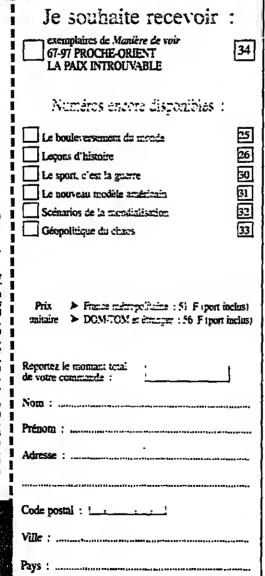
Au sormanio

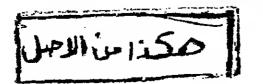
E La longue agonie des accords d'Oslo, pa: Alain Grash. El Comment conjurer la risque d'une perpétuelle servitude, par Edward Said. El L'avenir brouillé des rétigés, par Rosenary Sayigh. El Aspirations démocratiques en Cisjordanie et à Gaza, oar Graham Usher. El Troublaine normalisation de la société israélienne, pa: Dominique Vidal. El Les micilectuels et la paix au Proche-Orient, une perspective egyptienne, par Mohamed Sid-Ahmed. El De la menace israélienne au péril islamiste, par Mohamed Sid-Ahmed. El De la menace israélienne au péril islamiste, par Mohamed Sid-Ahmed. El Cuand l'Occident elimente la course aux armements, par Jee Stork. El Désordre persistant à Beyrouth, par Samir Kussir. El la Syrie refuse la capitulation, par Alain Grash. El Ces choix hasardeux de la monarchie hachémire, par Alain Renon. El Blocage égyptiens, par Mohamed Sid-Admed. El L'ombre de Washington, par Michael T. Klans. El Ce petrole toujours plus convoité, pai Nicolas Sarkis. El Malheur kurde, échec américain par Keodel Nezan. El Le régime iraiden déchiré par les luttes de clans, par Feleh A. Jaber. El Incentrates en Arabie saoudite, par Alain Grash. El Poussée conservatrice au Koweit, par Yeliya Sadowidi.
L'affontament actuel n'est qu'une phase plus aigue du conflit opposant faraél au monde arabe (juin 1987), par Eric Rouleau. El Les bases occidentales de la région : un

par Yetrya Sadorenid.
L'affrontement actuel n'est qu'une phase plus aigué du conflit opposant Israél au monde arabe !juin 1987!, par Eric Rouleau. Il Les bases occidentales de la région: un « quadrillage » toujours menacé mais solicle (juillet 1967), par Georges Chaffard.
Il Union soviétique a des raisons sérieuses de ne pas làcher les pays arabes progressistes (juillet 1967), par Bernard Féron. Il La regiement du sort des réfugiés ne seurait être dissocié de l'ensemble du problème (juillet 1967), par Micheline Paumet.
Il Vœux pieux, froide réalité (novembre 1973), par Claude Juilen. Il Les Palestiniens et la négociation (décembre 1973), par Pierre Rondor. Il La liquidation de l'obstacle palestinien !juillet 1982), par Ammon Kapeliouk.

Chez votre marchand de journaux

45 F ou par correspondance





- unimer. namelle or in spine des citers quitament s the laboratoric quant & time a limite three Comme to a to a mandrale de la fe due - en turan de l'apres . I dans les pratiques d'el de et du ha sarema de l'aton. or the fermion of the matter seer if er improbable me in profession effetts de trainer out of fren pour la popular. o gra jast as tiget of the Contract of the Contract of the Figure en ber gegene franchen die fan an inverse our in set de tale.

to de de minere all attente pate ne guidermtur! effen bie a rather, the first a department of the state of th one of artifle of the present .. A. Main. In Dail Callen. et die gewennen gen inflet big with a first codification do at ereform i ber verment recommen 🐑 eine bei eratiete fer ber contrate to the territory from the the state of the s the time better the preside freiter sager einer bereit gerte einalte E. the art with the first state of the a constitution demandages. to the transfer of the transfer of the with a few or a first of extent. were the continues of an include Cape many governors a drawnowing Magazina di Kempo

and the state of t

the same to the same or person to And the second second section of the second Contract to account thereof by warrante of the control of the com-The second of the party was and the second of the same of the the state of the state of the state The Market of the Control of the State of and the second of the second the training them with the property and the makes the section of the section of the section of the state of the s There is the second of the second to the state of Section of the section of The second secon 10 mm

The state of the s A STATE OF THE STA The state of the s

The second secon

COMMUNICATION TÉLÉCOMMUNICATIONS ET PHILOSOPHIE DES RÉSEAUX. La postérité peradoxale de Saint-Simon, - Pierre Musso

> * PUF, coll. « La Politique éclatée », Paris, 1997, 396 pages, 138 Fi Comme il tombé à point, ce livre remarquable de Pierre Musso. En tont premier lieu parce qu'il propose enfin une sorte de généalogie (à la manière de Michel Poucault) du concept si furieusement à la mode de eoneept si turieusement à la mode de « réseau » qui fut utilisé, dans son sens moderne, pour la première fois, par Saint-Simon entre 1800 et 1820. L'anteur montre comment les ingénieurs et industrialistes saint-simoniens érigèrent le principe de l'a organisa-tion-réseau » en véritable religion. Il en vient engule à suelver comment sur ces missiones. ensuite à analyser comment, sur ces principes, les technologies des télécommunications, dès le XIX siècle, se sont elles-mêmes structurées en réseaux, et comment ces réseaux – la télégraphie, puis le téléphone - se sont plés, tou-jours, à la régulation de l'Etat. Sur ces bases historiques, Pierre Musso s'interroge sur l'actuelle dérégulation de France Télécom et les conséquences de son éventuelle privatisation. Il analyse aussi les nouvelles promesses de la société de l'information et d'Internet, « cathédrale du futur ». Rarement, dans un ouvrage sur la communication. l'histoire des concepts et des techniques, la philosophie et la politique auront été si brillamment sollicitées.

NANCY DOLHEM.

PENSER LA COMMUNICATION. - Dominique Wolton * Flammarion, Parls, 1997, 408 pages,

Alors que la communication, par le biais du phénomène internet et de la révolution aumé-rique, connaît une mutation radicale, saus doute était-il nécessaire de faite un point global sur la sphère communicationnelle dans son ensemble. C'est ce que propose, non sans courage, Dominique Wolton, I'un des meilleurs chercheurs français en la matière. Son livre est donc une les plus forts du XX siècle ». Dominique Wol-ton montre que l'explosion des technologies de l'information et la prolifération des machines à communiquer ne créent pas, en soi, davantage de lieu social ; que, paradoxalement, la détresse, l'angoisse et la solitude o'ont jamais été aussi fortement vécues qu'actnellement. Et que, presque partout, les nouvelles technologies introduisent de nouvelles inégalités. Lucide, sans être pessimiste, l'auteur multiplie, dans un exposé clair et à l'aide d'exemples concrets, les mises en garde courre les illusions de la modermicante et les ravages de « l'idéologie technique ». En particulier, les chapitres sur le journalisme et, autout, sur Internet sont à

25

revue mensuelle d'analyse et de prospective

Au sommaire des derniers numéros

L'avenir da Hong Kong. L'après-1997 est déjà là, S. Marquié n°221

la loi Robien, H. Passeron nº221

Le clonage humain : où est la limite ? J.-J. Salomon n°221

Henry Kissinger « Diplomatie », P. Béharnº221

L'Europe è l'heure britannique, A. Bressand, E. Maincent .. n°220

· La politique américaine de Science et Technologie, U. Muldur n°220

Commande à Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France

Tél : (33) 01 42 22 63 10 • Fax : (33) 01 42 22 65 54 • Minitel : 35 15 S.F.FUTURIBLES

Prix du nº France : 70FF - Étranger : 75FF - Abonnement 1 an (11 nº) France : 640FF - Étranger : 650FF

Réduction du temps de travail et emploi : du bon usage de

Géopolitique : l'idéalisme eméricain. À propos du livre de

 RAPPORT MONDIAL SUR L'INFOR-MATION 1997-1998. (Editions Unesco, I, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, 416 pages, 275 R.) Ce rapport montre que les inégalités d'accès à l'information s'accentuent. Archives, bibliothèques et acrvices d'information doivent s'adapter aux nouvelles technologies comme Internet et les autoroutes de l'information, mais la rapidité de l'évolution et les coûts croissants risquent de creuser l'écart entre les info-riches et

lire, à refire et à méditer.

 SANS-PAPIERS: CHRONIQUES D'UN MOUVEMENT. (Editions Reflexe et Agence Im média, Paris. 1997, 128 pages, 50 F.) Ces ouvrage fait le tour de France des luttes de sanspapiers en 1996 et au début 1997. Il rappelle les principales actions menées et invite à redécou-vrir des bommes et des femmes qui ont décidé de sortir de l'ombre pour vivre dignement.

 TOUAREGS ET AUTRES SAHARIENS ENTRE PLUSIEURS MONDES. - Hélène Claudot-Hwad (sons la direction de). (Edisud. Comment les Touares et autres Sahariens se définissent-ils eux-mêmes et comment sont-ils définis par les aurres ? Tel est le point de départ des diverses contributions publiées dans cet ouvrage collectif, à partir de travaux menés dans le cadre de l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam, CNRS-Université d'Aix-Marseille).

REBELS AGAINST THE FUTURE. The Luddites and their War on the Industrial Revolution: Lessons for the Computer Age. - Kirkpatrick

* Addison-Wesley Publishing Company, 1996, 320 pages, 13 dollars.

Passionnante histoire que celle des « luddies », ces cuvriers anglais du textile – disciples d'un mythique général Ned Ludd – qui, an début du XIX siècle, brisèrent les métiers à tisser, cause de chômage et de pampérisation. La chair de ce récit est constimée de leurs chansons et de leur poésie révolutionnaires, retraçant leurs premières victoires et la répression militaire qui s'abanit ensuite sur eux. L'auseur établit en conclusion un paraflèle entre ces révoltés et, selon le nom donné par la psychologue américaine Chellis Glendiming aux adversaires actuels du laissez-faire industriel, les « néo-indrines ».

Les thuriféraires de la technologie se sont désormais approprié ce terroe - duquel ils affublent toute pensée crinque - qui unit écolo-gistes et syndicalistes, défenseurs des animanx et opposants à l'Alexa dans la seule affirmation de ce constat : la technologie n'est pas neutre. PHILIPPE RIVIÈRE.

CINÉMA

LES CINÉMAS DE L'AFRIQUE NOIRE. Le regard en question. - Olivier Barlet

* L'Harmettan, coll. « images plurielles », Parls, 1997, 350 pages, 180 F.

Depuis le livre de Paulin Sommanou Vieyra Depuis le livre de Paulin Soumanou Vieyra
— Le Cinéma africain, éd. Présence africaine,
Paris — qui daze déjà de 1975, rares ouz été les
ouvrages de référence consacrés à ces cinémas.
Traducteur et journaliste, Olivier Badet est
devenu, par métier et par passion, un spécialiste
de l'Afrique et de son cinéma. Il nous propose
une invitation an voyage, nous recommandant,
an passage, de teuoncer à notre regard d'Occideutal. « Mon approche, avertit-il en introduction, est thématique dans la première partic,
nurrative dans la seconde, économique dans la
troisième. Mais mon sujet reste le même : nour
regard sur l'Autre et sur l'ailleurs. Phaba que regard sur l'Autre et sur l'ailleurs. Phaôt que de chercher de sol-disant vérités, j'ai cherché à me désorienter : en quoi ce passage par l'ori-gine qu'opèrent les cinémas d'Afrique noire dans leur quète d'idemité me touche-t-il si profondément? Comment la fiction, l'image, la langue et le son se font-ils vecteurs de ce quesnomente et ut son se join-its vecteurs de ce ques-tionnement et quelle en est la base culturelle? » La partie économique sera la bieuvenue tant il est en général difficile d'obtenir des données précises sur ces cinémas, fame de solides structures existantes. Un outil précieux pour mieux comprendre ces cinéastes qui éprouvent les pires difficultés à trouver un public en debors de elques festivals internation

CARLOS PARDO.

• BIBLIOGRAPHIE KATEB YACINE. -Charles Boun (sous la direction de). (* Endes littéraires maghrébines », L'Harmatian, Paris, 184 pages, 110 F.) Issu d'une banque de données, Limag (plus de 40 000 références ou notices biographiques), devenue une référence dans l'approche des littératures du Maghreb, ce répertoire est une première réponse à la demande de tout lecteur intéressé par l'œuvre de Kanch Yacine, soit comme création esthétique, soit comme phénomène social

. GETTING THE SIGNAL RIGHT: TAX REFORM TO PROTECT THE ENVIRON-MENT AND THE ECONOMY. - David Malie Roodman (Worldwatch Paper, 1776 Massacha-setts Ave., NW Washington, DC 20036-1904 USA, 1997, 66 pages, 5 dollars.) La mise en place d'une taxe sur les pollueurs sourient cet ouvrage, permeurait et de réduire les déglis environnementaux et de disposer de fonds pour le développement des pays du Sud.

 LA FRANCE NUCLÉAIRE. Matières et sites 1997. - Mary Byrd Davis (WISE - Paris, 31-33, rue de la Colonie, 75013 Paris, 1997. 251 pages, 120 F.) Un ouvrage de référence : levant un coin de voile sur cette industrie tou-jours aussi peu transparente, il procure les données de bese sur le contexte nucléaire industriel et technique, étudie ses implications sur l'envi-ronnement, et peruet de connaître les acteurs LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE EN QUESTION

Un marché de dupes?

L aura fallu du temps, mais e'est maintenant chose faite: l'opinion a désormais cooscience que les affaires européennes sont des affaires nationales - ce qui sonligne l'aberration du rattachement du ministère des affaires européennes, non pas au premier ministre, mais au ministère des affaires étrangères -, que ce qui se décide à quinze se transforme en législation française, allemande, etc. En témoigne, emre autres signes, le rythme soutenu de la production éditoriale sur la construction communautaire, qui fait pratiquement jen égal avec les essais de politique intérieure, prise au sens étroit du terme.

Parmi les parutions réceotes, tout d'abord un manuel destiné aux étudiants. mais intéressant toot lecteur averti, sur les Fondements et étapes de la construction européenne (1). Pédagogique et sobre. mais sans donner dans l'image pieuse. Egalement destiné aux étudiants, Balance des paiements et politique économique (2), un petit ouvrage fort utile pour comprendre les mécanismes de l'économie monétaire internationale, et notamment de la monnaie unique dont, après d'autres, l'auteur, Antoine Parent, montre que les conditions d'accès ne sont pas

Paisque l'Eorope sociale occupe actuellement le devant du discours, le manifeste publié par sept universitaires, sons l'égide de l'Institut syndical euro-

péen (3), devrait retenir l'anention. Les anteurs, d'ailleurs modérés et se voulant réalistes, préconisaient l'introduction, dans le futur traité, de mécanismes d'élaboration, de mise en œuvre et d'exécution des droits fondamentaux figurant comme autant de vœux pieux dans la charte sociale de 1989. Mais le conseil européen d'Amsterdam a confirmé que les clanses d'automaticité ne valeot que pour la monnaie : les critères financiers sont obligatoires, les objectifs sociaux, eux, restent facultarifs...

C'est donc une Europe autre que celle prise dans l'étau de l'euro et du pacte de stabilité qu'il convient de construire, et Yves Salesse en propose les lignes directrices dans Propositions pour une autre Europe (4). Après avoir étudié les fondements historiques de la construction enropéenne, décrit sa mise en œuvre et dressé l'état des lieux, il propose, dans une quatrième partie, un programme de travail pour une Europe nécessaire et, pour peu qu'existe la volonté politique, parfaitemeot possible. Et ce dans tous les domaines, de la dimension sociale à la dimension institutionnelle, en passant par la promotioo des services publies et l'aménagement do territoire.

Il coovient également de lire, pour ses fulgurances et sa cansticité, l'ouvrage érodit de Paul-Marie Coûteaux, L'Europe vers la guerre (5). L'auteur s'emploie à mettre en pièces le type de politique exté-

rieure et de sécurité commune (Pesc) prévu par le traité de Maastricht, dans lequel il voit davantage de germes de conflits que de garanties pour la paix. La France, en se défaisant unilatéralement de ses alliances et de ses responsabilités extra-europeennes, aurait fait un marché de dupes, aussi bien pour elle que pour le monde. Car « si l'Allemagne peut imposer et l'Angleterre s'opposer ou rester à l'écart, la France en est réduite à proposer avant de se soumettre ». Publié au moment même où M. Lionel Jospin prenait ses fonctions de premier ministre, l'oovrage de Paul-Marie Coûteaux sera-

BERNARD CASSEN.

:15

(i) Dominique Hanon et Ivan Serge Keller, Fon-dements et étapes de la construction européenne, PUF. coll. « Major », Paris, 1996, 481 pages,

(21 Amoine Parent, Balance des paiements et (21 Amonte Parent, Butance des patements et politique économique. Quelle marge de manavere pour la France face à la contrainte des marchés financiers? Nathan, coll. « Fac », Paris, 1996, 191 pages, 129 F. Du même auteur, L'Espace mandaire et ses enjeux, Nathan, coll. « Economic 128 », Paris, 1996, 128 pages, 49 F.

(3) Ulrich MBckenberger et al., Manifeste pour une Europe sociale. Desclée de Brouwer, Puris, 1996, 175 pages, 120 F.

(4) Yves Salesse, Propositions pour une autre Europe, Edinions du Félia, Paris, 1997, 477 pages, 169 F.

(5) Paul-Marie Colteaux. L'Europe vers la guerre, Editions Michalon, Paris, 1997, 316 pages, 100 F.

LES FRANÇAISES ET L'OCCUPATION

Une histoire occultée

ES récentes polémiques autour du film de Claude Berri, Lucie Aubroc ont laissé de côté une question pourtant centrale sur up tel sujet : la place et le rôle des femmes dans la Résistance. La « relecture » - peu suspecte de féminisme - des mémoires de Lucie Aubrac dans ce film y est sans doute pour quelque chose. Mais le fair même qu'il n'y ait pas eo débat renvoie à un problème plus géoéral: l'invisibilité persistante des femmes dans la vie sociale, culturelle et politique en France.

On ne sera donc pas étonné que ce soit d'universités américaines, une fois de plus, que viennent deux ouvrages sur les femmes françaises pendant la seconde guerre moodiale, d'abord publiés eo anglais. Leur traductico co français comble opportunément le quasi-vide de l'historiographie française sur ce sujet (1). Chacun à sa manière, ces deux livres per-mettent de comprendre les spécificités françaises des rapports socioculturels entre les sexes et éclairent le présent...

Les multiples témoignages patiemment réunis par Margaret Collins Weitz dans Les Combattantes de l'ombre (2) révèlent les formes aussi variées que stratégiques de la participation des femmes à la Résistanee, depuis l'accueil des proscrits jusqu'au transport des armes, en passant par l'indispensable et dangereuse fonction d'agent de liaison qui leur est attribuée de façon systématique. Mais l'historienne montre aussi les résistances masculines à l'engagement des femmes, en particulier dans le combat militaire. à l'intérieur ou en exil, analysant comment la guerre à la fois met en crise et renforce la division sexuelle des rôles sociaux. Le peu de cas fait après guerre par les instances officielles, mais aussi par les femmes elles-mêmes, de leur rôle dans la Résistance, facilitera, malgré l'instauracon du suffrage universel (le vrai, cette fois!) en 1944, la remise en place de l'association « naturelle » entre le masculin et le politique, dont la démocratie française continue à souffrir de manière aigut...

Quant aux 800 000 femmes dont le mari est prisonnier de guerre, Sarah Fishman leur consacre un onvrage exemplaire. Femmes de prisonniers de guerre, 1940-1945 (3), tant par l'exploitation minutieuse de sources très riches que par la rigueur et la prudence de ses hypothèses interprétatives. Prenant eo compte la situation juridiquement dépendante des femmes mariées, l'action à la fois paternaliste et dérisoire du gouvernement de Viehy en direction des prisonniers et de leur famille, les institutions propres que ces femmes se donnèrent dans un esprit de solidarité morale et matérielle. l'auteur montre le rôle sans précédent que jouèrent ces épouses et ces mères seules face à l'occupant, mais anssi les limites de cette émancipation forcée, dans un cootexte de

misère morale et matérielle éprogvant. L'intériorisation d'une idéologie du sacri-fice complaisamment relayée par Vichy les incita, après la Libération, à s'effacer à nouveau pour faciliter le retour des prisonniers, psychologiquement humiliés et physiquement diminués, incapables de supporter la remise en question de leurs prérogatives traditionnelles de chef de famille. Pour les femmes de prisonniers encore plus que pour les combattantes, la Libération fut problématique...

Le rôle stratégique des femmes dans les situations de guerre et de résistance armée s'est confirmé depuis 1945, en particulier dans les luttes de libération nationale. Mais l'exemple des femmes algériennes, et plus récemment celui de l'Erythrée (4) - parmi d'autres - montrent aussi le persistant refus des pouvoirs masculins, quelle que soit leur orientation politique, de prendre acte de cette réalité après la fio des conflits armés.

GENEVIÈVE SELLIER.

(1) Parmi les témoignages et les ouvrages jour-nalistiques publiés en français, on peut citer Ania Francos, Il était des femmes dans la Résistance (Stock, Paris, 1978), et Célia Bertin, Femmes sous l'Occupation (Stock, Paris, 1993).

(2) Margaret Collins Weitz, Les Combatantes de l'ombre. Histoire des femmes dans la Résis-tance, Albin Michel, Paris, 1997, 420 pages, 150 F. (3) Sarah Fishman, Fennnes de prisonniers de guerre, 1940-1945, L'Harmattan, Paris, 1996, 280 pages, 150 F.

(4) Lire Le Monde diplomatique, jaovier 1997.

OUATRE CLÉS POUR COMPRENDRE L'HOMME

Nature et démocratie des passions

A lecture des ouvrages de Denis Duclos ne laisse pas intact, elle vous refile un tracas de pensée. L'actualité par laquelle il vons saisit - au sens propre: on se souvieot de son ouvrage sur les serial killers, Le Complexe du loup-garou (1) - prend valeur de symptôme théorique. Ainsi dans ce dernier livre (2), la question écologique s'impose-t-elle comme question anthropologique majeure : « nature » et politique.

Si comme à son habitude, la documentation est solide et le champ circonscrit, le propos théorique est bien plus large et ambitieux : rien moins qu'une « anthropologie politique des passions », une philosophie politique recouvelée. Incontestablement, cet ouvrage poursuit le chantier déjà très avancé du précédent (3) et son essai d'un modèle quadripolaire de la culture. Entre Métis, le pôle identitaire, Epistémè, celui des savoirs, Thémis, le registre de la loi, et Tychè, l'aventure, les sujets disposent de quatre grandes polarités pour régier leurs affaires communes. Cette quadripartitioo (Aristote, Kant, Hegel, ont déjà opéré chacun de telles

andre de transporte de la completa de

opérations) organise les communaotés humaines, les institutions, les conflits, etc.

Le propos est d'envisager l'affaire sous l'angle de la nécessaire polarisation des passioos homaines, et pour cela de construire la réflexion à partir du nombre fini de possibilités pour un sujet d'entrer en rapport à ses congénères. Ici, e est sur Lacan que s'appuie Denis Duclos (ce qui laissera sociologues et analystes dans l'embarras, et c'est très bien comme cela!). La politique, ce serait la précipitacion (au seus chimique) des passions. On se regroupe selon des affinités passionnelles, l'exemple le plus classique et actuel étant le regroupement identitaire.

Première consequence: la prévalence d'une des versions passionnelles ne sanrait éliminer aucune des trois autres.

Denxième : la politique, ce serait le sonci institué de maintenir vivantes les quatres modalités passionnelles des implications humaines. D'où la critique très forte de toutes les versions mono, bi ou tripolaires, per exemple celle d'une « politique de la conversation » (Habermas) dont est critiquée la fâcheuse mais inéluctable tentation d'une gestion réglée et codifiée de sujets réduits à leur fonction dans la procédure.

Troisième : l'ouverture, la Tychè, e'est ce qui signe la défaillance de toute adéquation au monde. Le vide du sujet de l'inconscient vient ici métaphoriquement à être évoqué par la « nature », reste de toute activité humaine. C'est l'occasion de très belles pages sur la foncière impréparacion de l'homme au monde, et sur l'absolue nécessité d'en prendre acte.

Que serait une politique qui fasse place à cet indéterminable du sujet? Le beau terme de civilité est ici à l'œuvre dans la planète écologie, pour nous faire entrevoir l'éthique - et l'esthétique - de la boiterie essentielle de toute communauté.

FRANCK CHAUMONT.

(1) Denis Duclos, Le complexe du loup-garou : la fascination de la violence dans la culture améri-cuine. La Découverte, Parls, 1994.

(21 Dents Duclos, Nature et démocratie des pas-sions, PUF, Paris, 1996, 320 pages, 158 F. (3) Denis Dunlos, De la civilité, La Découverte, Paris, 1993.

PARTY TO THE WORK YORK No PORMATER PROPERTY NA ST SHANG LEPAIN The second secon Million property and high the state of MARKET STATE OF STATE Market Market Market Strate Control of the Strate of the S THE SHARE SECURITY OF THE PARTY OF THE PARTY

Présidente de l'association Transverses.

Pour une révolution du tourisme

Par DORA VALAYER*

ANS l'Etat indien du Kerala, 250 familles de pècheurs ont reçu cette année des notifications d'expulsion, en violation de la législation relative à la protection des zones côtières. Plus d'un millier de personnes vont ainsi perdre, d'un seul coup et au nom du tourisme, leur moyen d'existence, leur habitat et leur environnement humain.

Dans l'Etat de Goa, pendant ce temps, les paysans voient leurs terres littéralement dévorées par les terrrains de golf proliférant dans le secteur depuis cinq ans. Quant aux champs qui leur restent, ils sont contaminés par les produits chimiques utilisés pour ces aménagements, et ils se voient bien souvent privés d'eau, puisque dorenavant, les gazons sont prioritaires pour

Sur le site archéologique de Kadjuraho, dans l'Etat du Madhya Pradesh, les autorités ont l'intention de faire construire un casino, dans l'espoir d'inciter les touristes à prolonger leur sejour. Les protestations de la population locale et des archéologues n'y changeront rien... Et que dire de ce projet dans le Tamil Nadu? La voie de passage séculaire des éléphants va disparaître, remplacée par... une autoroute.

On pourrait multiplier à l'infini ces exemples, tout en rappelant qu'ils ne se limitent évidem-ment pas à l'Inde. En Afrique, les tribus masaïs soot bien placées pour le savoir. Traditionnellement en harmonie avec l'environnement, les Masais ont été successivement expulsés de leur. territoire du Serenguetti, puis du Ngorongoro, en Tanzanie, pour céder la place aux safaris.

Le tourisme constitue une grande industrie internationale et il a un bel avenir devant lui. Il représente en effet 6 % du PNB mondial, et progresse nettement plus vite que l'économie mon-diale. La part des recettes truristiques dans la valeur des exportations mondiales est supérieure à celle des antres secteurs (exception faite des produits pétroliers et de l'automobile).

Plus la situaonn est morose, plus les échap-pées de vacanciers eo terres lointaines sont combreuses (1). Un pauvre était autrefois celui qui manquait de pain. Ensuite, c'était celui qui ne partait pas en vacances. Dans l'imaginaire de bieo des gens, e'est maintenant celui qui ne peut pas partir au-delia des mers.

Mais qui sont les gagnants de l'économie du tourisme ? Dans les statistiques fournies chaque année par l'Organisation moodiale du tourisme (OMT) - sorte de baromètre annuel pour les décideurs et les acteurs de ce gigantesque mar-ché - il faut distinguer les « cotrées » dans un pays donné, des « recettes ». On découvre ainsi que les pays industrialisés sont de loin les vrais bénéficiaires, à la fois en nombre d'entrées et eu recettes. La France arrive première, suivie de l'Espagne et des Etats-Unis pour les entrées. mais les États-Unis restent très largement en tête pour les recettes.

Ces derniers totalisent chaque année l'équivalent de l'ensemble des entrées de touristes dans les quatre pays suivants : le Mexique, l'Argentine, la Thailande et l'Egypte, soit quelque 44 600 000 visiteurs étrangers. En revanche, les recettes correspondantes pour la même

période n'ont pas de commune mesure : 64 milliards de dullars pour les Etats-Unis. contre 29 milliards pour le « groupe des quatre ». En 1996, les Etats-Unis ont reçu, à eux seuls, plus du double des recettes perçues par l'Afrique et l'Amérique latine réunies. Plus significatif encore : le nombre de touristes visitant ces deux derniers continents est en légère augmentation, mais les recettes, elles, diminuent (2).

Il n'est pas besoin de statistiques pour deviner qu'un week-end à San Francisco est plus onéreux qu'une semaine à Bamako, mais ces ehiffres nous permettent de nous défaire de cer-taines idées reçues sur les bienfaits et les retom-bées du tourisme, notamment dans le tiers-monde. Encore faut-il savoir que les chiffres de l'OMT ne prennent pas en compte certaines dépenses colheuses pour un pays désireux de se lancer dans l'industrie du voyage.

Si San Francisco offre déjà des infrastructures immédiatement adaptables à un afflux de visiteurs étrangers, un autre site magnifique, mais vierge, à l'autre bout du monde, réclamera de très lourds investissements : aéroport international, routes et autoroutes, constructions hôtelières de diverses catégories, adduction et évacuation d'eau, etc. Et la quasi-totalité des équipements nécessaires devra être importée. Pour parachever la construction d'un hitel, notamment. il conviendra de faire venir les téléphones de Grande-Bretagne, les ordinateurs des Etats-Unis, les ascenseurs du Japon, les système d'air conditionné du Canada, et les minibus d'Allemagne... Avant même l'arrivée du premier charter, le pays se sera lourdement endetté (auprès des pays industrialisés et des institutions internationales) pour réaliser les infrastructures indispensables. Ces memes institutions qui lui imposent des programmes d'ajustement structu-rel pour réduire sa dette et encourager l'investissement étranger...

Aux dépens d'un développement durable

R ESTE que le marché du tourisme est appelé à augmenter proportionnellement dayantage dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés. Selon l'OMT, l'Europe est en effet proche de la sauration et elle oe peut tabler que sur une croissance de 3 % d'ici l'horizon 2020, alors que l'Asie du Sud-Est peut miser sur une angmentation de 6 % à 7 %. On prévoit que dans 25 ans, le nombre de touristes à travers la planète aura triplé, passant de 592 millions chaque année à plus d'un milliard

S'il o'est pas question d'assimiler le tourisme à une activité répréhensible, ni de prétendre que le voyageur occidental, par le biais d'un néoco-lonialisme camouflé, participe au pillage des pays les plus pauvres, il est essentiel de tenir compte de certaines réalités. Dans un pays économiquement faible, tout est à faire en manère de développement touristique, mais rien n'assure que l'aménagement entrepris pour satisfaire l'hôte étranger soit conforme aux priorités de développement de la population locale, en matière de santé et d'éducation, notamment.

En répondant d'abord aux besoins des touristes et non des autochiones, on ne favorise pas un développement durable. Certes, on crée des emplois, mais dans la plupart des cas subalternes et pré-caires. Le travail qualifié, lui, est réservé à un personnel généralement formé par les écules internes aux grands groupes de tourisme, et destiné ensuite à tourner dans le

monde entier. Les équipements touristiques contribuent par ailleurs à l'urbanisation des zones concernées, attirant comme un aimant des flux

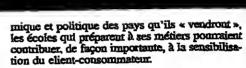
d'autochtones à la recherche d'un emploi ou d'une vie moins difficile. Comme la demande est bien supérieure à l'affre, et que ces populations déracinées ne sont pas formées pour les emplois potentiels, surgissent de nouvelles panvretés, en même temps que se désagrègent le tissu social puis, inéluctablement, les valeurs culturelles (3). Et comment chiffrer cet autre effet pervers du tourisme qu'est la prostitution, en particulier la prostitution enfantine?

Le marché du tourisme mondial et son industrie tentaculaire deviennent ainsi l'exemple type de l'avenir anquel la mondialisation condamne, de façon irréversible, les populations les moins

Comme le souligne M. K. T. Suresh, responsable d'une association indienne de défense des populations face au tourisme : « Le problème posé aux hôtes est simple : ils auront abandonné leurs terres et leurs outils de travail pour s'investir dans le tourisme, et tout le pays aura à en snuffrir des que se déclenchera une seconde guerre du Golfe ou une épidémie à l'autre bout du pays. Nous aurons transformé les processus économiques existants en une monoculture pour découvrir que cette monoculture n'est pas

Pour éviter les méfaits parfois irréversibles d'un tourisme déséquilibré, il faudrait d'urgence changer les règles du jeu actuel imposé par les pays du Nord à ceux du Sud. Mais on ne pourra pas faire, auparavant, l'économie d'une prise de conscience du touriste lui-même, car ses exigences conditionnent ce marché. Dans certaines régions, les demandes du vacancier sont telles pour les douches, les toilettes, les piscines, le respect des normes occidentales d'hygiène dans les cuisines et la tenue immaculée du personnel, que les habitants de la région, en particulier les agriculteurs, soot soumis à des restrictions draconiennes pour leurs propres besoins. Que les autochtones ne disposeot d'eau que quel-ques heures par jour, le clieot-roi l'a peut-être ln quelque part, mais rarement an bon moment pour qu'il renonce à la destination de son choix. Il n'est pas de consommateur plus ignorant -volontairement ou non - des conditions dans lequel le produit qu'il consomme a été élaboré

En amont, l'enseignement du tourisme pour-rait permettre de faire évoluer les mentalités. En ne se limitant pas aux aspects techniques de la profession, et en incitant leurs étudiants à se pencher davantage sur la réalité sociale, écono-



L'éthique peut en outre se révéler un argu-ment de vente. Les organismes de type associatif jouent, dans ce domaine, un rôle non négligeable (bien que les pays anglo-saxons et les pays nor-diques soient plus actifs que ceux du sud de l'Europe). Il peut s'agir de structures très petites, mais parfois très actives, et qui font souvent école auprès du secteur commercial. Certaines d'entre elles jouent actuellement un rôle moteur dans le respect d'une certaine éthique du voyage dans les pays du tiers-monde et appellent notamment, comme le demande M- Aung San Smu Kyi, prix Nobel de la paix, à refuser de se rendre

Reste aussi à appliquer des « codes de bonne conduite », qui ont fait l'objet de négociations à l'échelle internationale, Le plus intéressant d'entre eux - et le moins connu - est la Charte du tourisme durable. Ce document a vu le jour en 1995, en conclusion d'une conférence qui a regonpé 600 participants à Lanzarote, aux Canaries, sons l'égide de plusieurs organismes internationaux (dont l'Unesco et l'OMT). Dans ses 18 articles, cette charte intègre au tourisme les principes énoncés lors du Sommer de la Terre, tenu à Rio en 1992. On y rappelle la nécessité de reconnaître les populations locales comme étant les acteurs indispensables et prioritaires des pro-jets touristiques, et de les convier à un débat dont elles sont presque toujours exclues. On y prêche, en somme, une sorte de « démondialisation » du tourisme...

(t) Lire Transverses-info, revue de l'Association Transverses, qui se consacre à la réflexion, l'information et l'action sur le tourisme Nord-Sud, 7, rue Heyranit, 92100 Boulogne,

(2) L'Amérique latine perçoit en 1992 3,16 % des recentes l'Afrique perçoit 1,90 % contre 2,63 %. Scule, la région Asie-Pacifique, a enregistré une percée spectaculaire, passant de 8,39 % à 16,82 %.

(3) Liro Autre temps, Calviers d'Ethique sociale et poli-tique, nº 52, biver 1996-1997, Paris.

her to a fire

KI.

图图

Dinn de

THE STATE OF THE

127

Party.

.

(4) Lire, par exemple. Franck Michel, Tourisme, culture et modernité en pays Toraja, L'Hannattan, Paris, coll. « Tou-rismes et sociétés » dirigée par Georges Cazes, Paris, 1997.

(5) Extrait de l'intervention de M. K. T. Suresh lous du col-loque « Pour un tourisme Nord/Sud ponteur de développe-ment », organisé en mars 1996 à Chantilly par l'organisation non-gouvernementale Groupe développement.

Dans ce numéro:

PAGE 2:

Courrier des lecteurs.

PAGE 3:

Lend-mains d'électrons en Irlande du Nord, par Paul Brennan.

PAGES 4 et 5:

Miracle ou mirage aux Pays-Bas, par **Dominique Vidal**. – De la générosité à l'avarice (**D**. V.c.

PAGES 6 ET 7:

FRANCE: Quand la gauche triomphait des contraintes et bousculait les privilèges, par Serge Halimi. – Marseille ou le mythe vacillant de l'antégranon, par Dominique Pons.



ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES POLITIQUES **ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES** Établissements libres d'enseignement supérieur fondés en 1899

3º cycles spécialisés en

- SCIENCES POLITIQUES ETUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE
- **■** AFFAIRES INTERNATIONALES Formations reservées aux titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équiituts d'études ochtiques et écoles de commerce notam

Formations 1" et 2° cycles

de sciences politiques et de relations internationales

RENSEIGNEMENTS:

54, avenue Marceau 75008 PARIS - Tel.: 01-47-20-57-47 107, rue de Tolbiac 75013 PARIS - Tél.: 01-45-70-73-37

PAGES 8 et 9:

TURQUIE: Ces visages multiples de l'islamisme, par Wendy Kristianasen. « Les Kurdes, nu cœur d'une crisé majeure, par Kendal Nezan. « Les ambiguités d'une presse à scandale, par Nur Dolay. » Dens les bidenvulles d'Islanbul, par Gonul Dônmez-Colin.

L'OTAN aux portes de la Russie, par Paul-Marie de la Gorce. -Quand l'Europe refuse une défense... européenne (P.-M. de La G.).

PAGES 12 à 14 :

AFRIQUE: Comment le Zaire fut libéré, par Colette Braeckman. --Sous le choc de la « révolution congolaise », suite de l'article de Phi-lippe Leymarie. -- Secréte infamité des femmes, par Joëlle Stolz et Philippe Le Faure.

PAGE 15:

Retour à Nasser des intellectuels égyptiens, par Richard Jacque-

PAGES 16 et 17:

MEXIQUE: Comment le pays est sorti de la - modernité - ... par Carlos Acosta. - Le crépuscule du parti unique, par Françoise Escarpit. - A l'ombre des cartels, par Fernando Matamoros Ponce.

INDE: A la recherche d'alliés en Asie, par Jyotsna Saksena. – Une pomme de discorde avec le Pakistan, le Cachemue (J. S., – Les nationalistes hindous, menace pour la démocratie, par Teesta Setalvad. – Des guérillas en voie d'isolement, par Robert Bryniki.

PAGE 21:

Les ambitions contrariées de l'Ourbékistan, par Vicken Cheterian.

PAGES 22 et 23:

HISTOIRE: Les dessous du pacte germano-soviétique, par Gabriel Gorodetsky. – Généalogie d'un mensonge (G. G.). « Falsifications à la télévision (S. H.).

PAGE 24:

Drewermann l'imprécateur, par Rémy Hebding. — Un phénomène lié à l'angoisse contemporaine, par Florence Beaugé.

PAGE 25:

Traitement de choc pour la santé européenne, par Jacques Le Goff.

PAGES 26 ET 27:

Ces promesses des technologies de l'immatériel, par René Passet. Dans les revues.

PAGES 28 et 29:

Photographie: La rue privatisée, par Bernard Edelman et Edgar Roskis. - Clichés, art et société, par François Soulages.

PAGES 30 ET 31:

LES LIVRES DU MOIS : « La Peau et le Masque » de Jesus Diaz. par Françoise Barthélémy. — « Le Temps des chèvres » de Luan Starova, par Marie-Françoise Allain. — La construction européenne en question, par Bernard Cassen. — Les Françaises et l'Occupation. par Geneviève Seiller. — Quatre clés pour comprendre l'homme, par

PAGES I à III : THESSALONIQUE (supplément).

Fidèle au poste, une nouvelle de François Brune.

Le Monde diplomatique du mois de juin 1987 a été tiré à 275 000 exemplaires.



AVALÉE au rang de capitale

nique révait de retrouver la place

qui fut celle de Salonique dens

l'histoire des Balkans. La dispari-

tion des démocraties populaires

aurait pu lui redonner cette oppor-

dácembre 1990, les régimes

tombent. La Yougoslavie donne

des signes de déliquescence, mais

dans un contexte encore paci-

fique, Pour Thessalonique, l'occa-

sion de renouer avec son « amière-

pays » naturel se présente. En

effet, depuis 1945 et surtout 1949,

les frontières étaient hermétique-

ment fermées entre le royaume de

Grèce et ses voisins du nord. Ainsi,

la grende capitale du nord perdait

sa position de débouché des Bal-

kans sur le mer Egée et de porte de

le Méditerranée sur la péninsule

pour devanir un cul-de-sac.

Appauvris, villages et bourgedes

evoisinants se dépeuplelent au

profit de l'émigration vers l'Aus-

La reprise des relations avec la

Yougoslavie titiste, après 1953, ne

fut qu'une petite bouffée d'oxy-

tralie et l'Allemagne.

provinciale pour cause de

guerre froida, Thessalo-

tunité. Le contexte mouvant de la politique balkanique et de la reneissance des nationalismes lui e fait perdre cette première occa-大学 ないないない はっているはん sion. L'actuel epaieement des the strains out take men you men be conflits dans la région devrait lui state state, and Lacre, stop state \$2900 donner une seconde chance. And the closest of the continues En novembre 1989 et en

L detentor tred en care se milenmente de sente las espatuettes atmes magent, chart is if main, until finding STREET WAS AND THE WAY TO WANTED THE BANKS MARKE TON ACTE AND THE REST Emiliary | I want of the Comment these perties this activate of the land merche speciere str unstrut until de of essere every a count outside among these dienes he employed in the lettering plante by Make the years of a color month of product Marie Comment of Contractor Mr. Ameli Mary parts to ent or or part, a felinding 245 My 144 -- -

-

Secretary Secretary

prompting the control of the control and the interpretation of the fill to Therefore a few or in the man combine with Bu measurer : or . - documenting en 1998 un trau a la giant antica. regulation to the purpose of the transmitted ್ರ ಕ್ರಾರ್ಡಿಕ್ ಕ್ರಾರ್ಡಿಕ್ the street of the light of the second Service office and the service of the service and the A Marie and 1927 of the Control of the the summer of the same of the the street of the second of the second 大学 なっちゃくないという こうしょう かっちょういい Mar with common the water one up the on amount of the in a demonstrate

A THE RESERVE OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY

Barr Heinen ... Theretal Result

Mar Registration of the Party o

The Ballion of the State of the

Martin action of the control of a minute

gène. Une partie du port de Thessalonique fut louée à Belgrade et, dans les ennées 70 et 80, de nombreux Serbes du sud et de MacéCela fait vingt-trois siècles que Thessalonique - rebaptisée Salonique par les Ottomans - porte son nom actuel.

Vingt-trois siècles d'une continuité bellénique qui s'est accommodée de l'existence d'une étoppante mosaïque de communautés. En particulier celle des juifs chassés d'Espagne en 1492, et qui doonèrent è la capitale de le Grèce du Nord un rayonnement colturel et économique sans pareil pendant plus de quatre cents ans, avant d'être les victimes du génocide nazi. Ce rayonnement d'une cité qui, eprès les booleversements régioneux de ces dernières ennées, retrouve sa plece naturelle de carrefour économique et géopolitique des Balkans, lui a valu d'être désignée capitale européenne de le culture pour 1997. Une occasion, pour tous ceux que son destin flemboyant a fait rêver, de le découvrir ou de la redécouvrir.

Au carrefour des Balkans

donlens (jusqu'à 700 000 par an) venaient y faire leurs emplettes Mais on était loin des flux économiques du débirt du siècle, voire de l'entre-deux-guerres.

Provincialisée, Thessalonique subissait le pouvoir politique. économique et démographique grandissant d'une Athènes de plus en plus centralisatrice et tentaculaire, euscitant ainsi un antagonisma Nord-Sud. Les Saloniciens. dont près de 60 % sont les descendents des Grecs d'Asie Mineure chassés par Atstürk en 1922-1923, se plaigment souvent de la monopossibilità possibilità de la vie positique par communistes bulgare et albaneis. les clans du Péloponnèse.

> Les hommes d'affaires eont parmi les plus critiques, d'autant que le Grèce du Nord (1) représente près de 50 % du total des exportations. Chiffre qui, d'eprès eux, pourrait passer è 75 %, ei la politique athénienne ne les privait pes de leur hinterland. Pour M. Vassilis Kourtessis, président d'Helexno, « dans les Balkans, il ne faut pas ebandonner la terrain économiqua aux Etats-Unis». Quent à M. Stéllos Nestor, encien député de la gauche communiste réformatrice, « les historiens et les politiciens grecs sont des paresseco... Nous ne sommes pas les escendants des anciens Grecs. Nous venons de Byzanca. Nos racines grecques anciennes nous ont été inculquées par les romantiques européans (2) ».

> Avec le chute du communisme en Bulgarie et en Albanie, les PME-PMI sont les premières à pénétrer ces nouveaux merchés. Elles sont majoriteirement ieeuse de le

Par CHRISTOPHE CHICLET *

Macédoine grecque. Pourtent, Thessalonique vs rater son premier rendez-vous è cause des querelles politiciennes de l'ensemble

Rongé par les « effaires », le gouvernement du Pasok (sociaiste) d'Andréas Papandréou perd les élections législatives de juin 1989. Meis eucune meiorité na peut se dégager. Le pays conneît trois scrutina en dix mois. Finalement, aux élections d'avril 1990, le libárel Constentin Mitsotekis s'edjuge une mejorité d'une voix au Parlement. Il entame une politique de coopération avec les noureaux dirigeants des voisins du Nord : les anticommunistes Jello Jalev (Bulgerie) et Seli Berishe (Albanie) et le vieux titiste Kiro Gin gorov, président d'une Macédoine indépendante depuis l'automne 1991, Car. avec l'explosion de le Yougoslavie, un nouvel Etat e vu le jour à 60 kilomètres de Thessaio-

MAIS Athànes refuse de lui leisser utiliser le nom de Macédoine (3), supposé véhiculer de vieilles idées irrédentletes slaves sur le Macédoine égéenne en général, et sur Thessalonique en particulier. Les milieux nationalistes, de droite comme de gauche, tent pour déstabliser nouveau premier ministre. En 1992 et 1993, des manifectations monstres enti-Skopje sont organiséae à Thessalonique at à Athènes. Le ministre des affaires

pratique le surenchère, finissant per se faire chasser du gouvernement. En créant un nouveau parti (POLA), il fait perdre le majorité è M. Constantin Mitsotakis, qui doit organiser des législatives entici-

pées en octobre 1993. A la faveur de la flambée nationeliste, les socialistes d'Andréas Papandréou reviennent eu pouvoir. Leur première décision est de rompre les négociations entamées avec Skopje sous l'égide de l'ONU. En février 1994, le Grèce impose un blocus unilatéral de la République de Macédoine, en infraction avec deux articles du traité de Meestricht, Les exportetione grecques vers Skopje, d'un montent de 120 millions d'écus en 1993, sont réduites è néant l'année suivente. Plusieure dizeines de sociétés saloniciennes qui avaient ouvert des filiales dens le jeune État sont obligées de les fermer.

Politiquement, Thesselonique soutlent le blocus, meis ses hommes d'affaires en dénoncent l'absurdité économique : il appauvrit le commerce légal mais favorise la développement de la contrebende et des trafics en tout genre, en lieison avec les violations de l'embargo international décrété contre le Serbie. Ainsi, le pétrole continue à quitter le raffinerie de Thesselonique, maie c'est pour rejoindre d'ebord la Bulgarie, puis ensuite finir à Skopje ou à Belgrade. Pendant les ennées 1994 at 1995. l'économie de l'egglomération selonicienne étrangères, M. Antonis Sameras, souffre fortement de cette situa-

tion : elle se retrouve à nouveau coupée de son « errière-pays », et lee produits qu'elle envoie en Europe occidentale pâtissent du surcout des frais de transport.

THESSALONIQUE

FINALEMENT, en octobre 1995, la Grèce lève son blocus. Le lendemein, le pétrole de Selo-nique prend officiellement le chemin de Skopje. Avec l'errivée eu pouvoir, en République de Macédoine, du social-démocrate Costas Simitis, en janvier 1996, les relations bilatéreles se sont grandement eméliorées. En janvier et février 1996, 122 sociétés, en mejorité de la Grèce du Nord, ont fait le voyage à Skopje, et le 4 avril, une délégation économique macédonienne visitait le port de Selonique, dont elle souhaitait louer une partie. Des négociations sont

Thessalonique n'e pas trop pâti des eléas de le vie politique elbanaise et des meuvaises relations bilatérales de 1994-1995. De lourds investissements mixtes, avec participation de l'Union européenne, devraient permettre de faire eboutir le projet dit de le voie Egnatia : une route entre le port albanais de Durres et Thessalonique, ce qui permettrait à cette demière de disposer d'une voie plus repide vers l'Italie. Mais, depuis le révolte albanaise de mars demier, le projet est eu point mort, même si pluen construction en Grèce.

Dès les années 60, mais surtout au milieu des ennées 80, le Bulganie e toujours constitué un merché d'accès relativement facile pour

Thessalonique. Meis depuis 1992-1993, l'omniprésence des mafias dens l'économie bulgere ne facilite pas les échanges légaux. Avec la volonté de transperence du pouvoir issu des élections du 19 avril 1997, les échanges devraient être facilités. Pourtant, les meledresses de la diplomatie gracque, liées à l'instabilité globale de le région, n'ont pas vraiment permis l'émergence d'une zone drachme qui eurait donné un poids finencier très important à Thessalonique.

:23

Récemment. M. Costas Simitis s'est félicité du rôle des différents ecteurs économiques et sociaux de Thessalonique dans le nouvelle donne balkanique (4). Désignée cepitale européenne de le culture pour 1997, le ville en e profité pour lancer deux concours internationaux d'erchitecture afin de redynemiser l'ouest et le centre de l'egglomération. Pour retrouver son rôle de carrefour, voire de poumon des Belkans, Thessalonique doit lutter eur plusieurs fronts qui ne sont pas uniquement de son ressort : le lenteur de le décentralisation grecque, les flembées de nationalisme et l'instabilité récurrente du cône sud des

(1) Macédoine, Thrace, Enire et Thessalie. (2) Entretien avec l'uneux.

(3) La République de Macédoine n'est element, y compris par sons le nom d'ex-République yougoslave de Macédoine. En anglais ; FYROM (Former Yugoslav Republic of Macedonia).

Pechiney World Trad (PWT), ave ses 800 Le Monde collabora eurs, est le spécialiste du commerce international à votre portée au service d'un grand groupe indust et français : Pechiney. Ses activités : agences, négoe, courtage, bénéficient d'une organisation et d'un technicité puissantes adaptées aux marchés internationaux. productiva met son réseau mondial, dans plus de 61 pays, ainsi que ses services sophistiqués à la disposition des extreprises françaises et ét angères. Le savoir-faire de Pechiney World Trade repose sur la qualité de ses hammes, et sur une expérience de plus de 70 années. Compétences que vous sommes prêts à partager pour contribuer à voire réussite dans le Monde. Pechiney-Balzac 10 place des Vosges 92048 Paris La Défense Cedéx Pechiney World Trade Le Monde à votre portée

30

ľŧ

sénégelais et das spahis défiler-

devant le Tour blanche, la monu-

ment aymbols da le cepitale

Sous les ordres de Franchet d'Eaperav. I'« arméa d'Oriant » passa é l'offensive en août 1918 contre les Bulgares, et paya einal son tribut à l'effondremant des puiasancaa cantralea. Camp retranché des alliés au Levant. Salonique a-t-elia été aussi, pendant la Grenda Guarra, ce « nid d'esplons » qu'évoque le célèbre film da Pabst, recréant, pour la plus grand pleiair des cinéphiles, l'univere gleuque da la cité du

En tout cas, lorsque l'on considère l'histoire plus qua deux foia milléneire de Thessaloniqua, c'est blan l'imege de le « plaqua tournanta » qui vient é l'esprit. Una fonction liée aux axes da communication nord-aud et ast-quast, qui vienment se croisar eu fond du golfa Tharmaïqua, lé où le diadoque Cassandre fonda, en 315 avant J.-C., une cité à laquella il donna le nom da sa femme - qui était en même temps, croit-on, la aœur d'Alexandre la Grend : Thesseloniki. Vanent du nord, un axa méridian, le couloir Morava-Vardar, de communication eisée, rella Salonique à l'Europa denubianna. Cette vote fait de le cité mecédonienne le débouché natu-

* Directeur de recherche au CNRS.

ral da la plaine da l'Europe centrala aur la Méditerrenée; an somme una sorte de Trieste de l'Épée, aussi disputée dans l'histoire que sa voisina adriatique.

Un autre axe de communication, longitudinel celui-là, treverse Thassalonique da part en part ; c'est la via Egnetie de l'Antiquité, le grande vola romaine relient l'Adriatique à l'Asie mineure, l'ertèra mestrezae commandent l'accès da le Méditerranée occidentele vars l'Asia. Thessalonique est donc bian un cerrefour exceptionnel : de tout temps, lea deux Europe, l'occidentale et le centrale, s'y aont donné rendez-vous avec l'Oriant. Maia la villa dispose d'un eutre atout de teille : conetituéa an amphithéâtre au fond d'une rade magnifiqua, alla veille eur un port en eaux profondes, bian ebrité das vanta du larga, aisément sible du côté de la mer.

Cette aituation et ce aite desnent les contours d'une destinée hiatoriqua hors du commun. Thazaalonique n'aat jameis ai prospère que lorsque una méma puissance, un méma Empire, règna eur aes communications tarrastrea et maritimea. Alors. répondent pleinamant à sa vocation de cerrefour, alle deviant un grend comptoir qui emmegeeine lee merchendises et les Idées à venues da toute part et les redistribue autour d'ella.

ELLE a été la Thessalonique romelna, lorsqua le colonia macédonlanna devint la métropola d'una vaste province; alla eccuaillit Cicéron en exil, constitua l'un des pramiers foyere actifs du christlenisme - seint Peul adressa deux « épîtres aux Thessalonicians » ~, abrita le résidance temporeira da daux ampereure romains, Geléra et Théodoae. Talle fut eussi, du moins à certeines époques, le Thessalonique byzentine, brillent centre ertistique dont témolanent les nombreuses églises ayant survécu aux

Par FRANÇOIS GORGEON * de terre. Tella fut ancore, eu XVI siècle, quia à nouveau à le fin da l'Empire, le Setonique otto-mana, la Selanik des Turcs. Une ville impénale, donc, mêma si, à

côté da Rome, de Byzance et de

Constantinople, réduite aux fonc-

tiona de capitale provinciale, ella

a toujours été condamnée à jouer

Mais cette situation fait aussi sa

fragilité. La prospérité da la villa

ast étroitement dépendame du

réeasu de communications.

Lorsque l'environnament poli-

eu long de sa longue histoire, alla

e subi de multiples assauts : tour

à tour les Goths, les Avers, les

Sleves, lee Sarrasins, les Nor-

mends l'ont mise é sac. Elle a

souvent changé de maître, pas-

aant aux mains des Romains, des

Byzentina, des Normends, des

les accords rôles.

tiqua et éditorial se fragmante, lorsqua la protection par terre ou par mer n'est plus assurés, la golfa Thermaliqua devient un culde-sec qu'évite la nevigetion égéenne et dont se détournant les routes terrestres. Thessalonique deviant la prole des anvahisseurs, des pillerds, des corsaires. Tout

Francs - eu coure de la quatrième croisade -, des Lomberds, des Vénitiens. Et, avant d'être la villa grecque qua noua connaissons aujourd'hui, elle a vécu près de cinq aiècies sous la domination

ottomane.

Cinq eiècles qui l'ont profondément marquéa, méma si la mémoire an e été souvent effa-cée. Rattachée à l'Empire ottoman en 1430, Salonique est, comma les autres cités ottomenes, una ville plurialle où las différants groupes athniques et religiaux, les Turcs, les Slaves, les Grecs, les Arméniens, les Juifs, sont organisés an communautés. Un trait original, cependent, a merqué son histoire: le polds de la communeuté juiva (lire, pega ill, l'article de Haim Vidal Sephiha). A la suite de l'expulsion des juifs d'Espagna (1492), 20 000 d'antre aux trouvent refuge dans la cité macédonlenna. Juaqu'à la fin da l'Empira, ils constituarent la majorité de le population, alors que partout ailleurs ils vivent la condition da minoritaires.

L'histoire de la Thessalonique moderna commence non pas forsque les Grecs s'en emparent an 1912, mais au plus tôt vers la milieu du XIXº siècle, elore que la ville est encore ottomena. En l'espace d'un demi-siècle, la bourgeda aomnolenta de qualqua 50 000 habitants ve devenir una cità populeuse qui tripla sa population, un port actif, una ville industrielle, un centre intellectuel où s'orgeniaa una véritebla compétition scolaire entre les différantaa communeutéa. En somma, la vitrine de la modernisation ottomane.

Ella doit ca « décollege » é l'ouverture de l'Empire, aux ilens olus átroits ou elle antyatient avec la commerce et le finenca da l'Europe occidentala; alle le doit aussi à la politique de réformes antreprise par l'Etat ottoman:

sous l'impulsion da quelques gouverneure entreprenants, la villa se modernise et s'agrendit; les murailles meritimes sont abattues, les installations portuaires modernisées, le lieison avec la réseeu de chemins de fer de l'Europa cantrala est réalisée en 1873. Mais surtout, Salonique doit ce nouval élen eu dynamisme retrouvé de sa communauté juive. Porté per quelques grandes familles, comma les Modiano, les Allatini, les Ncheme, et bien manifesta dans tous les domainaz, le finenca, le commerce, l'Industrie, le culture, le philenthropie.

ERS 1900, Saloniqua offra la visaga d'una cité cosmopolite, où las élites occidantelisées appartanent aux différantas communautéa aa côtoient dana les clubs at lea cerclea. Mêma s'il v a un anvers é ca décor, at notamment l'apperition d'un proletariat ouvrier qui ne ve pas tardar é s'organiser. Peradoxalament. Saloniqua vit una Bella Epoqua en plein cœur des Belkans où se déchirant les nationalismes, at où l'Empire ottoman peina é se maintenir. La capitala macédonienne n'ast pes sans aubir las contrecoupa da cea affrontaments. Ella est, plus qua Jameis, comma l'e ei bian dit l'un de ses historiane du début du siècle, le « ville convoitée ». Convoitée per les Autrichians, pour lesquela elle représente ce qua Conatentinople aignifia pour les Russes; l'accèa eux mara chaudes. Convoitéa eussi per les Bulgares, par les Sarbes, par lea Grecs. En même temps, le villa qui e vu neîtra, en 1881, Mustaphe Kemel, le fondateur da la Turquie moderna, ast l'un des principeux foyers du mouvemant Jeune Turc gul triomphera à Istanbul en 1908.

Catta Saloniqua ottomane s'effondre en 1912, lorsqua les erméea grecques s'en emparent eu cours de la première guerre



balkaniqua. Alore commence l'hellénisation de Salonique : en une dizaines d'années, le villa se vida da sa communeuté musulmena, qui se replie sur istanbul, cependant qu'elle voit arriver, notamment après l'échange de populations décidé eu traité de Lausenne (1923), un afflux de Grecs d'Asla minaure. Les transformetions concarnant eussi l'urbaniama : an eoût 1917, un gigantesqua incendia dévaste la . cœur da la cité, at la remodelage urbein mis an œuvre per les eutorités grecquas permet de modarniaer l'espace urbain, de faire disperaître l'ancien quartlar juif, dont la population est dispersée é le périphérie, st de gommar partiallament la passé ottomen da le ville macédo-

Capitale de la Grèca du norde at deuxiéma villa du pays, Thes aetoniqua ast aujourd'hul une cité active, Industrieuse, de plus d'un million d'habitants, dont la prospérité repose sur da solides assisee régionales. Pour qu'elle puisaa rayonner eu-delà, comma l'y Invite se position eux avant-postes da l'Europe, il fasdra sans doute attendre qua les conflite régionaux (Belkans, Egée) s'apalaant, at qoa les essaloniciana retrouvent pleinamant le mémoira trop souvant occultée da leur pass richa at complexa. Alors Their aeloniqua pourreit davenir, comme l'eveit prédit l'un de ses fila à le veille de le première guerre mondiele, « le villelumière des Balkans ».

200 post 3. 12.

Compris Ds Color Sale Color

lellont Athos,

COMPANIENT TO THE PROPERTY OF THE PARTY OF T

Market . Pril 4 -

THE THE PARTY WAS A SHAPE TO BE SHAPE TO BE THE PERSON BY LAND STORY The Market St. Ash of the Mark p pists 37 - 3 - 3 - 3 - 4 - 4 - 4 Ship to the same of the same o



MERCHANT BANKING FINANCIAL YERVICES

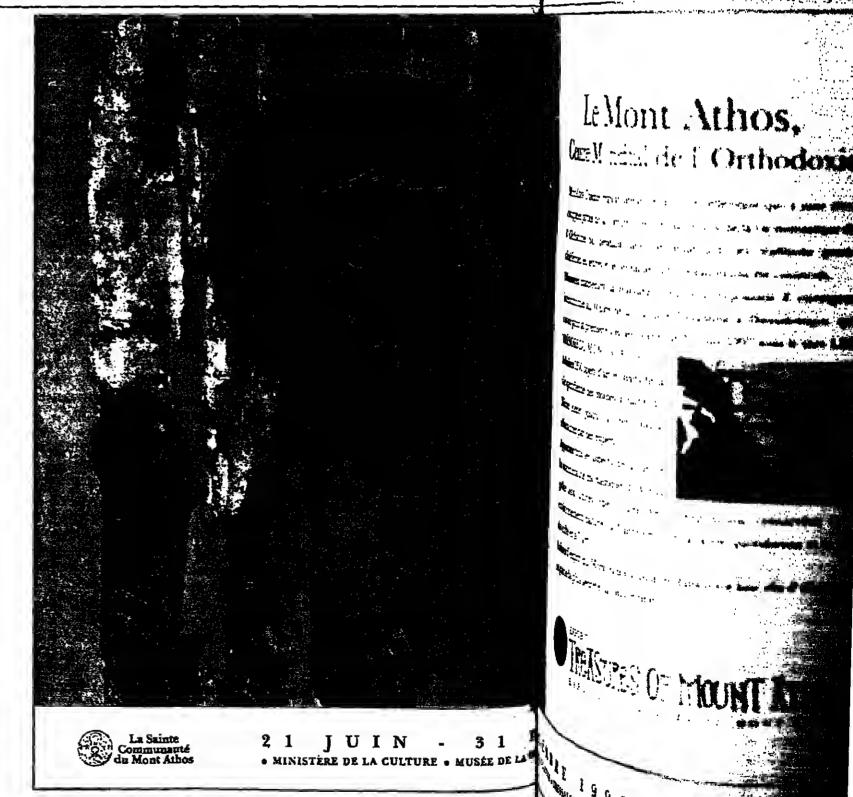
CORPORATE FINANCE INVESTMENT BANKING **ASSET MANAGEMENT ADVISORY SERVICES**



NATIONAL INVESTMENT BANK FOR INDUSTRIAL DEVELOPMENT S.A.

HEAD OFFICE: 12-14 AMALIAS AVE., 102 36 ATHENS, TEL: 3242 651-9 TLX: 216113 NBD, FAX: 3296 211 THESSALONINI BRANCH: 1 KOMNINON & NIKIS STR., 546 24 THESSALONIKI, TEL: (031) 225 441, FAX: (031) 226 611

AN AFFILIATE OF THE NATIONAL BANK OF GREECE



حكدا من الاصل

M. dus drffferentus ME DIE REKERMENT SENTS the partitions different till THE THE PARTY OF PORCE d is managed up d'an PART AND THE SECOND Marian Paradication Bergen pal germ Su: m men ageur des Sa. Bernett (ME CAP STA Meinerige, bereiten & fingen 2787 FES 144 + 4475 the time and which the · 一日に 1995年 日本 1995年 日本 made and the second dis-中 16650年 建筑作业分 1年中 1 the day Autout here. ---Same . Paggara and Marie Charmanachan and a second MATERIAL PROPERTY. Marie Marie Committee of the contract of the c Berteit im Produtter?

La cité perdue des séfarades

Lumières de l'Occident, relayées,

dea 1873, par le création de la pre-

mière école de l'Alliance israélits

universella., Son œuvre béné-

figue, Il est vrai, eut pour corol-

Isira une francisation gelopante

du judéo-espagnal et, les événe-

ments tragiques du Proche-

Orient s'amplifiant, un courant

d'émigration vers l'Europe occi-

Misère

et persécution

A ville proepère, meis, en - 1912, le Grèce reprend Salo-

nique eux Turcs (4). La situation

des juifs s'en trouve eggravée, et

plus encore en 1917, lors du

grand incendie qui sinistra le

majeure partie da la population.

Après is Grande Guerre, les

manifeetations antiaémites se

multiplient. Les gouvernements

ns respectent pas le treité sur les

minorités, eigné à Sèvres la 10 eoût 1920. Il a'eneuit une

hámorragie de la population

juive: de 100 000 an 1912, leur

nombre passere à 62 200 sn 1928,

1940 (après le regroupement des

Avril 1941: après l'échec des

troupes fascistes italiennes face à

l'armée grecque, l'Allemagna

dentale et la Nouveau Monde.

guides de Thessalonique n'en parlent, En 1940, ils etalent encore 56 000; an 1947, guère plus da 1 950 survivants da le « solution flosle », décrétée, an 1942, à Wannaae, 46 091 parsonnes (1) aveient été déportées

I les dictionneires ni les

a training to the state of the

par les Allemands vers les camps d'Auschwitz et de Bergen-Belsen. alors qua la Larousse de 1966 se I hellengamen to l'helignisation de Sa. NIQUE ou SALONIQUE, port de une dizentes d'ambig.

vide de 58 commings, sacrée en 390 aur l'ordre de Théomane, qui sa ret. mane, qui se replete, dose F[...] », sans dire un mot du rependant qu'elle et génocide encore récent des juits notamment apres la de Grèce.

Un musée du judéo-espagnol

T pourtant, Isure ancêtres, ortein mis en me. E T pourtant, Isure ancêtres, expulsés d'Espagne en 1492, (3:14 disparate la s'installer uolla coulon en formathe just dom to prose tion (20 000 à Salonique, nom turc de la ville), de parter libremant leur espagnol, vériteble musée vivent de la langue Ibérique du XV* siècla - qu'on eppelet deuxième desse de s'adonner à leurs cultes et à " o " C 10 est avec leurs professions, d'exercer leur in a school industries justice, et de se dire fièrement i in milica franz séfaredes, du nom hébreu de minspetifie reposes: l'Espagne. Cette Sefarad dont, assess regionale la des siècles durant, ile eurent la La 15 r 13 y 21 r L nostalgle et continuerent de culti-

1/4 3275 COLLEGE Interpretes, médecins, financiere, artisans, voirs agriculteurs, Terre s'apasser. I les julfs d'Espagne aveient connu diverses périodes de prospérité, cert en la seri tant dens l'Espagne musulmans 47 June : complet ! Use dens l'Espagns chrétienns. sarenice poursi le poésie, à la philosophia, eux sciences, à l'industrie, à l'Imprithis is the selfe at a man's, su commerce, qu'ils intro-

ramme l'y avates ver romances, contas et pro-

avail postes tella Verbes.

· Professeur émérite des universités.

Par HAM VIDAL SEPHIHA*

duiront dans l'Empire ottoman (notamment le poudre à canon qui sera d'une grende side pour cet Etat guerrier)... Les noms de Maimonida, Yehudeh Halévy, ibn Garibol, Ibn Paquda, Sem Tob ds Carrion, etc., resteront gravés en leur mémoire et dans leurs livres de prières, comme sutsnt da phares d'une terre pardue, d'une aeconde terre promise où cou-Isient la lait et le misi.

Ssionique, Constantinopis, Izmir, Safed, Jérusalsm, Le Caire, virent sffluer les émigrés, juits et merranes, jusqu'à la fin du XVI siècle. Les communautés y étaiant regroupées selon les origines, oes petites petries qu'étalent Tolède, Cordous, Aragon, Léon, Skile, etc., euxquelles correspondaient autant de syns-

Les juifs hellénophones (roumaniotes) et eshkénazes, qui vivalent à Thessalonique svent l'errivée des séfaredes, seront bien vite assimilés par ceux-ci. Vers 1550 ils sont majoritaires, et ce jusqu'en 1912. Ils constituent slors plus de la moitié de le population, les Turcs 20 %, les Grecs 20%, et les Bulgeres 5%. «La ville antière vit su rythme de sa majorité séfarede qui impose sa férialité du samedi pour toutes les ethnies et toutes les activités da is vills, y compris le poste (2). » C'est en quelque sorte une entité semi-autonome dont les rabbins recusillant les impăts destinés su pouvoir otto-

L'Industrie drepière est florissante, et répond aux besoins des armáes, plus particuliarement. des janisesires, fauteurs de troubles dont is corps sere dissous en 1826. Bientôt, Moïse Allatini, originaire de Livoume, villa ouverte à tous les étrangere et aux juifs depuis 1593, dotera le cité séfarade da minotarias,

bouscule tout sur son passage. Le 9 evril, Thesselonique est occupés. Alore commencent d'una briqueterie, d'una brasse humilietions et exactions pour rie at d'uns menufacture de les juifs. Dès la 11 avril, fin est tabec, révolution technique qui mise à la parution du dernier engendrere un prolétariat et un journel an judéo-aspagnot, le Mesadjaro. La crise économique parti socielista puissant, éditant El Avenir, Aventi, et La Solidaribet son plain, la mortalité augdad ovradera. Trois titres d'una mente affroyeblament, d'autant qua l'hiver 1941-1942 est partipresas judéo-espegnole écrite tantôt sn caractères hébreux, tanculièrement rigoureux. Femine et tôt en caractères latins et qui, da frold intensifient la misère. 1860 à 1930, créera 105 journeux, Le semadi 11 juillet 1942, tous elors que, pour le même période, li v en sut 25 à Istanbul et 23 à Izmir (3). C'est là l'impact des

les adultes luifs doivent se presenter - ironie mecabre - eur la place de la Liberté, où on les torture. Alors commencent pour eux las travaux forcés, le port de l'étoits jauns et le relégation dans des quartiere déterminés, tout comme pour leurs frères de Versovie ou de Lodz. Alors se forment les premiers convois pour Birkensu (mers 1943), qui se auccéderont jusqu'en juin, Alors sera pour toujoure détruite le Selonique juive dont le poétasse Hennette Asseo, d'origine thessalonicienne, dire:

Mon peuple vous ne la

Jadis, l'exode du tuxe l'a décimé en milla nations. Mon paupla ne yous reasembla pas, servitude de l'Alliance

en Dieu Identifié. Mon peuple n'existe pas, exii de la mémoire aux portes des camps.

(1) Chiffres donnés par Michael Molho dans son in Memoriara, Hommage aux victimes fulves des nazis de Grèce, Thes-salonique, 1973.

(2) Edgar Morin, Véronique Grappe-Nahoum et Haim Vidal Séphiha, Vidal et les siens, Le Scuil, Paria, 1989. (3) Q. Haim Vidal Sephiha, L'Agonte des Judéo-Espagnols, Eniente, Paris 1976, 1979 et 1991, chaptire 9. « La presse

hitlérianns antre en scàna st

Une authentique capitale européenne de la culture



N 1985, Athènes avait été désignée première capitale européenne de la culture par le conseil des ministres de la culture de la Communauté. En 1997, à la suite de Copenhague. Thessalonique – dont la candidature avait été retenue des 1992 – reprend le flambeau pour la Grèce. Et c'est justice, car la métropole du Nord est un foyer culturel, universitaire et scienti-fique à dimension internationale, qui n's rien à envier à la capitale. Depuis le mois de janvier, elle offre à ses visiteurs une multitude de manifestations convrant tous les domaines de la création artistique : de la musique an théâtre, de la peinture à la littérature, de la sculpture au cinéma et à la danse, avec une forte participatioo étrangère : Allemagne, Canada, France, Italie, pays balkaniques, Royanme-Uni, Turquie, etc.

L'Institut français de Thessalonique, dont la salle s été entièrement rénovée, acqueille, entre autres, une exposition consacrée an décoratif dans l'art an XX siècle, réalisée par le Musée de Villeneuve-d'Ascq ; la Comédie-Française et l'Orchestre national sont attendus à l'automne ; le Musée départemental Albert-Kahn, de Boulogne-Billancourt, présente des photographies du mont Athos. Ce moot Athos, dont les fabuleux trésors, qui o'avaient jamais quitté les beux sacrés, foot, depuis le mois de juin, l'objet d'une exposition présentée au Musée de la culture byzantine de Thessalonique. Un événement exceptionnel qui, à lui seul, devrait attirer les curieux du monde entier.

C'EST donc un « festival des idées », pour reprendre la formule choisie par la ville, fortement ancré dans l'histoire intellecquelle et spirituelle de la Macédoine et de la Thrace, tout en rassemblant les formes les plus variées de la création cootemporaine. que propose Thessalonique. Et ce, à une échelle rarement



Pour réussir ce pari audacieux. une organisation spéciale, présidée par le maire de la ville, M. Constantinos Kosmopoulos, a été créée par une loi de 1993. Car la « belle mariée du golfe Thermaïque », comme on continue de l'appeler, ne fait jamais les choses à moitié. Et elle a profité de la distinotico européenne qui lui a été conférée pour se doter de nouvelles infrastructures et institutions culturelies. Comme l'e dit le mioistre grec de le culture, M. Evangelos Venizelos, lui-même Thessalonicien. en termes d'inspirotion, nces et de capital »_ LUCIE TAMARIS.

atteinte : plus de 800 manifes-

tations étalées sur l'année.

Le Mont Athos, Centre Mondial de l' Orthodoxie

Mont Athos! Unique région bénie de la terre hellénique qui, à juste titre, est appelée Jardin de la Vierge. Centre historique de la vie monastique de l' Orthodoxie où, pendant plus de mille ans, les traditions grecochrétiennes, les lettres et le véritable culte byzantin ont été conservés.

Découvrez maintenant sa grandeur lors de l'exposition d'envergure internationale au Musée de la Culture Byzantine à Thessalonique, qui ouvre pour la première fois ses portes le 21 juin 1997 sous le titre LES

Admirez 1500 objets d'art et objets de la vie quotidienne des moines à partir du Xème siècle jusqu' à nos jours, sélectionnés par des experts.

TRÉSORS DU MONT ATHOS.

Apprenez tous les aspects de la vie de la communauté monastique d' Athos

grâce aux unités spécifiques de l'exposition consacrées à l' environnement naturel, à l'architecture, à la vie quotidienne et la vie

Laissez l'esprit du Mont Athos s' infiltrer dans votre âme afin d'illuminer sa partie la plus secrète, la plus intimel



EMBRE E BYZANTINE . THESSALONIQUE - GRÈCE





BANK OF GREECE PRINTING WORKS DEPARTMENT & MINT

The Printing Works Department of the Bank of Greece was established

before World War II. On the same premises a Mint was established in 1971.

These facilities produce:

-Banknotes, treasury bills and government bonds

-Variety of other securities, such as bills of exchange, cheques, share certificates, lottery tickets, stamps, e.t.c.

-Ordinary circulating coins -National and international commemorative coins, medals, e.t.c.

The work conforms to the highest quality standards including the use of the latest available technology in security printing.



E mercredi 17 novembre, Tristan Videuil rentra

chez lui plus impatient qu'à l'ordinaire. La

France jouait sa qualification pour le Mondial;

Il s'installa devant son poste de rélévision, qui reposait

dans le renfoncement du mur sur une étagère, comme

sur un autel. Météo, pubs, Marseillaise. Un temps doux, propice. Gros plan sur l'homme en noir, au milieu du

Tristan eut à peine le temps de voir le ballon jaillir du rond central. Un crissement aigu se fit entendre, suivi d'une explosion de ténèbres. L'éctan parut vide;

La panne, la stupide panne, imprévisible, irrépa-rable ! Le match allait se dérouler à mille lieues, sur une

autre planète! Le plaisir de gagner définitivement

sur l'appareil, chercher en vain le numéro d'un service

ment d'étrangeté la table basse où s'offraient les télé-

commandes, la perite veilleuse qui le narguait près de

l'écran, les murs, les rideaux, la moquette où campait

du commentaire sportif ; Tristan n'avair pas osé deman-

le poste vide. Il ne parvenait pas à en détacher les yeux,

match inexistant. Il avait vaguement l'impression, en

s'entérant ainsi, de mettre l'écran en face de ses responsabilités. Vers 22 h 30, Tristan perçut une voix qui

annonçait, dans la cage d'escalier, que la France avait fait

march nul. Il se flanqua au lit pour oublier cette calami-

jours pas venus réparer le poste. Tristan mit en route le

lave-linge, dont il se plut à regarder courner le tambour.

pour compenser. Il alla dîner à l'extérieur, revint vers

21 heures, alluma machinalement la perite veilleuse

dont le reflet rougeaure parut animer l'écran. Puis il

s'installa dans son Voltaire, face à l'appareil bombé dont

la surface silencieuse avait quelque chose de pensant.

Même dans un poste éteint, songeait-il, il y avait un

sans doute été moins carastrophique que la précédente.

la penombre, en un tête-à-tête décisif.

Le vendredi 19 novembre, un petit événement se

Il savait que, en ce soir du 18 novembre, il autait eu le choix entre un

documentaire sur la torrure dans le monde, une émoustillante revue

comique sur la première chaîne, un téléfilm maritime sur la 3, ou la

seconde guerre sur La Cinq. Il rêva d'embarcations malmenées par des

vagues déferiantes, pensa à l'héroïsme des champions modernes; par

moments, il lui sembla que ses yeux percevaient sur l'écran de vagues

lui manquait. Il se contenta de parier qu'il ferait un temps pluvieux et

froid, en accord avec la saison. En se couchant, il se dit que la soirée avait

l'existence de Tristan Videuil : alors qu'il venait de composer le numéro de

réléphone de la société de dépannage, il raccrocha sans même attendre de

Il venait de décider de passer la soirée face à l'écran, dans le silence et

Il vecut la journée dans l'impatience de se retrouver chez lui devant

A vingt heures précises, après avoir épousseté l'écran, il se campa face

son téléviseur ; il savait que la confrontation serait rude, mais ne dourait

au poste, laissa venir à lui des images mille fois observées et se mit à

composer mentalement le journal probable des événements du jour. Il y

avait un épisode historique à l'Est, porteur d'espoir et de crainte. En

Extrême-Orient, un cataclysme effroyable venait de se produire (Tristan

hésita entre un tremblement de terre et un typhon). L'économie française,

François Brune, professeur et écrivain, a notamment publié un récit satirique, Mémoires d'un futur président (Oli-vier Orban, Paris, 1975); une étude psychopolitique sur George Orwell, 1984, ou le règne de l'ambivalence (Minard,

Paris, 1983); un essai sur la normalisation publicitaire, Le

Bonheur conforme (Gallimard, Paris, 1985), et une analyse de

Il est aimé quelques informations, vers 23 heures. La méréo surrout

Le lendemain soir, les dépanneurs n'étaient tou-

der l'hospitalité ; il se sentait blessé, humilié, déçu.

Débrancher, rebrancher, tripoter les bourons, taper

Tristan se rassit, considérant avec un terrible senti-

On entendair, chez des voisins, les échos lointains

Par intervalles, il ne pouvait s'empêcher d'imaginer les phases du match, tout en demeurant bagard devant

Il resta plus d'une heure à contempler ainsi le

nous avions nos chances.

terrain. Coup de sifflet...

c'emit la fin du monde.

de dépannage : rien n'y fit.

son inderacinable fauteuil Voltaire.

par crainte de trahit l'événement.

message, une présence, une âme.

estampes animées.

perdu, ce soir !

l'idéologie d'aujourd'hui. Les médias pensent comme moi ! qui vient de faire l'objet d'une réédition augmentée (L'Har-

LE JOUR OÙ LA TÉLÉVISION S'ARRÊTA

Fidèle au poste

Une nouvelle inédite de FRANÇOIS BRUNE

« Le vendredi 19 novembre, un petit événement se produisit dans l'existence de Tristan Videuil : alors qu'il venait de composer le numéro de télépbone de la société de dépannage, il raccrocha sans même attendre la réponse.»



en revanche, faisait des miracles : l'essor de nos ventes d'avions dépassait même la croissance du chômage. Une explosion de gaz, une grève-surprise er un viol sur autoconte constituaient les autres faits nationaux. Avant la sacro-sainte météo, Tristan se concocta quelques publicités, dont certaines fort osées pour eaux de toilette spécifiquement masculines. Puis il décida qu'un léger réchauffement marquerait le temps du lendemain.

Restait à imaginer le programme de la soirée. Tristan fut tenté de se représenter ce que serait l'émission littéraire du vendredi soir, où devaient se trouver quelques écrivains parmi les meilleurs de leur génération. Mais il avait surtout besoin de rire. Pourquoi, se dit-il, ne pas visionner en hiimême un spectacle hors programme, un bon vieux film comique par opca au hasard pour La Folie de tranche de spots et de bandes-annonces et, après quelques bredouillements visuels, le film lui revint à l'esprit avec une précipitation dynamique dont le seul ennui était le désordre. Il rit de revoir Sapritch en duègne pittoresque, Montand nettoyant les oreilles de son maître, de Funès lorgnant l'or de ses casserres, ou encore la corrida échevelée.

Quelques épisodes, il est vrai, lui manquèrent. En revanche, il se sentit traversé par des séquences indésirables : il revoyait Louis de Funès s'exclamer - Comment. Salomon est juif ? » et ne savait plus où situer la

Il décida que cela étai: sans importance. Il pouvait même combler ses trous de mémoire en recomposant des spectacles originaux. Il s'écouta lugement rire toute la soirée, avec parfois l'impression qu'un public fictif, preenregistre, prolongenit ses propres éclars. Il s'endormit heureux, et

NE semaine passa: Triscan rodair ses nouveaux soirs, en prenant de plus en plus d'autonomie par rapport aux programmes et aux

Il s'aperçut qu'il lui prenait envie parfois de penser à la signification des images qu'il s'inventait. Il s'octrova désormais des temps d'arrêt méditatils. Il les nomma - pauses réflexives - ; elles prensient malheureusement la place des pauses publicitaires ; mais après tout, se distit-il, on ne peut

Un moment privilégié demeura le flash météorologique : par on ne suit quelle prescience, Tristan devinait très exactement la météo à venir.

Trouvant trop commode de s'offrir une séance de cinema-memoire chaque soir, il résolut de se limiter à trois films par semaine : ce faisant, il se félicitait de ne pas menacer la vitalité créative du cinéma français.

En aiternance, il consacra les autres soirées aux dures réalités de l'époque, soit trois documentaires hebdomadates. Tantés il se plaisait à admirer les surprenantes merveilles de la planète depuis les profondeurs marines pusqu'aux sommets des plissements telluriques ; cantôt il enquêrais surs complaisance sur les misères dramatiques du globe. 'a cerragraphie galopante du tiers-monde, l'exploitarion éhoctée des enfants, le spectre exponentiel du sida, la barbarie des guerres civiles, la pieuvre mondiale de la drogue, la vaise des milliards clandestins et le constat désespérant des désagrégations planétaires. Certes, il ne menageait pas ses critiques au capitalisme mondial ; cependant, il ressentati puissamment son privilège, son impuissance et sa calpabilité d'Occidental au vu de tels tableaux.

Il se couchait accablé. Et il dormait profondément. Au bout d'une quinzaine, il ressentit un manoue essentiel, réflechir, hesita, puis se rendit à l'évidence : il lui manquait des « girls ». Oui, des girls ! Il les introduisit aussitur cars son spectacle, merrant au point des émissions aussi prèves que fantasmatiques, qu'il baptisuit « Natalia . . . Ana . . . Patricia .. Il s'agissait, le plus souvent, de chorègraphies stimulantes qui lui faistient oublier les apocalvases cyberspeciales...

Songeant su risque de réduire et de dégrader ainsi l'idée qu'il se faisait de la femme, il équilibra biennie ces sortes de clips par des « Quarts d'heure avec » où il évoquait, à l'inverse, de nobles figures féminines : une écrivain reconnue, une grande âme caritative, ou une religieuse de choc. Il les nommait, en son for intérient « Margarita », « Teresa », « Emmanuella ». Il se fixait des rendez-vous avec elles. Et il vit que cela érair

Le dimanche 12 décembre, Tristan Videnil s'annrisa à contempler son poste en plein jour, le marin deux heures durant. Il était banalement incroyant : mais ce n'était pas une raison pour ne pas se livrer, le dimenche, à quelque émission mémphysique profine. Il se laissa aller à des associations d'images philosophiques où, méditant sur le mystère de son moi face au poste, il en tirair de profondes interrogations sur l'énigme de l'être humain face au monde. « Le globe est là, je le contemple, et je comprends que je suis sur la Terre », se disait-il ; et de délicieuses réveries existentialistes amplifiaient sa conscience du réel.

Cela ne l'empêcha nullement, par souci d'équilibre, de passer l'après-midi à se représenter de vastes compétitions sportives. « Mens sana in corpore sano »,

ON aprirude à la rélécontemplation atteignit son sommer au cours de la nuit de Noël. Récusant plusieurs invitations chez des amis, Trissan s'érair promis une vaste soirée. A la place de la veilleuse habituelle, il alluma trois bougies autour de son téléviseur. Puis se mit à évoquer son enfance, son destin, et cette tâche essentielle que, depuis un mois, il s'était fixée d'élucider peu à peu le mystère des choses. Chaque soir, les réalités palpicances de la vie se metraient puissamment à vivre sons son regard. Il aimait le monde, il aidait les hommes. Au coeur de l'écran, il crut voir émerger l'humaniré, infiniment animée, infiniment colorée, dans la profondeur d'un champ cosmique illimité, qu'éclaimient les trois reflets tremblants des bougies allumées. Une émotion surhumaine s'empara de lui ; il s'emplissit de toutes les douleurs et de toutes les merveilles de l'univers, il portait le monde, il tait le monde l

C'est alors que, se détachant de son Voltaire, Trisran tombe à genoux, les yeux fixés avec ferveur sur le petit écran. Et là, dans l'immobilité d'une stame priante, il éprouva longuement les transports les plus incroyables que pûr ressentir un téléspectateur vers la fin du vinguème siècle.

Il émit devenu le Télévoyant.

Terrible fur la retombée dans le quotidien, qu'on nomme parfois réel ». Ces minutes de communion intense avec l'Homanité, que Tristan avaient vécues par la médiation d'un poste éteint, semblaient avoir consumé ses énergies cérébrales. Sa léthargie morale dura presque rout le mois de janvier. Il ne parvenait plus à rallumer l'écran intérieur malgré tous ses efforts pour remoter la vision. Il avait beau saisir sa rélécommande, faire mine de zapper, rester jusqu'à minuit devant son téléviseur, les énanges lucarnes restaient vides,

L'ironie du sort voulur qu'à plusieurs reprises ses collègues de bureau

lui dirent, le matin : - Il n'y avait vraiment rien, hier soir, à la télé!

Tristan confirmait - Rien en effet.

La mir, il faisair des cauchemars : il émit emprisonné pour n'avoir pes fait réparer son poste ; l'écran, prenant figure humaine, le menaçait avec des mimiques de chef d'Eux; ou bien, se muant en trou noir, tennit de l'avaler pour le punir d'avoir regardé.

Le comble de l'horreur, pour Tristan, se produisit le samedi 23 jauvier, dans une grande surface où il s'était égaré pour des motifs ali-mentaires. Insensiblement entraîné par la foule dans le rayon audiovisori, il déboucha soudain sous les feux croisés, à la fois obscènes er visqueux, d'une vingtaine d'écrans allumés! Tous trachaient les mêmes images, bruyantes, multicolores! Une écocurante profusion, un flux indigeste, une canaracte de vulgarité! Tristan vacilla d'horreur et de panique, tel un anschorète plongé dans quelque lupanar. Quelle barbarie, quelle barbarie, su regard du silence communicatif de son écran éteint!

S'arrachant à ce spectacle odieux, il revint chez lui scandalisé. Et, le scandale se muant en révolte, il retrouva soudain l'inspiration. Infos, films, documentaires, météos, tout lui revint en mémoire et en imagination. Mieux encore, stimulé par l'actualité d'une guerre alliant le suspense à l'horreur, il fir jaillir des images inouïes, de vérirables « scoops » que bica des chaînes lui cussent enviés. Il disposait d'archives entières, emmagasinées dans ses hémisphères cérébraux, qu'il projetait chaque soir à volonté. Prenant définitivement congé de l'actualité, il s'autorisa à variet les événements au gré de ses humeurs, de ses joies, ou de ses canqunes. Les jours de colère, il n'hésitait pas à punir tel ou tel pays qui lui semblait compable en projerant sur hui, hallucinatoirement, une vigoureuse épidémie on quelque caraciysme purificateur. Et, les choses étant ce qu'elles sont, l'évênement ne manquait pas d'arriver, même si Tristan avait pu se tromper de lieu ou de temps dans l'attribution de la catastrophe.

Tour fonctionnair à merveille dans l'univers tragique de ses joycuses soirées lorsqu'il reçut, un beau marin, l'injonction de payer la rederance. annuelle. Son téléviseur était hors service depuis trois mois, et l'Administration lui enjoignait de payer la taxe audiovisuelle!

"Mousieur le Receveur,

Votre avis de pasiement vient de me parvenir, et je ne voudrais pas laisser passer aute occasion de vous dire. Cher Monsieur, combien je suis henrues de vous régle asse modeste somme

Qui ne s'enthousiasmorait en effet de dispaser, pour un coût si dérisoire, d'une telle abondance de spectacles! Des documentaires dérangeants, une information commerciale continue, des couleurs multiples égayant nos foyers, une culture en direc 24 beures sur 24, bref. toute la vie du monde contemporain! Quelle mission en-vrante ce doit être pour vous. Monsieur le Receveur, de collecter les oboles qui parmettent à nos chaînes d'accomplir ce miracle quotidien!

C'est véritablement fundassique, Monsieur, ce qui se passe, chaque jour, sur mon petit erran! Ne vous étonnez dont pas de trouver ci-joint un chèque des fais supérieur au montant de la redevance : je veux sinchrement aider motre système nativ nal à parfaire encore l'excellence de ses programmes.

Ne m'en remerciez pas! Il me suffit de savoir que je contribue ainsi, mo mons, à l'esser de la communication dans mon pays et donc, au progrès culturel de l'Hunanité...

En vous priant d'agréer, Monsieur de la Redevance, l'expression de mon infant gratitude, je demeure. plus que jamais, fidèle au poste."

VIENT DE PARAÎTRE EDITIONS EHESS PAYSANS AU-DELA DU MUR ÉTUDES RURALES ti 198,449 - 272 pageti 940 Fil GUERRE. GUERRES CIVILES ET CONFLITS NATIONAUX DANS L'EMPIRE RUSSE ET EN RUSSIE SOVIÉTIQUE. 1914-1922 CAHIERS DU MONDE RUSSE N XXXVAR 1-2 - 258 pages 180 F LA CORNE DANS TOUS SES ÉTATS CAHIERS D'ETUDES AFRICAINES N 146 - 363 expect 100 F LES LOGIQUES DE L'ENTREPRISE Catalogue La rationalisation dans l'industrie française sur demande de l'entre-deux-guerres 131 bo St-Michel Aimée Moutet - 75005 Pans Personatore houstable Tel.: 01 40 46 70 80 Fax: 0: 44 07 05 39

11010

his basque MBO: IMPAE

here:

金配二:

the Contract

100 B 27

資理を記ませる。

pertite . . .

4613----

· 1000

Part I

100 i ...

dE:2

Pa. 2

Barry E. S.